

Le Rideau de Fer sur l'Amérique



JOHN BEATY

Le Rideau de Fer sur l'Amérique

John O. Beaty

1951

Traduction française : 2024 par l'équipe du Saker francophone.

Version : 2025-05-31

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : [The Iron Curtain Over America](#)



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Table des matières

Table des matières	3
Table des illustrations	4
Contribution du lecteur	5
Dédicace	6
Note au lecteur	7
1 Les chevaliers Teutoniques et l'Allemagne	13
2 La Russie et les Khazars	30
3 Les Khazars rallient le parti démocrate	64
4 La guerre injustifiée	83
5 Le sombre couvercle de la censure	108
6 La politique étrangère suivie par l'administration Truman	145
7 Le parti démocrate national veut-il la guerre ?	200

8	Le nettoyage des écuries d’Augias	218
9	Les États-Unis peuvent reprendre leur liberté	242
A	Remerciements	292

Table des illustrations

2.1	Assassinat d’Alexandre II	42
2.2	Logo du Bund	43
5.1	Lutte contre la censure historique — Harry Elmer Barnes	132
6.1	La position clé de Formose dans le Pacifique	159

Contribution du lecteur

Cet ouvrage a été traduit et relu par une équipe de volontaires non rémunérés.

Si le lecteur trouve des corrections à apporter au présent ouvrage, ses retours, même mineurs, même pour une seule faute, sont les bienvenus à l'adresse : relecture-livres@lesakerfrancophone.fr.

Veuillez préciser dans votre message le ou les chapitre(s) concerné(s) et laisser des informations de contexte, comme la phrase entière autour de l'erreur que vous nous notifiez. Cela nous fera gagner beaucoup de temps.

Dédicace

À l'imposante compagnie des soldats, marins, aviateurs et marines étasuniens dont la tombe est marquée d'une croix blanche loin de chez eux, ce livre est dédié avec la promesse solennelle que la civilisation chrétienne dont ils étaient la plus fine fleur ne mourra pas.

Note au lecteur

De nombreux auteurs de livres s'intéressant au monde actuel ont été des proches de la Maison-Blanche, des commandants militaires, et d'autres dont l'autorité est indiquée par leur titre officiel ou militaire.

Ces auteurs n'ont pas besoin d'être introduits au public. Le lecteur potentiel est cependant fondé à découvrir le passé et l'expérience d'un auteur peu connu ou inconnu proposant un ouvrage général traitant d'un sujet colossal et important.

Au printemps 1926, le présent auteur fut choisi par l'*Albert Kahn Foundation* pour enquêter et émettre un rapport sur les affaires mondiales. Introduit au travers d'une correspondance préliminaire, et muni de nombreuses lettres d'introduction destinées aux personnes de premier plan du gouvernement, de la sphère politique et de l'éducation, il a acquis davantage d'informations qu'un touriste de la culture et des institutions, des mouvements et des pressions dans les vingt-neuf pays qu'il visita.

Dans plusieurs pays, dont certains étaient de grandes puissances, il a trouvé des situations et des attitudes significativement différentes de la conception que l'on s'en faisait aux États-Unis. Bien qu'il ait par le passé réussi à disposer de ses écrits, il ne parvint cependant pas à faire publier ses observations sur la situation du monde, hormis dans le Rapport annuel de la Fondation et dans l'État ami du Texas — dans le *Dallas Morning News*, dont il était

un correspondant spécial à l'étranger, ainsi que dans le *Southwest Review* où son « Race et Population, et leur Relation à la Paix du Monde » peut encore être vu comme un pronostique virtuel sur la guerre en approche.

Après son retour aux États-Unis à l'automne 1927, l'auteur a continué de s'informer sur les attitudes du monde en correspondant avec les nombreux amis qu'il s'était faits en voyageant, et en lisant des journaux d'informations français, allemands et italiens, ainsi que certains journaux parus en Asie en langue anglaise. Les tendances dans le monde continuaient d'évoluer dans une direction opposée à ce que l'on laissait connaître au peuple étasunien, et une forme de censure virtuelle obscurcissait les tentatives de transmettre des informations. Par exemple, bien que les manuels scolaires produits par l'auteur continuaient de bien se vendre et bien que son roman *Swords in the Dawn* (1937) fût favorablement reçu, son livre *Image of Life* (Thomas Nelson and Sons, 1940), qui tâchait de montrer aux Étasuniens la grave signification à l'échelle mondiale de la dégradation de leurs standards culturels, ne reçut, pour autant qu'il sût, aucun commentaire dans les critiques ou chroniques littéraires de New York. De fait, le journal de critique doté de la meilleure réputation en matière de couverture littéraire ne référença même pas *Image of Life* dans la liste « Livres reçus. »

En 1940 — alors que notre Président s'employait fiévreusement et secrètement à préparer l'entrée des États-Unis dans la seconde guerre mondiale, tout en réfutant publiquement ce dessein — l'auteur, capitaine de réserve, fut « alerté, » puis fut appelé en 1941 en service actif au sein des Services de Renseignements Militaires du Département de la Guerre. Sa première assignation a consisté à rédiger, ou à aider à rédiger, de courts livrets sur des sujets d'études militaires concernant plusieurs campagnes, comme celles menées en Europe de l'Ouest et en Norvège, ainsi que trois bulletins sur l'échec des tentatives menées par l'ennemi en matière de sabotage et de subversion.

En 1942, l'auteur a été promu au grade de major, et Chef de la

Section Historique (qui est distincte de la Branche Historique du Personnel Spécial du Département de la Guerre, créée plus tard). À ce nouveau poste, il supervisait un groupe d'experts qui préparait une histoire contemporaine des événements dans les diverses régions du monde présentant une importance stratégique. Il était également l'un des deux éditeurs du « rapport G-2 », quotidien et secret, qui était produit à midi chaque jour pour apporter aux personnes occupant des postes importants, dont la Maison-Blanche, l'image du monde tel qu'il était quatre heures auparavant. Au poste de Chef de la Section Historique, l'auteur a écrit trois études qui ont été diffusées à grande échelle sur certaines phases de la campagne germano-russe.

En 1943 — année au cours de laquelle il a également été détaché auprès du Corps du Personnel Général et promu au grade de lieutenant-colonel —, l'auteur a été nommé Chef de la Section des Interviews. Au cours des trois années suivantes, il a interviewé plus de deux mille personnes, dont la plupart revenaient de missions importantes, venaient d'occuper un poste délicat, ou avaient commis une action valeureuse — souvent dans une région peu connue du monde. On trouvait parmi les interviewés du personnel militaire allant du grade de soldat de première classe jusqu'au général quatre étoiles, des dirigeants diplomatiques allant du vice-consul à l'ambassadeur, et des représentants spéciaux du Président, des sénateurs et membres du Congrès revenant d'enquêtes menées à l'étranger, des missionnaires, explorateurs, hommes d'affaires, réfugiés, et des journalistes — parmi ces derniers, [Raymond Clapper](#) et [Ernie Pyle](#), interviewés entre leur avant-dernier et leur dernier voyage fatal. Ces personnages significatifs étaient présentés parfois individuellement, mais le plus souvent face à des groupes d'officiers et d'autres experts provenant des diverses branches du G-2, d'autres divisions du Personnel Général, en provenance de tous les services techniques, et en provenance d'autres départements intéressés par les informations vitales que l'on pouvait obtenir par interview parfois six semaines avant d'être reçues dans les rapports

conventionnels. Dans certains cas, l'auteur améliorait ses connaissances sur une région donnée ou sur un sujet donné en consultant des documents suggérés au cours de l'interview. Ainsi, de la part des personnes qu'il interviewait ; de la part des spécialistes pour lesquels il arrangeait les interviews, et sur la base des études au travers desquelles il disposait de conseils d'experts, il disposait d'une opportunité unique d'apprendre l'histoire, les ressources, les idéologies, les possibilités, et les intentions des grandes puissances étrangères. Suivant la plupart des angles essentiels, l'image était tellement différente de celle présentée par le gouvernement aux États-Uniens que c'en était terrifiant ! Après la fin de la guerre active, l'auteur se vit présenter trois opportunités de continuer à servir au sein de l'armée — chacune de ces opportunités était intéressante, et chacune de ces opportunités était plutôt flatteuse. Mais il voulait rentrer chez lui, retrouver son université, et se préparer à essayer de nouveau de donner au peuple étasunien le récit du monde tel qu'il avait appris à le connaître ; par conséquent, après avoir atteint le grade de colonel, il a quitté les services d'active, à sa propre demande, au mois de décembre 1946. Par la suite, il a été rappelé par deux fois en service d'active durant un été : en 1947, il a écrit une brève histoire des Services de Renseignements Militaires, et en 1949, il a préparé à destination des Forces armées sur le terrain une liste de lecture annotée à destination des officiers de réserve des Renseignements Militaires.

Entre 1946 et 1951, l'auteur s'est consacré à étendre ses connaissances des événements apparemment divers mais liés entre eux dans les diverses régions stratégiques du monde contemporain. L'objectif qu'il s'était fixé n'était pas simplement de révéler les faits, mais de les présenter avec un corps de preuves documentées si solide que leur validité ne pourrait pas être remise en question. Des citations soutenant les vérités significatives ont donc été prises dans les travaux standard de référence ; dans les écrits historiques acceptés ; dans les documents gouvernementaux ; dans les périodiques largement distribués au public ou présentant une fiabilité établie rela-

tive à la politique étrangère des États-Unis ; et dans les productions d'auteurs et orateurs contemporains d'une réputation sans tache.

Le produit final d'une longue période de voyage, de service aux armées, et d'études est *Le Rideau de Fer sur l'Amérique*. Cet ouvrage ne présente pas de mémoires, ni ne présente des excuses ; il s'agit d'une présentation objective des « choses telles qu'elles sont. » Il diffère de nombreux autres livres pro-étasuniens principalement en ce qu'il ne se contente pas d'exposer les dangers extérieurs et intérieurs qui menacent la survie de notre pays, mais montre comment ceux-ci se sont développés et expose les raisons pour lesquelles ils continuent de nous affliger.

Les chemins que « nous empruntons si rapidement sont pâlement éclairés par le passé lointain, » a affirmé le général [James G. Harbord](#), et nous devons étudier le passé « en raison de ses débouchés sur le temps présent » et parce qu'il s'agit de notre seul guide vers l'avenir. L'auteur a donc allumé la lumière sur certaines phases assombries ou estompées de l'histoire de l'Europe médiévale et moderne. Dans la mesure où il a été contraint de fortement compresser les informations, et que nombre des faits seront inédits et perturbants pour la plupart des lecteurs, les chapitres 1 et 2 peuvent être décrits comme « difficiles à lire. » Les consulter, même hâtivement, préparera le lecteur à mieux comprendre les problèmes de notre pays tels qu'ils sont révélés dans les chapitres qui suivent.

Dans *Le Rideau de Fer sur l'Amérique*, les autorités ne sont pas citées dans une bibliographie, ni dans des notes de bas de page, mais dans le texte, au niveau où elles sont pertinentes. Le sujet documentaire est présenté entre parenthèses, et de nombreux lecteurs ne s'y attarderont pas. Il reste présent, cependant, pour qui désire accéder à son assurance de validité, pour qui désire localiser et examiner le contexte des éléments cités, et surtout pour qui désirera utiliser ce livre comme tremplin pour des études ultérieures.

En rassemblant et documentant ces éléments, l'auteur a suivi l'injonction de Shakespeare, « ne rien atténuer, ne rien teinter de malice. » Cet ouvrage n'est écrit que dans l'objectif de servir les

États-Unis en exposant la vérité, pleinement étayée, et l'auteur a humblement et révéremment pris pour devise une promesse du Christ Sauveur révélée par l'Évangile selon Saint-Jean (VIII, 32) :

ET TU CONNAÎTRAS LA VÉRITÉ
ET LA VÉRITÉ TE RENDRA LIBRE

Seul un peuple étasunien informé peut sauver les États-Unis —
*et il ne peut le sauver que si tous ceux à qui il est donné de savoir
partagent leur savoir avec d'autres.*

Chapitre 1

Les chevaliers Teutoniques et l'Allemagne

Durant plus de mille ans, l'un des problèmes fondamentaux de l'Europe, source, siège et gardienne historique de la civilisation occidentale, a été de s'auto-préserver et de préserver ses idéaux de la destruction par un maître temporaire des hommes et ressources d'Asie. Cette affirmation ne contient aucune critique envers les peuples d'Asie, car l'Europe et les États-Unis ont l'une comme l'autre produit des dirigeants dont les armées ont envahi les autres continents.

Depuis la chute de l'Empire Romain d'Occident, en 476 après Jésus-Christ, l'une des principales faiblesses de l'Europe de l'Ouest a résidé dans un manque d'unité continu. Charlemagne (742-814) — qui fut couronné Empereur de l'Occident à Rome en 800 — donna au monde européen post-romain une génération d'unité, et exerça une influence aussi loin que jusque Jérusalem, où il assura la protection des pèlerins chrétiens visitant les sanctuaires associés à la naissance, au ministère et à la crucifixion du Christ. Malheureusement, l'empire de Charlemagne fut divisé peu après sa mort

en trois parties (Traité de Verdun, 843). Les frontières historiques de la France et de l'Allemagne proviennent de deux de ces parties — et d'un millénaire de guerres combattues en grande partie pour modifier ces frontières !

Après l'époque de Charlemagne, les premières tentatives significatives d'établir une puissance continentale ont été les Croisades (1096-1291). Dans l'Europe médiévale, l'Église de Rome, la seule organisation internationale en existence, présentait certaines caractéristiques d'une société des nations, et elle soutenait ces mouvements de masse d'Européens de l'Ouest vers l'Est. De fait, ce fut le Pape Urbain II, dont le grand discours prononcé à Clermont, en France, le 26 novembre 1095, initia l'augmentation du sentiment qui inspira le peuple de France, et l'Europe dans son ensemble, à se lancer dans l'aventure inouïe. Le cadre médiéval du discours de cette époque est recréé brillamment et dans le détail par [Harold Lamb](#) dans son livre, *The Crusades : Iron Men and Saints* (Doubleday, Doran & Co., Inc., Garden City, New York, 1930, Chapitres VI et VII).

Le Pape traversa les Alpes, quittant une Italie déchirée par les schismes pour venir en France, et étant lui-même français, stimula le peuple de France en chevauchant en son sein. Dans la chapelle de Clermont, il commença à influencer les hommes de l'église qui avaient répondu à l'appel ; puis, entouré des cardinaux et des chevaliers en armure sur une estrade au baldaquin doré montée aux abords de l'église, il s'adressa à la multitude :

Vous êtes des chevaliers cuirassés, mais vous êtes arrogants et plein d'orgueil. Vous vous tournez vers vos frères avec colère, vous vous en prenez les uns aux autres. Est-ce le service du Christ ? ... Venez, avancez-vous pour la défense du Christ.

Le grand Pape donna à son auditoire attentif des textes pertinents et inspirants tirés des mots prononcés par Jésus-Christ :

Car là où deux ou trois hommes sont assemblés en mon nom, je suis présent au milieu d'eux (Évangile selon Saint-Matthieu, Chapitre XVIII, Verset 20).

Et qui a en mon nom renoncé à sa maison, à ses frères, à ses sœurs, à son père, à sa mère, à son épouse, à ses enfants ou à sa terre recevra au centuple et héritera de la vie éternelle (Saint-Matthieu, Chapitre XIX, Verset 29).

Aux paroles du Sauveur, le Pape ajoute sa propre promesse spécifique :

Présentez-vous sur la voie vers le Saint Sépulcre... et ne craignez rien. Vos possessions ici seront préservées, et vous dépouillerez l'ennemi de grands trésors. Ne craignez pas la mort, où le Christ à déposé Sa vie pour vous. Si l'un ou l'autre doit perdre la vie, même en chemin, sur mer ou sur terre, ou en luttant contre les païens, ses péchés lui seront pardonnés. J'octroie cela à tous ceux qui partent, par le pouvoir dont Dieu m'a investi (Harold Lamb, op. cit., p. 42).

Durant le long hiver, les hommes préparèrent leurs fournitures, façonnèrent des armes et des armures, et rêvèrent de leur mission sacrée. À l'été qui suivit, ils « empruntèrent ce qu'ils appelaient voyage de Dieu » (Harold Lamb, op. cit., p. vii). Tournés vers l'Est, ils criaient dans les plaines et dans les vallées des montagnes : « Dieu le veut. »

On trouvait derrière les Croisades un « mélange de motivations » (Encyclopaedia Britannica ; Forteenth Edition, Vol. VI, p. 778). L'objectif immédiat de ceux qui firent le voyage était de sauver le tombeau du Christ de la puissance non-chrétienne qui dominait alors la Palestine. Chaque chevalier arborait une croix sur ses vêtements extérieurs, et ils s'auto-désignaient suivant un nom latin, *Cruciati* (de *crux*, la croix), ou soldats de la croix, que l'on traduit en français en *Croisés*. L'un des probables objectifs ecclésiastiques du grand mouvement international était de purifier l'Église de Rome de la dissension qui l'affligeait, et d'étendre son influence non seulement dans le monde musulman, mais aussi dans les régions dominées par l'Empire byzantin avec son Église orthodoxe. Autres objectifs : contenir la puissance mahométane et protéger les pèlerins qui se rendaient en Terre Sainte (Encyc. Brit., Vol VI, p. 722).

Inspirés par la promesse d'un havre éternel au paradis, qu'ils périssent sur le chemin ou qu'ils parvinssent jusqu'au Saint Sépulcre, les Croisés ne pouvaient échouer. Certains d'entre eux survécurent aux multiples périls du voyage et parvinrent jusqu'en Palestine, où ils s'emparèrent de la Ville Sainte et fondèrent le [Royaume Latin de Jérusalem](#) (1099). Sur ce territoire, qu'ils appelaient communément [Outremer](#), ils établirent des moyens de subsistance, construisirent des églises, et virent naître leurs enfants et petits-enfants. Les faiblesses et vicissitudes du Royaume Latin, et finalement sa destruction par les guerriers de l'Islam, qui avaient été repoussés mais pas détruits, constituent un chapitre saisissant de l'histoire — étranger, cependant, au sujet auquel s'intéresse le présent ouvrage.

De nombreux Croisés devinrent membres de trois ordres militaro-religieux. Contrairement au Royaume Latin, ces ordres ont survécu, sous une forme ou une autre, à l'époque de la grande aventure, et présentent un intérêt significatif au milieu du [XX^{ème}](#) siècle. Les [Chevaliers Hospitaliers](#) — ou selon leur nom allongé, Chevaliers de l'Ordre de l'Hôpital de Saint-Jean de Jérusalem — furent « institués » sur fondation charitable plus ancienne par le Pape [Pascal II](#) en 1113 (Encyc. Brit., Vol. XIX, pp. 836-838). La fraternité des [Chevaliers Templiers](#) (Pauvres Chevaliers du Christ et du Temple de Salomon) fut fondée non comme un hôpital mais directement comme ordre militaire vers 1119, et fut installée par [Baudouin I^{er}](#), Roi de Jérusalem, dans un bâtiment connu comme le « [Temple de Salomon](#) » — d'où le nom *Templiers* (Encyc. Brit., Vol. XXI, pp. 920-924). Les Hospitaliers et les Templiers sont relativement bien connus de qui a lu des romans historiques tels que *The Talisman* de [Sir Walter Scott](#).

Le Royaume Latin de Jérusalem se maintint au pouvoir pendant presque cent ans, de 1099 à 1187 (voir Lamb op. cit., et *The Crusade : The World's Debate*, de [Hilaire Belloc](#), Cassell and Company, Ltd., London, 1937). Les Croisés tinrent plus longtemps encore la ville d'[Acre](#), sur la côte de Palestine. Lorsque leur position dans les terres se fit intenable, les Templiers se déplacèrent sur l'île de

[Chypre](#), qui était le siège de son Grand-Maître au moment de sa dissolution (1306-1312), sous forme d'une fraternité militaire internationale. Les Hospitaliers se déplacèrent sur l'île de [Rhodes](#), où leurs bâtiments centraux — visités et étudiés par l'auteur — s'élèvent toujours, superbement préservés, face aux Eaux de la Mer intérieure. Depuis Rhodes, les Chevaliers Hospitaliers se déplacèrent à [Malte](#) — d'où leur nom ultérieur, [Chevaliers de Malte](#) — et ils ont détenu la souveraineté sur cette célèbre île jusqu'en 1798.

Les deux principaux ordres méditerranéens et leur histoire, ainsi que l'hypothèse de certaines de leurs fonctions de défense par Venise puis par la Grande-Bretagne, ne nous concernent pas ici. Il est cependant intéressant de noter, en prenant congé des Templiers et des Hospitaliers, que les trois Ordres Chevaleresques de Croisés sont des certains cas les ancêtres directs, et dans d'autres instances ont apporté l'inspiration, y compris la terminologie de *chevalerie*, à nombre d'ordres contemporains importants, soient-ils sociaux, fraternels, ou philanthropiques, en Europe et aux États-Unis. Parmi ceux-ci, on trouve les Chevaliers Templiers, qui « se revendiquent être les descendants directs » de l'ordre de Croisés du même nom ; les [Chevaliers de Pythias](#), fondés en 1864 ; et les [Chevaliers de Colomb](#), fondés en 1882 (citations et dates proviennent du Webster's New International Dictionary, Second Edition, 1934, p. 1870).

Le troisième corps de Croisés médiévaux militaro-religieux était la Chevalerie de l'Ordre Teutonique. Cette organisation fut fondée comme hôpital à l'hiver 1190-1191 — selon la tradition, sur un petit navire qui avait été échoué sur la terre ferme près d'Acre. Ses services devinrent tellement prisés qu'au mois de mars 1198, « les grands hommes de l'armée et le Royaume [Latin] élevèrent les frères de l'Hôpital allemand de Sainte Marie au rang d'Ordre de Chevaliers » (Encyc. Brit., Vol. XXI, pp. 983-984). Mais bientôt, l'Ordre établit que « son véritable ouvrage réside sur les frontières orientales de l'Allemagne » (Encyc. Brit., Vol XXI, p. 984). Invité par un prince polonais chrétien (1226) à aider face aux Prussiens encore non convertis, un corps de chevaliers navigua sur la Vistule,

en établissant des casemates, et poussa vers l'Est pour fonder Koenigsbourg en 1255. En 1274, un château fut établi à [Marienbourg](#), et en 1309, le siège du Grand Maître fut transféré (Encyc. Brit., Vol. XIV, p. 886) de Venise à cette ville frontalière lointaine, située sur la rivière Nojat, un affluent oriental de la Vistule (*The Rise of Brandenburg-Prussia to 1786*, par [Sidney Bradshaw Fay](#), Henry Holt and Company, New York, 1937).

C'est à l'Ordre Teutonique qu'appartenait le Chevalier, personnage des célèbres [Contes de Canterbury](#), écrits par [Chaucer](#) (*Selections from Chaucer*, edited by Clarence Griffin Child, D. C. Heath & Co., Boston, 1912, p. 150). Les lignes écrites par Chaucer (Prologue aux Contes de Canterbury, II., 52-53) :

Ful ofte tyme he hadde the bord bigonne
Aboven alle naciouns in Puce

nous disent que ce Chevalier occupait le siège de Grand Maître, sans doute au sein de la capitale, Marienbourg, et présidait les Chevaliers des diverses nations assemblées en « Puce » (Prusse) pour tenir à l'écart les païens de l'Est. Suivant ses capacités militaro-religieuses, le Chevalier de Chaucer « combattit pour notre foi » dans quinze batailles, dont certaines se déroulèrent en Lituanie et en Russie (Prologue, II., 54-63).

Les Chevaliers Teutoniques partirent bientôt vers l'Est, ou convertirent à la chrétienté le peuple sommairement installé des Prussiens, et assurèrent la souveraineté de la Prusse orientale. Ils encouragèrent l'immigration de familles allemandes de fermiers et d'artisans, et leur domaine sur la rive Sud de la Mer Baltique devint un État autonome, situé en dehors du Saint Empire Romain. Les frontières fluctuaient, atteignant en une occasion le [Golfe de Finlande](#) (voir *Historical Atlas*, de [William R. Shepherd](#), Henry Holt and Company, New York, 1911, cartes 77, 79, 87, 99, 119). « Les cent années allant de 1309 à 1409 constituèrent l'Âge d'Or des Chevaliers Teutoniques. Les jeunes nobles de toute l'Europe ne connaissaient pas d'honneur plus élevé que de les rejoindre et se battre

sous leur drapeau, et se faire adouber par leur Grand Maître » (Fay, *op. cit.*, pp. 32-33). Au fil des années, la fonction de défenseurs ou de défenseurs potentiels de l'Occident chrétien qui était celle des Chevaliers Teutoniques restait inchangée.

Les fondateurs de l'Ordre Teutonique, sur le navire hôpital, en Palestine, parlaient allemand, et dès le départ, la plupart des membres provenaient des divers petits États qui à l'époque médiévale constellaient le peuple allemand. Alors que l'esprit des Croisades faiblissait en Europe, les Chevaliers venaient des terres éloignées en moins grand nombre, et en compensation, ils étaient recrutés en plus grand nombre des royaumes, duchés et autres fiefs autonomes allemands.

Dans le même temps, à Brandebourg, un État voisin situé à l'Ouest du domaine de l'Ordre Teutonique, l'Empereur Sigismund envoya comme chef Frédéric de Hohenzollern, et cinq ans plus tard le nomma électeur héréditaire. « Une nouvelle ère de prospérité, de bon gouvernement, et de pouvoir princier s'ouvrit avec l'arrivée des Hohenzollern à Brandebourg à l'été 1412 » (Fay, *op. cit.*, pp. 7-9).

Après son Âge d'Or, l'Ordre Teutonique souffrit d'un manque de motivation religieuse, car tous les peuples vivant aux alentours, comme les Lituanais, avaient été convertis. Il souffrait également d'une mauvaise administration et de revers militaires. Pour renforcer leur position, surtout face à la Pologne, les Chevaliers élurent en 1511 Albert de Hohenzollern, cousin de l'électeur contemporain Joachim 1^{er} (règne, 1499-1535), comme Grand Maître. Contrairement au Chevalier de Chaucer, un membre profane qui était père d'un fils prometteur, Albert était un membre clérical de l'Ordre Teutonique. Lui et son cousin électeur étaient tous deux les arrière-petits-fils de Frédéric, le premier électeur des Hohenzollern (Fay, *op. cit.*, *passim*).

Au sein de la majorité des États germaniques, durant les vingt-cinq premières années du XVI^{ème} siècle, « les choses n'allaient pas bien, » « le mécontentement était fort dans le cœur des hommes, »

et « les puissances existantes, » ecclésiastiques comme profanes, « abusaient de leur confiance. » Les phrases entre guillemets sont tirées d'un essai, *Luther and the Modern Mind* (The Catholic World, octobre 1946) par le Dr. Thomas P. Neill, qui poursuit :

C'était la scène sur laquelle apparut Luther lorsqu'il épingla ses quatre-vingt-quinze thèses sur la porte de l'église de Wittenbourg à Hallowe'en, en 1517. L'Église catholique était arrivée à des temps difficiles, et sans Luther, une révolte aurait probablement éclaté et réussi. Mais Luther était là.

La mise au jour des célèbres « [quatre-vingt-quinze thèses](#) » de Martin Luther présageait de sa rupture, complète et finale au printemps 1522, avec l'Église de Rome. Comme le montre le Dr. Neill, l'Église d'Allemagne connaissait temporairement un reflux, si bien que la controverse de Luther avec les autorités de l'Église lui attira « la sympathie et le soutien d'une vaste proportion de ses contemporains » (Encyc. Brit., Vol. XIV, p. 494).

Le résultat fut une nouvelle forme de Christianisme, destinée à être connue sous le nom de Protestantisme, qui fit rapidement son chemin par les Allemands du Nord et de l'Est. On comptait parmi ses adhérents de nombreux Chevaliers Teutoniques, et leur chef allemand s'y intéressait. Albert, en théorie toujours disciple de l'Église de Rome, rendit visite à Luther à Wittenberg en 1523. « Luther conseilla : “Abandonne tes vœux de moine ; prends une épouse ; abolis l'Ordre ; et deviens Duc héréditaire de Prusse” » (Fay, *op. cit.*, p. 38).

Ainsi, comme une vaste proportion de ses membres et chefs avaient embrassé le Protestantisme, la Chevalerie rompit ses faibles liens avec l'Église de Rome. Selon les mots de l'Encyclopaedia Britannica (Vol. I, p. 522), « Albert de Hohenzollern, dernier Grand Maître de l'Ordre Teutonique, » devint « premier Duc de Prusse. »

De cette manière, l'honorable et historique héritage de l'extension du Christianisme sur les territoires situés au Sud de la Mer Baltique passa d'un ordre militaro-religieux à un duché allemand. C'était désormais la Prusse, et non l'Ordre Teutonique, qui gou-

vernait le littoral stratégiquement vital de la Baltique Sud, entre les rivières [Niémen](#) et [Vistule](#).

Fier de ses origines d'organisation caritative et fier d'être un rempart du Christianisme, tout d'abord Catholique, puis Protestant, le peuple de Prusse, dont de nombreux membres descendaient des chevaliers profanes, développa un « fort sens du devoir et de la loyauté. » C'est également de lui que furent issus « nombre des généraux et hommes d'État qui ont aidé à faire grandir la Prusse... » (Fay, *op. cit.*, p. 2).

Ce duché de Prusse fut uni avec Brandebourg en 1618 par le mariage d'[Anne](#), fille et héritière du second Duc de Prusse, à l'électeur, [Jean Sigismund](#) (Hohenzollern). Sous le règne du petit-fils de ce dernier, [Frédéric William](#), le « Grand Électeur » (règne : 1640-1688), l'agglomérat Brandebourg-Prusse n'était plus devancé que par l'Autriche parmi tous les États membres du Saint Empire Romain — certains de ses territoires, acquis auprès de l'Ordre Teutonique, s'étendant même au-delà de la confédération flottante — et on le « considérait comme la tête du protestantisme allemand » (Encyc. Brit., Vol. IV, p. 83 et passim).

Par édit du Saint Empereur Romain, l'État de Brandebourg-Prusse devint le royaume de Prusse en 1701 ; la capitale du royaume était Berlin, qui se trouvait au cœur de la vieille province de Brandebourg. Sous [Frédéric le Grand](#) (règne : 1740-1786), la Prusse devint l'une des nations d'Europe les plus développées. Un siècle plus tard, elle constituait la principal composante de l'Empire german, dont le ministre-président de Prusse, [Otto von Bismarck](#), provoqua la proclamation dans la Galerie des Glaces à Versailles (18 janvier 1871).

La fonction historique de la Prusse, héritée de l'Ordre Teutonique, comme bastion dressé sur l'approche de l'Europe par la Baltique, ne fut jamais totalement oubliée par l'Occident. La monarchie Hohenzollern constituait la puissance protestante la plus forte du continent et ses relations avec les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique étaient intimes et amicales. La famille royale d'An-

gleterre pratiqua à plusieurs reprises des mariages d'alliance avec la dynastie prussienne. [Frédéric-Guillaume II](#) de Brandebourg-Prusse, qui allait par la suite devenir Frédéric, premier Roi de Prusse (voir le paragraphe précédent), aida [Guillaume d'Orange](#), le grand ennemi de Louis XIV, Roi de France, à atterrir en Angleterre, où il devint (1688) co-souverain avec son épouse, [Marie Start](#), et ami et soutien des colonies américaines. Ce fut un baron prussien, [Frédéric Guillaume von Steuben](#), que le général [George Washington](#) nomma Inspecteur Général (mai 1778), responsable de l'entraînement et de la discipline des nouvelles recrues militaires américaines. En 1815, les soldats prussiens, dirigés par le feld-maréchal [von Bluecher](#), contribuèrent à sauver l'Angleterre de [Wellington](#) de Napoléon. En 1902, le prince [Henri de Prusse](#), frère de l'Empereur d'Allemagne, rendit une visite d'État aux États-Unis, et reçut à West Point, à Annapolis, à Washington et partout ailleurs un accueil aussi royal que fut jamais accordé à un visiteur étranger par le gouvernement des États-Unis. La statue de Frédéric le Grand, présentée en reconnaissance, resta édifée devant le bâtiment principal de l'*Army War College* de Washington durant deux guerres opposant les compatriotes de Frédéric de Hohenzollern et ceux de George Washington, une preuve en bronze de la vieille opinion occidentale selon laquelle les relations fondamentales entre les peuples devraient survivre aux perturbations temporaires provoquées par les guerres.

Les relations amicales entre les États-Unis et l'Allemagne existaient non seulement au niveau gouvernemental mais étaient également renforcées par une proche parenté raciale. Non seulement la lignée des personnes de descendance anglais est-elle presque identique à celle des Allemands ; en outre, presque un quart des Étatsuniens du début du XX^{ème} siècle étaient de fait de descendance allemande ([chapitre 4](#)).

Ainsi, au cours des premières années du XX^{ème} siècle, le peuple étasunien admirait l'Allemagne. Il s'agissait d'une nation forte, très proche, et il s'agissait d'une terre chrétienne, pour partie protes-

tante et pour partie catholique, tout comme les États-Unis avaient été pour partie catholiques depuis que [Lord Baltimore](#) avait fondé le Maryland et pour partie protestants depuis que les [Cavaliers](#) étaient arrivés en Virginie et les Puritains en Nouvelle-Angleterre. Qui plus est, la vieille terre des Chevaliers Teutoniques occupait la première place mondiale dans les domaines de la musique, de la médecine et de l'éducation. Les termes *Prusse* et *prussien*, *Allemagne* et *allemand* portaient une connotation des plus favorables.

Puis vint la première guerre mondiale (1914), au cours de laquelle la Grande-Bretagne et la France et leurs alliés s'opposèrent à l'Allemagne et ses alliés. Comme les citoyens des États-Unis admiraient ces trois nations, ils étaient étourdis de la calamité d'un tel conflit, et il leur fallut du temps pour choisir leur camp. En fin de compte (1917), et pour partie suite aux pressions exercées par les Sionistes étasuniens ([Chapitre 3](#)), nous avons rejoint l'Entente, qui comprenait la Grande-Bretagne et la France. Le peuple accepta la charge d'une grande guerre, avec même un certain enthousiasme sur la côte Atlantique, car selon nos propagandistes il s'agissait d'une guerre pour mettre fin à toutes les guerres. On affirmait également que de toutes les grandes nations du monde, la Grande-Bretagne était celle qui nous était la plus proche par la langue et la culture, et que la France avait traditionnellement été un pays ami depuis que le marquis [de Lafayette](#) et le comte [de Rochambeau](#) avaient aidé le général Washington.

Avec un courage attisé par la nouvelle science d'une propagande bien ajustée, le peuple étasunien se jeta cœur et âme dans la défaite de l'Allemagne, dans la grande « guerre pour mettre fin à toutes les guerres. » Le carnage — le plus grand de toute l'histoire, et entre hommes de races apparentées — prit fin par un armistice signé le 11 novembre 1918, et le peuple étasunien cultiva de grandes espérances d'une paix durable. Cet espoir allait bientôt se dissiper. Sur la base de points de vue différents, nationaux et personnels, et avec les entraves d'accords secrets entre co-belligérants subitement révélés au grand jour, le président Woodrow Wilson,

le premier ministre britannique Lloyd George, le premier ministre français Georges Clemenceau et le premier ministre italien Vittorio Orlando rencontrèrent les plus grandes difficultés à s'accorder sur les termes des traités de paix (1919), et l'on ne peut par conséquent attribuer à l'un ou à l'autre les mérites ou les défaillances de ces traités.

Il reste cependant indubitable que l'accord auquel ils parvinrent avec l'Allemagne à Versailles (le 28 juin 1919) et dans le traité conclu [avec l'Autriche](#) à St-Germain-en-Laye (le 10 septembre 1919), les quatre délégués étasuniens, dominés par le président Wilson, s'écartèrent au moins dans une certaine mesure de notre tradition de traitement humain d'un ennemi vaincu. La nation allemande très peuplée fut privée de grandes surfaces de son territoire, dont certaines régions minières vitales et un « Couloir polonais » qui, selon les termes du traité, séparait le duché de Prusse originel du reste du pays. L'Allemagne se vit également retirer sa flotte marchande et reçut une charge de réparations impossibles à honorer. Pour conséquence, le pays vaincu fut laissé en position précaire, qui produisit bientôt un effondrement économique. L'empire austro-hongrois, ancien poste avancé des peuples teutoniques et de la civilisation occidentale chrétienne sur la route d'invasion de la vallée du Danube par l'Asie, fut détruit à St-Germain. Le résultat en fut la grave dislocation économique générale à laquelle il fallait s'attendre à partir de l'effondrement d'un gouvernement impérial, et la détresse inévitable et profonde du peuple, surtout dans la capitale de Vienne (dont la population dépassait les 2 000 000), laissée avec un territoire trop petit pour l'alimenter et des montagnes pittoresques et historiques. En outre, bien que l'Autriche-Hongrie fût brisée selon la théorie voulant que son peuple dût être remis dans des nations-casiers suivant des considérations raciales et linguistiques, le nouvel État tchécoslovaque reçut 3 500 000 personnes de sang et de langue allemands.

Dans ce traitement de l'Allemagne et de l'Autriche, nos dirigeants ne firent pas qu'établir les conditions propres à amener à

la détresse extrême de millions de personnes ; ils bafouèrent également par ces mêmes conditions les principes reconnus de toute politique militaire et nationale sensée, car l'utilisation stratégique de la victoire exige que l'ancien ennemi soit amené dans l'orbite du vainqueur comme ami et allié. Pour exemple d'une utilisation stratégique de la victoire, notre Guerre de 1812 contre la Grande-Bretagne fut suivie par un effort sincère et bilatéral de solution des problèmes mutuels par la [Doctrine Monroe](#) (1823) dans le domaine des relations internationales et par l'effritement des forts inutilisés à la frontière séparant les États-Unis du Canada. Deuxième exemple, la guerre de la Grande-Bretagne [contre l'Afrique du Sud](#), qui prit fin en 1902, et qui fut suivie par une telle humanité et une telle justice qu'un peuple vaincu, de culture et de langue différentes, rallia la Grande-Bretagne comme allié dans la grande guerre qui commença douze années plus tard, en 1914.

L'effondrement survint en Allemagne en 1923, lorsque la monnaie allemande perdit sa valeur. Partout, le peuple subit de terribles souffrances, surtout dans les villes et les régions industrielles. Avec la valeur du mark approchant de zéro, une veuve pouvait réaliser que l'assurance-vie de son époux « suffisait à peine à payer un repas » (« Inflation Concerns Everyone, » de [Samuel B. Pettengill](#), Reader's Digest, octobre 1951). « En 1923, Berlin était une ville de désespoir. Les gens attendaient dans l'allée derrière l'[Hôtel Adlon](#), prêts à bondir sur les poubelles dès l'instant où celles-ci seraient sorties des cuisines de l'hôtel. » Un café « se payait un million de marks un jour, un million et demi le lendemain, et deux millions le surlendemain » (Drew Pearson, 22 mars 1951).

De faim et de désespoir, de nombreux Allemands accusaient les Juifs, identifiés au communisme, d'être à la source des problèmes. « Le fait que certains Juifs, comme [Kurt Eisner](#), [Toller](#) ou [Leviné](#), aient dirigé les mouvements communistes [1918, 1919]... apporta aux conservateurs l'opportunité de proclamer que les Juifs étaient responsables des malheurs et désordres nationaux. » (*Universal Jewish Encyclopaedia*, Vol. I, pp. 366, 867). L'attitude allemande fut

intensifiée par le nouveau pouvoir que les Juifs allemands acquirent durant la terrible année 1923 en utilisant des financements provenant de riches Juifs d'autres pays, conscients de leur race, et par un afflux de Juifs en provenance de l'empire austro-hongrois détruit et de l'Est. « Certains de ces Juifs d'Europe de l'Est prirent une part active dans la spéculation qui était endémique en Allemagne à cause de l'instabilité de la monnaie et de la raréfaction des produits de base. » (*America's Second Crusade*, par William Henry Chamberlin, Henry Regnery Company, 1950, pp. 30, 31). L'afflux en provenance de l'Est eut également pour effet de raviver le point de vue entretenu par certains Allemands que les Juifs n'étaient pas assimilables, mais qu'ils étaient au contraire des envahisseurs. « En 1880, la phrase du professeur Treitschke, érudit mais fanatique : "Die Juden sind unser Unglueck" [Les Juifs sont notre malheur], gagna du terrain dans l'ensemble de l'empire allemand » (H. Graetz, *Popular History of the Jews*, Vol. VI, par Max Raison, The Jordan Publishing Co., New York, 1935, p. 162). En outre, « selon l'ouvrage *Wider die Juden* de Grattenauer (1803), les Juifs d'Allemagne étaient dès cette période considérés comme des "immigrants asiatiques" » (Univ. Jew. Encyc., Vol. I, p. 341).

Cette tension funeste entre Allemands et Juifs était destinée à jouer un rôle majeur dans l'histoire des États-Unis, et il en sera traité dans les chapitres qui suivent.

Le résultat immédiat des événements de 1923 fut un accroissement de la puissance juive au sein du Reich. « Saignée à blanc » par la première guerre mondiale, à l'instar de la Grande-Bretagne et de la France, l'Allemagne plia face à sa tragédie économique sans y résister beaucoup, mais le ressentiment du peuple face à la famine et à l'humiliation provoquées par (pensait-il) une minorité de moins d'1 % fumait comme des charbons ardents qui n'attendent qu'une brise pour s'enflammer. Notre main habituellement secourable — si généreusement tendue vers le Japon après la tragédie du *tremblement de terre de 1923* et d'autres calamités — fut retenue, cependant que ce petit groupe faisait croître son contrôle (pour

une idée de l'étendue du contrôle par les Juifs au sein de la ville de Berlin cinq années après la prise de pouvoir par Hitler, voir le *Reader's Digest* du mois de mai 1938, p. 126).

À partir de 1919, la propagande anti-allemande fut incessante aux États-Unis, alors qu'il était stratégiquement souhaitable qu'elle cessât, mais la presse, ainsi que le nouveau média de contrôle de l'opinion, la radio, la poursuivirent sans relâche. On enseigna aux Étasuniens à haïr l'Allemagne et les Allemands et à détester la Prusse et les Prussiens, non plus dans le cadre d'une attaque de « guerre psychologique », mais comme attitude permanente.

La tâche des propagandistes fut simplifiée par l'apparition sur la scène mondiale (1938) du démagogue Adolf Hitler, dont l'apparition aux postes combinés de Chancelier et de Président de l'Allemagne ([Chapitre 4](#)), sous le titre étranger et répugnant de « Führer », choqua les sensibilités du peuple étasunien, habitué à une forme républicaine de gouvernement disposant des pouvoirs et contre-pouvoirs des branches législative, exécutive et judiciaire.

En 1936, la Grande-Bretagne menait des tentatives afin d'établir des arrangements praticables avec l'Allemagne. Symboliquement, et avec beaucoup de publicité, mille vétérans de guerre allemands furent reçus en Angleterre par mille vétérans de guerre britanniques. On avait convenu d'un [ratio maritime](#), des plus favorables à la Grande-Bretagne. Franklin D. Roosevelt, le président des États-Unis avait durant son premier mandat (1933) reconnu le gouvernement communiste de Russie ([Chapitre 3](#)), mais restait en dehors de cela « isolationniste » dans son attitude générale envers l'Europe. Puis, le 5 octobre 1937, à Chicago, il fit volte face ([Chapitre 4](#)) avec son célèbre discours de la « quarantaine » contre l'Allemagne. Bien que ses « craintes » subites ne fussent fondées sur aucun fait concret — comme on le savait à l'époque, ou comme on le découvrit par la suite —, notre ligne politique fut tracée, et l'Angleterre, contrainte de prendre une décision, devint la partenaire de nos actions anti-allemandes. Sans enthousiasme, comme cela avait été généré en 1919, le peuple étasunien se retrouva bien-

tôt (décembre 1941) impliqué dans une seconde guerre mondiale ¹, plus affreuse encore, contre deux de ses anciens alliés, le Japon et l'Italie, et contre son opposant remontant à la première guerre mondiale, l'Allemagne (Chapitres 4 et 5).

Mais les propagandistes œuvrant contre l'Allemagne et le peuple allemand ne s'arrêtèrent pas avec la défaite et la mort de Hitler (1945) et l'effacement qui s'ensuivit de son gouvernement et des politiques qu'il suivait. Après Hitler, comme avant lui, ces propagandistes ne laissèrent pas le peuple étasunien comprendre le fait stratégique qu'un pays, à l'instar d'un individu, a besoin d'amis et qu'une attitude destructrice permanente envers une nation, à cause d'un ancien dirigeant, est aussi stupide, par exemple, que la haine envers la population de l'un des 50 États étasuniens à cause d'un ex-gouverneur impopulaire.

Ainsi, au lieu de corriger notre erreur de 1919 et de nous assurer à la fin de la seconde guerre mondiale d'attirer pour de bon une Allemagne bien gardée mais traitée avec humanité dans notre orbite, nous avons adopté en 1945 une politique de haine intensifiée, refusé aux Allemands un traité de paix durant plus de six ans après la suspension des combats, et adopté des mesures additionnelles (chapitres 4, 6 et 7) qui ne pouvaient avoir d'autre dessein — dissimulé, bien sûr, même de certains acteurs qui l'ont promu — que la destruction finale de l'Allemagne.

Woodrow Wilson, malgré les pressions terribles, restées à ce jour non documentées, qu'il subit, avait au moins préservé la Prusse au sortir de la première guerre mondiale. Mais Franklin Roosevelt la laissa échapper de ses mains tremblantes au bénéfice de la minorité (Chapitre 2) qui, avec des convertis à la conception marxiste de l'étatisme, avaient succédé au Tsar à la tête de la Russie. Avec la perte de Malte en 1798 et la destruction de la Prusse en 1945, les

1. L'auteur emploie une forme passive pour désigner cette implication. Pour des explications concernant cette implication, le traducteur recommande l'ouvrage *La Guerre par la Petite Porte*, écrit en 1952 par Charles Tansill, un très respectable historien étasunien.

structures étatiques temporelles des Croisés et de leurs successeurs ont cessé d'exister.

Suivant les prêches d'[Urbain II](#), la plus grande partie du monde occidental avait développé une frénésie d'unité ; sous Roosevelt II, ou plutôt sous ceux qui le manipulèrent, l'hystérie reprit. L'objectif, cette fois, n'était cependant plus la défense de l'Europe, ou la préservation du tombeau du Christ ; le but était au contraire une reddition monstrueuse de l'héritage occidental de la civilisation chrétienne. Oui, ce furent bel et bien les États-Unis d'Amérique qui furent les principaux responsables de la destruction de l'État successeur des Chevaliers Teutoniques et de la remise de ses ruines, avec l'hégémonie de l'Europe, à l'Union soviétique, la nouvelle puissance communiste par nous créée.

Les faits soulignés dans le présent chapitre ont pesé — on va le démontrer dans les chapitres qui suivent — de manière significative sur la lutte entre le communisme et la civilisation chrétienne occidentale en ce milieu de siècle.

Chapitre 2

La Russie et les Khazars

Ayant retracé la Chevalerie de l'Ordre Teutonique de ses origines à sa dissolution en tant que fraternité militaro-religieuse, et ayant noté le développement des souverainetés qui en prirent la suite après l'oblitération de la Prusse en 1945, il convient à présent de revenir mille années en arrière, pour examiner un autre sujet — un sujet écarlate — dans l'entortillement de l'écheveau de l'histoire européenne.

Au cours des années qui suivirent le passage dans l'ombre du premier millénaire de l'ère chrétienne, les peuples slaves de plusieurs tribus apparentées occupaient les terres que l'on allait par la suite désigner comme la portion du Nord centrale de la Russie européenne. Au Sud, entre les rivières [Don](#) et [Volga](#), et au Nord des nobles montagnes du Caucase, vivait un peuple connu de l'histoire sous le nom de Khazars (*Ancient Russia*, par [George Vernadsky](#), Yale University Press, 1948, p. 214). Ces peuples s'étaient déplacés depuis l'Asie centrale vers l'Ouest et étaient entrés en Europe par le couloir séparant les montagnes de l'Oural et la Mer Caspienne. Ils trouvèrent une terre occupée par un peuple pastoral primitif éclaté en nombreuses tribus, une terre qui s'étendait au-delà des fron-

tières les plus étendues de l'Empire romain, sous [Trajan](#) (règne : 98-117 après J-C.), et également au-delà des frontières de l'[Empire byzantin](#) (395-1453). Par étapes, lentement, les Khazars étendirent leur territoire, pour parvenir jusqu'à la [Mer d'Azov](#) et au littoral adjacent de la Mer Noire. Les Khazars semblaient être un peuple de composition mixte, présentant des liens avec les Mongols et les Turcs. « Vers l'an 600, une tribu belliqueuse composée de semi-Mongols, semblables aux Turcs modernes, conquiert le territoire de ce qui est désormais le Sud de la Russie. Avant peu, le royaume [[khanat](#)] des Khazars, nom sous lequel cette tribu était connue, s'étala de la Caspienne à la Mer Noire. Sa capitale, [Itil](#), se situait à l'embouchure de la Volga » ([A History of the Jews](#) par [Solomon Grayzel](#), Philadelphia, The Jewish Publication Society of America, 1947).

Au huitième ou neuvième siècle de notre ère, un khakan (ou chagan, plus ou moins chef de tribu ou roi primitif) des Khazars voulut une religion pour son peuple païen. Peut-être, pour partie, en raison des tensions qui couvaient entre les Chrétiens et les adhérents à la nouvelle foi mahométane (Mahomet est mort en 632), et pour partie par crainte de devenir sujet de la puissance de l'empereur byzantin ou du calife islamique (*Ancient Russia*, p. 291), il adopta une forme de la religion juive à une date généralement estimée en 741 après J-C., mais que Vernadsky estime être plus tard, en 865. Selon l'*Universal Jewish Encyclopaedia* (Vol. VI, pp. 375-377), ce chef de tribu, sans doute [Bulan](#), « convoqua les représentants du Judaïsme, du Christianisme et du Mahométisme pour qu'ils lui exposent leur doctrine. Cette discussion le convainquit que la foi juive était la plus désirable, et il décida de l'embrasser. Lui et 4000 Khazars furent circoncis ; ce ne fut que par étapes que les enseignements juifs s'implantèrent au sein de la population. »

Dans son *History of the Jews* (The Jewish Publication Society of America, Vol. III, 1894, pp. 140-141), le professeur H. Graetz apporte des détails supplémentaires :

Un successeur de Bulan, qui portait le nom hébraïque d'[Obadiah](#),

fut le premier à mener des tentatives sérieuses d'étendre la religion juive. Il invita des sages juifs à s'installer sur ses terres, les récompensa royalement, fonda des synagogues et des écoles... fit en sorte de recevoir une instruction de la Bible et du Talmud et de la prodiguer à son peuple, et introduisit un service divin modelé sur les anciennes communautés.

Après Obadiah vint une longue suite de chagans juifs, car selon une loi fondamentale de l'État, seuls des dirigeants juifs pouvaient monter sur le trône.

On ne peut expliciter ici le sens du terme « anciennes communautés. » Pour une suggestion de l'« exposition incorrecte » et des « représentations insipides » suivant lesquelles la Bible, c'est-à-dire l'Ancien Testament, était présentée dans le Talmud, voir plus bas dans le présent chapitre la citation complète du professeur Graetz.

Durant le Moyen-Âge, des guerriers vikings, invités selon la tradition russe, poussèrent depuis la Mer Baltique jusqu'aux basses collines situées à l'Ouest de Moscou. Les découvertes archéologiques montrent qu'à une époque ou une autre, ces hommes du Nord pénétrèrent presque toutes les régions au Sud du lac Ladoga et à l'Ouest des rivières Kama et la basse Volga. Leurs premières installations permanentes se situaient au Nord et à l'Est de la rivière Dwina occidentale, dans la région du lac Ilmen et entre les rivières de haute Volga et Oka à la jonction desquelles se tenait le célèbre comptoir d'échanges de Nizhni-Novgorod (*Ancient Russia*, p. 267).

Ces immigrés en provenance du Nord et de l'Ouest étaient principalement « les "Russ" — une tribu varangue considérée dans les anciennes annales comme relative aux Suédois, aux Angles et aux hommes du Nord » (*Encyclopaedia Britannica*, Vol. XIX, p. 712). À partir des tribus slaves locales, ils organisèrent (c. 862) un État, connu par la suite sous le nom de Russie, embrassant le territoire de la Vola supérieure et du Dnieper, et suivant ce fleuve jusqu'à la Mer Noire (*An Introduction to Old Norse*, par E.V. Gordon, Oxford University Press, 1927, carte entre pp. xxiv-xxv) et jusqu'à la Crimée. Russ et slaves étaient de lignée proche, et leurs langues, quoiqu'assez différentes, présentaient des origines indo-

germaniques communes. Ils acceptaient le christianisme pour religion. Des « missionnaires grecs-orthodoxes, envoyés au Russ (c'est-à-dire en "Russie") baptisèrent dans les années 860 tellement de personnes que peu après cet épisode, un évêque fut spécialement envoyé pour s'occuper de leurs besoins » (*A History of the Ukraine*, par [Michael Hrushevsky](#), Yale University Press, 1941, p. 65).

Les « Rus » (ou « Russ ») furent absorbés dans la population slave, qu'ils organisèrent en entité indépendante. Le peuple du nouvel État se consacra énergiquement à consolider son territoire et à étendre ses frontières. Aux Khazars, qui avaient étendu leur pouvoir à partir de la vallée du Dnieper, ils prirent Kiev, qui « était un important centre de commerce avant même de devenir, au X^{ème} siècle, la capitale d'un vaste État récemment christianisé » (*Universal Jewish Encyclopaedia*, Vol. VI, p. 381). De nombreux Varangues (Rus) s'étaient installés parmi les Slaves dans cette région (l'Ukraine), et Kiev, chrétienne, devint le siège d'une dynastie éclairée tournée vers l'Occident, dont les membres pratiquèrent divers mariages d'alliance avec des maisons royales européennes, y compris la maison de France.

Les Slaves, surtout ceux occupant la région que l'on connaît de nos jours sous le nom d'Ukraine, furent engagés dans une guerre quasiment constante contre les Khazars, et en fin de compte, en 1060, ils détruisirent le gouvernement khazar et s'emparèrent d'une vaste portion du territoire khazar. Pour la diminution progressive du territoire khazar et le développement de la Pologne, de la Lituanie, du Grand-Duché de Moscou et des autres États slaves, voir les cartes pertinentes présentées dans *Historical Atlas*, par William R. Shepherd (Henry Holt and Company, New York, 1911). Certains des Khazars soumis restèrent sur les terres détenues par les Slaves, où leurs khakans avaient longtemps régné, et les autres « migrèrent jusque Kiev et d'autres parties de la Russie » (*Universal Jewish Encyclopaedia*, Vol. VI, p. 877), sans doute dans une mesure considérable en raison des dislocations apportées par les Mongols sous Genghis Khan (1162-1227), qui fondèrent sur le vieux khanat kha-

zar le nouveau khanat de la [Horde d'or](#). Les Khazars judaïsés subirent une nouvelle dispersion aussi bien au Nord-Ouest dans les régions lituaniennes et polonaises, mais également au sein de la Russie et de l'Ukraine. En 1240, à Kiev, « la communauté juive fut déracinée, ses membres survivants trouvant refuge dans des localités plus à l'Ouest » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. VI, p. 382) parmi les Russes en fuite, lorsque la capitale tomba aux mains des soldats mongols de [Batu](#), neveu de Genghis Khan. Peu de temps après, nombre des Juifs expulsés revinrent à Kiev.

Par ces migrations, au fur et à mesure que les puissances locales les y contraignaient, les Juifs khazars se distribuèrent partout sur l'Ouest de la Russie. Quelques immigrants juifs étaient entrés dans le khanat khazar — des rabbins, des commerçants, des réfugiés — mais le peuple de l'État russe de Kiev ne facilitait pas l'entrée de nouveaux Juifs sur son territoire. Les dirigeants du Grand-Duché de Moscou cherchaient également à exclure les Juifs des régions qu'ils contrôlaient. « Dès le départ, la politique du gouvernement russe consista à exclure complètement les Juifs de ses territoires » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 384). Par exemple, « [Ivan IV](#) (règne : 1533-1584) refusa de laisser les marchands juifs voyager en Russie » (*op. cit.*, Vol I, p. 384).

Les relations entre Slaves et Khazars judaïsés qui vivaient parmi eux ne furent jamais heureuses. Les raisons n'en étaient pas raciales — car les Slaves avaient absorbé de nombreuses minorités — mais idéologiques. Les rabbins envoyés par Khakan Obadiah étaient formés dans le Talmud de Babylone et en étaient des fanatiques. Le Talmud de Babylone, à l'issue de longs travaux ourdis par de nombreuses mains, avait été achevé le 2 décembre 499. Dans les milliers de synagogues qui furent construites dans le khanat khazar, les rabbins importés et leurs successeurs contrôlaient totalement la pensée politique, sociale et religieuse de leur peuple. Le Talmud de Babylone était tellement important comme cause principale de la résistance khazar aux efforts russes de mettre fin à leur séparatisme politique et religieux, et tellement importantes également en sont

les suites modernes, y compris aux États-Unis, qu'une citation entière sur le sujet, tirée du grand ouvrage *History of the Jews*, par le professeur H. Graetz (Vol. II, 1893, pp. 631 ff.), est ici présentée :

Il ne faut pas considérer le Talmud comme un livre ordinaire, composé de douze volumes ; il ne présente absolument aucune ressemblance avec quelque autre production littéraire, mais constitue, sans la moindre figure rhétorique, un monde en soi, qu'il faut juger selon ses lois propres. . .

Le Talmud contient de nombreux éléments frivoles, qu'il traite avec une grande gravité et un grand sérieux ; il reflète également les diverses pratiques et visions superstitieuses de son berceau perse, qui présume de l'efficacité des traitements médicaux démoniaques, de la magie, des incantations, des cures miraculeuses, et de l'interprétation des rêves. . . Il contient également des exemples isolés de jugements et arrêtés non charitables envers les membres des autres nations et religions, et enfin il privilégie une exposition incorrecte des écritures, acceptant des représentations insipides. Ce sont plus de six siècles qui sont pétrifiés dans le Talmud. . . Il n'est dès lors guère étonnant que. . . le sublime et le commun, le grand et le petit, le grave et le ridicule, l'autel et les cendres, le Juif et le païen, soient découverts côte à côte. . .

Le Talmud de Babylone se distingue particulièrement du Talmud de Jérusalem par les envolées de pensée, la pénétration de l'esprit, les flashes de génie, qui montent puis se dissipent. . . C'est pour cette raison que c'est le Talmud de Babylone, et non le Talmud de Jérusalem, qui est devenu la possession fondamentale de la race juive, son souffle de vie, son âme même. . . nature et humanité, puissances et événements, étaient insignifiants, non essentiels, un pur fantôme, pour la nation juive ; la seule véritable réalité était le Talmud.

Les Khazars gouvernés par des rabbins, non seulement éduqués par le Talmud mais vivant bel et bien de son contexte babylonien, qu'ils considéraient possiblement avec une dévotion accrue en raison du fait que la plupart des Juifs de Mésopotamie s'étaient convertis à l'Islam, n'avaient aucune intention de perdre leur identité en se russisant ou en se christianisant. L'attitude intransigeante des rabbins était accrue en raison de ce qu'ils comprenaient qu'ils perdraient leur pouvoir si leur peuple acceptait un contrôle autre que celui du Talmud. Ce contrôle par les rabbins était responsable

non seulement des mœurs de base, mais pour des éléments externes aussi particuliers que la manière de d'habiller ou de se coiffer. Sur ce sujet, de nombreux auteurs ont affirmé que le « ghetto » était l'ouvrage non pas des Russes ou d'autres Slaves, mais des rabbins.

Au fil du temps, il s'est trouvé que ce peuple khazar de sang mixte et non-russe, qui détestait les Russes et vivait suivant la loi du Talmud de Babylone, se fit connaître dans le monde occidental, sur la base de son lieu de résidence et de son code légal-religieux, comme *Juifs russes*.

Sur les terres russes, après la chute de Kiev de 1240, s'abat-tit une période de dissension et de désunion. La lutte contre les Mongols et les autres khanats d'Asie se poursuivit, et les Russes apprirent beaucoup de leur part en matière d'efficacité des organisations militaires. Et comme les Mongols n'avaient débordé ni le Nord ni l'Ouest de la Russie (Shepherd, *op. cit.*, Carte 77), il existait un terreau propice à la résistance et à la contre-offensive ; qui élimina peu à peu les envahisseurs.

La capitale de la Russie réorganisée n'était plus Kiev mais Moscou (d'où les termes *Moscou* et *Moscovite*). En 1613, les nobles russes (boyars) désiraient un gouvernement plus stable que celui qu'ils avaient connu, et élurent pour tsar un jeune garçon du nom de Michael Romanov, dans les veines de qui coulait le sang des grands ducs de Kiev et des grands ducs de Moscou.

Sous les Romanov du XVII^{ème} et du XVIII^{ème} siècles, aucun changement d'attitude ne se produisit envers les Khazars judaïsés, qui méprisaient la civilisation russe et refusaient de prendre le pli de la chrétienté. « [Pierre le Grand](#) (règne : 1682-1725) désignait les Juifs comme “des voyous et des escrocs” » (*Popular History of the Jews*, de H. Graetz, New York, the Jordan Publishing Co., 1919, 1935, Vol. VI par Max Raison, p. 89). « [Elisabeth 1^{ère}](#) (règne : 1741-1762) exprima son attitude par la phrase : “Des ennemis du Christ, je ne désire ni gain ni profit” » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 384). Avec l'expansion de la Russie au cours de la deuxième moitié du XVIII^{ème} siècle, de nombreux autres Juifs furent ajoutés

du fait de leur occupation des nouveaux territoires, surtout dans la portion russe [de la Pologne divisée](#) (1772, 1793, 1795). L'impératrice, [Catherine II](#) (règne : 1762-1796) n'avait pas d'autre choix que de recevoir les Juifs parmi les autres habitants du territoire, mais dans les provinces qu'elle prit à la Pologne, elle créa une [zone de résidence](#) que les Juifs nouvellement additionnés à l'empire ne pouvaient pas quitter (Graetz-Raisin, *op. cit.*, p. 90). Comme par le passé, « à partir de ce moment, l'attitude du gouvernement consista à contenir les Juifs autant que possible » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 384).

Sous la dynastie des Romanov (1613-1917), de nombreux membres des classes supérieures russes furent éduquées en Allemagne, et la noblesse russe, déjà pour partie de sang scandinave, pratiqua fréquemment des mariages avec des Allemands ou d'autres Européens de l'Ouest. De même, de nombreux Romanov — de fait, tous ceux qui régnèrent durant les dernières années de la dynastie — pratiquèrent des mariages avec des familles occidentales. Avant le XIX^{ème} siècle, les deux occupants du trône russe les plus connus de l'histoire mondiale furent [Pierre 1^{er} le Grand](#) et [Catherine II la Grande](#). Le premier — qui donna à la Russie en 1703 sa « Fenêtre vers l'Ouest, » [St. Pétersbourg](#), connue par la suite sous le nom de Petrograd, puis récemment de Leningrad — choisit comme compagne et successeur du trône [Catherine 1^{ère}](#) (règne : 1725-1727), une servante allemande de Marienbourg capturée dont la mère et le père étaient respectivement une paysanne lituanienne et un dragon suédois. Catherine II la Grande était une princesse allemande, proclamée Impératrice régnante de Russie après que son mari, l'inapte tsar [Pierre III](#), « inférieur d'esprit et de corps » *Encyc. Brit.*, Vol. V, p. 37) quitta Saint Pétersbourg. Durant ses trente-quatre années de règne, Catherine, en étudiant des travaux tels que les *Commentaries* de [Blackstone](#), et au travers de sa correspondance avec des personnes aussi illustres que [Voltaire](#), [F.M. Grimm](#), [Frédéric le Grand](#), [Diderot](#) et [Marie-Thérèse d'Autriche](#), se maintenait en contact avec l'Ouest (*Encyc. Brit.*, Vol. XIX, p. 718 et passim).

Elle choisit pour son fils, [Paul 1^{er}](#), faible comme son père et qui allait devenir le tsar « fou » (règne : 1796-1801), une épouse allemande.

Les tsars du XIX^{ème} siècle furent [Alexandre 1^{er}](#), petit-fils de Catherine la Grande (règne : 1801-1825 — épouse allemande) ; son frère, [Nicolas 1^{er}](#) (règne : 1825-1855 — épouse allemande, une Hohenzollern) ; son fils, [Alexandre II](#) (règne : 1855-1881 — épouse allemande) ; son fils, [Alexandre III](#) (règne : 1881-1894 — épouse danoise) ; et son fils, [Nicolas II](#) (règne : 1894-1917 — épouse allemande), qui fut assassiné avec sa famille (en 1918) après la prise du pouvoir par les Communistes (1917) en Russie.

Bien que de nombreux Romanov, et ni Pierre 1^{er} ni Catherine II n'y font exception, aient présenté des caractères peu admirables — un fait bien décrit par les livres étasuniens traitant du sujet — et que certains d'entre eux, comme Nicolas II, ne fussent pas aptes à diriger un pays, l'un des objectifs généraux de la dynastie était d'apporter à leur territoire certains des avantages de l'Europe occidentale. Ils recherchaient typiquement à l'Ouest des alliances avec un pays ou un autre, plutôt qu'une pénétration idéologique.

Comme leurs suzerains slaves, les Khazars judaïsés de Russie entretenaient diverses relations avec l'Allemagne. De temps à autre, comme durant les Croisades, leurs rangs se trouvaient consolidés par des Juifs en provenance des communautés d'Allemagne — principalement en Pologne et d'autres régions qui n'étaient pas encore russes ; mais nombreux parmi eux avaient des ancêtres qui étaient par le passé allés vivre en Allemagne depuis des terres slaves. Plus intéressantes que ces migrations en soi étaient les idées entretenues par un éminent Juif en vue de résoudre les tensions centenaires séparant les populations majoritaires et les Juifs qui vivaient parmi elles. En Allemagne, alors que Catherine la Grande était Impératrice de Russie, un universitaire et philosophe juif du nom de [Moses Mendelssohn](#) (1729-1786) attira une attention importante et favorable de la part des non-Juifs et de certains Juifs. Sa conception de la barrière séparant Juifs et non-Juifs, telle qu'analysée par

Grayzel (*op. cit.*, p. 548), était que les « Juifs avaient érigé en eux un ghetto mental pour équilibrer le ghetto physique qui existait autour d'eux. » L'objectif de Mendelssohn était de « faire sortir [les Juifs] de ce ghetto mental [et les faire entrer] dans le vaste monde de culture générale — sans, cependant, causer de tort à leur culture spécifiquement juive. » Le mouvement reçut le nom d'*Haskalah*, que l'on peut traduire comme « illumination. » Entre autres choses, Mendelssohn voulait que les Juifs d'Allemagne apprissent l'allemand.

Dès les premiers jours, les Juifs d'Europe de l'Est avaient fait usage de versions corrompues de jargons locaux, transcrites à l'écrit en alphabet hébreu (voir « How Yiddish Came to Be, » Grayzel, *op. cit.*, p. 456), à l'instar des jargons d'Europe occidentale écrits en alphabet latin, et pour développer son projet, Mendelssohn traduisit le *Pentateuque* — Genèse, Exode, Lévitique, livre des Nombres et Deutéronome — en allemand standard, en utilisant cependant l'alphabet hébreu accepté (Grayzel, *op. cit.*, p. 543). Ainsi, d'un seul coup, il amena ses lecteurs à franchir une étape vers l'Occidentalisation en utilisant la langue allemande et en leur proposant, au lieu du Talmud de Babylone, une portion d'écriture reconnue à la fois par les Juifs et les Chrétiens.

L'opinion soutenue par Mendelssohn se développa en Russie durant le XIX^{ème} siècle, notablement grâce à *Isaac Bär Levinsohn* (1788-1860), le « Mendelssohn russe. » Levinsohn était un universitaire qui, avec *Abraham Harkavy*, fouilla un domaine de l'histoire juif peu connu en Occident, « l'implantation des Juifs en Russie et leurs vicissitudes durant les âges sombres ». . . Levinsohn fut le premier à exprimer l'opinion selon laquelle les Juifs russes n'étaient pas originaires d'Allemagne, comme on le supposait souvent, mais des rives de la Volga. C'est Harkavy qui établit cette hypothèse, corroborée à la tradition, « en fait » (*The Haskalah Movement in Russia*, par Jacob S. Raisin, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America, 1918, 1914, p. 17).

Les règnes des Tsars du XIX^{ème} siècle montrèrent une fluctua-

tion dans les attitudes envers l'« État [juif] dans l'État » (*The Haskalah Movement*, p. 43). Dans l'ensemble, Nicolas 1^{er} s'était montré moins indulgent qu'Alexandre 1^{er} vis-à-vis de son irréductible minorité non-chrétienne, mais il s'intéressa immédiatement au mouvement soutenu par le très respecté Levinsohn, car il voyait dans l'« Haskalah » une opportunité de briser le séparatisme des Khazars judaïsés. Il donna la responsabilité au Dr. [Max Lilienthal](#), un jeune Juif brillant, d'ouvrir des centaines d'écoles juives. Mais dès le départ, le mouvement Haskalah reçut une opposition farouche parmi les Juifs vivant en Allemagne — dont un groupe nombreux, parmi lesquels le célèbre [Moses Hess](#) (*Graetz-Raisin, op. cit.*, Vol. VI, pp. 371 ff.), se cristallisa autour d'un ardent nationalisme juif — et en Russie l'opposition se fit fanatique. « La grande masse de la communauté juive russe était dénuée du moindre enseignement laïque, empreinte de fanatisme, et vouée aux pratiques superstitieuses » (*Graetz-Raisin, op. cit.*, Vol. VI, p. 112), et ses dirigeants, pour la plupart, n'avaient aucune notion de tolérer un projet qui allait diminuer ou détruire leur contrôle. Ces dirigeants pensaient, à raison, que la nouvelle éducation était conçue en vue de diminuer l'autorité du Talmud, vu par les Russes comme la cause « du fanatisme et du sens moral corrompu des Juifs. » Les dirigeants des Juifs voyaient également que les nouvelles écoles étaient un moyen « de rapprocher les Juifs du peuple russe et de l'Église grecque » (*Graetz-Raisin, op. cit.*, Vol. VI, p. 116). Selon Raisin, « les millions de Juifs russes étaient opposés à un gouvernement s'ingérant dans leur vie intérieure et spirituelle » en « leur imposant ses mesures éducatives. L'âme de la communauté juive russe sentait le danger qui se cachait derrière les desseins impériaux » (*op. cit.*, p. 117). À leurs yeux, Lilienthal était « un traître et un informateur, » et en 1845, pour récupérer un minimum de prestige au sein de sa communauté, il « balaya de ses pieds la poussière de cette maudite Russie » (*Graetz-Raisin, op. cit.*, Vol. VI, p. 117). Le mouvement Haskalah échoua ainsi en Russie à briser le séparatisme des Khazars judaïsés.

À la mort de Nicolas 1^{er}, son fils Alexandre II (règne : 1855-1881) décida de tenter une nouvelle méthode pour amener la minorité khazare à accepter de son plein gré la citoyenneté en Russie. Il accorda à son peuple, Khazars y compris, tant de libertés qu'on l'appela le « Tsar libérateur. »

Mais par ironie, ou par némésis, son « régime libéral » contribua significativement à la chute de la Russie chrétienne. Malgré l'échec « des mesures [de son oncle Alexandre] à assurer l'"amélioration" de l'"odieux" élément juif » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 884), il ordonna un assouplissement total des règles oppressives et limitatives (Graetz-Raisin, *op. cit.*, p. 124) et les Juifs devinrent libres d'étudier dans les écoles et universités, et de voyager sans limitations. Ces nouvelles libertés débouchèrent cependant sur des résultats que le « Libérateur » n'avait pas escomptés.

Instruits et libres de s'organiser à l'échelle nationale, les Khazars judaïsés de Russie se transformèrent, d'une masse indigeste présente dans le corps politique, l'« État dans l'État » caractéristique, en une force antigouvernementale formidable. En collaboration avec des non-Juifs aspirant au nihilisme ou à d'autres tendances radicales — ladite « [intelligentsia](#) » russe, ils essayèrent pour commencer de parvenir à leurs objectifs en pratiquant les assassinats (*Modern European History*, par Charles Downer Hazen, Holt, New York, p. 565). Alexandre essaya d'atténuer l'hostilité des « terroristes » en leur accordant de plus en plus de concessions, mais le jour de l'annonce des dernières concessions, « une bombe fut jetée sur sa voiture. Celle-ci fut détruite, et plusieurs membres de son escorte blessés. Alexandre s'en sortit par miracle, mais une deuxième bombe explosa à côté de lui alors qu'il se portait au secours des blessés. Il fut terriblement mutilé, et mourut dans l'heure. Ainsi périt le Tsar libérateur » (*Modern European History*, p. 567).

On trouve des Khazars juifs impliqués dans les premières tentatives d'assassinat d'Alexandre II (voir *The Anarchists* d'[Ernest Alfred Vizetelly](#), [John Lane](#), Londres et New York, 1911, p. 66). Selon la *Universal Jewish Encyclopaedia*, l'« assassinat d'Alexandre

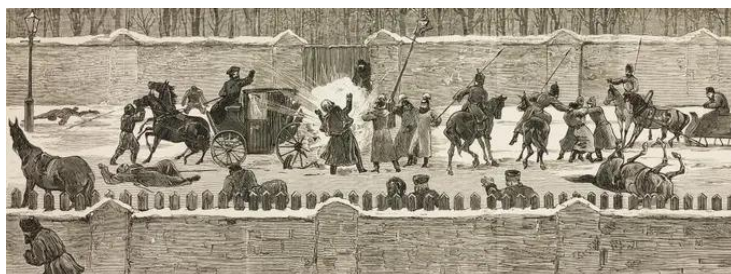


FIGURE 2.1 – Gravure illustrant l’assassinat d’Alexandre II le 13 mars 1881 à Saint-Pétersbourg.

II, dans lequel une Juive avait joué un rôle, » raviva un « anti-sémitisme » latent. Amers en raison des précautions prises par le fils et successeur du Tsar assassiné, [Alexandre III](#), et disposant également d’un nouveau projet mondial, des hordes de Juifs, dont certains avaient reçu de hautes études dans les universités russes, émigrèrent à destination d’autres pays européens et des États-Unis. L’émigration se poursuivit (voir ci-après) sous Nicolas II. Cependant, de nombreux Juifs restèrent en Russie, car « en 1913, la population juive de Russie s’élevait à 6 946 000 » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. IX, p. 285).

Divers éléments de cette minorité agressive et agitée nourrissaient les quatre objectifs stupéfiants du Communisme international, de la prise de pouvoir en Russie, du Sionisme, et de l’émigration continue vers les États-Unis, avec pour dessein établi de maintenir leur séparatisme nationaliste. En de nombreuses instances, les mêmes personnages prirent part à deux phases, ou plus, de l’objectif en quatre volets.

Parmi les Juifs restés en Russie, qui comprenait à l’époque la Lituanie, l’Ukraine (*A History of the Ukraine*, Michal Hrushevsky, Yale University Press, 1941, *passim*), et une grande partie de la Pologne, on trouve les fondateurs du parti bolchevique russe :

En 1897 fut fondé le **Bund**, Union des travailleurs en Pologne et en Lituanie... Ils s'engagèrent dans des activités révolutionnaires à grande échelle, et leur énergie en fit les fers de lance du Parti (Article « Communism » par **Harold J. Laski**, *Encyc. Brit.*, Vol. III, pp. 824-827).



FIGURE 2.2 – Le Logo du Bund (source : [Wikipedia](https://en.wikipedia.org/wiki/Bund_(Jewish_movement))).

Le nom *Bolsheviki* signifie *majorité* (du russe *bolshe*, le plus grand), et commémore le fait que lors de la conférence du parti tenue à Bruxelles et Londres fin 1902 et début 1903, le violent programme marxiste de Lénine fut adopté par un scrutin de 25 voix sur 28, la minorité moins violente des Marxistes « *Mensheviki* » disparaissant après cela du tableau du Communisme international. On a également affirmé que le terme *Bolchevique* fait référence au

programme « plus grand » ou plus violent de la faction majoritaire. Après 1918, les *Bolsheviki* appelèrent leur organisation Parti communiste.

Les Juifs sionistes constituaient un autre groupe, qui établit son projet en Russie dans le cadre de la nouvelle réorientation de la communauté juive russe, après l'effondrement de l'Haskalah et l'assassinat (1881) d'Alexandre II. « Le 6 novembre 1884, pour la première fois de l'histoire, une assemblée internationale juive fut tenue à Kattowitz, près de la frontière russe, où des représentants de toutes les classes et de différents pays s'assembla et décida de coloniser la Palestine... » (*The Haskalah Movement in Russia*, p. 285.) Pour une suggestion de la solidarité d'intentions entre le Bund juif, cœur du parti communiste, et le début du sionisme, voir Grayzel (*op. cit.*, p. 662). « Désormais, un sens aiguë de la conscience de race prend la place auparavant tenue par la religion et va rapidement se développer en nationalisme concret avec pour objectif Sion » (*Graetz-Raisin*, Vol. VI, p. 168).

En Russie et à l'étranger, à la fin du XIX^{ème} siècle, c'étaient non seulement les membres du Bund mais également d'autres Khazars juifs qui avaient été attirés par les écrits de [Karl Marx](#) (1818-1883), en partie, semble-t-il, du fait de ses origines juives. « Côté paternel et maternel, Karl Marx descendait de familles de rabbins » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. VII., p. 289).

Le programme marxiste, appliquant des contrôles drastiques, si répugnant à l'esprit occidental libre, ne constituait pas pour de nombreux Khazars juifs un obstacle à l'acceptation du marxisme, car le Talmud de Babylone, régissant leur vie, leur avait enseigné à accepter un diktat autoritaire sur tout, de leur immoralité à leurs pratiques commerciales. Comme le Talmud contenait plus de 12 000 contrôles, la réglementation du Marxisme était acceptable — pourvu que l'homme politique khazar, à l'instar du rabbin talmudique, exerçât le pouvoir de la dictature.

Sous Nicolas II, aucun répit ne fut décidé vis-à-vis des règles établies après le meurtre d'Alexandre II et visant à réduire les acti-

vités antigouvernementales des Juifs ; par conséquent, la « réaction à ces excès fut un soutien juif envers les Bolcheviques. . . » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 286.) La voie à ce soutien était ouverte, étant donné que l'organisation fondatrice du communisme russe était le « Bund » juif. Ainsi, le communisme marxiste, modifié de manière opportuniste, devint un instrument pour se saisir du pouvoir par la violence. Les Juifs communistes, avec les révolutionnaires de lignée russe, étaient suffisamment nombreux pour accorder à l'aventure une promesse de réussite, pourvu qu'elle fût tentée au bon moment. Après la débâcle de la faction moins violente en 1903, Lénine resta à la tête du mouvement.

Le coup tomba en 1917, l'année fatidique, alors que la Russie titubait suite à la défaite infligée par l'Allemagne — un an avant que l'Allemagne titubât à son tour vers la défaite sous les triples coups portés par la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis. « La grande heure de la liberté a sonné le 15 mars 1917, » lorsqu'« on fit s'arrêter le train du Tsar Nicolas » et qu'on lui annonça « que son règne touchait à sa fin. . . Israël, en Russie, se trouva soudainement sorti de son oppression et de sa dégradation » (Graetz-Raisin, *op. cit.*, Vol. VI, p. 209).

C'est à ce moment que Lénine apparut sur la scène, après une absence de neuf ans (*Encyc. Brit.*, Vol. XIII, p. 912). Les Allemands ne comprenant pas que son rôle allait dépasser celui d'un agitateur au sein de leur ennemie de la première guerre mondiale, la Russie, le firent transiter, avec sa suite de 200 personnes, dans un train fermé parti de Suisse, jusqu'à la frontière russe. Dans le train aux portes scellées de Lénine, « sur une liste de 165 noms publiés, 23 sont russes, 8 géorgiens, 4 arméniens, 1 allemand, et 128 juifs » (*The Surrender of an Empire*, NESTA H. WEBSTER, Boswell Printing and Publishing Company, Ltd., 10 Essex St., London, W.C. 2, 1931, p. 77). « À peu près en même temps, Trotsky arriva depuis les États-Unis, suivi par plus de 300 Juifs des quartiers Est de New York, et rallia le parti bolchevique » (*op. cit.*, p. 73).

Ainsi, sous Lénine, dont le nom de naissance était *Oulianov* et

dont on n'est pas certain des ascendances raciales, et sous Léon Trostsky, un Juif, dont le nom de naissance était *Bronstein*, un nombre réduit de Juifs très instruits venus de l'étranger, avec des Khazars russes judaïsés et des captifs non-juifs de l'idéologie marxiste, furent en mesure de devenir les maîtres de la Russie. « Les personnalités révolutionnaires dirigeantes présentant des origines juives — comme Trotsky, [Zinoviev](#), [Kamanev](#) et [Sverdlov](#) — jouèrent un rôle visible dans la révolution de novembre 1917, qui permit aux Bolcheviques de prendre possession de l'appareil d'État » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. IX, p. 668). Ici et là, dans la *Universal Jewish Encyclopaedia*, d'autres Juifs sont nommés comme cofondateurs du Communisme russe, mais pas Lénine ni Staline. Ces deux derniers, cependant, sont présentés par certains auteurs comme à moitié juifs. Quels que fussent les antécédents raciaux de leur haut dirigeant, les premiers commissariats soviétiques furent amplement composés de Juifs. La position juive au sein du mouvement communiste était bien comprise en Russie. « Les Armées blanches qui s'opposaient au gouvernement bolchevique reliaient Juifs et Bolcheviques comme des ennemis communs » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 386).

Le lecteur intéressé par la proportion de Juifs au sein du gouvernement durant les premiers jours du pouvoir communiste sur la Russie devraient, si possible consulter *Les derniers jours des Romanov*¹, écrit par [Robert Wilton](#), qui fut pendant une longue période le correspondant du *London Times* en Russie. On trouve un résumé des passages centraux de l'ouvrage dans le « préambule à la troisième édition » de *The Mystical Body of Christ in the Modern World* (Brown and Nolan, Limited, Waterford, Dublin, Belfast, Cork, London, 1939, 1947) par le Rev. [Denis Fahey](#), un éminent professeur irlandais de philosophie et d'histoire de l'Église. Le professeur Fahey note les noms et nationalités des membres du [Conseil des Commissaires du Peuple](#), du [Comité exécutif central](#) et

1. En français dans le texte, NdT

des Commissions extraordinaires, et cite Wilson de manière résumée comme suit :

Selon les données fournies par la presse soviétique, sur 556 fonctionnaires importants au sein de l'État bolchevique. . . on comptait en 1918-1919 17 Russes, 2 Ukrainiens, 11 Arméniens, 85 Lettons, 15 Allemands, 1 Hongrois, 10 Géorgiens, 8 Polonais, 3 Finnois, 1 Karaïm, 457 Juifs.

Au fil des décennies — après l'année funeste 1917 — les Khazars judaïsés maintinrent une main ferme sur le gouvernail du gouvernement dans la terre occupée de Russie. Lorsque le moment fut propice, ils créèrent une administration conforme à leurs désirs. La presse communiste, contrôlée par le gouvernement, « émettait des dénonciations nombreuses et violentes des épisodes antisémites, qu'il s'agit de violences ou de discriminations. » En outre, « en 1935, un tribunal statua que l'antisémitisme en Russie constituait une infraction pénale » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. I, p. 386). Parmi les dirigeants de premier plan du milieu du XX^{ème} siècle, Staline, Kaganovich, Beria, Molotov et Litvinov étaient tous de sang juif, ou mariés à des Juives. Il ne faut pas négliger ce dernier facteur, car de Poppée, épouse de Néron (*Enciclopedia Italiana*, Vol. XXVII, p. 932; également, les Ouvrages de Flavius Joseph, traduits par William Whiston, David McKay, Philadelphie, n.d., pp. 8, 612, 616) à l'amie du chimiste de Montréal² dans le cadre des procès pour espionnage atomique au Canada (*Report of the Royal Commission*, Government Printing Office, Ottawa, Canada, 1946, \$1.00), l'influence d'un certain type d'épouse — ou d'une autre femme étroitement associée — présente une portée capitale. Néron et Poppée peuvent dormir en paix — si leurs crimes le leur permettent — mais la Section III, 11, portant le titre « RAYMOND BOYER, Montréal » du rapport de la Commission Royale canadienne est à lire du début à la fin par quiconque veut connaître les faits établis sur la corruption de scientifiques ou d'autres personnes travaillant

2. Il s'agit de l'affaire impliquant en 1946 Raymond Boyer et Fred Rose, peu documentée de nos jours, NdT

sur des projets gouvernementaux. Dans les archives de l'Ambassade soviétique, remises aux autorités canadiennes par Igor Gouzenko, se trouvait le carnet de notes du colonel Zabotin, qui contenait les entrées suivantes (pp. 375 et 397, respectivement) :

Professeur

Chimiste français réputé ; âgé de 40 ans environ. Travaille à l'Université McGill de Montréal. Le meilleur des spécialistes sur les VV du continent américain. Donne toutes les informations sur les usines d'explosifs et de chimie. Très riche. Il a peur de travailler. (A donné la formule du RDX, à ce stade le patron n'a pas apporté d'évaluation.)

Contact

1. Freda

Juive — travaille comme collaboratrice du Bureau International du Travail

Une amie du professeur.

Au vu des faits produits ci-avant au sujet de la composition raciale des premières administrations communistes, il n'est peut-être pas surprenant qu'une vaste proportion des importants efforts étrangers du gouvernement russe actuel soient confiés à des Juifs.

Ce point est tout à fait notable dans la liste des pratiquants actuels du pouvoir soviétique dans les pays satellites d'Europe de l'Est. Ana Rabinsohn Pauker, dictatrice de Roumanie ; Mátyás Rákosi, dictateur de Hongrie ; Jakub Berman, dictateur de Pologne ; D.M. Manouïlski, dictateur de l'Ukraine ; et de nombreuses autres personnalités occupant de hauts postes dans les gouvernements de plusieurs pays d'Europe de l'Est sont tous considérés comme membres de cette nouvelle Race Royale de Russie.

Le sionisme politique qui a fleuri à partir de la fin du XIX^{ème} siècle et durant le XX^{ème} sur les racines établies à Kattowitz en 1884, a des dirigeants d'origine d'Europe de l'Est. Theodor Herzl (1860-1904) naquit à Budapest, en Hongrie ; il écrivit *Der Judenstaat* (1896) (l'État juif), et présida le « Congrès sioniste, » qui « se tint à Basel, en Suisse, les 29, 30 et 31 août 1897 » (*Univ. Jew. Encyc.*, Vol. II, p. 102). Le Dr. Chaim Weizmann, chef du sionisme

politique à partir du moment où celui-ci recourut à la violence, naquit à [Płońsk](#), en Pologne. Comme ces hauts dirigeants étaient des Européens de l'Est, il n'est pas surprenant que la plupart des immigrés récents en Palestine proviennent de Russie et de ses satellites, et que leurs armes viennent elles aussi en grande partie de Russie et de la Tchécoslovaquie contrôlée par la Russie ([Chapitre 6](#)).

Comme nombre d'auteurs l'ont noté, le sionisme politique est entré dans sa phase de violence après la découverte de la richesse incroyable de la Palestine en matières premières. Selon « *Zionists Misleading World with Untruths for Palestine Conquest*, » un article de pleine page intégré à titre de publicité dans le *New York Herald Tribune* (le 14 janvier 1947), « un État juif indépendant en Palestine constituait la seule méthode certaine suivant laquelle les Sionistes pouvaient acquérir le contrôle total et la pleine propriété des ressources prouvées chimiques et minérales (5 000 000 000 000 \$) de la Mer Morte. » Long et documenté, l'article est signé par R.M. Schoendorf, « Représentant des États-Uniens Coopérant de Confessions Chrétiennes »³ ; par [Habib I. Katibah](#), « Représentant des États-Uniens Coopérants d'Antécédents Arabes »⁴, » et il est bien argumenté. Mais nonobstant la valeur des matières premières de la Mer Morte, l'afflux de pétrole sortant des puits du Moyen-Orient est un phénomène incroyable pour qui est habitué au faible débit des puits étasuniens. En outre, en 1951, on a « découvert » du pétrole dans le désert du [Néguev](#), une région tellement convoitée par les autorités « israéliennes » qu'elles s'en sont emparées ([Chapitre 6](#)). La raison principale du choix de l'auto-agrandissement du sionisme politique a été affirmée, puis réfutée ; mais il est difficile pour l'observateur de distinguer un autre objectif possible hormis la richesse minérale ou une vaste stratégie de grande portée,

3. « Representative of Cooperating Americans of the Christian Faiths », NdT

4. « Representative of Cooperating Americans of Arab Ancestry », NdT

comprenant l'agression (voir les chapitres 6 et 9), dans un dessein de constituer une nation sur un territoire à l'agriculture pauvre, déjà surpeuplé, de la taille du Vermont. Les intentions agressives à l'encontre des peuples musulmans, particulièrement en direction de l'Irak et de l'Iran, sont également suggérées par le fait que les Juifs d'Europe de l'Est, adhérents au Talmud de Babylone, ont de longue date orienté leurs pensées vers les terres où vivaient leurs sages, et où la plus grande partie de la population juive native a embrassé la foi musulmane. Des motivations religieuses sionistes, comme l'espoir d'accéder au paradis, qui a provoqué le zèle des Croisés, semblent proscrites de par la nature même du Judaïsme tel qu'on le comprend en général. « La religion juive est une manière de vivre et n'a pas formulé de credo, d'articles de foi, dont l'acceptation apporte la rédemption ou le salut au croyant... » (mots d'ouverture, p. 763, de la section sur les « Doctrines » dans *Religious Bodies*, 1936, Vol. II, Part. I, Denominations A to J, U.S. Department of Commerce, Jesse H. Jones, secrétaire, Bureau de recensement, superintendant aux documents, Government Printing Office, Washington, D.C.).

Les secrets des tentatives clandestines menées au niveau international par une Russie dominée par les Khazars ont principalement été confiés à des Juifs. Cela est particulièrement notable pour l'espionnage en matière d'atome. Le Rapport de la Commission Royale du Canada, auquel on a fait mention ci-avant, démontre que [Sam Carr \(Cohen\)](#), organisateur pour l'ensemble du Canada ; [Fred Rose \(Rosenberg\)](#), organisateur pour le Canada francophone, et membre du Parlement canadien pour la circonscription de Montréal ; ainsi que Germina (ou Hermina) Rabinowich, chargée de liaison avec les Communistes étasuniens, sont tous nés en Russie ou dans des pays satellites. À cet égard, il importe de souligner le fait que porter un nom occidental n'implique pas forcément une lignée d'Europe de l'Ouest. De fait, la manœuvre du changement de nom est fréquemment employée pour dissimuler la lignée ou l'origine d'un individu. Ainsi, il se dit que le nom de naissance de [John](#)

[Gates](#), éditeur du *Communist Daily Worker*, aurait été Isriel, ou Israël Ragenstrich ⁵ (*Common Sense*, *The Nation's Anti-Communist Newspaper*, Union, New Jersey, 1^{er} mars 1951, 1.00 \$ par an). De même, le nom *Green* a été utilisé au moins en une instance à la place de *Greenberg* et *Hall* pour *Halberg* (« The Enemy Within Our Gates, » *National Republic*, 511 Eleventh St., N.W., Washington, D.C., août 1951, 20c la copie, 2.00 \$ l'année). On peut citer d'autres exemples parmi les auteurs politiques, les officiers de l'armée, et de hauts dirigeants au sein des agences de l'exécutif et départements de Washington. Entre parenthèses, la manœuvre d'acquisition d'un nom facilement acceptable par la majorité a été largement usitée par les étrangers les plus notablement impliqués dans la saisie de la Russie par le Communisme, et l'on trouve parmi ceux-ci Lénine (Oulianov), Trotsky (Bronstein) et Staline (Dzugashvili), les principaux fondateurs du communisme d'État.

Début 1946, le gouvernement des États-Unis refusa l'invitation du Canada visant à coopérer dans l'enquête menée par ce pays sur l'espionnage atomique, mais en 1950 — malgré les faux-fuyants de nos hauts dirigeants — nous commençâmes à appréhender nos propres espions sur l'atome, le premier fut [Harry Gold](#), suivi de Abraham Brothman, [Miriam Moslowitz](#), et cinq autres personnes ; un ancien membre du Comité de la Chambre sur les Activités Anti-Américaines a affirmé que toutes ces personnes étaient de la même lignée que les dictateurs d'Europe de l'Est. Au mois de mars 1951, les noms de [David Greenglass](#), [Julius Rosenberg](#), Mme. [Ethel Rosenberg](#) (à ne pas confondre avec Mme [Anna Rosenberg](#)), et M. [Sobell](#) ont figuré dans diverses publications de la presse sur le procès des espions atomiques supposés, tenu devant un tribunal fédéral. L'édition du 26 mars 1951 du magazine *Life* a divulgué toutes les informations sur la nature de cet espionnage. Le 5 avril 1951, M. et Mme Rosenberg ont été condamnés à la prison à vie. Le 6 avril, M.

5. Selon la page anglophone de Wikipedia en lien ici, il s'agirait plutôt de *Solomon Regenstreif*, NdT

Greenglass, dont le témoignage a contribué à l'accusation, a reçu une peine de quinze ans. Et en mars 1951, le Dr. [William Perl](#), du département de Physique de l'Université de Columbia, a été arrêté « sur quatre chefs de parjure en lien avec l'effondrement du réseau d'espionnage soviétique... Perl, dont le père naquit en Russie, ... a fait changer son nom de *Utterperl* en *Perl* » en 1954 (*Washington Times - Herald*, 15 mars 1951). Pour davantage de détails sur ces personnes et sur d'autres, voir « Atomic Traitors, » écrit par [Fred Busbey](#), représentant de l'Illinois au Congrès, paru dans l'édition de juin 1951 de *National Republic*. En fin de compte, on a découvert que la vraie tête du Communisme aux États-Unis n'était pas exposée publiquement comme telle, mais qu'il s'agissait du Juif [Gerhardt Eisler](#) qui, une fois démasqué, quitta les États-Unis à bord du navire polonais « [Batory](#), » pour occuper un haut poste du gouvernement soviétique en Allemagne de l'Est (*Communist Activities Among Aliens and National Groups*, part III, Government Printing Office, Washington, D. C., 1950, p. A121).

Sur ce même sujet, la déclaration faite sous l'intitulé « Personnes déplacées : Faits contre Fiction » le 6 janvier 1950 par le Sénateur [Pat McCarran](#), un démocrate du Nevada, président du comité judiciaire, est très pertinente. Le Sénateur McCarran a ainsi exprimé : « Que l'on se souvienne que le Procureur Général des États-Unis a récemment témoigné qu'une analyse de 4984 des membres les plus militants du Parti communiste des États-Unis a établi que 91.4 % d'entre eux étaient de lignée étrangère ou avaient épousé des personnes de lignée étrangères. »

Avec plus de neuf dixièmes de nos Communistes « les plus militants » ainsi recrutés ou alliés à une « lignée étrangère » et avec cette « lignée » qui ne totalise sans doute pas plus de 10 000 000, soit un quinzième de la population de notre nation, un simple recours à l'arithmétique nous suggère que l'emploi d'une personne d'Europe de l'Est ou d'une autre origine étrangère, ou présentant des liens avec l'étranger, est cent cinquante fois plus probable de faire rentrer un traître que ne l'est l'emploi d'une personne de lignée

autochtone !

Un point de vue juif « faisant autorité » vis-à-vis de la Russie soviétique est exposé dans l'*Universal Jewish Encyclopaedia* dans les paragraphes de conclusion traitant de Karl Marx. Selon cette source, les Juifs « reconnaissent l'expérience de l'Union soviétique, maison de 6 000 000 de Juifs, comme témoignage de la position marxiste sur la question de l'égalité nationale et raciale. » Les commentaires de l'*Encyclopaedia* poursuivent sur le « fait frappant que le seul pays à professer une allégeance officielle aux enseignements marxistes est celui où l'antisémitisme a été rendu illégal et sa résurgence rendue impossible par la suppression des inégalités sociales et économiques » (Vol. VI, p. 890). Dans *The Jewish People Face the Post-War World*, écrit par [Alexander Bittelman](#) (Morning Freiheit Association, 35 East 12th Street, New York 3, N.Y., 1945, p. 19), l'affection d'un corps considérable de Juifs étasuniens envers l'Union soviétique s'exprime de manière spectaculaire :

Sans l'Armée Rouge, on ne compterait plus un seul Juif en Europe de nos jours, ni en Palestine, ni en Afrique ; et aux États-Unis, la durée de notre existence se compterait en jours... L'UNION SOVIÉTIQUE A SAUVÉ LE PEUPLE JUIF. Par conséquent, que les masses juives étasuniennes n'oublient jamais notre dette historique au Sauveur du peuple juif — l'Union soviétique.

Qu'il soit cependant noté que M. Bittelman reconnaît de manière indirecte qu'il ne s'exprime pas au nom de tous les Juifs des États-Unis, surtout lorsqu'il qualifie de « réactionnaires » les « forces non démocratiques de la vie juive... comme les Sulzberger⁶, les Rosenwald⁷, et les Lazaron⁸ » (p. 9). Outre l'idéologie, un autre facteur est la dévotion à leur ancienne patrie à laquelle tant de nouveaux Juifs étasuniens d'ascendance d'Europe de l'Est sont apparentés. Selon l'*American Zionist Handbook*, 68 à 70 % des

6. Sans doute la famille d'[Arthur Ochs Sulzberger](#), NdT

7. On peut penser qu'il s'agit de la famille de [Lessing J. Rosenwald](#), NdT

8. Probablement [Morris Lazaron](#), NdT

Juifs vivant aux États-Unis ont des relations en Pologne ainsi qu'en Union soviétique.

La découverte faite par la Commission Royale canadienne fit une découverte tout à fait alignée avec l'attitude manifestée par Bittelman : la Russie soviétique exploite pleinement la prédilection des Juifs envers le Communisme : « Il est significatif qu'un nombre de documents en provenance de l'Ambassade de Russie stipulent spécifiquement "Juif" ou "Juive" dans les renseignements sur leurs agents canadiens ou agents envisagés, ce qui montre que les dirigeants de la Cinquième Colonne russe attachaient un sens particulier à ce point » (*The Report of the Royal Commission*, p. 82).

Au vu de la citation ci-avant d'un auteur travaillant pour la grande publication de New York, l'*Universal Jewish Encyclopaedia*, décrite en son titre comme « faisant autorité, » et au vu des découvertes de la Commission Royale du Canada, sans parler d'autres faits et témoignages, il semblerait que personne n'ait à être surpris que certains Juifs étasuniens d'ascendance ou d'influence d'Europe de l'Est aient transmis des secrets atomiques ou autres à l'Union soviétique. Ceux qui se font prendre doivent bien entendu subir le destin réservé aux espions, comme il en irait des agents d'espionnage étasuniens à l'étranger ; mais dans l'opinion de l'auteur, les parties véritablement coupables aux États-Unis sont les États-Uniens de lignée autochtone qui, suivant leurs propres desseins mal-faisants, ont positionné les personnes pro-soviétiques à des postes leur permettant de voler ou de participer au vol de secrets étasuniens concernant la guerre atomique. Cette culpabilité, qui au vu des terribles résultats qui sont à attendre de l'espionnage atomique, est vraiment souillée de sang, ne saurait être éludée et le peuple étasunien ne devrait pas la sous-estimer.

La présence en si grands nombres d'espions aux États-Unis apporte une référence rapide à notre habitude nationale (un terme plus approprié que *politique nationale*) vis-à-vis de l'immigration. Le 2 décembre 1823, le président [Monroe](#) proclamait, dans la cé-

lèbre doctrine qui a conservé son nom, que le gouvernement étasunien ne permettrait pas aux puissances continentales européennes d'« étendre leur système » aux États-Unis. À l'époque, et jusqu'au deux dernières décennies du XIX^{ème} siècle, l'immigration nous apporta quasiment exclusivement des personnes venant d'Europe dont les idéaux étaient ceux de la civilisation occidentale chrétienne ; ces gens ont contribué à dompter et à coloniser notre vaste région frontalière ; ils voulaient se conformer, et non modifier ou supplanter le corps de traditions et d'idéaux résumé dans le mot « Amérique. »

Mais à partir de 1880, notre immigration s'est rapidement mise à intégrer des millions de personnes en provenance d'Europe du Sud et de l'Est. Presque toutes ces personnes étaient moins sympathiques que les immigrants précédents vis-à-vis du gouvernement et des idéaux des États-Unis, et une vaste portion d'entre eux étaient des non-chrétiens, qui n'avaient pas la moindre intention d'accepter les idéaux de la civilisation chrétienne occidentale, mais entretenaient leurs propres desseins. Ces desseins se sont réalisés, non pas au travers d'une invasion militaire directe, comme le craignait le président Monroe, mais clandestinement, par l'infiltration, la propagande, et l'exercice de pressions électorales et financières (chapitres 1,3,4,5,6,7). L'Étasunien moyen n'a pas conscience de cela, et n'en ressent aucune gêne.

Parmi ceux qui ont prédit les problèmes que nos immigrés allaient provoquer, on trouve le prédécesseur immédiat du général Eisenhower au poste de président de l'Université de Columbia. Dans un petit ouvrage extrêmement précieux, *The American As He Is*, le président [Nicholas Murray Butler](#) a attiré l'attention dès 1908 sur « le fait que le Christianisme dans l'une de ses nombreuses formes constitue une partie dominante de la nature américaine. » Butler, qui était alors au zénith de sa puissance intellectuelle, exprimait la crainte que notre « capacité de soumettre et assimiler les éléments étrangers arrivés par l'immigration peut s'éteindre rapidement. » Il en concluait que « Les dangers auxquels l'Amérique va se trouver confrontée, s'il en est, viendront de l'intérieur ».

Les statistiques ont pleinement justifié les craintes du président Butler. « La nouvelle immigration comprenait principalement trois éléments : Italiens, Slaves et Juifs » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, Government Printing Office, Washington, D.C., p. 236). Les Italiens et les Slaves étaient moins assimilables que les immigrants en provenance d'Europe du Nord et de l'Ouest, et avaient tendance à s'assembler entre eux plutôt que de se distribuer dans l'ensemble du pays comme les immigrants précédents, venus d'Europe du Nord, l'avaient habituellement fait.

Mais l'assimilation des Italiens et des Slaves n'en fut pas moins facilitée par leur appartenance à la même lignée raciale indo-germanique que la majorité anglo-germano-irlandaise, et surtout du fait qu'il s'agissait de Chrétiens — pour la plupart des Catholiques Romains — ce fait qu'ils trouvèrent de nombreux coreligionnaires non seulement au sein des deuxième et troisième générations de Catholiques irlandais, mais également chez les Catholiques étasuniens d'ancienne lignée remontant aux jours de la colonisation. Un nombre significatif d'Italiens ou de Slaves étaient, ou devinrent, protestants surtout baptistes — parmi eux on trouve [Charles Poletti](#), ancien gouverneur de New York et [Harold Stassen](#), ancien gouverneur du Minnesota. Les nouveaux immigrés italiens et slaves et leurs enfants se mirent rapidement à se marier avec des membres de l'ancienne lignée. Après examen d'un journal étasunien paru en langue italienne, l'auteur a noté qu'environ la moitié des mariages d'Italiens impliquaient un époux ou une épouse portant un nom non-italien.

Ainsi, d'une manière ou d'une autre, les nouveaux immigrés italiens et slaves se mirent à se fondre dans la schéma étasunien général. Il en est allé ainsi à des degrés divers sur l'ensemble du territoire, et ce de manière d'autant plus notable que les nouveaux arrivants n'étaient pas assemblés entre eux — comme dans certaines régions urbaines ou minières — mais étaient dispersés parmi les habitants de lignée autochtone. La perspective d'une assimilation totale apparaissait comme tout à fait plausible, si bien qu'aucun besoin ne se fit sentir d'une conférence nationale d'Italiens-

Américains, de Slaves-Américains pour promouvoir les droits de ces minorités.

Mais avec les immigrants juifs, les développements furent tout à fait différents — et tout à fait alignés avec les craintes exprimées par le président Butler. La poignée de Juifs, pour la plupart séfardes (*Webster's New International Dictionary*, 1934, p. 2281) et Allemands, déjà présents dans le pays (environ 280 000 en 1877, *Religious Bodies*, *op. cit.*, voir ci-avant), n'était pas assez nombreuse pour contribuer à guider spirituellement les nouveaux arrivés (voir Graetz-Raisin, Vol. VI, Chapter IV, « American Continent », A « The Sephardic and German Periods », B « The Russian Period »). Ces nouveaux arrivants débarquèrent en vastes hordes — venus surtout de territoires sous souveraineté russe, le nombre total d'immigrés légaux enregistrés entre 1881 et 1920 s'établit à 3 237 079 (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 817), dont la plupart étaient des Juifs. La plupart de ces Juifs sont désormais désignés comme Juifs polonais car ils sont venus de cette partie de la Russie, qui avait été le royaume de Pologne avant les « partitions » de 1772-1795 (*Modern History* par [Carl L. Becker](#), Silver Burdett Company, New York, p. 138) et qui fut la République de Pologne entre les deux guerres mondiales. Par conséquent, on désigne parfois les 2 500 000 Juifs ou plus vivant dans la ville de New York (*op. cit.*, p. 242) comme Juifs polonais (*op. cit.*, p. 240).

Ainsi, du simple fait du poids des nombres, et du fait de leur agressivité, les nouveaux venus juifs en provenant d'Europe de l'Est ont remis à l'arrière de la scène les Juifs plus ou moins occidentalisés, qui avaient immigré, ou dont les ancêtres avaient immigré aux États-Unis avant 1880, et qui étaient pour la plupart devenus des commerçants populaires et prospères, sans intérêt démesuré envers la chose politique. En contraste frappant, les Juifs d'Europe de l'Est ont constitué « un pouvoir avec lequel il faut traiter dans les métiers, les industries, et les partis politiques » (Graetz-Raisin, *op. cit.*, Vol. VI, p. 344).

Le débordement des anciens Juifs américanisés est bien décrit dans *The Jewish Dilemma* d'Elmer Berger (The Devin-Adair Company, New York, 1945). Berger écrit au sujet des anciens Juifs américains : « La plupart de ces premiers 200 000 est venue d'Allemagne. Ils se sont totalement intégrés » (*op. cit.*, p. 282). Cette intégration ne fut pas difficile ; car au XIX^{ème} siècle, nombre de personnes de religion juive en Europe de l'Ouest, non seulement n'avaient aucun lien racial ou ethnique avec les Khazars, mais n'étaient ni séparatistes, ni nationalistes juifs. Les anciens conflits de leurs ancêtres avec leurs voisins chrétiens en Europe de l'Ouest avaient largement été dépassés par les deux parties dès le début du XIX^{ème} siècle, et rien n'entravait leur pleine intégration dans la vie nationale. Les cousins étasuniens de ces Juifs occidentalisés présentaient un profil similaire.

Mais après 1880, et « particulièrement au cours des deux premières décennies du XX^{ème} siècle, l'immigration aux États-Unis en provenance d'Europe de l'Est connut une croissance rapide. » Les Juifs immigrés d'Europe de l'Est « apportaient avec eux le concept éculé d'«un peuple juif» » (*op. cit.*, p. 233). Bientôt, ces nouveaux arrivés aux croyances nationalistes exercèrent une véritable influence sur l'organisation ancienne et jadis anti-nationaliste du Judaïsme réformé étasunien. « Durant l'hiver 1941-1942, la conférence centrale des rabbins étasuniens avaient soutenu une campagne visant à organiser une Armée juive. Cet événement marqua la capitulation de la direction du Judaïsme réforme au nationalisme juif. » Nombreux furent les Juifs américanisés à protester, mais « les voix étaient désorganisées et on put facilement les ignorer » (*op. cit.*, p. 242). La communauté juive étasunienne « avait succombé aux pressions incessantes des Sionistes. »

Avec la domination de la communauté juive étasunienne par les Khazars judaïsés et ceux qui voyagèrent avec eux, la position des Juifs étasuniens qui désiraient être étasuniens devint des plus fâcheuses. Le groupe, faible en nombre mais déterminant, qui se constitua à Atlantic City au mois de juin 1942, visant à établir

les fondations d'une organisation d'« Étasuniens dont la religion est le judaïsme » fut stigmatisé sur-le-champ. Des « accusations » de « “traîtres,” “[Quislings](#)”, “rénégats” furent grondées » dans les synagogues des États-Unis et « emplirent les colonnes de la presse juive » (*op. cit.*, p. 244). Nombreux furent ceux qui furent réduits au silence ou qui se soumirent du fait des pressions et des abus — mais pas tous. Ces Juifs courageux qui se font persécuter en raison de leur absence d'hostilité au mode de vie étasunien ne doivent pas être confondus avec les Juifs qui les persécutent, comme le montre M. Berger, mais devraient au contraire recevoir la sympathie de tous ceux qui s'emploient à sauver la civilisation chrétienne des États-Unis.

Depuis lors, les Juifs dominants dernièrement arrivés se considèrent comme un peuple supérieur (*Race and Nationality as Factors in American Life*, écrit par [Henry Pratt Fairchild](#), The Ronald Press Company, New York, 1947, p. 145), et une assimilation de cette nationalité séparée (*op. cit.*, p. 140) semble désormais hors de question. Désormais, les États-Unis comptent pratiquement quatre nations au sein d'une seule nation, et ce avec une nation cultivant agressivement sa culture.

L'afflux d'Européens de l'Est vit son volume diminuer durant la première guerre mondiale, mais reprit en 1920. Le Congrès finit par s'alarmer au point d'agir. Le Comité à l'immigration de la Chambre, dans son rapport sur la loi qui devint par la suite la loi de quotas de 1921, rapporte :

Il existe une limite à notre pouvoir d'assimilation... les processus d'assimilation et de fusionnement sont lents et difficiles. Avec la population des régions brisées d'Europe qui entrent chez nous en nombres toujours croissants, pourquoi ne pas décider de bloquer l'afflux au travers de cette mesure temporaire, et dans l'intervalle mener l'expérience unique et nouvelle de mettre en application toutes nos lois d'immigration ?

Le 67^{ème} Congrès « adopta [donc] la première loi de quotas, qui fut approuvée le 19 mai 1921, et qui limitait le nombre de

personnes d'une nationalité donnée entrant aux États-Unis à 3 % du nombre de personnes de la même nationalité, nées à l'étranger, et vivant déjà sur le sol étasunien en 1910. En vertu de cette loi, on permettait à environ 350 000 étrangers d'entrer chaque année sur le sol étasunien, pour la plupart en provenance de pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 56).

La préoccupation du Congrès au sujet des étrangers non assimilables continua d'exister, et le Comité de la Chambre sur l'Immigration et la Naturalisation du soixante-huitième Congrès rapporta qu'il était « nécessaire pour l'avenir de notre nation de préserver les tensions subies par notre population, » et poursuivit (*op. cit.*, p. 60) comme suit :

Comme l'axiome de la science politique veut qu'un gouvernement non-imposé par des forces extérieures soit l'expression visible des idéaux, des normes et du point de vue social du peuple qu'il dirige, il va de soi que tout changement dans le caractère ou la composition de la population doit inévitablement déboucher sur l'évolution de la forme de gouvernement en conformité avec la base sur laquelle celui-ci repose. Par conséquent, si le principe des libertés individuelles, protégé depuis presque un siècle et demi par le gouvernement constitutionnel créé sur notre continent, doit se maintenir, les tensions subies par notre population doivent être tenues sous contrôle et nos normes économiques doivent être préservées.

Le peuple étasunien n'accorde le droit à aucun groupe étranger, fût-il présent sur le sol étasunien ou s'agit-ce d'un gouvernement étranger, d'exiger une participation dans nos possessions, tangibles ou intangibles, ou de dicter la nature de nos lois.

La nouvelle loi « changeait l'année de référence des quotas de 1910 à 1890, réduisait les quotas de 3 à 2 %, instituait des quotas permanents sur la base de l'origine nationale, et faisait porter la charge de preuve sur l'étranger quant à son admissibilité et quant à la légalité de sa résidence aux États-Unis. » Elle fut adoptée par le Congrès le 15 mai, et ratifiée par le président [Calvin Coolidge](#) le 26 mai 1924. Le nouveau système de quotas restait relativement

plus favorable aux Îles britanniques et à l'Allemagne ainsi qu'aux autres pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, et excluait « les personnes qui croient ou soutiennent le renversement par la force ou par la violence du gouvernement des États-Unis. » Malheureusement, au cours des dix années qui suivirent, cette loi salutaire allait se voir en grande partie neutralisée (voir les chapitres 6 et 7) par une mauvaise interprétation de son objectif et par une mauvaise administration maintenue et scandaleuse, l'une des préoccupations principales du Congrès (comme montré ci-avant) en 1921 et de manière continue depuis lors (*op. cit.*, p. 65 et passim).

Du fait des naissances et d'une immigration soit clandestine, soit violant l'objectif de la loi sur les « origines nationales » de 1924, la population juive aux États-Unis connut une croissance rapide. La déclaration suivante, émise par le Bureau de Recensement, est intéressante : « En 1877, on comptait au moins 277 congrégations dans le pays et 230 000 Juifs ; en 1890, 533 congrégations et sans doute 475 000 Juifs ; en 1906, 1700 congrégations et environ 1 775 000 Juifs ; en 1916, 1900 congrégations et environ 3 300 000 Juifs ; en 1926, 3118 congrégations permanentes et 4 641 184 Juifs résidant dans les grandes villes, villes moyennes et villages où se trouvaient les congrégations » (*Religious Bodies*, p. 763). Concernant les autres religions, les statistiques du gouvernement concernent principalement l'année 1947, mais pour les Juifs, ce sont les nombres de 1936 qui restent (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 849). Quant au nombre total de Juifs vivant aux États-Unis, le gouvernement ne dispose d'aucun nombre précis, tout nombre plus précis qu'un vague « plus de cinq millions » étant rendu impossible en raison d'archives incomplètes et de l'immigration illégale. Pour autant, le Comité judiciaire du Sénat (*op. cit.*, p. 842) accepte le nombre du *World Almanach* établi à 15 718 638 Juifs d'affiliation religieuse dans le monde, et résume comme suit : « les statistiques indiquent que plus de 50 % de la population juive mondiale réside désormais dans l'hémisphère occidentale » (*op. cit.*, p. 21), c'est-à-dire au moins

8 000 000. Comme ce sont quelque trois quarts de millions de Juifs qui vivent dans d'autres pays d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud en dehors des États-Unis, le nombre de Juifs connus pour habiter aux États-Unis peut être considéré comme établi au minimum à 7 250 000. Les Juifs non-affiliés dans les organisations dont les membres sont comptés, immigrés illégaux, etc., peuvent établir le nombre total aux abords de 10 000 000. Ce nombre probable justifierait l'affirmation que l'on entend souvent, selon laquelle plus de la moitié des Juifs du monde entier vivent aux États-Unis.

En pourcentages, voici le résumé du gouvernement (*op. cit.*, p. 241) de la population juive aux États-Unis :

En 1937, les Juifs constituaient moins de 4 % du peuple étasunien, mais au cours de la période de sept années suivante (1937-1943), l'immigration juive nette aux États-Unis a été comprise entre 25 et 77 % de l'immigration nette totale entrée dans le pays. Pour la période de 36 années entre 1908 et 1943, l'immigration juive nette a constitué 14 % du total. La population des États-Unis a triplé depuis 1877, alors que la population juive a augmenté d'un facteur vingt-et-un durant la même période.

Les chiffres gouvernementaux ci-avant demandent un éclaircissement. Les nombre comprennent seulement les Juifs reliés à une congrégation juive organisée et, par corollaire, excluent le grand nombre de Juifs, entrés illégalement ou autres, qui ne sont pas reliés, et ne sont donc pas listés officiellement comme Juifs. L'augmentation énoncée, établie à 2100 % depuis 1877, est donc nettement trop faible du fait que les Juifs non rattachés à une congrégation ne sont pas comptés. Qui plus est, comme l'augmentation de la population totale, établie à 300 %, comprend les Juifs connus, dont le nombre a cru au taux de 2100 %, l'augmentation au sein de la population des non-Juifs est nettement moindre que l'augmentation totale de 300 % de la population.

Cette minorité puissante et en croissance rapide — étroitement soudée et obsédée par ses propres objectifs qui sont distincts de ceux de la civilisation chrétienne occidentale — sera discutée dans les chapitres qui suivent ainsi que les autres principaux occupants

de la scène des affaires publiques étasuniennes depuis le début des années 1950. Les détails surprendront de nombreux lecteurs, qui sont des victimes inconscientes de la censure ([chapitre 5](#)). L'ouvrage écrit par [Douglas Reed](#) sur le sionisme politique, *Somewhere South of Suez* (Devin-Adair Company, New York, 1951) est précieux pour ses éclairages.

Après avoir évoqué que l'« interdiction secrète » de publication de la vérité sur le « Nationalisme Sioniste, » qu'il tient pour « alliée de par ses racines au communisme soviétique, » a connu une croissance au cours de sa vie d'adulte « de zéro à quelque chose qui approcherait le crime de lèse-majesté pour une cour absolue des temps anciens, » M Reed poursuit en indiquant que « les Nationalistes Sionistes sont assez puissants pour gouverner les gouvernements dans les grands pays de ce qui reste de l'Occident ! » Il finit par conclure que « les présidents étasuniens et les premiers ministres britanniques, ainsi que tous leurs collègues, » ploient devant le Sionisme comme s'ils vénéraient un sanctuaire.

Là où M. Reed présente le tableau général, le présent ouvrage s'emploie à présenter en résumé, avec d'autres sujets, le problème créé aux États-Unis par une puissante minorité mue par une idéologie étrangère à nos traditions et empreinte par une ambition qui menace de nous impliquer dans la ruine d'une troisième guerre mondiale. Le chapitre qui suit traite de l'infiltration objective par les Khazars judaïsés, et par d'autres personnes mues par la même idéologie, au sein du parti démocrate des États-Unis.

Chapitre 3

Les Khazars rallient le parti démocrate

En selle en Russie après des siècles de subordination, les Khazars triomphants, aidés par d'autres convertis au Communisme, prirent leur vengeance comme on l'a montré au chapitre précédent. Une fois au pouvoir, les Communistes resserrèrent leur nouvelle emprise sur la machinerie du gouvernement au travers d'une suite de « purges » au cours desquelles des millions de Russes perdirent la vie, soit par assassinat immédiat, soit par la lente terreur des camps de travail esclavagiste. Ces purges ne nous concernent pas ici, hormis comme exemple de ce que le joug soviétique pourrait apporter aux États-Unis, à savoir le meurtre de 15 millions de personnes sur une liste déjà préparée par nom et catégorie (déclaration faite à l'auteur par un ancien Communiste international de haut rang qui a déserté le « stalinisme »). Le nombre de 15 000 000 concorde bien, en proportion de la population, avec la moyenne de plusieurs estimations réalisées sur les personnes purgées en URSS.

Les nouveaux dirigeants de la Russie soumièrent non seulement le malheureux peuple russe à un régime de terreur, mais péné-

trèrent également les pays d'Europe de l'Ouest ainsi que le Canada et (comme le montre le [chapitre 2](#)) les États-Unis. Il existait plusieurs raisons sous-jacentes à leur choix funeste de cibler les États-Unis comme objectif de leurs tentatives majeures, quoiqu'encore incomplètement réussies.

En premier chef, dotés de leurs relations capital-travail mutuellement avantageuses, et de leur haut niveau de vie, les États-Unis d'Amérique constituaient une réfutation très visible du sombre mensonge soviétique voulant que leur dictature communiste fût plus profitable à l'ouvrier que notre République. L'idée selon laquelle les démocraties « capitalistes » (la Grande-Bretagne et les États-Unis) constituaient des obstacles formidables à la propagation du communisme et qu'il fallait les détruire fut exprimée à de nombreuses reprises par les dirigeants soviétiques, et notamment par Staline lors de sa grande allocution (Moscou, le 10 mars 1939) face au 18^{ème} congrès du parti communiste. Cette déclaration détaillée de politique soviétique fut prononcée avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale, et presque trois ans avant l'implication des États-Unis dans le conflit, et loin d'être dissimulée, elle fut proclamée haut et fort. On peut donc affirmer que notre Département d'État, avec ses nombreux fonctionnaires, ses bureaux, sous-bureaux et divisions, fut rapidement conscient du contenu de ce discours et de l'objectif soviétique consistant à renverser notre « démocratie capitaliste. »

La seconde raison à l'exploitation à grande échelle par les Communistes des États-Unis résidait dans notre manque traditionnel de lois interdisant ou régulant l'immigration entrant aux États-Unis, ainsi que notre négligence vis-à-vis de la mise en œuvre des lois relatives à l'immigration après qu'elles étaient adoptées ([chapitre 2](#)). « L'entrée illégale d'étrangers aux États-Unis constitue l'un des problèmes les plus graves et les plus difficiles auxquels se confronte le service d'immigration et de naturalisation... Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le problème des entrées illégales s'est colossalement accru... On dispose de preuves nombreuses qu'il se

trouve un nombre alarmant d'étrangers en situation illégale aux États-Unis. Selon la loi d'enregistrement des étrangers de 1940, quelque 5 millions d'étrangers ont été enregistrés » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, pp. 629, 630).

La troisième grande raison à l'exploitation des États-Unis par les Communistes relevait de l'absence de la moindre politique efficace vis-à-vis des résidents étrangers, même lorsque leurs activités sont dirigées vers le renversement du gouvernement. Ainsi, en 1950, plusieurs centaines de milliers d'étrangers, parmi les millions de personnes vivant illégalement dans le pays, ont été arrêtés et libérés faute de provisions légales adaptées pour les expulser.

Comme montré ci-avant, au [chapitre 2](#), des personnes de traditions ou de passé khazar sont entrées en grands nombres au sein des vagues d'immigration qui se sont produites entre 1880 et l'éclatement de la première guerre mondiale en 1914. La prise de contrôle soviétique de la Russie s'est cependant produite en 1917, et les jours glorieux pour les immigrants penchant vers le communisme en provenance d'Europe de l'Est se déroulèrent durant la période de cinq années entre la fin de la première guerre mondiale (1919) et l'adoption de la loi de 1924 limitant l'immigration. Durant cette brève période de temps, les immigrés enregistrés entrant dans le pays se sont comptés aux environs de 3 millions, et un grand nombre d'entre eux provenaient d'Europe de l'Est.

Chose très significative, avec le communisme aux manettes en Russie, nombre des nouveaux immigrants n'étaient pas seulement hostiles idéologiquement à la civilisation chrétienne occidentale dont les États-Unis constituaient le développement le plus abouti, mais étaient de véritables agents des nouveaux maîtres de la Russie. On trouvait notoirement parmi eux [Sidney Hillman](#), qui était passé de son « éducation rabbinique » (*Who Was Who in America*, Vol. II, p. 254) aux activités politiques d'envergure internationale. Vingt-deux années avant que Franklin Roosevelt donnât des ordres « pour nettoyer tout ce qui concerne Sidney, » des ordres semblables furent

donnés aux Communistes étasuniens par Lénine en personne ; Hilman occupait à l'époque le poste de président de la *Russian-American Industrial Corporation*, au 103 E. Fourteenth St., New York (article de [Walter Trohan](#) et photostat dans le Washington Times-Herald, 29 octobre 1944).

Sans doute un nombre relativement faible d'immigrants khazars provenant de Russie étaient-ils réellement des agents soviétiques ; tous n'étaient pas des Marxistes confirmés ; et certains d'entre eux se sont indéniablement convertis aux mœurs traditionnelles étasuniennes. On n'affirme pas le contraire, pas plus qu'on ne l'induit implicitement. Mais le fait reste que les nouveaux immigrés, à un degré plus fort encore que leurs prédécesseurs de la même lignée, étaient déterminés à résister à l'absorption par la civilisation chrétienne occidentale, et étaient déterminés également à poursuivre leurs objectifs par l'ajustement et les pressions politiques.

Au cours des trois premières décennies du XX^{ème} siècle, rares parmi les millions d'immigrés non chrétiens venus d'Europe de l'Est étaient ceux qui étaient attirés par le parti républicain, parti majoritaire qui n'avait pas besoin de produire des concessions pour s'attirer de nouveaux adhérents. Le parti démocrate, au contraire, avait fortement besoin de nouveaux électeurs. Il avait élu [Woodrow Wilson](#) par une forte majorité en 1912, lorsque le parti républicain s'était divisé entre les disciples de [William Howard Taft](#) et ceux de [Theodore Roosevelt](#) mais le vote du parti démocrate resta inférieur de 1 418 708 électeurs à la somme des votes pour Taft et Roosevelt. De fait, entre 1892 (l'élection de [Cleveland](#) face à [Harri-son](#)) et 1932 (Élection de [F.D. Roosevelt](#) face à [Hoover](#)), le candidat démocrate n'avait attiré un plus grand nombre de votes que le candidat républicain qu'une seule fois (9 129 606 contre 8 538 221), lors de l'élection de Woodrow Wilson (en 1916) pour son deuxième mandat, avec pour slogan la phrase « Il nous a maintenu hors de la guerre. » Lors de toutes les autres élections, les majorités républicaines avaient été substantielles. Si l'on procède à quelques constats arithmétiques sur le vote du peuple lors des sept élections

présidentielles entre 1904 et 1928 (*World Almanach*, 1949, p. 91), on constate qu'en moyenne, les Démocrates, hormis lorsque les circonstances étaient extraordinaires, ne purent jamais compter au cours des trois premières décennies du XX^{ème} siècle sur plus de 45 % des voix.

Outre son besoin de nouveaux électeurs, le parti démocrate présentait un autre trait qui attira les nouveaux arrivants d'Europe de l'Est politiquement actifs, et leur fit rejoindre ses rangs, à l'exception d'une poignée d'entre eux qui ne s'inscrivirent pas dans un parti dissident de gauche. Contrairement au parti républicain, dont les adhérents restaient relativement homogènes, le parti démocrate était une collection de plusieurs groupes. « Le parti démocrate n'est pas un parti politique du tout ; il s'agit d'un mariage d'intérêts entre partenaires hétéroclites, dont chacun déteste la plupart des autres » (William Bradford Huie dans un article, « Iruan's Plan to Make Eisenhower President, » *Cosmopolitan*, juillet 1951, p. 31).

Au début du XX^{ème} siècle, les deux plus grandes composantes du parti démocrate étaient les Protestants ruraux du Sud et les Catholiques urbains du nord, qui défendaient bien entendu les principes cardinaux de la civilisation occidentale chrétienne, mais qui hormis cela ne partageaient politiquement que fort peu de choses en dehors d'une opposition, surtout suite à des problèmes disparus, au parti républicain. Le troisième groupe, qui avait connu une croissance rapide après 1880, était constitué d'Européens de l'Est et d'autres « libéraux, » dont le meilleur exemple était peut-être [Louis Dembitz Brandeis](#), le distingué Juif de Harvard, dont la lignée provenait de Prague, et que le président Woodrow Wilson nomma à la Cour Suprême des États-Unis pour des raisons restées obscures aux yeux du peuple. Cet homme, si compétent dès l'abord, ainsi que ses attitudes légales et diverses tellement orientées à gauche pour les États-Unis de 1916, mérite qu'on lui porte attention comme symbole de l'avenir du parti démocrate, et à travers ce parti, de l'avenir des États-Unis.

Selon la *Universal Jewish Encyclopedia*, il y eut une « bataille historique » au Sénat au sujet du « “radicalisme” de “Brandeis,” » et de « son “manque de tempérament judiciaire” supposé. » Ces qualités supposées provoquèrent une opposition à sa nomination de la part de sept anciens présidents de l'Association du Barreau des États-Unis, parmi lesquels l'ancien secrétaire d'État [Elihu Root](#) et l'ancien président [William Howard Taft](#).

En dépit de ces oppositions, sa nomination fut confirmée par le Sénat à l'issue d'un vote serré, le 5 juin 1916. Cette journée fut l'une des plus importantes de l'histoire des États-Unis, car pour la première fois depuis la première décennie du XIX^{ème} siècle, nous désignons un responsable à un poste très élevé dont les principaux intérêts résidaient ailleurs qu'aux États-Unis — un responsable, qui plus est, qui interprétait la Loi non pas comme extension des lois précédentes, mais selon certains résultats désirés par celui qui l'interprétait.

Il faut si possible lire l'intégralité de l'article paru dans la *Universal Jewish Encyclopedia* (Vol. II, pp. 495-499). En voici quelques citations porteuses de sens :

Durant la Guerre Mondiale, Brandeis s'est occupé en menant une étude détaillée des phases politiques des affaires juives dans chaque pays. Depuis cette époque, son intérêt actif dans les affaires juives s'est centré sur le Sionisme. . . En 1919, il a mené une visite en Palestine pour des raisons politiques et d'organisation. . . il a financé divers projets sociaux et économiques en Palestine.

En tant que Juge à la Cour Suprême, M. Brandeis :

Ne s'est jamais inquiété de perplexités universitaires telle que la compatibilité de l'Américanisme avec une culture minoritaire ou un foyer juif en Palestine. . . En divorce avec tous les catéchismes légaux acceptés, il a exploré de manière systématique et détaillée les sciences économiques à partir de chaque problème présenté sans exception. . . La vérité de sa conviction, voulant que notre philosophie individualiste ne puisse plus constituer une base adaptée pour traiter des problèmes de la vie économique moderne, est désormais reconnue par tous. . . il envisage un ordre

coopératif... Selon le ressenti de Brandeis, il faut donner une construction libérale à la Constitution.

On peut prendre cela pour le début de la tendance de nos tribunaux à endosser au niveau des décisions judiciaires la fonction du corps législatif.

On dispose également de témoignages concernant l'influence de Brandeis sur Wilson comme facteur de l'entrée des États-Unis dans la première Guerre Mondiale et la prolongation qui s'en est suivie pour celle-ci, avec à la clé de terribles pertes humaines pour l'ensemble des participants, surtout les gars et jeunes hommes de lignée anglaise, française ou allemande. Bien que les Britanniques aient promis l'autonomie aux Arabes de Palestine au travers de plusieurs déclarations officielles prononcées par Sir [Henry McMahon](#), Haut-Commissaire pour l'Égypte, par le Feld-Marshal Lord [Allenby](#), commandant en chef des forces militaires britanniques dans la région, et par d'autres (*The Surrender of An Empire*, par [Nesta H. Webster](#), Boswell Printing and Publishing Co., Ltd., 10 Essex St., London, W.C.2, 1931, pp. 351-356), le président Wilson se laissa facilement convaincre par un dessein concocté ultérieurement par un autre compartiment du gouvernement britannique. Ce dessein, le Sionisme, s'était attiré les bonnes grâces du premier ministre David Lloyd George qui, à l'instar de Wilson, entretenait certaines relations étroites avec des Juifs de premier plan, comme par exemple le suggère l'article de l'*Encyclopedia Britannica* (Vol. XIX, p. 4) consacré au premier Marquis de Reading (avant cela connu sous le nom de Sir [Rufus Daniel Isaacs](#)). Ainsi, selon S. Landman, dans son article « Secret History of the Balfour Declaration, » (World Jewry, 1^{er} mars 1935), après qu'« un accord a été conclu entre Sir [Mark Sykes](#) et [Weizmann](#) et [Sokolow](#), on a résolu d'envoyer un message secret au Juge Brandeis, précisant que le Cabinet britannique allait aider les Juifs à s'emparer de la Palestine en échange d'une sympathie et d'un soutien juifs aux États-Unis d'Amérique en faveur de la cause alliée, pour susciter une tendance radicalement pro-alliée aux États-Unis. » Un article, « The Ori-

gin of the Balfour Declaration » (*The Jewish Chronicle*, 7 février 1936), se fait plus spécifique. Selon cette source, certains « représentants des gouvernements britannique et français » s'étaient laissés convaincre que « la meilleure manière, et peut-être la seule, d'amener le président étasunien à entrer en guerre était de s'assurer de la coopération de la communauté juive sioniste en lui promettant la Palestine. » Ce faisait, « les Alliés allaient recruter et mobiliser la puissante force jusqu'alors insoupçonnée de la communauté juive sioniste aux États-Unis et ailleurs. » Comme le président Wilson « attachait [à l'époque] la plus grande importance qui fût aux conseils du Juge Brandeis, » les Sionistes exploitèrent ce dernier et « aidèrent à embarquer les États-Unis. »

Le livre *Challenging Years, The Autobiography of Stephen Wise* (G.P. Putnam's Sons, New York, 1949) évoque à plusieurs reprises l'étrange pouvoir dont disposait Brandeis sur le président Wilson. Le rabbin Wise, par exemple parlait d'un Wilson « se reposant lourdement, comme je suis bien placé pour le savoir, sur Brandeis » (p. 187), et fait état d'une remarque surprenante prononcée par le président à l'esprit supposément indépendant en poste durant la première Guerre Mondiale. Au rabbin Wise, qui parlait de Sionisme et des projets pour assembler « la première session du Congrès Juif Américain, » Wilson affirma (p. 189) : « Lorsque le moment sera venu, et que vous-même et le Juge Brandeis estimerez que le temps est venu pour moi de parler et d'agir, je serai prêt. »

L'authenticité de ces déclarations, qui sont bien documentées par les sources qui les citent, ne saurait faire l'objet d'aucun doute. Il va falloir attendre l'ouverture au public des archives de la première Guerre Mondiale pour évaluer pleinement le président Wilson. Mais dans l'intervalle, la gestion de la guerre de manière à saigner l'Europe à mort incite à réfléchir sérieusement au sujet des motivations du président Wilson et du premier ministre britannique David Lloyd George. Leur victoire sanglante et leur échec à conclure la paix offrent un contraste saisissant avec la réussite spectaculaire qui fut celle de Theodore Roosevelt à mettre fin, plu-

tôt qu'à rejoindre, le grand conflit (1904-1905) [entre la Russie et le Japon](#).

Après les deux mandats étalés sur huit ans du président Wilson, le parti démocrate fut retiré du pouvoir par les élections de 1920. Au cours des douze années qui suivirent (4 mars 1921 — 4 mars 1933), les trois divers groupes composant le parti — Protestants du Sud, Catholiques du Nord, et « libéraux » à la Brandeis — restèrent mollement liés les uns aux autres par des dirigeants qui s'aidaient mutuellement vers le jour de la victoire ainsi que le pouvoir et le soutien qui s'ensuivraient. Discrètement habitués à ne pas se poser de questions les uns aux autres, ces dirigeants, pour la plupart encore des Protestants du Sud et des Catholiques du Nord, ne posèrent aucune question au contingent d'Européens de l'Est en croissance rapide.

C'est ainsi que les avisés immigrants d'origine d'Europe de l'Est arrivés durant le XX^{ème} siècle continuèrent de rallier le parti démocrate, au sein duquel chacun s'accoutuma à ces étranges compagnons, et au sein duquel une troisième force largement non-chrétienne était déjà bien implantée. Entre parenthèses, la meilleure description du parti démocrate national tel qu'il existait depuis l'époque du premier mandat de Franklin Roosevelt jusqu'au début des années 1950 est sans doute celle qu'a produite le sénateur [Byrd](#) de Virginie. Alors qu'il s'exprimait à Selma, en Alabama, le 1^{er} novembre 1951 (AP Dispatch dans le Dallas Morning News), il décrivit le parti comme « une foule hétérogène de Trumanites » et ajouta que le groupe, « si l'on pouvait le désigner comme parti, présente des origines douteuses, une direction irresponsable, et des desseins prédateurs. »

Woodrow Wilson, candidat d'un parti minoritaire, fut élu pour son premier mandat en raison d'un grave schisme au sein du parti républicain. Et au travers d'un renforcement constant en provenance de l'étranger, la « troisième force » d'Européens de l'Est et de leurs associés à l'idéologie similaire contribuèrent à faire monter le parti démocrate d'un statut minoritaire à majoritaire. Certains

dirigeants audacieux de l'aile étrangère, ou orientée vers l'étranger, eurent pour idée de se faire rétribuer d'une manière particulière pour leurs contributions à la victoire.

Leur prix, soigneusement dissimulé au peuple étasunien, ainsi bien sûr qu'aux yeux de nombreuses personnalités de second plan parmi les Européens de l'Est, fut le contrôle sur la politique étrangère des États-Unis.

À première vue, parvenir à un tel objectif pourrait apparaître comme impossible. Mais en réalité, cela fut chose aisée, car il se trouve selon notre constitution que l'ensemble du vote d'un État est porté sur un candidat dont les grands électeurs portent une majorité des votes exprimés par le peuple de l'État. La population de lignée ancienne se trouvant divisée à parts plus ou moins égales entre les partis républicain et démocrate, une minorité bien organisée peut porter un nombre suffisant de voix pour déterminer le gagnant des votes des grands électeurs pour un État. « Les États présentant le plus grand nombre de Juifs sont ceux de New York, Pennsylvanie, Illinois, New Jersey, Massachusetts, Ohio, Californie et du Michigan » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 154). Ces États sont bien entendu les États « incertains » dotés d'un important collège électoral.

Aussi, lorsque la barque du parrainage se présenta pour l'élection de Franklin Delano Roosevelt en 1932, les Démocrates d'ancienne tradition, Protestants du Sud ou Catholiques du Nord, voulaient des barrages, des ponts, des bâtiments gouvernementaux, et d'autres projets financés par le gouvernement pour leur district ; et voulaient également un quota de postes titularisés, comme ceux des juges fédéraux. Aucun groupe parmi les Démocrates à l'ancienne ne disposait de dirigeant spécialisé dans les langues ou dans le sujet complexe des « affaires étrangères, » et aucun groupe n'était opposé aux intérêts apparemment modestes manifestés par certaines des recrues d'Europe de l'Est du parti occupant des positions subalternes dans le cabinet de Washington.

Le premier triomphe spectaculaire des démocrates d'Europe de

l'Est non-chrétiens fut la reconnaissance par Roosevelt, moins de neuf mois après son investiture, du gouvernement soviétique de Russie. Un long article factuel, « Journée en LETTRES ROUGES pour Moscou dans l'histoire des États-Unis, » écrit par William La Varre pour l'*American Legion Magazine* (août 1951) apporte de nombreux détails sur notre étrange décision diplomatique qui fut arrangée par « [Litvinov](#), aux sourires trompeurs, » et par « [Henry Morgenthau](#) et [Dean Acheson](#), tous deux protégés de [Felix Frankfurter](#). » Au demeurant, le nom de naissance de Litvinov était *Wallach*, et il utilisa également le nom de *Finkelstein*. Sur les quatre personnes ainsi désignées par M. La Varre comme influentes dans cet accord, trois étaient donc de lignée ou d'association non-chrétienne — et la quatrième était Dean Acheson, « qui occupa le poste de greffier auprès du Juge Louis D. Brandeis » (*U.S. News and World Report*, 9 novembre 1951) avant de devenir célèbre sous la désignation de « Frankfurter boy » (voir plus bas dans ce même chapitre).

L'article de M. La Varre fait partie des éléments de référence qui méritent d'être lus en entier, pour son analyse de la trahison par Roosevelt II de l'Amérique latine face à la pénétration du communisme. Au sujet de la question fondamentale au sujet de la reconnaissance des Soviétiques, voici des citations significatives :

L'agent très spécial de Moscou, Commissaire de toutes les machinations internationales néfastes de la Place Rouge, chef des desseins du Kremlin pour convertir l'hémisphère américain au communisme, s'est assis victorieusement au bureau de la Maison-Blanche à minuit, en souriant au président des États-Unis.

Durant quinze années trompeuses, le Kremlin corrompu s'était employé à obtenir une base communiste, protégée par l'immunité diplomatique, au sein des États-Unis ; quatre présidents — Wilson, Harding, Collidge et Hoover — avaient refusé d'approuver l'idéologie païenne de Moscou ou ses porteurs. Mais voici qu'en fin de compte, se présentait un président sur lequel les communistes pouvaient compter.

De nombreux Étasuniens patriotes et bien informés, au sein du vieux Département d'État, de l'*American Legion*, et de l'*American*

Federation of Labor avaient supplié Franklin Roosevelt de ne pas utiliser sa nouvelle nomination à la tête des États-Unis pour l'élévation d'un invité mauvais, dangereux et païen — mais pour le renvoyer à Moscou, rouge du sang des compatriotes mêmes des Commissaires, sans lui serrer la main.

Mais Franklin Roosevelt, piqué par le pouvoir que lui accordait son nouveau poste, stimulé par la clique de socialistes marxistes et *fabiens* qui passaient pour des intellectuels et des libéraux — et par des radicaux au sein des syndicats, universités, et de sa propre administration flagorneuse — avait apposé son nom sous la franchise du Kremlin. Sans approbation du Congrès, il établit de fait un traité avec les Soviétiques, leur accordant le droit d'établir une ambassade et des consulats communistes aux États-Unis, avec toutes les créances et immunités attribuées aux agents de Staline, le Bolchevique sanglant. . .

Le 16 novembre 1933 — à minuit ! Il s'agit d'une date de l'histoire des États-Unis que nos enfants auront à regretter âprement. Ce jour là, le commissaire soviétique aux affaires étrangères, *Maxim Litvinov*, pillard de l'Estonie et premier agent du Kremlin pour la socialisation de l'Angleterre, prit place aux côtés de Franklin Roosevelt après que Dean Acheson et Henry Morgenthau eurent mené leur ouvrage de propagande, et conclut l'accord qui amena la peuple étasunien, ainsi que nos ressources jadis opulentes, à une calamité sociale et économique jusqu'au bord d'un désastre national et international.

En 1933, on savait que Staline et son régime soviétique avaient commencé à s'écrouler, et c'est la reconnaissance diplomatique par le président des États-Unis — et les importantes subventions qui l'ont suivie — qui lui ont permis de maintenir son contrôle sur le peuple russe et d'étendre les fourbes activités socialistes en Europe, en Asie et en Amérique.

À la Maison-Blanche, certains d'entre nous connaissaient l'existence — au moment même où Roosevelt pactisa avec le communisme — d'un rapport et d'une analyse très détaillés des véritables objectifs du Kremlin : le sabotage de la vie sociale, politique et économique de l'hémisphère occidentale et la création d'une Union pan-américaine d'États socialistes.

Cette concentration d'informations factuelles — l'une des plus importantes de l'histoire —, d'analyses judicieuses, de rapports de police et de renseignements militaires à jamais s'être spontanément empilés sur un sujet donné aux États-Unis, tout ceci documentant les risques à traiter avec le Kremlin, n'eut aucun effet sur

Franklin Roosevelt. Il avait nommé Henry Morgenthau et Dean Acheson, deux protégés de Felix Frankfurter, pour « étudier » les opportunités commerciales entre l'URSS et les États-Unis, et il fit les éloges de leur rapport sur les bénéfices de l'« amitié » soviétique à venir pour l'ensemble des citoyens étasuniens.

Les archives montrent que Cordell Hull, lorsqu'il reçut ce document authentique exposant la duplicité continue des Soviétiques, envoya une note de protestation à Moscou, mais que le président Roosevelt s'obstina à maintenir sa reconnaissance diplomatique. Au lieu de s'en retirer, il se mit à « réorganiser » le Département d'État à Washington et à envoyer à des postes lointains et isolés ses agents anti-communistes.

L'accord Roosevelt-Staline du mois de novembre 1933 nous a coûté si cher, comme nation et comme hémisphère, que l'évaluation réelle de nos pertes et déficits ne sera connue que dans plusieurs générations. Les gains du Kremlin au sein des États-Unis et le coût du communisme arrivent à peine à toucher les consciences du public de nos jours — après dix-huit années à subir la présence d'une ambassade soviétique dans notre capitale, et les errances de ses agents dans nos États.

On peut véritablement parler d'une ère onéreuse d'amitié mystérieuse pour l'apaisement du mal, de compromis anti-étasuniens avec des idéologies trompeuses et païennes. Certains de ses protagonistes sont morts à présent, leurs tombes s'élèvent comme des monuments à l'impasse que nous connaissons, mais d'autres ont pu mystérieusement prendre des positions stratégiques.

Sous le type de gouvernement décrit par M. La Varre dans son article paru dans *Legion*, les « citoyens » arrivés et naturalisés récemment en grands nombres, ainsi que leurs associés idéologiques, ont été infiltrés par nomination, ou par service civil, au sein du Département d'État, de la coterie présidentielle, et d'autres points sensibles du gouvernement. Parmi ceux qui ont fait leur nid à Washington à cette période, on trouve non seulement des Européens de l'Est gauchistes, mais de véritables convertis au communisme, ou « soldés » au parti communiste tirés des rangs des Étasuniens natifs. La sollicitude du président Roosevelt à l'égard des Communistes étasuniens a été constante, comme l'a démontré son opposition continue aux propositions d'endiguements à leur rencontre. [Martin Dies](#), ancien président du comité de la Chambre des Représ-

sentants aux activités anti-américaines, témoigne au cours d'auditions (à l'une desquelles le présent auteur a assisté en 1950) qu'il fut plusieurs fois convoqué à la Maison-Blanche par le président Roosevelt, et s'y est vu affirmer — avec des suggestions d'importantes faveurs à venir — qu'il devait cesser d'embêter les Communistes (voir le [chapitre 4](#)). L'argument culminant avancé par Roosevelt à un Dies intraitable fut « Nous avons besoin de ces voix ! » Un discours (du 17 mai 1951) sur un thème similaire, prononcé par M. Dies, s'est vu publié par l'*American Heritage Protective Committee* (601 Bedell Building, San Antonio, Texas, 25c). Un autre discours de M. Dies, « La Maison-Blanche protège des Communistes au sein du gouvernement, » a été intégré (le 22 septembre 1950) dans les archives du Congrès par [Harold H. Velde](#), représentant de l'Illinois au Congrès.

Le gouvernement était infiltré de « risques » en provenance des groupes d'Européens de l'Est et de natifs étasuniens décrits ci-avant, mais il y en avait aussi d'autres. Après le début de la seconde guerre mondiale, des soi-disant « réfugiés » furent introduits, dès qu'ils eurent posé le pied dans ce pays, à des postes sensibles du gouvernement, sans qu'ils aient eu à attendre d'obtenir la nationalité, et sans la moindre enquête au sujet des raisons de leur départ d'Europe. Un ordre exécutif ouvrit la voie de cette infiltration, stipulant expressément que les recrutements ne pouvaient être refusés pour des raisons de race, de croyances ou d'origine nationale.

Comme les États-Unis ne pouvaient mener aucune forme d'enquête dans les régions distantes et hostiles depuis lesquelles ces réfugiés affluaient, et comme leurs rangs contenaient des personnes sympathiques à l'Union soviétique, cet ordre exécutif constituait un coup mortel potentiel à la sécurité, qui atteignit son but en de nombreuses instances.

Comme si l'on tenait à s'assurer d'en torpiller la sécurité, le contrôle des mesures de sécurité autour des nouveaux projets atomiques ne furent pas confiés à l'expertise du FBI, mais directement aux dirigeants de ces projets atomiques. Au vu de leur relative in-

expérience en la matière et de l'ordre exécutif tellement favorable aux employés étrangers, les dirigeants des projets atomiques sont sans doute moins à blâmer pour le vol des secrets atomiques que les administrations « à tendance de gauche » qui les désignèrent. Parmi ceux que l'on plaça en bonne position pour acquérir des secrets atomiques, on trouve le célèbre étranger, sujet britannique — mais pas natif de Grande-Bretagne — [Klaus Fuchs](#). D'autres espions atomiques, tous étrangers ou entretenant des associations avec l'étranger, ont été présentés au [chapitre 2](#).

Outre les personnes travaillant dans l'énergie atomique, l'[United Public Workers of America](#) a bien pu constituer la meilleure opportunité pour le vol de secrets vitaux de la défense des États-Unis. Ce syndicat comprenait un nombre important de personnes provenant d'Europe de l'Est ou en lien avec elles, comme Leonard Goldsmith et Robert Weinstein, organisateurs des travailleurs du Canal de Panama, et tous deux connus comme présentant des affiliations communistes (*Liberty*, mai 1948). Ce syndicat — dont le principal corps de membres se trouvait à Washington — fut par la suite expulsé par le [C.I.O.](#) en raison d'accusations d'une domination communiste sur lui (« Directory of Labor Unions in the United States, » Bulletin No. 980, U.S. Dept. of Labor, 1950, 25c). Quoi qu'il en soit, *si le gouvernement étasunien a manifesté le moindre signe de détermination envers ses employés* (voir le [Tydings Committee Report.](#), Sénat des États-Unis, 1950) *semblable à celle qu'a manifesté le C.I.O. envers ses membres, le fait en aura échappé à l'attention de l'auteur.*

Au fil des années, l'infiltration d'Européens de l'Est dans le gouvernement a pris l'ampleur d'un torrent. Bien entendu, nombre de ces personnes n'étaient pas communistes, ni n'entretenaient de sympathies envers les objectifs communistes. Comme le répète le présent ouvrage en plusieurs endroits, le contraire n'est ni affirmé, ni sous-entendu. L'objectif de l'auteur est simplement de montrer que des personnes de lignée d'Europe de l'Est, ou entretenant une idéologie non influente à l'époque de la fondation et de la constitu-

tion des États-Unis, ont au cours des dernières années connu une ascension jusqu'aux postes les plus stratégiques du parti démocrate de Roosevelt et Truman, et de là des postes d'un pouvoir important et souvent décisif pour façonner la politique des États-Unis.

L'influence de personnes originaires d'Europe de l'Est, ou d'une origine ou d'une idéologie relative, a atteint son sommet (jusqu'ici) avec M. [Milton Katz](#) au gouvernail de la politique étasunienne en Europe (jusqu'à la mi-1951); avec Mme [Anna Rosenberg](#) ayant pour responsabilité les effectifs de l'Armée de la Marine et de l'Armée de l'Air des États-Unis; avec M. [Manly Fleischman](#) comme administrateur de la *Defense Production Administration*; et avec M. [Nathan P. Feinsinger](#) (*New York Times*, 30 août 1951) au poste de président du *Wage Stabilization Board*. De même, lorsque le président Truman nomma le 28 octobre 1948 un « committee on religious and moral welfare and character guidance in the armed forces¹, » il désigna pour président « [Frank L. Weil](#), de New York, un avocat, et président du *National Jewish Welfare Board* » (*New York Times*, 28 octobre 1948).

Il est intéressant de noter la prééminence de personnes d'origines ou d'associations khazares au sein du gouvernement de minorité socialiste du Royaume-Uni, ainsi que dans la vie politique française, qui a commencé par [Léon Blum](#). Parmi eux, on trouve le très honorable [Emmanuel Shinwell](#) ainsi que le ministre [Jules Moch](#) — grand ennemi du maréchal Pétain — qui ont respectivement et récemment obtenu des portefeuilles au sein des cabinets britannique et français. Comme aux États-Unis, les non-Chrétiens ont principalement rallié le parti démocrate, si bien qu'en Grande-Bretagne on les retrouve au sein du Parti Travailleiste, de gauche. Ainsi, la Chambre des Communes britannique de l'été 1951 comptait 21 Juifs parmi ses membres travaillistes, et aucun parmi ses membres conservateurs. Nonobstant ses antécédents raciaux, M.

1. « Comité pour le bien-être religieux et moral et les orientations des forces armées », NdT

[Clement Attlee](#), qui fut longtemps chef du parti « Travailliste » britannique, puis premier ministre socialiste (1945-1951), a durant de nombreuses années reçu une notoriété internationale pour ses sympathies communistes. Par exemple, il a visité et prononcé les éloges de l'« English company » au sein de la force communiste internationale impliquée dans la guerre civile espagnole (voir les photographies et reproductions dans *The International Brigades*, Spanish Office of Information, Madrid, 1948, p. 134).

L'auteur a déjà nommé — et les pages qui suivent contiennent d'autres noms — quelques personnes d'origine d'Europe de l'Est ou y ayant un historique, ou associées à cette région — à des postes hauts placés ou stratégiques, ou les deux, lorsque leur prééminence l'exige. L'auteur présente de nouveau au lecteur l'assurance qu'aucune réflexion d'aucune sorte n'est sous-entendue et qu'il n'a aucune raison de penser que l'une ou l'autre de ces personnes puisse manquer à ses convictions.

En tête de liste des États-Uniens d'origine d'Europe de l'Est, on devrait nommer [Felix Frankfurter](#), né à Vienne, qui a milieu de XX^{ème} siècle semble avoir remplacé « la lignée des Puritains » comme phare et symbole de l'université de Harvard. Après avoir quitté sa chaire d'enseignement à l'école de droit de Harvard, le Dr. Frankfurter est devenu Juge de la Cour Suprême et conseiller de haut niveau du président Franklin Roosevelt sur les sujets légaux et divers. Son influence sur la formation de nos politiques nationales est quasiment universellement considérée comme suprême. « Je suppose que Felix Frankfurter... a davantage d'influence à Washington que tout autre Étasunien » a écrit le Révérend John P. Sheerin, rédacteur en chef de *The Catholic World* (mars 1951, p. 405), et le *Chicago Tribune*, détenu par le colonel presbytérien [Robert R. McCormick](#), a énoncé une opinion similaire. De fait, M. le Juge Frankfurter est souvent désigné par ceux qui connaissent les arcanes de Washington comme « Président » des États-Unis. Dans une « blague » récente, la question « Voulez-vous voir une nouvelle photo du président des États-Unis ? » est suivie par une

image ressemblant à Frankfurter.

M. le Juge Frankfurter n'exerce pas son influence qu'au travers de ses conseils : il va jusqu'à nommer des personnes privilégiées à des postes stratégiques. On compte parmi ceux qu'on appelle les « Frankfurter's boys » M. [Acheson](#), avec qui le Juge sort quotidiennement en promenade si le temps le permet (*New York Times*, 19 janvier 1949) ; [Alger Hiss](#) ; [Lee Pressman](#) ; [David Niles](#), qui a longtemps occupé le poste d'assistant en chef du président Truman ; [Benjamin V. Cohen](#), longtemps conseiller du département d'État ; [David Lilienthal](#), longtemps président de la Commission à l'Énergie Atomique ; [John H. McCloy](#), [Joe Rauh](#), [Nathan Margold](#) ; [Donald Hiss](#), le frère d'Alger, et « désormais membre du cabinet d'avocats d'Acheson » ; [Milton Katz](#) ; et [Robert Patterson](#), « à 100 % employé de Frankfurter » (tous les noms et citations de ce paragraphe proviennent de l'éditorial écrit par Drew Pearson, 1^{er} février 1950) et paru dans plusieurs journaux.

Une puissante personnalité du gouvernement, [Isador Lubin](#), née en Russie, fut souvent appelée par le président Franklin D. Roosevelt pour interpréter les statistiques (« Allez chercher Lube ») ; et l'homme devint par la suite représentant des États-Unis à l'ONU (article du *New York Times*, 8 août 1951). [Leo Pasvolsky](#), né en Russie, occupa longtemps des postes de pouvoir au sein du département d'État, devenant entre autres « directeur du comité exécutif sur le programme d'après-guerre, 1944, » et « chargé de l'organisation internationale et des affaires de sécurité, » 1945-1946 (*Who's Who in America*, Vol. 26, 1950-51, p. 2117)². Parmi les autres personnalités très proches de Roosevelt, on trouvait [Samuel Rosenman](#), à qui l'on a prêté, en tant que « conseiller spécial, » d'avoir écrit nombre des discours du président ; [Henry Morgenthau](#), secrétaire du Trésor puis soutien du [Plan Morgenthau](#) ; et [Herbert](#)

2. On attribue à l'homme rien moins que d'être le principal artisan de la charte des Nations Unies, et de s'être fait l'avocat d'une *économie mondiale ouverte*, NdT.

Lehman, directeur général (1943 à 1946) de l'[Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction](#) (UNRRA pour *United Nations Relief and Rehabilitation Administration*), dont la plupart des fonds — principalement versés par les États-Unis — furent détournés à destination de pays qui devinrent rapidement des satellites soviétiques par suite des redditions de Yalta et de [Postdam](#).

On trouve parmi les postes stratégiques actuellement occupés, ou occupés jusque récemment par des personnes d'origine d'Europe de l'Est, ou en association idéologique avec elles, divers assistants secrétaires de membres du cabinet, dont les tenants de ministères sensibles tels que la Défense, la Justice (*Customs and Solicitor General's Office*) et le Travail; la gouvernance d'avant-postes vitaux tels que l'Alaska (à 5 km de la Russie) et les Îles Vierges (près du Canal du Panama); des nominations au Bureau Exécutif du président des États-Unis; des postes au sein d'organisations dévolues au commerce et à l'assistance internationaux; des membres de la Commission à l'Énergie Atomique; et des membres de la délégation des États-Unis auprès des Nations Unies.

Le nombre de personnes d'origine d'Europe de l'Est ou en connexion avec ces personnes occupant des postes d'importance stratégique au sein de notre gouvernement national est extrêmement élevé en proportion du nombre total de ces personnes au sein de la population des États-Unis. Au contraire, en position d'élus, la proportion de ces personnes est extrêmement plus basse que leur proportion au sein de la population générale. La question se pose : est-ce que la forte proportion de personnes d'origine d'Europe de l'Est, ou en contact avec elles, occupant des postes stratégiques aux États-Unis reflète la volonté du peuple étasunien? Dans le cas contraire, de quelle volonté de contrôle est-elle le reflet?

Chapitre 4

La guerre injustifiée

Au cours d'un discours prononcé à Dallas, Texas, face au club des anciens étudiants de l'Université de Columbia, le jour de l'Armistice de l'année 1950, le général de l'armée [Dwight D. Eisenhower](#) affirma qu'alors qu'il était Commandant Suprême en Europe, il avait pris pour habitude de demander aux soldats étasuniens pourquoi ils se battaient contre les Allemands, et que 90 % des gars répondaient qu'ils n'en avaient pas la moindre idée. Chose des plus intéressantes, le général Eisenhower n'apporta pas face à l'assemblée des anciens étudiants de réponse précise à sa propre question. Le sommet de son discours était une affirmation de son espoir pour que Columbia pût devenir le jet de fontaine d'informations simples et exactes disséminées partout et de nature à empêcher notre pays de jamais « retomber dans la guerre » suivant « les caprices de l'homme qui se trouve occuper le poste de président » (notes prises par l'auteur, qui a assisté à la réunion du Club des anciens étudiants, et qu'il a immédiatement fait vérifier par un autre ancien étudiant qui était également présent).

Le soldat étasunien n'est pas le seul à s'être posé des questions et à continuer de s'en poser sur les objectifs de la seconde guerre

mondiale. Winston Churchill l'a appelée « la guerre injustifiée ». Au vu de l'héritage de mort, de dettes et de dangers que nous avons tiré, les termes employés par Churchill peuvent être considérés comme une litote.

Il est désirable, avant de mener toute discussion au sujet du caractère justifié ou injustifié d'une guerre, de définir le terme de guerre. Dans le cadre du présent ouvrage, on peut définir la guerre simplement et sans fioritures comme action ultime et violente engagée par une nation afin de mettre en œuvre sa politique étrangère. Les résultats, même si la guerre est gagnée, sont tellement horribles à regarder que tout gouvernement se préoccupant du bien-être de son peuple n'entrera dans la phase d'hostilités de sa diplomatie qu'en tout dernier ressort. Tout gouvernement prend des décisions stratégiques, et aucune décision n'est aussi fructueuse en conséquences funestes qu'une politique de dérive ou qu'une politique d'apaisement d'une faction — disposant d'argent ou de voix, ou des deux — et c'est pourtant sur ce type de politique hybride de dérive et de réponse aux besoins d'une minorité que notre politique étrangère a été édifiée.

Il est courant et profondément sensé d'observer qu'à partir de 1919, notre politique étrangère a créé des vides — qui sont ensuite comblés par une puissance hostile. L'effondrement de l'Allemagne de 1923 a créé un vide de puissance au cœur de l'Europe, mais ni la Grande-Bretagne ni la France ne menèrent aucune action pour l'emplir, peut-être du fait que chacun des deux pays était plus occupé à scruter l'autre qu'à craindre l'Allemagne déchue. Les États-Unis étaient éloignés ; leur peuple d'origine native, désillusionné par l'explosion des rêves de Woodrow Wilson, était disposé à revenir à son ancienne ligne politique consistant à éviter toute implication étrangère ; et les nombreux citoyens d'Europe de l'Est qui y habitaient, hostiles à l'Allemagne, attendaient avec vigilance un second effondrement, final celui-là, de la faible république née sur le traité de paix de 1919. La nouvelle dictature soviétique, découvrant que le marxisme ne fonctionnait pas, et menant lentement son chemin

vers les phases avancées du léninisme et du stalinisme, n'était établie que de manière trop précaire pour lancer une aventure vers l'Ouest, en passant par la Pologne.

Il s'en est suivi que l'Allemagne a progressé d'une démarche titubante, dotée de plus d'une dizaine de partis politiques, et a sombré dans une quasi-paralysie de gouvernement sous la présidence socialiste de [Friedrich Ebert](#), jusqu'en 1925, puis, avec une légère amélioration des conditions, sous le populaire [Paul von Hindenburg](#), le vieux maréchal, qui devint président de 1925 à 1933.

Dans le même temps, deux des nombreux partis politiques allemands ont émergé vers la prise du pouvoir — les Communistes, dont de nombreux dirigeants étaient de lignée khazare, et le parti des travailleurs allemands nationaux socialistes, couramment appelé nazi, sur la base des deux premières syllabes du mot allemand « national. » Confrontés à des alternatives dures (selon le témoignage de nombreux Allemands faits à l'auteur en Allemagne), les Allemands choisirent le parti natif et Adolf Hitler fut élu chancelier.

L'événement se produisit le 30 janvier 1933, cinq semaines avant la première investiture de Franklin Roosevelt comme président des États-Unis ; mais ce ne fut qu'après le décès du vieux président von Hindenburg (le 2 août) que Hitler devint à la fois président et chancelier (le 19 août). Les différences se développèrent rapidement entre les deux dirigeants. Hitler émit une suite de tirades contre le communisme, qu'il considérait comme une menace mondiale, cependant que Roosevelt insufflait de la vie dans le corps à la dérive du communisme mondial ([chapitre 3](#)) en accordant une pleine reconnaissance diplomatique à la Russie soviétique, le 16 novembre 1933, une journée destinée à être connue comme « journée de l'amitié américano-soviétique », selon une proclamation officielle de l'État de New York.

Attirant à lui une partie de l'attention mondiale avec ses mots et ses actions anti-communistes, la politique intérieure de Hitler, que l'on peut résumer dans ses premiers temps à « l'Allemagne aux Allemands, » qui se dénombraient en 1933 à environ 62 000 000. Les

opposants de Hitler, surtout ceux de lignée non-allemande (510 000 en 1933 selon le *World Almanach*, 1939) refusaient de perdre par compromis la moindre position, financière ou autre, par eux acquise en grande partie du fait de l'effondrement économique de 1923, et appelaient à l'aide les personnes proéminentes de la ville de New York et de partout ailleurs. Leur appel ne fut pas vain.

Fin juillet 1933, une conférence juive internationale de boycott (*New York Times*, 7 août 1933) se tint à Amsterdam pour discuter de manières de faire ployer l'Allemagne. [Samuel Untermyer](#), de New York, présida la conférence de boycott et fut élu président de la *World Jewish Economic Federation*. De retour aux États-Unis, M. Untermyer décrivit les actions juives prévues contre l'Allemagne comme une « guerre sainte... une guerre qui doit être menée avec acharnement » (discours sur WABC, imprimé dans le *New York Times* du 7 août 1933). La tactique immédiatement accessible du « boycott économique » était décrite par M. Untermyer comme « rien de neuf, » car « le président Roosevelt, dont la sagesse et la vision d'homme d'État sont les merveilles du monde civilisé, l'invoque pour poursuivre sa noble conception des relations entre le capital et le travail. » M. Untermyer donna à ses auditeurs et à ses lecteurs des instructions spécifiques :

« Il ne suffit pas de ne pas acheter de biens en Allemagne. Vous devez refuser de traiter avec tout marchand ou grossiste qui vende des biens fabriqués en Allemagne, ou qui soutienne le transport de biens en provenance d'Allemagne. »

Avant la fin de la conférence de boycott à Amsterdam, un accord avait été conclu pour étendre le boycott afin qu'« il intègre la France, la Hollande, la Belgique, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie et d'autres territoires aussi éloignés que la Finlande ou l'Égypte » (*New York Times*, 1^{er} août 1933). En lien avec le boycott, la campagne anti-allemande ininterrompue, qui n'avait jamais cessé aux États-Unis à l'issue de la 1^{ère} guerre mondiale, se fit subitement violente. L'Allemagne était dénoncée dans plusieurs journaux influents de New York et à la radio.

Cédant à la clameur, à laquelle le public étourdi par la propagande s'habituaient peu à peu, le gouvernement étasunien décida bientôt de barrières douanières soi-disant « générales » ciblant les importations allemandes, en opposition au statut « le plus préféré » de toutes les autres nations. Cela ralentit les manufactures allemandes de biens d'exportations, mais ne les arrêta pas, et les États-Unis prirent une décision supplémentaire, décrite comme suit dans le *New York Times* (5 juin 1936) : « L'Allemagne s'acquitte d'ores et déjà de barrières douanières générales parce qu'elle a été retirée par le secrétaire d'État Cordell Hull de la liste des nations les plus préférées... Désormais il lui faudra verser des droits de douane supplémentaires... il a été décidé que ceux-ci pourraient s'étaler entre 22 et 56 %. » Des contestations se firent jour. Selon le *New York Times* (12 juillet 1936), « les importateurs et autres [acteurs économiques] intéressés par le commerce avec l'Allemagne ont insisté hier sur l'idée que le commerce entre les deux pays va diminuer jusqu'à un point d'extinction dans les six mois à venir. » Cette prédiction allait se révéler exacte.

Certains intérêts financiers internationaux anti-allemands lancèrent également une tentative de « solder » un volume assez important d'obligations allemandes pour « briser » l'Allemagne. Le gouvernement allemand réussit à contrer cette manœuvre en accordant un bonus substantiel supérieur au taux de change en vigueur aux étrangers qui viendraient en Allemagne, échangeraient leurs devises en marks, et dépenseraient ces marks en Allemagne. On mena de grandes préparations pour accueillir les étrangers à des événements tels que la « Conférence Mondiale sur les Loisirs et Temps Récréatifs » (Hambourg, août 1936, qui vit se dérouler un spectacle historique sur l'[Außenalster](#) auquel assista l'auteur (qui visitait les musées d'Europe du Nord et les régions côtières afin de préparer son roman historique, *Swords in the Dawn*). Des trains spéciaux amenaient des écoliers sur de grandes distances allant jusqu'au Nord de la Norvège. De manière sincère ou suivant un désir de produire bonne impression, les visiteurs faisaient l'ob-

jet de toutes les courtoisies. En résultat de l'effort d'organisation allemand et du bonus accordé par le taux de change favorable, les retraités et les touristes dépensèrent assez d'argent au sein du Reich pour maintenir la stabilité du mark.

Mais cette victoire financière allemande de 1936, bien qu'elle prévînt un effondrement immédiat de la monnaie, ne résolut pas le problème des 62 000 000 de personnes (69 000 000 en 1939) dans une région s'étalant approximativement sur la superficie du Texas, qui voyait son commerce extérieur véritablement interdit.

Au travers du secrétaire d'État Cordell Hull et d'autres dirigeants concernés, le président Roosevelt soutenait la guerre économique déclarée par M. Untermeyer à l'Allemagne, mais continuait d'adhérer, dans ses déclarations publiques, à une politique de non-intervention dans les affaires intérieures des nations étrangères. Durant l'été 1939, au travers de deux discours, il professa « notre détermination nationale à rester écartés des guerres étrangères et des implications à l'étranger » (*American Policy in the Making*, 1932-1940, par Charles A. Beard, Yale University Press, 1946, p. 183).

Sans doute un accord aussi sinistre que secret fut-il conclu dans les deux mois qui suivirent, car lors d'un discours prononcé le 5 octobre à Chicago, le président fit volte-face, dans un retournement qui fut sans doute le plus total de toute l'histoire de la politique étrangère étasunienne. Voici deux extraits du discours de la « quarantaine », qui devint célèbre sur-le-champ :

... Que nul ne s'imagine que les États-Unis vont y échapper, que les États-Unis peuvent espérer la pitié, que cet hémisphère occidental ne sera pas attaqué!...

Lorsqu'une épidémie commence à se répandre, la communauté approuve et s'unit en une quarantaine des patients afin de protéger la communauté contre la propagation de la maladie.

Cette déclaration, incendiaire au plus haut point, provocatrice de guerre, provoqua une consternation sans précédent aux États-Unis (voir Beard, *op. cit.*, pp. 186 ff.). Parmi les plus fervents op-

posants à la politique de la « Quarantaine, » on trouva le *Chicago Tribune*. *New Masses* figurait parmi les plus enthousiastes vis-à-vis de cette politique, et M. Earl Browder promit à l'administration le « soutien inconditionnel à 100 % du parti communiste » pourvu que Roosevelt adoptât une politique de détachement vis-à-vis du communisme. Par ailleurs, cette collaboration entre Démocrates et Communistes allait, ouvertement ou secrètement, devenir un facteur dans la politique étrangère et la politique intérieure des États-Unis, et ce jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle et au-delà. « J'apprécie le soutien d'Earl Browder ou de quiconque contribuera à maintenir le président Roosevelt en fonctions, » affirma le sénateur du Missouri, Harry S. Truman, le 17 octobre 1944 (*National Republic*, mai 1951, p. 8).

Mais après le discours de la « Quarantaine » de 1937, ce furent ceux qui appelèrent à la clarification qui furent bien plus nombreux que les dénonciateurs ou que les soutiens de ce discours. Mais ils n'obtinrent pas gain de cause, et au demeurant, cette clarification n'était pas vraiment nécessaire, hormis sur les détails du *comment* et du *quand*. Il était tout à fait évident que le président faisait référence au Japon et à l'Allemagne. Au sujet de celle-ci, nous avions déjà déclaré la guerre économique « sans quartier » recommandée par le président de la *World Jewish Economic Federation*, et voici que notre président déclarait une guerre politique suivant des termes indéniablement hostiles.

En 1937, aux États-Unis, la censure, gouvernementale mais pas seulement ([chapitre 5](#)) était sévère. Elle avait masqué les raisons du changement de politique de M. Roosevelt entre l'été et l'automne, et elle masqua le fait que l'attitude menaçante du président avait provoqué, de manière répétée, un appel à la paix de la part de l'Allemagne. Ces appels restèrent inconnus du public étasunien durant plus de dix ans. Voici l'histoire, résumée à partir d'un article écrit par Bertram D. Hulen pour le *New York Times* et publié le 17 décembre 1948 :

En 1937 puis de nouveau en 1938, le gouvernement allemand

mena « une tentative sincère d'amélioration des relations avec les États-Unis, et n'essaya que des refus. » La raison invoquée par le gouvernement étasunien était « une crainte des réactions politiques intérieures dans notre pays, défavorables à l'Administration. » On répondit à l'Allemagne que *le public étasunien ne tolérerait pas une conférence*. Certains dirigeants étaient favorables à un examen de l'offre allemande « à l'issue des élections du Congrès à l'automne » (1938). *La suite, bien entendu, fut que l'Administration Roosevelt bloqua les nouvelles tentatives menées par l'Allemagne en faveur de la paix, en rappelant notre ambassadeur depuis Berlin, empêchant ainsi des négociations futures*. L'Allemagne dut alors rappeler son propre ambassadeur, « qui était personnellement amical envers les Étasuniens » et, selon le *New York Times*, « était connu ici dans les cercles diplomatiques à l'époque pour œuvrer à une entente internationale dans un esprit de bonne volonté. » Voici, répété pour en souligner l'importance, le cœur du sujet : *Toute l'histoire de l'appel de l'Allemagne à des négociations et de notre refus abrupt, ainsi que de la rupture des relations diplomatiques, ne fit l'objet d'aucune publication en 1937 ni en 1938, période au cours de laquelle l'Allemagne lança ces appels, mais fut au contraire soustraite à l'attention du public jusqu'après la seconde guerre mondiale, lorsque le Comité de la Chambre aux Activités anti-américaines la dégota*, et que ce comité publia auprès de la presse, plus de dix années après les faits, leur oblitération criminelle. Incidemment, c'est en raison d'actions de cette nature, propres à exposer la vérité, que le Comité sur les Activités anti-américaines s'est tellement vu diabolisé. De fait, depuis les années 1930, il apparaît comme incontesté que le meilleur critère de séparation entre les vrais Étasuniens et les autres est une attitude d'approbation du [Comité](#) de Martin Dies.

Économiquement étran­glés par un boycott international mené depuis New York, et mis au ban politiquement jusqu'à se voir refuser une conférence, les Allemands, à la fin des années 1930, étaient confrontés à l'alternative suivante : ou bien le chômage de masse en raison de la chute de leur commerce extérieur, ou bien la mise en

œuvre de projets soutenus par le gouvernement. Ils optèrent pour la seconde option. Les travailleurs qui avaient perdu leur emploi dans les entreprises d'exportation furent sur-le-champ employées par les industries d'armement de Hitler (voir l'édition spéciale de l'*Illustrierte Zeitung* en date du 25 novembre 1936), qui étaient déjà conséquentes au vu de la taille et des ressources du pays, et devinrent bientôt colossales.

Ainsi, selon des mesures désespérées, et présentées au monde sous le slogan « des armes à la place du beurre, » Hitler se prépara à traiter avec ce qu'il considérait comme l'« encerclement » britanno-franco-américano-soviétique. Piqué par ce qui lui apparaissait comme des insultes de la part du président Roosevelt, et exaspéré par le rejet méprisant de ses approches diplomatiques auprès des États-Unis, il conclut avec l'Union soviétique (au mois d'août 1939) un accord hostile à la Pologne. Avec l'Union soviétique, une puissance qu'il avait enseigné au peuple allemand à craindre et à détester ! Aussi inévitable qu'une tragédie de Sophocle, cette trahison de sa propre conscience allait provoquer sa perte — et celle de l'Allemagne. Tel est le danger qui guette le peuple confiant sa destinée aux caprices d'un dictateur !

La guerre qui fit suite à la politique choisie par Franklin D. Roosevelt a marqué les mémoires, surtout celles des familles étasuniennes dont les fils reposent sous de petites croix blanches — sous le sol étasunien, ou loin d'ici. L'ouvrage du professeur Beard que nous avons cité ci-avant analyse les phases de la guerre ayant précédé le premier feu. Les causes de cette guerre constituent le sujet de l'ouvrage de Frederick R. Sanborn, *Design for War* (Devlin-Adair, New York, 1951). Ses progrès sont passés en revue dans l'ouvrage *America's Second Crusade* écrit par William Henry Chamberlin (Henry Regnery Company, Chicago, 1950). On ne peut ici s'attarder sur des détails.

Mais cet ensemble n'en est pas moins évident. À présent que certains faits secrets ont été révélés, et que l'image abjecte apparaît presque dans son entièreté, nous n'avons plus lieu de nous étonner

de ce qu'un jeune soldat confiant ou qu'un honorable général soient incapables d'énoncer la moindre raison satisfaisante à notre implication dans la promotion puis la participation à la seconde guerre mondiale.

Qui plus est, si la guerre était par conception « injustifiée, » elle l'est devenue d'autant plus au fur et à mesure qu'elle avançait vers une décision. La bassesse avec laquelle notre gouvernement a étreint le dictateur communiste en Russie, et sa philosophie brutale que nous avons dénommée « démocratique, » auront constitué l'action la plus « injustifiée » de toute notre histoire nationale, et n'ont pu être motivés que par les considérations politiques les plus répréhensibles — comme, par exemple, conserver un soutien à 100 % pour les Communistes au prix proposé par M. Browder. Parmi ceux qui ont appris la vérité et ont gardé le silence, avec de terribles conséquences pour lui-même et son pays, on trouve [James V. Forrestal](#). Dans un article paru sous le titre « The Forrestal Diaries, » (le 15 octobre 1951), le magazine *Life* révèle qu'en 1944, Forrestal écrivit ce qui suit à un ami au sujet des « libéraux » qui l'environnaient :

Je découvre que dès lors qu'un Étasunien, quel qu'il soit, suggère que nous agissions en accord avec les besoins de notre propre sécurité, il est susceptible de se faire désigner comme [ici un adjectif grossier a été supprimé] fasciste ou comme impérialiste, alors que si l'Oncle Joe suggère qu'il a besoin de provinces des États baltes, de la moitié de la Pologne, de l'ensemble de la Bessarabie, et d'un accès à la Méditerranée, toute les mains se lèvent pour convenir que le gaillard est délicat, franc, candide et tout à fait fréquentable, avec lequel il est facile de conclure un accord, car il est très direct pour énoncer ce qu'il veut.

Parmi ceux qui ont vu notre folie, et ont pris la parole, se trouve le sénateur [Robert A. Taft](#), de l'Ohio, ainsi que Winston Churchill.

L'allocation radio du sénateur Taft du 29 janvier 1941, quelques jours après l'invasion de la Russie par Hitler, comprenait le passage qui suit :

Comment quiconque pourrait-il avaler l'idée selon laquelle la Russie se bat pour des principes démocratiques ? Pourtant, le président a annoncé lundi que les États-Unis allaient apporter toute

l'aide possible à la Russie, la nature et la quantité de l'aide n'attendant qu'une déclaration des besoins russes... Pour répandre les quatre libertés dans le monde, nous allons livrer des avions, des chars et des armes à la Russie communiste. Mais aucun pays n'a été plus responsable de la guerre actuelle, et l'agression lancée par l'Allemagne que la Russie elle-même. Sans le pacte russe avec l'Allemagne, la Pologne n'aurait jamais été envahie. Ensuite, la Russie a révélé un caractère d'agresseur aussi marqué que celui de l'Allemagne. Au nom de la démocratie, nous allons conclure une alliance communiste avec le dictateur le plus brutal au monde... Mais la victoire du communisme dans le monde promet de s'avérer nettement plus dangereuse pour les États-Unis que la victoire du fascisme. Le peuple étasunien n'a jamais présenté le danger d'embrasser un jour les thèses du [Bund](#) ou du fascisme... Mais le communisme réussit souvent à se dissimuler sous la cause de la démocratie (*Human Events*, 28 mars 1951).

L'honorable Winston Churchill, premier ministre britannique, s' alarma de l'engouement stupide du président Roosevelt pour Staline, et de la manie qui s'ensuivit de servir les intérêts du communisme mondial. « Un désastre sans commune mesure se produirait si la barbarie russe l'emportait sur la culture et l'indépendance des anciens États d'Europe, » écrivit-il le 21 octobre 1942 à [Anthony Eden](#), secrétaire britannique aux affaires étrangères. Churchill voulait également un débarquement dans les Balkans, chose à laquelle Roosevelt et Marshall s'opposèrent, apparemment pour faire plaisir à Staline (Elliott Roosevelt, *As He Saw It*, Duell, Sloan and Pearce, New York, 1946, *passim*). Le présent ouvrage n'est pas approprié pour analyser la stratégie des campagnes individuelles, et l'auteur n'en a pas les compétences ; mais selon le livre *While They Fought*, écrit par [Helen Lombard](#) (Charles Scribner's Sons, 1947, p. 148), le général Marshall déclara devant un comité du Congrès que le « dessein » de la campagne d'Italie était d'attirer « des forces allemandes loin du front russe, » et selon la même source, le général [Mark Clark](#), lorsqu'on le questionna « au sujet des objectifs politiques des États-Unis, » se trouva « contraint d'affirmer que son pays ne recherchait rien d'autre qu'un endroit où enfouir sa tête

sous le niveau du sol. » Cela étant établi, on peut se demander pourquoi — si ce n'est pas pour poursuivre les objectifs propres à Staline — les forces consacrées à l'Italie, dont l'importance stratégique était minime, et qui une fois libérée laissa entre nos armées et l'Allemagne l'obstacle constitué par les Alpes, ne furent pas plutôt débarquées dans la région de Salonique pour prendre la route d'invasion historique de la vallée du [Vardar](#), qui conduit sans obstacle majeur au cœur de l'Europe, et qui aurait aidé Staline à vaincre Hitler sans accorder au dictateur rouge la récompense constituée par l'ensemble de l'Europe de l'Est chrétienne.

De nos jours, la plupart des gens comprennent que Churchill dut prendre en compte beaucoup d'indignité et dut s'accorder sur de nombreuses politiques stratégiquement insensées vis-à-vis de l'Union soviétique pour empêcher la clique entourant Roosevelt d'amener ce dernier à endommager encore plus grièvement la position de la Grande-Bretagne dans le monde. L'ouvrage franc et utile, publié par le général Elliott Roosevelt sous le titre *As He Saw It*, auquel nous avons déjà fait mention, en apporte une documentation suffisante. Apparemment déterminé à présenter la vérité sans se préoccuper des réputations, le général (en p. 116) cite l'attitude anti-britannique de son père exprimée à Casablanca : « Je ferai usage de toute ma détermination pour veiller à ce que les États-Unis ne soient pas amenés en position d'accepter un plan... qui soutiendra ou aidera l'Empire britannique dans ses ambitions impériales. » Cela s'est produit la veille de la proclamation de « Reddition inconditionnelle » de Roosevelt (Samedi 23 janvier 1943). Le lendemain, Roosevelt aborda de nouveau le sujet avec son fils, et lui affirma que les Britanniques « ne devaient jamais avoir pour idée que notre implication ne vise qu'à les aider à s'en tenir aux idées d'Empire archaïques et médiévales. »

Cette attitude à l'égard de la Grande-Bretagne, couplée à une satisfaction probablement pathologique à faire gigoter Churchill, explique la raison superficielle de l'alignement de Roosevelt avec les Stalinistes sur le choix d'une région sans importance straté-

gique pour le front de Méditerranée. Comme nous l'avons induit plus haut, la raison plus profonde fut sans aucun doute qu'affaibli par son état de santé fragile et déclinant, il répétait comme un perroquet les idées que la clique qui l'entourait lui murmurait aux oreilles, avec le même type de flatteries que celles prononcées par M. Untermeyer pour lancer le boycott juif. On ne peut pas trouver de raison plus valide à l'intérêt manifesté par le président déclinant à affaiblir l'Empire britannique tout en renforçant l'Empire soviétique — que ce soit à titre général ou en dans instances spécifiques, comme la politique suivie par Roosevelt et Eisenhower en Allemagne. Cette politique, initiée par Roosevelt et mise en œuvre par Eisenhower, a été bien résumée au cours d'un discours : « Il relève du simple bon sens de simplement poser la question de savoir pourquoi nous sommes arrivés à notre situation présente, » par [B. Carroll Reece](#), représentant du Tennessee au Congrès, face à la chambre des représentants, le 19 mars 1951 (Archives du Congrès, pp. A 1564 à A 1568) :

... Nous aurions facilement pu arriver les premiers à Berlin. Mais nos soldats furent d'abord arrêtés par l'Elbe. Il furent ensuite éloignés de cette rivière suivant une grande trajectoire circulaire — assez loin à l'Ouest pour accorder pour cadeaux à Staline les grands ateliers optiques et d'instruments de précision de [Zeiss](#), situés à [Iéna](#), les importants laboratoires de fusées V1 et V2 et leur usine de production de [Nordhausen](#), et, ainsi que l'usine souterraine vitale de moteurs à réactions de [Kahla](#). Partout, nous avons remis intacts des milliers d'avions aux Soviétiques, dont des chasseurs en grands nombres prêts à être assemblés, ainsi que des centres de recherche, des développements sur les missiles, du personnel scientifique, et d'autres trésors militaires.

Lorsque tout fut terminé, une grande partie du formidable militarisme contemporain était nettement estampillé « Made in America » ou « Don des États-Unis depuis l'Allemagne. » Mais là où s'arrêta Roosevelt, le président Truman prit le relai.

À Potsdam, Truman s'employa à maintenir intact le rideau de fer de diplomatie secrète fermé par Roosevelt, et à jouer rapidement et mollement avec l'honneur et la sécurité des États-Unis. Il accepta un agrandissement des frontières d'une Pologne déjà cédée par Roosevelt et Churchill au contrôle des Russes, par

l'addition de régions qui avaient durant des siècles été occupées par des Allemands ou des peuples d'origine allemande. Quelque 14 000 000 personnes furent brutalement chassées de leur maison, et se virent confisqués pratiquement tous leurs biens. Parmi elles, seules 10 000 000 parvinrent en fin de compte dans les zones allemandes sous contrôle étasunien, français ou britannique. Quatre millions de personnes ont disparu mystérieusement, même si le doigt est pointé vers les atrocités russes. C'est ainsi que Truman a approuvé l'une des déportations de masse les plus vastes de l'histoire, dont la pure cruauté constitue une page sombre des annales de l'histoire.

À Potsdam, Truman valida également l'acquisition par la Russie de l'Allemagne de l'Est, grenier de cette nation avant la guerre. Il devint alors impossible pour la partie restante de l'économie allemande entre les mains britanniques, françaises et étasuniennes de nourrir son peuple. L'Allemagne, à l'instar du Japon, se mit à vivre de notre générosité.

Comme Roosevelt, Truman ne négligea pas de faire croître la puissance militaire de la Russie lorsqu'il en eut l'opportunité à Potsdam. Il lui fournit plus d'usines, de machines et d'équipements militaires, bien qu'au moment où il participa à la conférence de Potsdam, Truman n'était pas sans savoir que suivant les programmes de prêt-bail, nous avions déjà dangereusement étendu la puissance militaire de la Russie et qu'en outre, nous avions donné aux Soviétiques quelque 15 000 avions — dont de nombreux étaient de la dernière génération — et 7000 chars.

Mais à Potsdam, Truman donna à la Russie toute la zone comprenant les rivières de l'Elbe et de l'Oder, à l'exception de Hambourg, qui relève de la zone britannique. Les experts maritimes savaient depuis les premiers jours de la seconde guerre mondiale que c'était aux abords de ces rivières et de leurs affluents que les Allemands avaient établi leur ligne de production de sous-marins. Les habitants de la côte Atlantique des États-Unis se souviennent encore de la menace occasionnée par la flotte sous marine nazie, qui virent des navires pétroliers, des navires marchands, et même un vaisseau de transport de troupes coulés à portée de vue de nos côtes. Les pertes subies par les convois durant les premières années de la guerre furent colossales. Et notre Marine dut établir des méthodes de défense spéciales pour transporter nos livraisons outre Atlantique.

Mais malgré tout ceci, le président accepta à Potsdam de livrer à la Russie les parties [d'Allemagne contenant] les usines suffisantes

pour qu'elle fabrique des centaines de sous-marins. En outre, il convient de donner à la Russie 10 des sous-marins allemands de type [snorkel](#) de longue portée et de dernière génération à des fins expérimentales.

Pourquoi Churchill consentit-il au lancement d'un tel programme ? Pourquoi laissa-t-il Roosevelt faire prendre pied à une puissance idéologiquement hostile aussi loin à l'Ouest que la rivière de l'Elbe, qui se jette dans la Mer du Nord ?

Comme Churchill n'était vraiment pas un homme soumis et tremblant du genou (voyez son discours « [du sang et des larmes](#) » qui rallia son peuple au cours de l'une de ses heures les plus sombres), Roosevelt et sa clique durent sans doute lui opposer des alternatives terribles pour s'assurer de son assentiment aux décisions étasuniennes contre nature prises durant les derniers mois de la guerre. [George Sokolsky](#) écrivit dans son éditorial du 22 mars 1951 : « La pression sur lui (Churchill) de la part de Roosevelt, qui s'employait à apaiser Staline, dut être énorme. . . Mais pourquoi Roosevelt était-il si préoccupé d'apaiser Staline ? » Et également à Potsdam, pourquoi Truman était-il si disposé à adopter la même politique viciée dont, même en tant qu'officier de réserve de haut rang, il devait savoir qu'elle était mauvaise ?

Une étude de nos « politiques » présidentielles à partir de 1933, et surtout à partir de 1937, jusqu'à Postdam, débouche sur une réponse terrible.

À qui connaît quelque chose des faits du monde et connaît également les principaux détails de la reddition étasunienne en matière de sécurité et de principes à Téhéran, à Yalta et à Potsdam, ainsi que lors d'autres conférences, trois dessins épouvantables se distinguent nettement :

1. *Dès 1937, notre gouvernement a opté pour la guerre contre l'Allemagne sans autre dessein formulé que de faire plaisir à l'élément dominant en provenance d'Europe de l'Est et ses alliés dans le parti Démocrate national, et conserver « ces voix, » comme Roosevelt II l'exprima ([chapitre trois](#)).*

La détermination du président à entrer en guerre pour satisfaire sa vanité de s'inscrire dans un troisième mandat présidentiel est évoquée par [Jesse H. Jones](#), ancien secrétaire du commerce et dirigeant de la *Reconstruction Finance Corporation*, dans son ouvrage, *Fifty Billion Dollars* (The Macmillan Company, New York, 1951). Dans cet ouvrage exhaustif et soigneusement documenté, qui constitue une lecture obligatoire pour quiconque veut connaître la politique étasunienne des années 1932 à 1945, M. Jones braque le projecteur sur Roosevelt, le « politicien total ». Au sujet du désir de Roosevelt d'entrer dans la seconde guerre mondiale voici (p. 260) les mots de M. Jones : « Compte tenu de sa déclaration répétée à l'envi "je déteste la guerre," il était enthousiaste à l'idée d'entrer dans les combats car cela lui assurerait un troisième mandat. » L'exemple le plus notoire du caractère [Dr. Jekyll](#) et [M. Hyde](#) résidait dans cette promesse prononcée sans rougir, tout en se préparant à intervenir, qu'il n'y aurait pas de guerre. Le discours « encore et encore et encore » du candidat à son troisième mandat (Boston, 30 octobre 1940) est cité de manière invariable, mais sa déclaration radiophonique du 26 octobre selon laquelle aucun responsable au sein du gouvernement n'avait « jamais suggéré de quelque forme, manière, ou forme la possibilité la plus lointaine d'envoyer les fils des mères étasuniennes se battre sur les champs de bataille d'Europe », était encore plus éloquente. Nous sommes donc confrontés à un dilemme. Roosevelt a-t-il manigancé pour ruiner notre pays, ou n'a-t-il été qu'une marionnette impuissante mue par les mains qui l'ont mue sans qu'il pût leur résister ?

Une ligne politique se limitant à rassembler les voix de minorités a gâché toutes les efforts menés dans le monde par nos soldats dévoués et sacrifiés, et a déçu les espoirs des décideurs de moindre niveau qui essayaient de sauver quelque

chose d'utile à la civilisation de notre guerre mondiale si coûteuse. Notre personnel diplomatique, nos attachés militaires et nos autres représentants à l'étranger étaient déconcertés par ce qu'ils prirent pour une dérive sans gouverne. Dans un pays étranger, des affirmations diamétralement opposées furent émises simultanément par les dirigeants de diverses missions étasuniennes. À Washington, l'*Office of War Information* produisit le même jour des instructions absolument contraires les unes aux autres à deux groupes de ses représentants dans un autre pays asiatique. Un attaché militaire des États-Unis disposant du haut grade de brigadier-général prononça un plaidoyer passionné (au cours de l'audition de l'auteur) par obtenir une déclaration de nos objectifs de guerre ; mais alors qu'il demandait à être nourri par une politique stratégique positive, il fut rossé au travers d'une confusion continue. Une partie de cette confusion découlait du fait que les dirigeants issus des trois principales sortes de Démocrates ([chapitre 3](#)) étaient mus par des desseins différents et leur apportaient leur voix ; mais le plus gros de cette confusion résultait de l'absence d'une véritable politique hormis l'engagement de nos soldats et le décompte des pertes sous la fumée de la rhétorique employée par le président. Oui, nous luttons dans une guerre, non pas pour protéger notre type de civilisation ou pour repousser une invasion ou une menace d'invasion, mais pour les voix communistes et anti-allemandes. Ainsi, il s'affirme que lorsque notre président souffreteux se rendit à Yalta, il n'y apporta aucune demande de la part des États-Unis, et qu'il n'avait aucune proposition positive à exposer pour contrer les propositions de Staline. Dans sa faiblesse, avec à ses côtés Alger Hiss, il se soumit sans le moindre scrupule au dirigeant communiste fort et déterminé. Pour plus de détails, voir l'article très documenté « America Betrayed at Yalta », écrit par l'honorable [Lawrence H. Smith](#), représentant du Wisconsin à la chambre (*National Republic*,

juillet 1951).

2. *Le puissant élément dominant en provenance d'Europe de l'Est qui dominait les cercles intérieurs du parti démocrate, considéré avec une totale placidité; et peut-être même avec enthousiasme, la mise à mort du plus grand nombre possible des membres de la race « aryenne »* ([chapitre 2](#)) haïe des Khazars mais dominant le monde; c'est-à-dire, d'États-Uniens de souche de descendance anglaise, irlandaise, écossaise, galloise, allemande, hollandaise, scandinavienne, latine ou slave. Ce bloc de puissance non aryen adopta donc la « Reddition Inconditionnelle » et produisit le [Plan Morgenthau](#) (voir ci-après), deux projets qui promettaient de raidir et de prolonger la résistance allemande au prix de nombreuses autres vies étasuniennes, d'une énorme désolation pour l'Allemagne, et de nombreuses autres vies allemandes — également « aryennes. » Les plans de ceux qui prolongèrent ainsi la guerre étaient soutenus par ces hommes politiques démocrates haut placés qui ne voyaient rien de mal à répandre le sang pour conserver des bulletins de vote. Malheureusement, le président Roosevelt fut gagné par l'obsession de tuer des Allemands (*As He Saw It*, pp. 185-186) plutôt que de simplement vaincre Hitler, et on rapporte qu'il se positionna en opposition au soutien des éléments allemands anti-hitlériens. Le général Mark Clark reprit possiblement la réplique de son commandant en chef — un terme adoré par Roosevelt —, lorsqu'il affirma aux soldats étasuniens de la Cinquième Armée que les « assauts » allemands étaient « bienvenus » puisqu'« ils vous accordent l'opportunité supplémentaire de tuer votre ennemi détesté en grands nombres. » Le général enfonça le clou. « La saison est ouverte sur la tête de pont d'Anzio, » poursuivit-il, « et le nombre d'Allemands que vous pouvez tuer est sans limite » (*New York Times*, 13 février 1944). Entretenir de tels sentiments envers des hommes sur le point

de consentir au sacrifice suprême relève — selon l'auteur — d'un état d'esprit peu compatible avec les enseignements du Christianisme. Insister à ce point sur « tuer » plutôt que pour une « cause » ou pour la « victoire » constitue sans aucun doute une déviance par rapport aux traditions de la civilisation chrétienne occidentale. Et cela a également un coût en termes de sang étasunien, car « tuer » est une épée à deux tranchants. Un ennemi qui, confronté à une défaite assurée, rendrait les armes, va se battre jusqu'au bout si la promesse brutale qui est prononcée est de le « tuer » — et des Étasuniens vont tomber avec lui.

La philosophie sous-jacente à « tuer » était hostile à la seconde souche raciale la plus importante des États-Unis. Depuis le départ, les Allemands ne sont devancés dans la constitution de notre population que par les Anglais et les Écossais. « En 1775, les Allemands constituaient environ 10 % de la population blanche des colonies » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 233). Le total des Hollandais, Irlandais, Français et de « tous les autres » était légèrement inférieur aux Allemands, le plus gros de la population étant, bien entendu, constitué de personnes anglophones venues d'Angleterre, d'Écosse et du Pays de Galles. Au cours des trois premiers quarts du XIX^{ème} siècle, « l'immigration allemande a surpassé toute autre immigration » et en 1950, « les Allemands ont contribué plus de 25 % de la population blanche actuelle des États-Unis. L'élément anglais — comprenant Écossais, Irlandais du Nord et Gallois — est le seul à dépasser l'élément allemand avec environ 33 % de la population blanche actuelle. Les Irlandais arrivent troisièmes avec environ 15 % » (*op. cit.*, p. 233).

Ainsi, dans son désir de répandre le sang allemand, en dehors d'objectifs militaires, Roosevelt se positionna non pas contre un gouvernement ennemi, mais contre la race qui a donné aux

États-Unis la seconde composante de son sang. Le général n'a fait que suivre son « commandant en chef. » Un autre facteur tragique de toute insistance pour « tuer » était, bien entendu, que les Allemands que nous devions « tuer » au lieu de nous contenter de les « vaincre » avaient exactement la même responsabilité dans les politiques suivies par Hitler que nos soldats en Corée vis-à-vis des politiques d'Acheson.

Pourquoi les trente-quatre millions d'Étatsuniens de sang allemand ne protestèrent-ils pas lourdement ? La réponse est la suivante : suivant les apparences physiques, la culture et la religion, protestante ou catholique, ils étaient tellement identiques à la majorité que leur amalgamation avait été quasiment immédiate. En 1945, la souche de sang allemand aux États-Unis était énorme, mais il n'existait aucun corps électoral significatif de « germano-américains » politiques.

Dans l'intervalle, les navires qui emmenèrent les soldats étatsuniens tuer des Allemands et trouver la mort en Europe amenèrent en sens inverse des « réfugiés », estimés par de nombreuses sources comme se chiffrant en millions. Selon [Breckenridge Long](#), assistant au secrétaire d'État (témoignage face au Comité de la Chambre sur les Affaires Étrangères, 26 novembre 1943), le nombre d'étrangers admis officiellement fuyant « la persécution de Hitler » avait atteint les 580 000 dès novembre 1943. Ces réfugiés en surquotas furent admis avec le statut de « visa visiteur. » Ces faits ont été dévoilés par [Sol Bloom](#), Démocrate de New York, Président du Comité aux Affaires Étrangères de la Chambre, le 10 décembre (article de Frederick Barkley, *New York Times*, 11 décembre 1948). Le 11 décembre, [Emanuel Celler](#), membre du Congrès et Démocrate de New York, se plaignit de ce que M. Long fût, dans l'ensemble du Département d'État, l'homme « le moins sympathique envers les réfugiés, » et ajouta avec indignation que des navires étatsuniens étaient revenus depuis des ports

étrangers « vides de passagers » (*New York Times*, 12 décembre 1943). Par ailleurs, en 1944, M. Long cessa d'occuper le poste d'Assistant au Secrétaire d'État.

L'afflux de réfugiés se poursuivit. Le nombre de ces gens était tel que même avec la fermeture de milliers de maisons étasuniennes en raison des morts à la guerre, la pénurie de logements de l'après-guerre fut phénoménale. Pour expliquer l'absence de logements pour les vétérans, des auteurs accusèrent le capital, d'autres le travail, et d'autres trouvèrent d'autres causes ; mais aucun, à la connaissance de l'auteur, n'a compté les maisons qui furent préemptées par des « réfugiés, » cependant que nos soldats se battaient loin d'ici. En 1951, la situation ne donnait pas de signe d'amélioration, car le 20 août, le sénateur [Pat McCarran](#), président du sous-comité du Sénat à la sécurité intérieure, a affirmé que « potentiellement 5 000 000 d'étrangers s'étaient déversés dans le pays illégalement, créant une situation "potentiellement plus dangereuse" qu'une invasion armée » (communiqué Associated Press dans le *New York Times*, 20 août 1951). Cette déclaration est à évaluer avec soin par tout véritable Étasunien.

Et d'autres étrangers vont encore arriver. Le 7 septembre 1951, un « programme de cinq années pour déplacer 1 750 000 personnes en "surplus" de population en Europe vers de nouvelles maisons et de nouvelles opportunités aux États-Unis et en Australie a été dévoilé » par [David A. Morse](#), chef du Bureau International du Travail de l'ONU (*New York Times*, 8 septembre 1951). Il va sans dire qu'il est peu probable de voir un grand nombre de ces 1 750 000 personnes être accueillies ailleurs qu'aux États-Unis (pour des informations sur M. Morse, voir *Economic Council Letter*, No. 200, 1^{er} octobre 1948, ou *Who's Who in America*, 1950-1951). [Jacob K. Javits](#), membre du Congrès, et du 21^{ème} district de New York, désigné par certaines personnes comme Quatrième Reich au

vu du nombre de « réfugiés » en provenance d'Allemagne, désire également des immigrés en plus grands nombres. Dans un article, « Ouvrons les Barrières » (*New York Times Magazine*, 8 juillet 1951), il a demandé dix millions d'immigrés au cours des vingt prochaines années.

3. Notre gouvernement dominé par l'étranger a mené la guerre pour l'annihilation de l'Allemagne, bastion historique de l'Europe chrétienne ([chapitre 1](#)). La phase finale de cet objectif stratégiquement insensé a germé avec la phrase arrogante : « Reddition inconditionnelle, » déjà mentionnée. Elle a été « balancée lors d'une conférence de presse menée par le président Roosevelt à Casablanca le 24 janvier 1943... Le président Roosevelt a convoqué une conférence de presse au cours de laquelle il a "improvisé" la phrase historique » ([Raymond Gram Swing](#) dans « [Unconditional Surrender](#), » *The Atlantic Monthly*, septembre 1947). Selon le général Elliott Roosevelt, le président a répété cette phrase, « en se léchant pensivement une dent » (*As He Saw It*, p. 117), et ajouté que « l'Oncle Joe en personne aurait pu la sortir. »

Notre objectif idiot consistant à liquider l'Allemagne a éclos par la mise en œuvre du plan Morgenthau, un plan qui permettait « le pillage et la violence à grande échelle » par « des personnes déplacées » et qui a mis l'Allemagne au bord de la famine, selon le professeur [Harold Zink](#), qui fut Rédacteur en chef étasunien pour le *Manuel du gouvernement militaire en Allemagne* en 1944 et devint par la suite consultant pour la réorganisation par les États-Unis du gouvernement allemand, *U.S. Troop Control Council for Germany*, 1944-1945 (*Who's Who in America*, Vol. 25, 1948-1949, p. 2783). Dans son livre, *American Military Government in Germany* (Macmillan, 1947, pp. 106 et 111), le professeur Zink écrit ce qui suit :

On a forcé les Allemands à fournir de la nourriture pour

les personnes déplacées à hauteur de 2000 calories par jour alors que les Allemands eux-mêmes ne disposaient que de 900 à 1100 calories. . . La nourriture disponible pour chaque Allemand atteignait à peine celle que les Nazis mettaient à disposition de chaque prisonnier dans le notoirement célèbre camp de concentration de Dachau. . . La plus grande partie de la population allemande a subi une grave dénutrition.

La faim à Dachau a été une chose inhumaine, menée par des gens qui avaient eux-mêmes terriblement faim en raison de la destruction importante de leurs propres stocks alimentaires et de leurs systèmes de transport, réalisée par les bombardements aériens étasuniens ; mais la citation du professeur Zink fait référence à une décision inhumaine prise en temps de paix, motivée par la vengeance pour partie dans sa conception, et encore plus dans sa mise en œuvre (voir l'[Accord de Potsdam](#), partie II, paragraphe 156 dans *Berlin Reparations Assignment*, par Ratchford et Ross, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, p. 206).

Pourquoi l'inhumanité a-t-elle perduré en Allemagne ? Parce qu'« une petite colombe, » selon le président Roosevelt, « est entrée par la fenêtre du président et l'a dissuadé de décider d'un "traitement trop "souple" des Allemands, », cette "petite colombe" était "en réalité le représentant personnel du secrétaire Morgenthau à l'ETO" » (Zink, *op. cit.*, pp. 131-132) ! On peut trouver d'autres témoignages du désir du président d'un traitement inhumain du « peuple allemand » dans le livre écrit par [James F. Byrnes](#), ancien secrétaire d'État, « [Speaking Frankly](#) » (Harper and Brothers, New York, 1947). Le président a annoncé à son secrétaire d'État que les Allemands « ne devaient pour longtemps avoir que de la soupe pour le petit-déjeuner, de la soupe pour le déjeuner, et de la soupe pour le dîner » (p. 182).

On n'a pas récolté en une seule fois l'ensemble des fruits du plan Morgenthau. Notre obsession persistante à détruire le

cœur historique de l'Allemagne fut montrée de manière patente en 1947. La Prusse était alors déjà digérée dans la gueule des Soviétiques, le Conseil de Contrôle Allié de Berlin (le 1^{er} mars) ajouta une insulte gratuite à une blessure déjà fatale en « abolissant formellement » la Prusse, ancienne patrie des Chevaliers de l'Ordre Teutonique. La seule raison possible à cette décision était d'offenser l'Allemagne sans raison, pour s'attirer les bonnes grâces de certains éléments à New York. Cette décision choqua également tous les Chrétiens, catholiques ou protestants, qui ont dans leur cœur les instincts élémentaires de la pitié chrétienne (St. Matthieu, V, 7), ou qui connaissent malgré la censure les grands faits de l'histoire de l'Europe ([chapitre 1](#)).

Notre politique consistant à terrifier spirituellement les Allemands, et à les ruiner économiquement, ne peut se comprendre qu'en gardant à l'esprit la nature des hautes instances du Parti Démocrate National. La vengeance et les bulletins de vote ont été les père et mère du monstre ignoble de la cruauté des États-Unis à l'égard des Allemands. Dans l'accomplissement de notre dessein fondamental, on a également assisté à une étrange auto-immolation païenne, car nous n'avons pas laissé mourir les Allemands de l'Ouest, et avons dépensé environ un milliard de dollars par an (malgré l'étendue de notre dette passée et présente) pour apporter à nos captifs la subsistance qu'ils nous avaient supplié de pouvoir obtenir d'eux-mêmes ! Le démantèlement injustifié des usines industrielles allemandes au bénéfice des Soviétiques, jusqu'en 1950, et la pendaison par nos soins d'Allemands jusqu'en 1951 ([chapitre 5](#), c), plus de six ans après la reddition allemande, n'avaient pas d'autre raison apparente que d'aliéner le peuple allemand. En outre, au fil des ans, notre politique consistant à maintenir en Allemagne un certain nombre de représentants qui, malgré leurs vertus personnelles, sont *personae non gratae*

du point de vue des Allemands (chapitres 3 et 6), n'a pas été abandonnée. Notre politique multifacette consistant à délibérément aliéner un peuple potentiellement amical viole l'un des principes cardinaux de la diplomatie et de la stratégie, et nous affaiblit considérablement à l'avantage du communisme soviétique.

Les faits et conclusions soulignés à ce stade au sein du présent chapitre établissent pleinement la validité de la phrase de Churchill : « Guerre Injustifiée. » Dès l'origine, cette guerre ne fut pas nécessaire, elle fut injustement cruelle de par sa prolongation, indéfendable au vu des entourloupes réalisées à l'encontre de notre allié britannique, criminelle de par la reddition de notre propre sécurité stratégique dans le monde, et d'autant plus monstrueuse, car elle fut accomplie dans une orgie d'obéissance répugnante face à l'autel païen d'un communisme athée et anti-chrétien.

Les faits et conclusions soulignés au sein du présent chapitre soulèvent la question inévitable : « Comment de telles choses ont-elles été possibles ? » La réponse est le sujet du chapitre qui suit.

Chapitre 5

Le sombre couvercle de la censure

Il arrivait que le bourreau médiéval dissimulât son visage et sa tête sous une ample capuche noire. Celle-ci était percée de deux trous pour les yeux, au travers desquels celui qui la portait provoquait la terreur parmi les spectateurs, car ils lui permettaient de regarder ceux-ci sans être reconnu, tout en pratiquant son terrible office. De nos jours, de manière similaire, les ennemis de notre civilisation utilisent un noir masque de censure, tout en créant la crainte et en sapant notre Constitution et notre héritage chrétien. À l'époque médiévale, les spectateurs savaient au moins ce qui était en train de se produire, mais désormais, le peuple n'en sait plus rien. Sans l'ignorance et les jugements biaisés induits par cette propagande masquée, un public alerte ainsi qu'un Congrès informé auraient depuis longtemps guidé la nation vers une destinée plus heureuse.

La dissimulation de la vérité aux États-Unis a été réalisée (5.1) par la branche exécutive du gouvernement national et (5.2) par un pouvoir non gouvernemental.

5.1

Lorsqu'est faite ici mention de censure du gouvernement, il n'est pas induit que notre gouvernement national interdirait des journaux, mettrait en prison des rédacteurs en chef, ou s'ingérerait suivant des méthodes aussi drastiques dans la publication des informations déjà obtenues par les périodiques. Il faut espérer qu'une bascule de cette nature dans la barbarie ne nous arrive jamais.

Mais depuis le milieu des années 1930, de nombreuses agences du gouvernement des États-Unis ont bel et bien appliqué à volonté une forme de censure. Il ne s'agit pas ici de se prononcer sur la censure pratiquée en temps de guerre sur les mouvements des armées, les plans militaires, et les sujets qui y sont liés. Dissimuler ces informations relève de la sécurité des États-Unis et contribue à surprendre l'ennemi, et il s'agit d'un secteur vital de l'art de la guerre. Il ne s'agit pas non plus de se prononcer au sujet de censure sur les falsifications pratiquées par le gouvernement sur les pertes subies le 7 décembre 1941 à Pearl Harbor (*Pearl Harbor, The Story of the Secret War*, par George Morgenstern, The Devin-Adair Company, New York, 1947), même si ces falsifications furent apparemment destinées à prévenir une hostilité du public contre l'administration, plutôt qu'à tromper un ennemi qui connaissait déjà les faits.

Mais, malheureusement, la censure du gouvernement s'est depuis longtemps frayé un chemin du domaine militaire vers celui de la politique. Concernant les exemples généralisés et flagrants de dissimulation par le gouvernement avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, les cinq sections qui suivent (*a* à *e*) ont pour objet d'illustrer et non pas à évaluer la portée de ces manipulations.

5.1.a

La censure la plus flagrante fut peut-être celle qui entourait les manœuvres pratiquées par l'administration Roosevelt pour amener

notre peuple dans la seconde guerre mondiale.

La dissimulation pratiquée par le gouvernement en temps de paix autour des appels lancés par l'Allemagne pour régler nos différends a été suffisamment exposée au sein du [chapitre 4](#) et nous n'y reviendrons pas ici. L'ouvrage *Design for War*, écrit par Frederic R. Sanborn, expose des preuves solides d'une censure semblable vis-à-vis d'un effort manifeste de l'administration pour démarrer une guerre dans le Pacifique (nous en avons déjà fait mention plus haut).

[Frazier Hunt](#), correspondant de guerre, auteur et animateur radio, a témoigné également des manœuvres qui ont conduit à notre entrée dans la « Guerre Injustifiée ». En 1950, face au *Dallas Wormans Club*, il affirma que « la propagande étasunienne est en train de blanchir les erreurs commises par le Département d'État... Les départements de relations publiques, depuis les conseils municipaux jusqu'à la Maison-Blanche, soustraient les faits [à l'attention publique]... l'esprit libre étasunien s'est vu sacrifié... Nous ne pouvons pas résister parce que nous ne connaissons pas les faits pour procéder » (*Propaganda Ruining Free American Mind*, par Ruby Clayton McKee, Dallas Morning News). On peut trouver un exemple frappant de la terrible censure et du rôle joué par le major général [Clayton Bissell](#), A.C. of S., G-2 (chef des renseignements de l'armée), par [W. Averell Harriman](#), ambassadeur à Moscou, et par M. [Elmer Davis](#), directeur du bureau des informations de guerre, en lisant « The Truth About the Katyn Forest Massacre » écrit par [Arthur Bliss Lane](#), ancien ambassadeur des États-Unis en Pologne (*The American Legion Magazine*, février 1952). Aucune réponse officielle n'a été apportée à la question posée par M. Lane :

Qui, aux plus hauts niveaux du pouvoir du gouvernement des États-Unis, a ordonné la dissimulation de tous les rapports de renseignements défavorables aux Soviétiques, et la dissémination de purs mensonges et d'une propagande communiste ?

L'opuscule produit par le professeur [Harry Elmer Barnes](#), « Was Roosevelt Pushed Into War by Popular Demand in 1941 ? » (Free-

man's Journal Press, Cooperstown, New York, 1951, 25¢) apporte une observation importante sur la réalité fatale de la censure du gouvernement pour saper la stabilité de l'esprit public étasunien, et produit également une liste des faits significatifs qui ont permis de refuser au peuple ces connaissances. En voici une citation étendue pour résumer la présente section :

La considération qui suit est vitale et fondamentale à toute supposition sur les relations entre l'opinion publique et l'action politique : Le plus important est non seulement ce que pense le peuple, mais aussi la solidité de ces opinions. Les fondateurs de notre démocratie avaient supposé que, si l'opinion publique devait être un guide sûr pour gouverner, l'électorat devait être honnêtement et correctement informé. Je ne crois pas que le moindre interventionniste, pourvu qu'il soit doté d'une conscience, pourrait soutenir que le public étasunien aura été informé honnêtement ou suffisamment quant à la vraie nature et les vrais objectifs de la politique étrangère menée par le président Roosevelt entre 1937 et Pearl Harbor. Notre opinion publique, que les sondages l'évaluent bien ou non, n'a pas été fondée sur des informations factuelles.

Parmi les éléments vitaux qui ne furent connus qu'après la guerre, on trouve : (1) l'affirmation faite par Roosevelt au mois de mai 1939 au président [Benes](#), que les États-Unis entreraient dans toute guerre visant à vaincre Hitler ; (2) les échanges secrets entre Roosevelt et Churchill entre 1939 et 1941 ; (3) les pressions exercées par Roosevelt sur la Grande-Bretagne, la France et la Pologne pour que ces pays résistent à Hitler en 1939 ; (4) le fait que les avocats de l'Administration aient décidé que nous étions légalement et moralement en état de guerre après l'[Accord sur les Destroyers](#) du mois de septembre 1940 ; (5) l'avertissement énoncé par l'ambassadeur [Grew](#) selon lequel, si les Japonais devaient jamais lancer une attaque surprise contre les États-Unis, celle-ci serait probablement menée contre Pearl Harbor, et le fait que Roosevelt, [Stimson](#), [Knox](#), [Marshall](#) et Stark fussent tous d'accord sur l'idée que Grew avait raison ; (6) Les [conférences conjointes anglo-étasuniennes d'États-majors](#) de janvier à mars 1941 ; la rédaction puis l'approbation du Plan de Guerre Principal de Washington et du Plan de Guerre conjoint Armée-Marine en mai 1941 ; (8) les véritables faits sur la nature et les résultats de la [conférence de Newfoundland](#) en août 1941 ; (9) la diplomatie sournoise menée par le secrétaire [Hull](#) vis-à-vis du Japon ; (10)

l'appel de [Konoe](#) resté vain pour une rencontre avec Roosevelt en vue de résoudre les problèmes existant dans le Pacifique ; (11) les divers stratagèmes ourdis par Roosevelt pour faire mener par l'Allemagne et le Japon des actions ouvertement offensives ; (12) l'affirmation de Stimson au sujet du plan visant à manœuvrer le Japon pour que ce pays ouvre les hostilités en premier ; (13) l'idée selon laquelle, si le Japon franchissait une certaine ligne, nous allions devoir ouvrir les hostilités ; (14) la véritable nature et les implications de [l'ultimatum lancé par Hull](#) le 26 novembre 1941 ; et (15) l'échec criminel à transmettre à l'amiral [Kimmel](#) et au général [Short](#) les informations concernant l'attaque japonaise imminente.

Si l'on attend du peuple qu'il agisse au cours des élections suivant un semblant de perspective d'une réaction un tant soit peu intelligente, il faut que le peuple sache pour quoi il vote. Ce ne fut manifestement pas le cas au cours des années ayant précédé Pearl Harbor.

5.1.b

La tromperie massive qu'eut à subir le peuple étasunien, mise en œuvre en supprimant ou en suspendant des faits à la veille des élections présidentielles de 1944, reste à peine moins indéfendable que les manœuvres qui auront poussé le pays à la guerre. On en donnera ici trois exemples.

Pour commencer, le grand public n'eut pas la moindre information sur la signification des pourparlers avec la « gauche, » qui débouchèrent sur la désignation de grands électeurs présidentiels sur une liste unique à New York pour le parti démocrate, le parti travailliste américain, et le parti libéral — un accord considéré dans l'ensemble comme ayant établi la funeste emprise (Ordre exécutif du 30 décembre 1944) des Communistes sur les positions de pouvoir vitales de notre gouvernement. Les exigences de la gauche extrême furent par ailleurs rendues incontestables en raison de la philosophie politique du « Il nous faut ces voix » ; car [Dewey](#), le républicain, reçut 2 987 647 voix contre 2 478 598 pour Roosevelt, le démocrate — et Roosevelt n'obtint l'État qu'avec l'aide des 496 405

voix du parti travailliste américain et les 329 236 voix libérales, qui furent toutes mélangées au bénéfice des grands électeurs de Roosevelt !

Autre exemple de service rendu aux voix de gauche, le président trompa le public le 28 octobre 1944, en « se vantant de l'amplitude des munitions et équipements que l'on envoyait aux hommes étasuniens qui se battaient. » Mais la vérité était que nos soldats auraient eu moins de pertes à subir s'ils avaient reçu certaines des expéditions que l'on déversait dans le même temps sur la Russie soviétique dans des quantités dépassant de loin les besoins des Soviétiques. Ce fut Mme [Anna Rosenberg](#), « une idéologue indispensable et indéboulonnable du *New Deal*, amie de longue date de Mme Roosevelt, » qui, un mois environ avant l'élection, « se rendit en Europe et apprit que les munitions étaient rationnées » à nos soldats. « Il ne vint apparemment pas à l'idée de Mme Rosenberg de faire connaître cette information au peuple avant le jour de l'élection. » Après l'élection, et avant la fin de ce mois de novembre tragique, les détails furent rendus publics, apparemment pour simuler la production (toutes les citations sont tirées de l'éditorial de [Westbrook Pegler](#), « Fair Enough, » du 27 novembre 1944, Washington Times-Herald et autres journaux).

Pour troisième exemple de la falsification et de la tromperie patentes, on peut évoquer l'état de santé du président Roosevelt à l'été et à l'automne 1944. Son délabrement physique évident était remarqué par la presse étrangère, et fut dûment signalé par les officiers de liaison à la Maison-Blanche (informations connues de l'auteur). De fait, en 1944, on tenait généralement pour vrai dans les cercles autorisés que le président ne s'était jamais rétabli de sa maladie du mois de décembre 1943 et décembre 1944, malgré un long séjour de convalescence au printemps dans la propriété « [Hobcaw Barony](#) » appartenant à son ami [Bernard Baruch](#), sur la côte de la Caroline du Sud. L'imminence du décès du président était considérée comme certaine, au point qu'après son investiture pour un quatrième mandat, les journaux de Washington indiquèrent pour

réponse « [Wallace](#) » à la question « Qui, à votre avis, sera le prochain président ? » Le [postmaster général James A. Farley](#) a témoigné que Roosevelt « était un homme mourant » au moment de son départ pour Yalta (« America Betrayed at Yalta, » par le membre du Congrès Lawrence H. Smith, National Republic, juillet 1951). L'opinion répandue selon laquelle Roosevelt connaissait une dégradation rapide de son état de santé prit rapidement une allure de certitude au vu des faits de dégénérescence physique révélés au moment de sa mort, qui se produisit moins de trois mois après son investiture.

Quoi qu'il en soit, le vice amiral [Ross T. McIntire](#), chirurgien général de la Navy et médecin personnel de Roosevelt, fut cité comme suit dans un article écrit par Jeanne Perkins et paru dans *Life* (le 21 juillet 1944, p. 4) durant la campagne : « La santé du président est excellente. Je peux l'affirmer sans équivoque. »

5.1.c

Durant la seconde guerre mondiale, censure et falsifications de toutes sortes furent accomplies non seulement dans les bureaux haut placés du gouvernement, mais également à des échelons plus bas. L'auteur en a rencontré plusieurs exemples, dont trois sont cités ici.

1. Le plus patent fut peut-être l'omission, dans un rapport du Département de la Guerre (préparé par deux officiers dont les origines étaient en Europe de l'Est) de faits peu flatteurs pour le communisme dans le témoignage vital sur l'[UNRRA](#) par deux membres du Congrès qui parlaient la langue polonaise (tous deux des Démocrates du Nord) en retour de mission officielle en Pologne pour le Comité des Affaires Étrangères de la Chambre. Une enquête fut lancée, mais avant que celle-ci fût conclue, les deux officiers avaient été démis du service.

2. Des informations furent biaisées à hauteur de cinquante pour un suivant un biais gauchiste dans un rapport du Département de la Guerre sur l'opinion des journaux étasuniens, sans doute pour influencer la pensée, y compris celle des soldats étasuniens. Par exemple, la publication de gauche *PM* (distribuée à 197 100 exemplaires fut représentée par 616 *pouces colonnes* dans une édition (*Bureau of Publications Digest*, 14 mars 1946), à comparer avec 35½ *pouces colonnes* pour le *World Telegram* de New York, qui ne tendait pas vers la gauche mais était distribué à 389 257 exemplaires. Il existait également un penchant régional marqué. Ainsi, dans cette même édition, 98.7 % de l'espace total était accordé à la portion Nord-Est des États-Unis, additionnée du Missouri, alors que seuls 1.3 % étaient accordés au reste du pays, comprenant les États de l'Atlantique Sud, les États du Golfe [du Mexique], les États du Sud-Ouest, les États de la Prairie, les États des Rocheuses, et les États de la côte pacifique.
3. À la fin 1945, l'ancien Secrétaire à la Guerre, le major général *Patrick D. Hurley* a démissionné de son poste d'Ambassadeur de Chine pour dénoncer auprès du gouvernement et du peuple des États-Unis la capacité de la Russie soviétique à « exercer une influence puissante et souvent décisive sur les politiques étasuniennes et au sein du gouvernement étasunien, y compris au sein du Département de la Justice » (pour des détails, voir le *chapitre 6*, a). On s'attendait à voir le général Hurley exposer « des révélations sensationnelles », en particulier concernant certains membres de la Division *Extrême-Orient* du Département d'État (les citations sont tirées du *Washington Times-Herald*, 8 décembre 1945) ; mais il fut dénigré par d'importantes agences du gouvernement, comme la présidence du Comité des Relations Étrangères du Sénat, et de vastes pans de la presse s'allièrent pour étouffer son message. Une interview, planifiée par le présent auteur au sein du

Service des Renseignements Militaires avec le général Hurley, fut annulée par une autorité supérieure. Mais que l'histoire se souvienne que les colonels et brigadiers-généraux immédiatement supérieurs à l'auteur au sein des Renseignements Militaires étaient très désireux d'en connaître et de compléter l'image générale construite par les Renseignements, et qu'à aucun moment, au fil des plus de 2000 interviews menées par l'auteur, ne menèrent la moindre tentative d'empêcher cette collecte d'informations — hormis pour transmettre l'ordre cité ci-avant.

Par ailleurs, la mise à l'écart du général Hurley suggère que la garde du palais gauchiste hérité de l'administration Roosevelt aura réussi en huit mois à s'assurer une emprise plus forte sur M. Truman qu'elle n'était jamais parvenue à établir sur le président défunt jusqu'aux derniers mois de son déclin mental. La confiance accordée par Roosevelt à Hurley est attestée à plusieurs reprises par le général Elliott Roosevelt dans son ouvrage *As He Saw It*. À Téhéran, au cours de la matinée suivant le banquet organisé à l'ambassade russe, le président affirma :

Je veux que tu fasses quelque chose pour moi, Elliott. Va chercher Pat Hurley, et dis-lui de préparer un mémorandum garantissant l'indépendance de l'Iran. . . J'aimerais disposer de plus d'hommes comme Pat, des hommes dont je puisse dépendre. Les hommes au sein du Département d'État, ces diplomates de carrière. . . la moitié du temps, je suis incapable de savoir si je peux croire ce qu'ils me disent (pp. 192-193).

Lors de la seconde conférence du Caire, le président déclara à son fils :

Ce Pat Hurley. . . il a bien travaillé. Si quelqu'un peut dé mêler l'écheveau de la politique intérieure chinoise, c'est bien lui. . . Les hommes de la trempe de Pat Hurley sont inestimables. Pourquoi ? Parce qu'ils sont loyaux. Je peux lui demander des choses que je ne demanderais jamais à

un homme du Département d'État, car de lui, je peux dépendre. . . À de multiples reprises, les hommes du Département d'État ont essayé de me dissimuler des messages, de les faire parvenir avec du retard, de les retenir d'une manière ou d'une autre, pour la simple raison que ces diplomates de carrière ne sont pas en accord avec ce qu'ils connaissent de ma pensée (pp. 204-205).

Ces passages éclairent l'énormité de l'offense qui a été faite aux États-Unis en empêchant le général Hurley de témoigner, et indiquent le fonctionnement du Département d'État.

5.1.d

Au fil des années, la censure du gouvernement a pris une telle intensité qu'elle en est venue à constituer le principal sujet de la réunion de l'*American Society of Newspaper Editors* (21 avril 1951), tenue à Washington. Voici un extrait (*The Evening Star*, Washington, 21 avril 1951) du rapport du Comité pour la Liberté de l'Information :

La plupart des bureaux fédéraux font montre d'un zèle exceptionnel pour créer des règles, des régulations, des directives, des classifications et des politiques servant à cacher, colorer ou orienter les informations. . .

Nous autres, éditeurs, avons jusqu'ici supposé que nul ne remettrait en cause ce postulat : Que lorsque le peuple a le pouvoir, il a le droit de savoir tout ce que fait son gouvernement. Le présent comité découvre des preuves écrasantes montrant que le credo principal de Washington est en train de devenir l'opposé exact : Qu'il est dangereux et malavisé de laisser fuiter des informations au sujet du gouvernement sous une forme qui n'a pas été traitée en amont.

Le 25 septembre 1951, malgré cette protestation, le président Truman a fortement étendu la censure gouvernementale en accordant à d'autres agences du gouvernement l'autorité et l'obligation de classer des informations comme « Top Secret », « Secret » et « Confidentiel » — un droit et une responsabilité jusqu'alors attribués uniquement, ou principalement, au Département d'État et

au Département de la Défense. L'*American Society of Newspaper Editors* a protesté de nouveau (Communiqué AP, *Dallas Morning News*, 26 septembre 1951). Le président a assuré au public qu'aucune véritable censure ne découlerait de cet ordre exécutif. Mais pour quiconque est familier de l'utilisation de « Secret » et de « Confidentiel », non pas pour des raisons de sécurité, mais pour « ne pas prendre de risque » avec un document long ou mal compris, pour ralentir l'afflux des informations, ou pour supprimer des informations, ce nouvel ordre exécutif ne peut apparaître que comme le début possible d'une censure sévère à l'échelle de l'ensemble du gouvernement.

Le lendemain de l'ordre exécutif émis par le président, « quelque 250 membres de l'*Associated Press Managing Editors Association* » ont fait connaître leurs craintes et leur détermination à lutter contre le « resserrement des barrières à l'information » (Dépêche AP, *Dallas Morning News*, 2 septembre 1951). Kent Cooper, directeur général d'*Associated Press*, et champion bien connu de la liberté de la presse, a affirmé : « Je suis vraiment alarmé par ce qui est mis en œuvre pour dissimuler des erreurs dans le secteur public. »

La réaction, plusieurs semaines après l'émission de l'ordre exécutif, fut ainsi résumée par le *U.S. News and World Report* (19 octobre 1951) :

Ceux qui travaillent pour la presse, et d'autres personnes, craignent profondément que cette autorité puisse voir son application élargie, utilisée pour dissimuler des bévues administratives et des erreurs de politique, pour cacher des scandales qui actuellement sont mis en lumière, ou pour garder sous le boisseau toute information défavorable à l'administration, surtout à l'approche de la campagne présidentielle.

Il faut espérer que les journaux du pays vont maintenir ce sujet vivace dans l'esprit du peuple étasunien.

5.1.e

Durant la seconde guerre mondiale, le Congrès des États-Unis a été victime de la censure à un niveau presque égal à celui subi par le grand public. Étant donné son poste officiel, l'auteur a été envoyé par ses supérieurs pour informer les membres du Congrès qui s'apprêtaient à partir à l'étranger, et il les a également interviewés à leur retour lorsqu'ils étaient partis dans des régions stratégiques. Il a également parfois été invité à une conférence organisée par des membres du Congrès avec lesquels il avait fait connaissance dans le cadre de son travail. Il les a trouvés rétifs, y compris certains Démocrates du Nord, à l'obscurité de la censure et indignés des pressions exercées sur eux pour qu'ils votent des financements pour des projets comme l'extension de l'[UNRRA](#) sans comprendre pleinement leur signification. Le Congrès s'est vraiment retrouvé dans une position inconfortable vis-à-vis des données secrètes. Comme plusieurs Sénateurs et Représentants, parmi lesquels des membres des comités les plus sensibles qui fussent, pouvaient commettre des indiscretions en bavardant, et en raison de la possibilité que certains d'entre eux, à l'instar du membre canadien du Parlement, Fred Rose (Rosenberg), pussent être subversifs, le Congrès ne pouvait pas demander à connaître les détails des affaires secrètes. L'alternative était l'obscurité dans laquelle Sénateurs et Représentants durent travailler et voter.

Cependant, alarmé par la menace du Communisme, le Congrès a réalisé des enquêtes et a publié divers livres et opuscules (*Superintendent of Documents*, Government Printing Office, Washington 25, D.C.) visant à faire connaître au peuple des États-Unis le danger encouru par notre pays en raison des Communistes en général ainsi que de ceux qui étaient incrustés dans les Départements et agences de notre gouvernement. Je vous suggère d'écrire à votre représentant au Congrès, ou à l'un de vos Sénateurs, pour une liste à jour de ces publications. Sur une suite de dizaines de livres (voir plus bas dans le présent chapitre), l'un a pour titre « 100 Choses

que Vous Devriez Savoir sur le Communisme et le Gouvernement. » Quel pathétique et quel effroi de constater qu'un Congrès patriote, à qui sont refusés les faits précis exactement comme ils sont refusés au peuple, doit recourir à de tels moyens pour simuler le public à demander le nettoyage de la branche exécutive de notre gouvernement !

5.2

Pour autant, la censure n'a pas du tout constitué un monopole de l'administration. Avant la seconde guerre mondiale, durant celle-ci, et à l'issue de celle-ci, au milieu de vitupérations toujours plus fortes au sujet de la liberté de la presse, c'est l'une des censures les plus étroites de l'histoire qui a été appliquée par un pouvoir non gouvernemental aux médias contrôlant l'opinion aux États-Unis. Quelques exemples suivent dans les registres (a) des journaux, (b) des films, et (c) des livres. Ces exemples ne constituent guère qu'un échantillon, et ne sont en aucun cas à considérer comme une couverture complète du sujet. Le sujet du chapitre sera conclu par des observations sur trois autres sujets (d, e, f) pertinents sur le sujet de la censure.

5.2.a

La censure des informations dans les journaux est appliquée dans une certaine mesure au niveau de la sélection, du rejet et du résumé des dépêches de l'AP, de l'UP, de l'INS et d'autres sources. On ne peut pas rejeter en bloc ce type de pratique car la plupart des journaux reçoivent de la part des agences des informations en nombre bien trop important pour qu'elles soient toutes publiées ; un choix est donc inévitablement réalisé, et ce rapidement ; et un choix, sur la base de préférences personnelles ou institutionnelles, est légitime — pourvu que les nouvelles d'importance ne soient pas

dissimulées. Reste cependant qu'il faut condamner avec fermeté l'utilisation occasionnelle du résumé pour obscurcir tel ou tel point.

Pire encore, le biais délibéré pratiqué sur telle ou telle information, qui est réalisé par l'« édition » — à un stade entre le fait et l'impression — de ces dépêches avant leur impression. Durant la seconde guerre mondiale, l'auteur eut sous sa supervision sept machines de **télétype** du Département de la Guerre, et fut stupéfait d'apprendre que les dépêches en provenance des agences de nouvelles étaient parfois reformulées pour être mises en conformité avec la politique, ou la politique présumée, d'un journal, ou avec l'attitude présumée des lecteurs ou des annonceurs, ou possiblement avec les préjugés du journaliste qui s'occupait de la reformulation ! Ainsi, à la mort du maréchal **von Mackensen**, une dépêche de télétype le décrivit comme fils d'un « agriculteur en fermage ». Cette expression, probablement contraire à la doctrine en vogue à New York voulant que l'Allemagne fut anti-démocratique, fut transformée dans un grand journal de New York en « fils d'un petit propriétaire terrien », et dans un autre, elle fut mutée en « fils d'un riche agent immobilier. » Il ne s'agit pas ici d'affirmer ou d'impliquer que les principaux propriétaires de ces journaux étaient au courant de ces déformations ou d'autres exemples semblables. Mais les dépêches modifiées illustrent le pouvoir du censeur officieux, même lorsqu'il pratique ses infiltrations à des postes de moindre envergure.

La pratique consistant à modifier substantiellement le sens d'un message en changeant un mot ou une phrase a été, pour autant que l'auteur puisse en juger, portée à l'attention du grand public à la fin 1951, lorsqu'un propagandiste zélé a remplacé le mot « nation » par celui de « monde » dans l'« Allocution de Gettysburg » de Lincoln. Ce changement appliqué sur le grand discours de Lincoln « que cette nation, avec Dieu au-dessus d'elle, aura une nouvelle naissance dans la liberté » aurait fait de lui un « mondialiste, » si certains Étasuniens n'avaient pas connu par cœur l'allocution de Gettysburg ! Leurs protestations ont non seulement révélé la trom-

perie en cet exemple bien précis, mais ont jeté la lumière sur une nouvelle forme de falsification qui s'avère très difficile à détecter — sauf bien sûr lorsque le faussaire s'en prend à un élément de l'histoire aussi connu que l'allocution de Gettysburg !

Il a pu arriver durant la seconde guerre mondiale que l'on s'habitue à abuser de ces réécritures des dépêches. Un correspondant étranger a affirmé à l'auteur que le journal du correspondant, un papier « libéral » choyé par notre gouvernement, jetait à la corbeille ses dépêches, et écrivait ce qu'il voulait et y apposant son nom. Qu'il soit précisé, au crédit de cet homme, qu'il a démissionné pour protester contre cette pratique.

Parfois, la censure est appliquée non par ceux qui traitent les nouvelles, mais par l'auteur lui-même. L'attitude connue ou présumée de son journal ou de son lectorat peut amener un correspondant à envoyer des dépêches rédigées, nonobstant la vérité, pour faire plaisir au récipiendaire. Cette pratique, particulièrement appuyée pour ce qui concerne les dépêches en provenance d'Allemagne de l'Ouest, a été plus d'une fois notée par la lettre d'informations *Human Events* (1710 Rhode Island Avenue, N.W., Washington 6, D.C.) durant l'année 1950. Prenons l'édition du 20 décembre 1950, qui contient une analyse sur la dissimulation pratiquée aux États-Unis de la réaction allemande à la nomination du général Eisenhower, le premier exécutant du plan Morgenthau, comme commandant suprême de notre nouvelle aventure en Europe.

Au début de l'été 1951, on a vu une certaine forme de distortion ou de falsification dans certaines sections de la presse et chez certains commentateurs radios, et ce à destination de l'ensemble des États-Unis. Il s'agissait de l'exposition, présentée comme factuelle, de la thèse de l'éditorialiste ou du commentateur, selon qui [le général MacArthur](#) voulait la guerre, ou voulait la 3^{ème} guerre mondiale, ou quelque chose de ce genre — une thèse fondée sur la demande faite par le général d'utiliser comme alliée l'armée nationaliste chinoise et de la suppression du bandeau qui l'empêchait de pratiquer des reconnaissances, et évidemment de bombarder les

forces ennemies qui traversaient le fleuve [Yalu](#), très supérieures en nombre aux siennes (voir le [chapitre six](#)), qui tuaient ses hommes. Tout auteur a le droit d'opter pour la présentation de ce type de thèse, et l'on ne saurait lui interdire, mais celle-ci devrait être présentée comme un point de vue, et non comme un fait.

Un puissant moyen d'appliquer la censure aux États-Unis a été mentionné dès 1938 par [William Allen White](#), connu sur le plan national comme propriétaire et éditeur de l'*Emporia (Kansas) Gazette*, dans un discours prononcé à l'Université de Pennsylvanie. Voici ses mots :

La nouvelle menace sur la liberté de la presse, une menace subie par ce pays de manière bien plus appuyée que la menace venant du gouvernement, peut provenir de la pression non pas d'un simple groupe d'annonceurs, mais de tout un large secteur d'annonceurs. La diffusion publicitaire dans les journaux est de nos jours en grande partie réalisée au travers d'agences publicitaires nationales... Le rôle de référence ainsi tenu par les agences publicitaires peut ainsi exercer une pression puissante sur les journaux... (citation d'*Image of Life* de Beaty, Thomas Nelson and Sons, New York, 1940).

Il est rare que le public ait connaissance des détails concernant les pressions exercées par les annonceurs sur les éditeurs de journaux. Une exception à cela s'est présentée au mois de janvier 1946, lorsque le responsable local de la publicité du *Washington Times-Herald* écrivit ce qui suit dans son journal : « Sous prétexte de parler de sa carrière au Département d'État en combinaison avec un aperçu de diffusion radio et télévisée, M. Ira A. Irschmann, a ce jour même, lors d'une réunion de l'*Advertising Club* de Washington tenue à l'hôtel Statler, demandé aux vendeurs juifs de pratiquer un boycott total du *Times-Herald* et du *New York Daily News*. » Il est intéressant de noter que [Mme Eleanor M. Patterson](#), propriétaire du journal, a publié la déclaration qui suit : « Je n'ai que ce commentaire à faire : cette attaque n'a en réalité rien à voir avec des sujets raciaux ou religieux. Il ne s'agit guère que d'une petite partie d'une tentative communiste planifiée et délibérée de diviser

et de détruire les États-Unis d'Amérique. » Elle a refusé de céder aux pressions, et très rapidement, les annonceurs qui avaient demandé le retrait de leurs publicités ont demandé que leurs contrats soient renouvelés. Cette conclusion amène à une question : est-ce que l'annonceur ne dépend pas davantage du périodique que celui-ci ne dépend de l'annonceur ?

5.2.b

Le présent ouvrage n'est pas vraiment propice à discuter des attitudes et activités de propagande cinématographique aux États-Unis. Son champ est vaste et l'enquêteur n'a pas le loisir de consulter à sa guise le produit, le film, à l'instar des archives journalistiques ou des étagères de livres. Mais on peut se faire une idée de la puissance de la censure officieuse organisée en contemplant les vicissitudes d'un film qui a suscité l'intérêt du public en raison du fait qu'il est basé sur un classique reconnu de longue date, écrit par le romancier le plus célèbre du monde anglophone.

Dans sa production originale, *Oliver Twist*, le film de *J. Arthur Rank* était considéré comme fidèle au texte du roman écrit par *Dickens*. Le film est sorti en salles en Grande-Bretagne sans provoquer de désordre, mais lorsqu'il a été distribué à Berlin, « les Juifs et la police se sont battus avec des barres de fer, des pierres et des lances à incendie autour du cinéma Karbel, dans le secteur britannique de Berlin. » Les manifestants juifs ont « défoncé [la porte du cinéma], et enfoncé à cinq reprises le cordon de police établi autour de l'établissement. » Ces choses se sont produites alors même que « pas une seule fois dans le film... Fagin n'était désigné comme juif. » Il va sans dire que les Juifs l'ont emporté sur la police berlinoise et sur les autorités britanniques, et l'on a cessé de diffuser le film (toutes les citations sont tirées de l'article « Fagin à Berlin provoque une émeute, » *Life*, 7 mars 1949, pp. 38-39).

L'interdiction d'*Oliver Twist* de M. Rank aux États-Unis, où il était prévu qu'il sortît en 1949, est expliquée comme suit par

Arnold Forster dans son livre *A Measure of Freedom* (Doubleday and Co., Inc., 1950, p. 10) :

Les distributeurs de films étasuniens ont refusé de s'impliquer dans la distribution et la diffusion du film après que l'[Anti-Defamation League](#) et d'autres organisations ont exprimé la crainte que le film fût nuisible. La *Rank Organization* a retiré le film des États-Unis.

Il a finalement été annoncé au printemps 1951 que le film britannique, « après soixante-douze éliminations, » et avec un prologue fourni par le Dr. Everett R. Clinchy, de la *National Conference of Christians and Jews*, pouvait être « accepté comme un passage à l'image de Dickens sans intentions antisémites » (*Dallas Morning News*). Mais reste-t-il quoi que ce soit de Dickens dans l'œuvre ainsi obtenue ?

Sur la question du communisme à Hollywood, on trouve sous forme d'opuscule la retranscription d'une émission remarquablement informative, présentant le dialogue (*Facts Forum Radio Program*, WFAA, Dallas, 11 janvier 1952) entre M. [Dan Smoot](#) de Dallas et la star de cinéma [Adolphe Menjou](#). Dans ses réponses emphasées à une suite de questions bien arrangées, M. Menjou commence avec la citation de Lénine « Nous devons capturer le cinéma, » montre aux Étasuniens leur « incroyable ignorance » du communisme, liste les comités du Congrès qui produisent des documents utiles, et recommande un boycott des « films écrits par des Communistes, produits par des Communistes, ou dont les acteurs sont des Communistes, » — le terme *Communiste* intègre quiconque soutient la cause communiste. Pour obtenir sans frais un exemplaire de cette retranscription, écrire à *Facts Forum*, 718 Mercantile Bank Building, Dallas, Texas. Voir également *Red Treason in Hollywood* écrit par Myron C. Fagan (*Cinema Educational Guild*, P.O. Box 8655, Cole Branch, Hollywood 46, California), et ne pas rater « Did the Movies Really Clean House ? » dans l'[édition de décembre 1951](#) d'*American Legion Magazine*.

5.2.c

La censure dans le domaine des livres et plus significative encore que dans les périodiques, les films et la radio (que l'on ne décrit pas ici), et il est impératif d'en discuter ici plus en détail.

Au sujet des nouveaux ouvrages, un article de fond, « [Why You Buy Books That Sell Communism](#), » écrit par [Irene Corbally Kuhn](#) pour l'édition de janvier 1951 d'*American Legion Magazine*, montre l'étendue de l'influence des auteurs membres de deux suppléments de critiques littéraires de New York à forte distribution sur l'ensemble de la sphère littéraire étasunienne. Cet article mérite l'éminente attention des responsables éducatifs, des enseignants, des libraires, des clubs féminins, bien entendu des parents, et de tous les autres Étasuniens qui s'intéressent aux enfants qui vont constituer notre prochaine génération. Il faut l'acquérir et l'étudier à fond, ce que l'on ne va pas faire dans le présent ouvrage (*American Legion Magazine*, 580 Fifth Avenue, New York 18, New York ; 10¢ l'exemplaire ; voir également « [The Professors and the Press](#) » dans l'édition de juillet 1951 du même magazine). Est également important « [A Slanted Guide to Library Selections](#), » écrit par [Oli-ver Carlson](#) pour l'édition du 14 janvier 1952 de *The Freeman*.

The Gravediggers of America, un article écrit par [Ralph de Toledano](#) traite plus en détail des livres s'intéressant au domaine particulier du théâtre de Chine, où nos mauvaises décisions ont coûté la vie de tant de jeunes hommes étasuniens (« [The Book Reviewers Sell Out China](#), » *The American Mercury*, juillet 1951, pp. 72-78. Voir également la seconde partie de l'article dans l'édition du mois d'août). M. de Toledano explique que la politique des États-Unis vis-à-vis de la Chine — que ce soit une coïncidence ou « dans le cadre d'un plan précisément conçu et astucieusement mené à bien » — a conduit au fait que « la Chine appartient à la Russie. » M. de Toledano centre ensuite son attention sur le Département d'État :

Dans le même temps, le vrai groupe de pression — les quatre et plus propagandistes d'une ligne pro-communiste en Asie — a

prospéré. Ses larbins ont réussi à s'emparer d'une place forte : la division de l'Extrême-Orient du Département d'État, qui, jusqu'à ce jour, alors même que nous affrontons les Rouges chinois, reste inamovible. Une cabale d'auteurs et de critiques de livres est activement à l'œuvre à leurs côtés.¹

M. de Toledano donne des chiffres très précis au sujet des livres, des critiques de livres et des périodiques produisant des critiques littéraires. Il explique également le grand jeu gauchiste qui voit un auteur pro-communiste faire les éloges de l'ouvrage d'un autre auteur semblable — une vieille pratique exposée par l'auteur du *Rideau de Fer sur l'Amérique* dans le chapitre « Censorship, Gangs, and the Tyranny of Minorities » dans son livre *Image of Life* (pp. 146-147) :

Les éloges suivent l'amitié plutôt que le mérite. Prenons l'exemple d'un romancier qui fait paraître un nouveau livre. Le critique, le dramaturge, les critiques, et le reste de son gang en font les éloges en le présentant comme le livre de l'année. Il en ira de même lorsque chacun fera les éloges de la nouvelle pièce du dramaturge — et ainsi de suite, sur tout le cercle constitué par les membres. Les critiques de provinces ont toutes les chances de s'aligner. Le résultat est que le membre d'un gang recevra parfois des acclamations nationales pour un ouvrage méritant les oubliettes, alors qu'un non-membre restera dans l'ombre en dépit d'un ouvrage vraiment excellent. Ces gangs empêchent la parution de critiques totalement honnêtes et sont au mieux néfastes, mais ils présentent également une véritable menace lorsque les expressions d'admiration mutuelle qu'ils s'envoient les uns aux autres sont déversées sur des livres obscènes et subversifs.

Pour en découvrir davantage sur le rôle joué par certains périodiques publiant des critiques littéraires pour imposer au public étasunien un programme ruineux en Chine, voir « A Guidebook to 10 Years of Secrecy in Our China Policy, » un discours prononcé par le sénateur du Maine [Owen Brewster](#) (le 5 juin 1951).

1. Ce sujet est également traité en profondeur par l'ouvrage [Quand le peuple dort](#) du magistral auteur [John T. Flynn](#), NdT

Les tables produites en pages 12 et 18 de la retranscription du sénateur Brewster sont particulièrement intéressantes.

Les arbitres et censeurs officieux n'ont pas limité leurs actions aux ouvrages contemporains, mais ont également mené des charges sévères contre des ouvrages classiques. Ils ont réussi, au début du XX^{ème} siècle, à mener des campagnes contre une pièce de théâtre de Shakespeare, *Le Marchand de Venise*, chose qui n'aura pas échappé aux lecteurs les plus âgés du *Rideau de Fer sur l'Amérique*. George Lyman Kittredge, qui occupa longtemps un poste de professeur d'anglais à l'université de Harvard, a fort bien résumé cette affaire de censure contre Shakespeare (*The Merchant of Venice*, by William Shakespeare, édité par George Lyman Kittredge, Ginn and Company, Boston, 1945, pp. ix-x) :

Mais une chose est bien claire : *Le Marchand de Venise* n'est pas un document antisémite ; Shakespeare ne s'attaquait pas au peuple juif lorsqu'il a donné à Shylock le rôle du méchant. À moins qu'il n'ait également attaqué les Maures dans *Titus Andronicus*, les Espagnols dans *Beaucoup de bruit pour rien*, les Italiens dans *Cymbeline*, les Viennois dans *Mesure pour mesure*, les Danois dans *Hamlet*, les Britanniques dans *Le Roi Lear*, les Écossais dans *McBeth* et les Anglais dans *Richard III*.

Mais chose bien plus significative que les attaques contre tel ou tel chef-d'œuvre, une campagne subtile a été lancée il y a une génération pour discréditer notre littérature ancienne, avec des accusations de chauvinisme et de didactisme (*Image of Life*, chapitre III). Pour une documentation sur le boycott imposé à toute la nation de livres dès l'année 1933, écrire à l'*American Renaissance Book Club* (P. O. Box 1816, Chicago 90, Illinois).

Mais ce ne fut qu'avec la seconde guerre mondiale que les manipulateurs du parti national démocrate parvinrent de manière efficace à s'en prendre à une vaste portion de notre héritage littéraire et à ses hautes valeurs de moralité et de patriotisme. Comme la plupart des classiques se vendent suivant un rythme constant plutôt que rapide, et ne sont pas sujets, même en temps normal, à des rééditions fréquentes, et comme de nombreux lecteurs poten-

tiels de ces ouvrages n'occupaient pas les bancs de l'université mais étaient membres des forces armées, on ne réalisa guère de nouvelles éditions de ces ouvrages durant la guerre. À ce stade, le gouvernement ordonna la destruction de tous les plateaux d'imprimerie restés inutilisés sur une période de quatre années. Ce décret constitua quasiment un arrêt de mort pour notre culture, car avec l'usure des anciens livres dans les bibliothèques, on ne peut plus en réimprimer à des coûts modernes qu'un très petit nombre. Ainsi, depuis 1946, l'enseignant prodiguant des cours d'anglais avancé doit désormais choisir les textes, non pas qu'il désire, comme en 1940, mais parmi ceux qui sont disponibles uniquement. La pratique inique de destruction des plateaux d'imprimerie a été réaffirmée par la « Directive M-65, en date du 31 mai 1951, de la *National Production Authority*, » qui stipule que « les plateaux d'imprimerie restés inutilisés pendant plus de quatre années ou par ailleurs considérés comme obsolètes » doivent être remis « à un ferrailleur » (lettre à l'auteur envoyée par *Appleton-Century-Crofts*, Inc., 15 juin 1951). À cet égard, Upton Close a écrit (script radiophonique, 12 août 1951) qu'il « était un auteur sur l'Orient qui gênait le gang Lattimore-Hiss et l'abandon par Marshall de la Chine aux Communistes, » et qu'un ordre de cette nature « avait éradiqué » tous ses livres sur la Chine et le Japon. M. Close poursuit comme suit :

L'ordre de fondre les plateaux d'imprimerie sous prétexte de besoin de cuivre pour la guerre est la manière la plus intelligente de faire disparaître les livres écrits par le passé. Il s'agit d'une méthode bien plus intelligente que l'autodafé pratiqué par Hitler sur les livres. Le public ne voit jamais de ses yeux la fonte des plateaux d'imprimerie, réalisée derrière les murs d'entreprises privées. L'ensemble du métal récupéré depuis tous les plateaux d'imprimerie aux États-Unis ne suffirait même pas à approvisionner une bataille de taille modeste. Mais les gens ne s'en rendent pas compte. Ils ne savent même pas que l'on a ordonné la fonte des plateaux d'imprimerie !

La censure s'applique même aux classiques qui font l'objet de rééditions. Prenons l'exemple d'un auteur mort depuis longtemps,

Geoffrey Chaucer (~1340-1400). Aussi bien dans la forme originale que dans la retranscription plus moderne de ses vers, le fait que les Chevaliers appartenaienent à l'Ordre Teutonique (chapitre 1) a été retiré. Peut-être cela peut-il s'expliquer par les nombreuses difficultés rencontrées par le traducteur, car traduire des vers est très ardu. Mais les omissions pratiquées sur deux autres éditions sont d'une toute autre portée. L'édition *Heritage Press* des *Contes de Canterbury* omet sans la moindre explication le « Conte de la Prieure, » celui au sein duquel Chaucer, il y a plus de 550 ans, dépeignit — outre les divers empoisonneurs et meurtriers non-juifs de ses récits — un portrait peu flatteur, une version de la balade populaire « *Sir Hugh and the Jews's Daughter*, » d'un membre de la race juive, et qui est supposé imaginaire ! L'édition du professeur Lumiansky (Simon and Schuster, 1941, préface de Mark Van Doren) des *Contes de Canterbury* omet de la même manière le *Conte de la Prieure*, et nous dit pourquoi : « Bien que l'antisémitisme fût au XIV^{ème} siècle de nature quelque peu différente de celui que nous connaissons aujourd'hui, le lecteur contemporain a des réactions modernes envers la littérature, nonobstant la date d'écriture de l'œuvre. Suivant ce point de vue, le récit de la Prieure de l'enfant de chœur assassiné par les Juifs présente un caractère déplaisant qui éclipse ses autres qualités » (op. cit., p. xxiii).

Nous n'induisons ici aucune critique envers les traducteurs, rédacteurs ou éditeurs. Il se peut qu'ils aient cédé à des pressions, comme tant d'autres éditeurs et tant de périodiques — à la connaissance de l'auteur. Mais on ne peut s'empêcher de se poser la question de savoir ce qu'il adviendrait de la littérature étasunienne et anglaise si les personnes de lignée anglaise, écossaise, irlandaise, allemande, italienne ou autre endossaient la même attitude envers la « diffamation » de personnes de leur « race, » y compris celles ayant vécu il y a plus de 500 ans ! On ne produirait plus aucun film, plus aucune pièce de théâtre, et hormis les ouvrages techniques, on ne publierait plus aucun livre.

L'un des résultats les plus terribles des types de censure illus-

très ci-avant réside dans la production, par des auteurs dépourvus de tout sens de l'honneur, de travaux qui vont « souscrire » à la censure officieuse. Le résultat est une vaste production de pièces, de prose non inventée, et surtout de romans, au mieux sans valeur et au pire dégradés et subversifs, que nous n'allons pas ici passer en revue.

Mais il faut accorder du temps et de la place à la censure qui est appliquée à la vérité historique. Heureusement, la voie a été éclairée par le professeur [Harry Elmer Barnes](#) dans son opuscule *La Lutte contre la censure historique* ((Freeman's Journal Press, Coopers-town, N. Y. 1951, 50¢). Le professeur Barnes définit le terme du métier historique du « révisionnisme » comme le « réajustement de l'écrit historique aux faits historiques relatifs au contexte et aux causes de la première guerre mondiale » et précise par la suite que le terme « révisionnisme » est équivalent à celui de « vérité. »

Après avoir fait mention des mensonges de propagande de la première guerre mondiale et de la décennie qui l'a suivie, et cité les autorités sur le fait que « les véritables causes et mérites de ce conflit étaient très proches de l'opposé de l'image présentée dans la propagande politique et les écrits historiques de la décennie de la guerre, » le professeur Barnes énonce — une fois de plus avec des exemples documentés — qu'en 1928, « chacun, au sein de la profession d'historien, hormis les purs et durs et les aigris, en est venu à accepter le révisionnisme, et même le grand public a commencé à penser suivant ce mode. »

Mais malheureusement, avant que la profession historique ait réajusté sa vision de l'histoire aussi fidèlement que l'histoire d'avant 1914, le basculement vers la seconde guerre mondiale a commencé et la propagande a une fois de plus pris le pas sur l'écriture de l'histoire. Voici plusieurs des conclusions énoncées par le professeur Barnes :

Si la politique mondiale actuelle [1951] ne peut être dissociée de la mythologie des années 1940, une troisième guerre mondiale est inévitable... L'histoire a été la première perte intellectuelle de

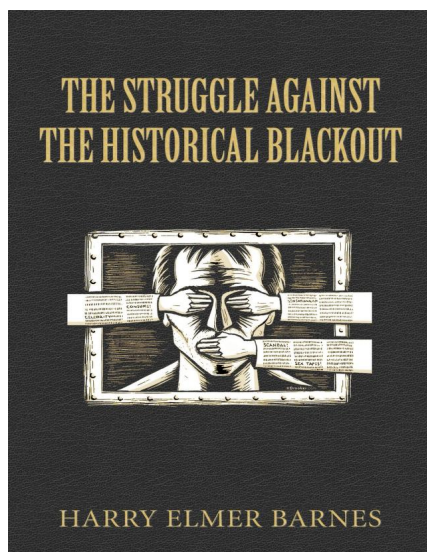


FIGURE 5.1 – Couverture de l’opuscule *The Struggle Against the Historical Blackout*, par Harry Elmer Barnes).

la seconde guerre mondiale et de la guerre froide qui l’a suivie. . . Dans les États-Unis d’aujourd’hui, et cela vaut également pour la plupart des autres nations, de nombreux historiens de profession falsifient l’histoire à cœur joie et volontairement. . .

Pourquoi ? Pour trouver un éditeur, et obtenir des critiques favorables pour leurs ouvrages. L’alternative est ou bien l’oblitération, ou bien la ruine venant d’une « campagne de diffamation, » comme l’exprime le professeur Barnes, de la part de censeurs officiels « opérant au travers des éditeurs et éditorialistes travaillant dans les journaux, des “hommes de main” critiques littéraires, de commentateurs radio, d’intrigues et espionnages ourdis par des groupes de pression, et de pressions et craintes universitaires. » Le « puissant intérêt politique investi » est assez fort pour étouf-

fer des livres écrits par un auteur fidèle à la vérité. « De puissants groupes de pression ont également trouvé la mythologie utile pour détourner l'attention de leur propre rôle dans la calamité nationale et mondiale. »

Le professeur Barnes n'entretient guère d'espoir pour l'avenir :

Les membres dirigeants des deux plus grandes maisons d'édition du pays m'ont affirmé franchement qu'indépendamment de leurs propres désirs personnels en la matière, ils ne considéreraient pas comme éthique de mettre en danger leur entreprise et les droits de propriété de leurs actionnaires en publiant des livres critiques vis-à-vis de la politique étrangère étasunienne menée depuis 1933. Et de bonnes raisons existent pour justifier leurs hésitations. Les clubs littéraires et les principaux organes de vente de livres sont contrôlés par de puissants groupes de pression qui sont opposés à la vérité sur ces sujets. Ces organes refusent non seulement de distribuer sur le marché les livres critiques sur ce sujet, mais menacent également de boycotter les autres livres produits par tout éditeur remettant en cause leur ultimatum de censure.

Bruce Barton (San Antonio Light, 1^{er} avril 1951) exprime des opinions similaires sous forme condensée et suivant un style dramatique, et ajoute quelques résultats de la « censure historique » :

Nous avons tourné le dos à l'histoire ; nous avons violé l'injonction biblique, « N'ôte pas les anciens jalons » ; nous avons perdu l'étoile polaire. Nous avons délibérément modifié le sens des mots... De plus en plus d'administration, des contrôles de plus en plus étroits sur la Liberté et la Démocratie. Mentir au peuple s'apparente à conditionner l'esprit public. Tuer des gens est présenté comme faire la paix. Vouloir faire passer les États-Unis en premier revient à être un citoyen indésirable et un paria social... Les crises qui se produisent à l'étranger, que tout étudiant en histoire pourrait normalement anticiper, prennent complètement par surprise le Département d'État et le Pentagone.

C'est ainsi que l'étude de l'histoire falsifiée prend son tribut même parmi ceux qui s'emploient à la falsification.

5.2.d

La propagation du Marxisme et d'autres idées en provenance de l'étranger est accompagnée non seulement de personnes dans ces entreprises qui contrôlent l'opinion publique, mais également par une véritable infiltration d'étrangers, ou de leurs captifs parmi des Étasuniens de longue lignée, dans les équipes de sélection de périodiques ou de sélection de livres dans une vaste gamme d'institutions. Cette pénétration est particulièrement notable dans le personnel employé au choix de livres dans les librairies, les bibliothèques publiques, les écoles et les universités.

Le Conseil National pour l'Éducation Américaine (1 Maiden Lane, New York 38, N. Y.) montre bien l'emprise que les personnes tolérantes au Communisme et hostiles envers le gouvernement étasunien ont sur les universités étasuniennes, et expose également des manuels scolaires inclinés vers le communisme utilisés dans les écoles et les universités. Il va sans dire que les grands faits historiques tels que ceux qui sont rappelés aux chapitres 1 et 2 ne sont pas présentés dans les textes historiques utilisés dans l'enseignement examinés par l'auteur. La menace est reconnue jusque par le Congrès des États-Unis, qui propose un livret pertinent sous le titre « [100 choses que vous devriez savoir sur le communisme et l'éducation](#) » (Superintendent of Documents, Government Printing Office, Washington, D. C., 10¢). La question de travailleurs communistes dans les rangs du clergé étasunien n'est pas traitée ici. Il suffit de dire que de nombreux membres du clergé bien intentionnés mais crédules ont été abusés pour leur faire rejoindre diverses conférences, conseils et comités « américains » et « nationaux » dont les noms sonnent bien mais dont un grand nombre (mais pas tous) sont subversifs.

À cet égard, il convient de mettre en garde les personnes favorables à la civilisation chrétienne qui envisagent de rejoindre sans précaution une organisation, quand bien même celle-ci présenterait un nom innocent ou même louable. Les organisations dont les noms

suivent ne suggèrent rien de subversif, mais chacune d'entre elles est listée par le Sénat des États-Unis (« Hearings before the Subcommittee on Immigration and Naturalization of the Committee on the Judiciary, United States Senate, » 81^{ème} Congrès, 3^{ème} partie, pp. A8 et A9) comme non seulement subversive, mais communiste :

- Abraham Lincoln School, Chicago, IL.
- American League Against War and Fascism
- American Committee for Protection of Foreign Born
- American Peace Mobilization
- American Russian Institute (de San Francisco)
- American Slav Congress
- American Youth Congress
- American Youth for Democracy
- Civil Rights Congress and its affiliates
- Congress of American Women
- Council for Pan-American Democracy
- Jefferson School of Social Science, New York City
- Jewish Peoples Committee
- Joint Anti-Fascist Refugee Committee
- League of American Writers
- Nature Friends of America (depuis 1935)
- Ohio School of Social Sciences
- People's Educational Association
- Philadelphia School of Social Science and Art
- Photo League (New York City)
- School of Jewish Studies, New York City
- Veterans of the Abraham Lincoln Brigade
- Walt Whitman School of Social Science, Newark, N.J.

- Washington Bookshop Association
- Wisconsin Conference on Social Legislation
- Workers Alliance

Chacune des organisations susnommées est également listée, ainsi que des multitudes d'autres, dans le précieux livre *Guide to Subversive Organizations and Publications*, révisé et publié (le 14 mai 1951) par le Comité de la Chambre sur les Activités anti-américaines du 82^{ème} Congrès. Pour exemple de la menace qui peut roder derrière un nom innocent, se procurer et lire le « Report on the Congress of American Women » émis le 23 octobre 1949 par le Comité des Activités anti-américaines (Superintendent of Documents, Government Printing Office, Washington 25, D. C.).

L'Étasunien patriote ne devrait pas se laisser tromper par le fait qu'il n'existe aucune censure exercée par quelque groupe de pression que ce soit contre l'expression libre des opinions pro-communistes (en témoigne la publication continue du journal officiel du parti communiste, *The Daily Worker*, New York), ou sur l'indécence obscène, pseudo-freudienne ou autre (en témoignent divers titres vendus au drugstore dans le rayon des livres à 25 centimes). Mais l'évidente absence de censure sur ces sujets ne dissimule guère la censure qui existe par ailleurs. « Corrompre et conquérir » est un ancien adage. Ainsi, selon l'éditorialiste Constantine Brown (*The Evening Star*, Washington D.C., 27 décembre 1948), « Les hommes du Kremlin s'appuient sur la subversion et l'immoralité. La seule raison pour laquelle ils n'ont pas plongé le monde dans un autre bain de sang est qu'ils espèrent qu'une désintégration morale va bientôt se répandre dans le monde occidental. »

Les maîtres du Kremlin ne se trompent pas. Les hommes ne peuvent vivre uniquement de pain, de science et d'éducation, ou selon le pouvoir économique. Comme le savait [Washington](#) lorsqu'on le trouva priant à genoux à [Valley Forge](#), ils ne peuvent vivre que selon un corps d'idéaux, et une foi en laquelle ils peuvent croire. Ce sont de ces choses que nos censeurs officieux veulent nous priver.

À toutes les « censures, » fussent-elles gouvernementales ou autres, il existe un corollaire évident. Tant que les informations reçues par le public — y compris celles qui sondent l'opinion publique — restent, dans leurs aspects vitaux, incomplètes et souvent déformées pour servir des fins propagandistes, le sondage le mieux intentionné du monde visant à refléter l'opinion publique sur les affaires étrangères ou les affaires intérieures n'est à considérer qu'avec les plus grandes précautions. La tendance à la « question orientée », qui est peut-être inévitable dans certains types de sondages d'opinion, a rarement été mieux illustrée que dans un article paru sous le titre « De quoi le parti républicain a-t-il besoin pour l'emporter en 1952 ? » par [George Gallup](#) dans l'édition du 25 septembre 1951 de *Look*. Laissant comme tel est son droit de côté, pour l'exercice de l'article, les candidats républicains habituellement mentionnés, [Eisenhower](#), [Dewey](#), [Taft](#), [Stassen](#) et [Warren](#), « l'*American Institute of Public Opinion*. . . a choisi neuf Étatsuniens qui pourraient être les chevaux noirs de la course du GOP. » Les organisateurs des sondages ont, bien entendu, parfaitement le droit de choisir les questions qu'ils veulent et de choisir à leur guise le nom des personnes au sujet desquelles ils pratiquent leurs sondages. Les neuf personnes choisies dans le sondage en question étaient [Paul G. Hoffman](#), [Henry Cabot Lodge Jr.](#), [Charles E. Wilson](#) (de General Electric), [James Bryant Conant](#), [Robert Patterson](#), [James H. Duff](#), [Margaret Chase Smith](#), [Alfred E. Driscoll](#) et [John J. McCloy](#). Cinq d'entre eux sont ou ont été fonctionnaires sous le *New Deal* et les quatre autres sont largement voire universellement reconnus comme des Républicains adeptes du *New Deal* ! De fait, on peut quasiment affirmer qu'aucun d'entre eux n'est républicain au sens historique du terme. Qui plus est, pour ce qui concerne la possibilité de faire appel aux électeurs indépendants, pourquoi aucune mention n'a-t-elle été faite des sénateurs [Mundt](#), [Brewster](#), [Bridges](#), [Martin](#), [Bricker](#), [Jenner](#), [Capehart](#), [Dirksen](#), [Ecton](#), [Millikin](#), [Nixon](#) ou [Knowland](#), qui ont tous fait l'objet de louanges depuis l'extérieur du parti républicain ? De fait, à l'exception du

sénateur [Morse](#) de l'Oregon, si vous en croyez l'auteur du présent livre, n'importe quel sénateur républicain représentant un État de l'Ouest du Mississippi est plus intéressant aux yeux de l'électeur conservateur indépendant qu'au moins quatre ou cinq personnalités de la liste établie par Gallup. Quant aux électeurs « indépendants » inclinés à voter à gauche, ils peuvent contribuer à choisir un candidat républicain, mais ils n'opteront pas pour celui-ci le jour de l'élection ! Combien de personnes de gauche, après avoir œuvré à la nomination de [Willkie](#) et de Dewey, ont-elles également travaillé à leur élection ? La seule conclusion logique semble être que ce type de sondage — même si leurs intentions sont profondément honnêtes — sont à considérer avec les plus extrêmes précautions.

5.2.e

Plusieurs instances de la censure mentionnée dans le présent chapitre attirent l'attention sur le fait déplorable suivant : de nombreuses personnes qui aux États-Unis ont combattu agressivement le communisme en brandissant des faits ont été qualifiées d'antisémites. Selon cette forme de censure, on a le droit de combattre vaguement le communisme à titre abstrait, surtout si l'on dénonce des Communistes sans citer de noms aux côtés de « fascistes », de « nazis », et de « partisans de *l'Amérique en premier* » ; mais qui-conque désigne par leurs noms les organisateurs nés à l'étranger de l'espionnage atomique au Canada (1946), ou fait mention de l'historique étranger du premier groupe d'Étatsuniens condamnés pour espionnage atomique (1950, 1951) fait, selon l'expérience de l'auteur, l'objet d'un tapage vicieux et d'autres formes d'intimidation sur fond d'accusations d'antisémitisme. Pour obtenir des informations sur les tactiques communistes, tout Étatsunien devrait lire « *Menace of Communism*, » une déclaration faite le 26 mars 1947 par J. Edgar Hoover, directeur du *Federal Bureau of Investigation*, face au comité aux activités anti-américaines de la chambre des Représentants. M. Hoover a notablement déclaré :

Quiconque s'oppose au Communiste étasunien est immédiatement qualifié de « perturbateur », de « fasciste », d'« hitlérien » et devient l'objet d'une campagne systématique de diffamation. Cela se comprend facilement puisque les tactiques fondamentales du parti communiste sont la duperie et la ruse.

Voir également « [Our New Privileged Class](#), » d'Eugene Lyons (*The American Legion Magazine*, septembre 1951).

Le qualificatif d'antisémite est brandi non seulement contre qui désigne les noms des Juifs communistes ; on l'attribue également aux opposants des aventures menées par le gouvernement dès lorsque celles-ci sont parrainées ou soutenues par les Juifs. Pour une attitude officielle juive vis-à-vis d'un opposant à l'implication des États-Unis dans le programme du sionisme politique et d'un opposant au projet Morgenthau, voir [A Measure of Freedom](#), écrit par Arnold Forster (pp. 62 à 86). À cet égard, il est intéressant de rappeler qu'au cours de la campagne de 1940, le candidat à un troisième mandat présidentiel fit beaucoup de bruit autour de « [Martin](#), [Barton](#) et [Fish](#). » Au cours d'une conférence démocrate tenue à Denver, dans le Colorado, pour le lancement de la campagne de 1952, le secrétaire à l'agriculture Brannan a rappelé le succès de ce slogan et suggéré une campagne de diffamation du même ordre en 1952, sur le thème du « Quatuor contrefait » de « Taft et Martin, McCarthy et Cain. » Est-ce qu'un candidat de l'autre bord aurait pu oser répliquer avec des sarcasmes humoristiques sur « Frankfurter, Morgenthau et Lehman ? » La réponse que vous allez apporter à cette question va vous révéler quelque chose sur l'identité de qui exerce le pouvoir aux États-Unis.

L'amalgame fréquemment brandi par les Khazars entre l'anti-communisme et le soi-disant « antisémitisme » est funeste à de nombreux égards. En premier chef, cet amalgame est très injuste pour les Juifs étasuniens loyaux. En outre, ces accusations d'« antisémitisme » sont absurdes, puisque le Juif khazar n'est pas un sémite ([chapitre deux](#)). Le sang d'Abraham, d'Issac ou de Jacob ne coule absolument pas (ou à un degré très faible, apporté par des

marchands immigrés, des fugitifs, etc.) dans les veines des Juifs qui sont venus d'Europe de l'Est aux États-Unis. Le sang des Juifs de l'Ancien Testament coule principalement dans les veines des Arabes palestiniens et des autres peuples habitant les berges de l'Est et du Sud de la Méditerranée. Les Palestiniens, possiblement les plus étroits descendants des Juifs de la Bible, sont aujourd'hui des réfugiés en raison de la barbarie de Khazars non-sémites !

Les accusations d'« antisémitisme » sont le plus souvent lancées par des personnes de lignée khazare, mais sont parfois répétées par des gens superficiels, ou des personnes qui cèdent aux pressions des églises protestantes, des institutions éducatives, ou d'ailleurs. De nombreux « grands » prêcheurs, à la recherche de publicité, ou attirés par trente pièces d'argent, ont recentré leur « pensée » non plus sur la « vie éternelle » de Saint-Jean III, 16, mais sur « aucun homme ne parlait de lui ouvertement » de Saint-Jean VII, 18. Dans leur tentative d'éviter d'offenser les non-Chrétiens, ou pour d'autres raisons, de nombreux prêcheurs ont également placé leur propre teinte d'« esprit social plutôt que caractère individuel, » leur propre conception de « bien-être humain plutôt qu'excellence humaine, » et en résumé, « une pâle sociologie au-dessus de Dieu tout puissant » (citations tirées de « This Morning » écrit par John Temple Graves, Charleston, S.C., News and Courier, 10 février 1951).

Des forces semblables, inamicales envers la civilisation chrétienne, sont à la manœuvre en Angleterre. Sur cette terre malheureuse, ravagée par les guerres et quasiment tuée par le gouvernement socialiste d'Attlee (1945-1951), la formulation employée par le « Registre Électoral du Printemps 1950 » abandonna le terme traditionnel de « Nom de Baptême » pour le nouveau terme « Prénom », supposé ne pas être offensant envers les Juifs, les Communistes, les athées et les autres non-chrétiens britanniques. Aux États-Unis, bien entendu, les « nom de baptême » et « nom de famille » ont depuis longtemps cédé la place au « prénom », au

« deuxième prénom » et au « dernier nom »² D'aucun objecteront que ces exemples ne présentent aucune réelle importance, mais ce sont des fétus de paille qui permettent de voir le sens du vent.

Comprenant la vaste pénétration des puissances anti-chrétiennes — communistes, athées, et autres — dans presque toute activité influençant la pensée aux États-Unis, une organisation estimable connu sous le nom « *The Christophers* » (18 East St., New York 17, New York) a suggéré une contre-pénétration chrétienne dans les éléments vitaux pour préparer l'avenir de nos enfants et de notre terre. Voici, selon leurs propres mots, et avec leurs propres termes mis en exergue en italique, une déclaration sur l'objet de l'existence des Christophers :

Moins de 1 % de l'humanité a provoqué le plus grand nombre des problèmes majeurs récents subis par le monde. Cette poignée d'individus, qui détestent la vérité fondamentale sur laquelle cette nation fut fondée, se bat en général pour rentrer dans des champs touchant à la vie de tout le monde : (1) l'éducation, (2) le gouvernement, (3) les conclusions tirées par tous les journaux, magazines, livres, émission radio, films de cinéma et télévision, (4) les syndicats, (5) les services sociaux et (6) le travail de bibliothécaire.

Si 1 % d'autres personnes pénètrent ces mêmes 6 champs d'activités ou encouragent d'autres à le faire, comme *Christophers* ou comme *messagers du Christ*, et qu'ils travaillent dur pour rétablir la vérité fondamentale que l'autre 1 % s'emploie furieusement à éliminer, nous arpenterons bientôt la voie d'une paix durable.

Chaque *Christopher* travaille comme personne individuelle. Il n'est membre de rien, n'assiste à aucune réunion, et ne paye aucune cotisation. Des dizaines de milliers de personnes sont déjà entrées sur le marché en tant que messagers du Christ. Notre objectif est d'en trouver 1 *million*. Des actions positives et constructrices sont nécessaires. « Il vaut mieux allumer une bougie que maudire les ténèbres »

Les *Christophers* publient « New Notes » (mensuel, sans frais d'abonnement). Grâce à ces notes (leur circulation est établie à

2. « Last name », usuellement traduit en français par « nom de famille », NdT

400 000 exemplaires) et par plusieurs ouvrages comme « You Can Change Your World », leurs efforts ont déjà connu des progrès substantiels. Ce mouvement est digne d'être soutenu et imité. Mais qu'il soit noté que les *Christophers* ne sont « anti- » rien. Leur programme est positif — ils sont favorables à la civilisation chrétienne.

5.2.f

Le présent chapitre peut se terminer fort à propos par une référence aux projets les plus ambitieux de contrôle de la pensée et de la censure de l'esprit de l'homme jamais conduits aux États-Unis. L'entrée triomphale de Mme Rosenberg au Pentagone à la fin des années 1950 ne fut pas sa première occurrence. Avec la bénédiction de l'administration, elle déjà apparue là-bas par le passé pour donner à chaque soldat impliqué dans la seconde guerre mondiale une désinfection idéologique avant de le libérer de son devoir, et c'était probablement elle-même qui aurait eu pour tâche de définir les idées à retirer et les idées à implanter. Heureusement (ou malheureusement, selon le point de vue), tous les officiers généraux du Pentagone furent convoqués pour entendre le projet de Mme Rosenberg, et leur dégoût non dissimulé, ainsi que l'attaque humoristique mais dévastatrice lancée par le *Washington Times-Herald* eurent raison de cette proposition. Est paru dans l'édition du 13 novembre 1950 *Washington Times-Herald* un récit du « projet [soutenu par Mme Rosenberg] en vue d'établir des camps de réorientation pour les soldats étasuniens au sortir de la seconde guerre mondiale, sur la base de la théorie qu'ils ne seraient pas aptes à reprendre une vie normale au pays. »

Le public a le droit de savoir les faits qui vont être dissimulés et les doctrines idéologiques qui ont été inculquées dans la propagande instillée à nos soldats, à présent que cette Mme Rosenberg, née à l'étranger, fait partie des équipes travaillant pour notre Département de la Défense. Dans une chanson de [William Blake](#) qu'ils ont utilisée pour remporter les élections de 1945, les

Socialistes britanniques ont promis qu'ils ne manqueraient pas de mener le « combat mental » jusqu'à avoir transformé l'Angleterre en « Jérusalem » (*Time*, 5 novembre 1951). Selon le *Who's Who in America* (Vol. 25), les intérêts manifestés par Mme Rosenberg intègrent l'« Hygiène Mentale. » Est-il possible que ses efforts laborieux visant à abaisser l'âge de la conscription à 18 ans résultent du fait établi que les garçons de cet âge sont plus perméables à la propagande que ceux qui sont plus âgés ? Qui jouit de la plus haute position militaire détenue par une femme depuis que Jeanne d'Arc a dirigé les armées françaises contre les Anglais au XV^{ème} siècle ? Pour un début de réponse, voir l'article consacré à Mme Anna Rosenberg dans le *Reader's Digest* du mois de février 1951. Pour consulter le portrait tout aussi intéressant d'une autre femme moderne exerçant un pouvoir élevé sur les hommes armés, voir l'article similaire consacré à [Ana Rabinsohn Pauker](#) dans l'édition d'avril 1949 du même magazine.

Le sujet si prégnant dans les cœurs étasuniens a été énoncé sans ambages par le major général William B. Ruggles, éditeur en chef du *Dallas Morning News*, le 8 mars 1951 : « Si la nation doit pratiquer la conscription, voire mobiliser ses hommes pour la défense nationale, elle se doit d'accorder une forme de garantie à la chair à canons, pour que celle-ci ne soit pas sacrifiée à de nouvelles méthodes surnoises de politique étrangère ou à une politique de guerre qu'un haut dirigeant ne soit pas prêt à exposer clairement. Ils [les soldats étasuniens] sont confrontés au risque de mourir dans un sublime courage. Mais ils ont le droit d'exiger que leurs propres dirigeants ne jouent pas leur vie aux cartes ou aux dés. »

La censure subie par les États-Unis connaît aujourd'hui son pic. Il nous faut à présent ou bien rapidement adopter une dictature de la pensée stalinienne dépassant celle de Staline lui-même — ou commencer à lutter de notre mieux pour nos anciennes libertés politique et libertés de pensée.

Dans le temple de l'ancienne Jérusalem, le Christ a dit : « Et vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres » (St. Jean,

VIII, 82). Cela n'est pas vrai uniquement en matière de religion, mais également en matière de sécurité nationale. [J. Edgar Hoover](#), directeur du FBI, a récemment écrit : « Le communisme ne peut être vaincu que par la vérité » (*The Educational Forum*, mai 1950). Aussi, dans nos relations étrangères, sans avoir la vérité sous les yeux, il n'est pas possible de savoir comment agir.

Aussi, pour nous libérer, nous nous devons d'exiger la vérité de la part d'un gouvernement qui dépense chaque mois une rançon de roi en opérations de propagande pour couvrir ses propres erreurs et faire apparaître comme bénéfiques ses décisions. Nous devons également parvenir à obtenir un relâchement de la censure officieuse qui a perverti nos manuels scolaires, déformé nos récits historiques et classiques, et nous a éloignés des faits vitaux ayant trait à la scène générale actuelle.

Chapitre 6

La politique étrangère suivie par l'administration Truman

Il est de nombreuses erreurs, parmi les premières commises par le président Truman en matière de politique étrangère, que l'on ne saurait vraiment lui reprocher. Alors qu'il était Sénateur, il s'était spécialisé dans les problèmes intérieurs au pays, et il ne fut jamais membre du comité des Relations Étrangères. Il n'avait pas non plus eu l'occasion de se familiariser aux affaires du monde, que ce fût en voyageant ou durant ses études. Élevé à la seconde place de la campagne démocrate nationale par suite d'un compromis, et honni par les gauchistes pro-Wallace qui entouraient Franklin Roosevelt, il fut mis de côté après avoir été élu à la vice-présidence en 1944, et resta donc dans l'ensemble éloigné du réseau enchevêtré de nos relations avec les pays étrangers jusqu'à son accession à la présidence le 12 avril 1945 — à mi-chemin entre les conférences de Yalta et de Potsdam.

Comme s'il ne suffisait pas que M. Truman fût dénué de toute

expérience en matière d'affaires étrangères, il a été révélé depuis lors par des personnes bien informées que de nombreuses informations vitales lui ont été dissimulées par les cabales ayant une emprise sur les organes présidentiels et du département d'État. Cela n'est pas surprenant, au vu du témoignage du président dé-cédé à son fils Elliott sur les difficultés qu'il a rencontrées ([chapitre 5](#)) à obtenir la vérité de la part « des hommes du département d'État, ces diplomates de carrière. » De manière significative, le nouveau président n'a pas été autorisé à savoir le désespoir qui fut celui de son prédécesseur lorsque celui-ci comprit que ses farces et ses sourires accrocheurs n'avaient pas amené Staline à renoncer aux principes d'un matérialisme sanglant et à la dialectique auto-justifiée, une religion d'État dont il était le philosophe, le pontife et le commandant en chef.

Le président Truman mit rapidement fin à la guerre. Les premiers changements qu'il apporta au cabinet furent dans l'ensemble encourageants. La nation connaissait les difficultés dont avait hérité le génial homme du Missouri, et faisait preuve à son égard d'une bonne volonté quasiment unanime.

Mais les décisions désastreuses prises lors de la conférence de Potsdam (du 17 juillet au 2 août 1945) révélèrent bientôt que des forces anti-étasuniennes étaient à l'œuvre au plus haut niveau de l'État. Les décisions que nous adoptâmes par la suite furent tout aussi ruineuses. Avant de conclure un traité de paix, nous avons démobilisé — probablement dans le cadre de l'accord politique conclu entre démocrates et gauchistes en 1944 — d'une manière propre à rapidement réduire nos forces armées à l'impuissance. En outre, dans le cadre de l'une des plus grandes bévues financières de toute notre histoire, nous avons cédé, détruit, abandonné ou vendu à une fraction de leur valeur non seulement les matériels de guerre qui ne nous étaient plus utiles, mais aussi de nombreux éléments comme des camions, des instruments de précision, qu'il nous a fallu par la suite racheter au prix du marché ! On a pris ces décisions en dépit du fait que le gouvernement soviétique, qui nous fut hostile de par

sa philosophie dès l'élaboration de ses principes, et ouvertement hostile après la conférence de Téhéran, conservait ses forces armées pratiquement intactes.

Malheureusement, le gâchis de notre potentiel militaire ne fut que l'une des manifestations de l'incompétence ou de la déloyauté qui aura façonné notre politique étrangère. En dépit de l'hostilité soviétique, qui ne relevait pas uniquement d'un ancien historique de déclarations publiques proférées par Staline, mais qui s'est montrée immédiatement au sein de la toute nouvelle Organisation des Nations Unies, nous avons persisté à suivre une politique favorable à la domination du monde par la hiérarchie de Moscou. Parmi les diverses célèbres techniques par nous adoptées en faveur des Soviétiques, nous avons suggéré que les nations « libérées » et autres désirant obtenir notre aide devaient être dirigées par un gouvernement de coalition intégrant des éléments de gauche. Ce dessein du Département d'État a jeté l'un après l'autre les pays d'Europe de l'Est dans la gueule soviétique, pour finir avec la Tchécoslovaquie. Nous n'allons pas ici discuter de cette doctrine idiote de la coalition de gauche et ses résultats bien connus, marqués par une infiltration des Communistes aux postes clés dans les gouvernements d'Europe de l'Est, car les dégâts sont faits et ne peuvent être réparés par une quelconque action immédiate des États-Unis. Nous limiterons la discussion menée ici à notre contribution à resserrer l'emprise soviétique sur l'hémisphère dans trois régions qui restent sujettes à controverse. Il s'agit (a) de la Chine, (b) de la Palestine, et (c) de l'Allemagne. Nous terminerons le chapitre avec des observations sur (d) la guerre de Corée.

6.0.a

On ne peut comprendre la politique développée par Truman en Chine qu'en la considérant comme l'aboutissement de presque vingt ans de relations étasuno-chinoises. Franklin D. Roosevelt ressentait un attachement profond envers les [Tchang](#) ainsi qu'une profonde

sympathie envers la Chine nationaliste — des sentiments qui ont continué d'être exprimés jusque début décembre 1943, peu après [la déclaration du Caire](#) (26 novembre 1943), selon laquelle la Mandchourie devait être « rendue » à la Chine, et qui eut lieu juste avant l'attaque qui frappa le président, et dont il ne se remit jamais. C'est en grande partie cette amitié et cette sympathie qui débouchèrent sur notre parti pris favorable à la Chine dans les difficultés rencontrées par les relations sino-japonaises des années 1930 et du début des années 1940. Mais, chose plus importante que le gel que nous avons déclaré des actifs japonais aux États-Unis, notre autorisation accordée aux aviateurs étasuniens de rallier l'armée chinoise, notre or et nos ravitaillements envoyés par voie d'air, de mer, et par la route de Birmanie, notre barrage diplomatique édifié sans répit contre le Japon dans son rôle d'ennemi de la Chine (voir *United States Relations With China With Special Reference to the Period 1944-1949*, Département d'État, 1949, p.25 et *passim*).

Lorsque la phase violente de notre guerre politique déjà initiée contre le Japon débuta, avec l'attaque de Pearl Harbor du 7 décembre 1941, nous avons compté sur la Chine pour tenir le rôle d'alliée et comme base pour assurer la défaite de l'Empire insulaire. Le 6 mars 1942, le lieutenant général [Joseph W. Stilwell](#) « a rapporté au Généralissime Tchang » (*op. cit.*, p. xxxix). Le général Stilwell n'était pas seulement « commandant général des forces des États-Unis sur le Théâtre sino-birman-indien », mais était également supposé commander « les armées chinoises que le Généralissime pourrait lui assigner » (*op. cit.*, p. 80) et consolider et diriger les efforts de guerres alliés selon d'autres manières. Malheureusement, le général Stilwell s'était forgé de nombreuses idées sur la Chine au sein d'un coterie de gauchistes dirigée par [Agnes Smedley](#) dès 1938, alors qu'encore colonel, il était attaché militaire des États-Unis à Hankow, en Chine (voir *The China Story* de Freda Upton, Henry Regnery Company, Chicago, 1951, 3.50 \$). Il n'est donc pas surprenant que le général Stilwell développât rapidement une violente animosité personnelle à l'encontre de l'anti-communiste

Tchang (*Saturday Evening Post*, 7, 14 et 21 juin 1950). Ces sentiments personnels, si forts qu'ils débouchèrent sur une poésie incroyablement vitupérante (dont une partie a été reproduite dans le *Post*), entrava non seulement les efforts de guerre étasuniens, mais initièrent de vicieuses activités anti-Tchang et pro-communistes, qui étaient destinées à modifier totalement notre attitude vis-à-vis de la Chine nationaliste.

Les machinations pro-communistes ourdies par certains membres hauts placés du Bureau de l'Extrême-Orient de notre Département d'État et de leurs complices au sein de notre personnel diplomatique établi à Chungking (pour tous les détails, voir *The China Story*) apparurent bientôt comme une évidence à qui était en position d'observer. Les choses ne s'améliorèrent pas lorsque, « au printemps 1944, le président Roosevelt chargea le vice-président Henry A. Wallace de faire un voyage en Chine » (*United States Relations With China*, p. 55). En rejet de ce qu'il considère comme l'attitude pro-communiste de M. Wallace, Tchang « se lança dans une longue plainte contre les Communistes, dont les actions, selon lui, avaient un effet défavorable sur le moral chinois... Le Généralissime déplora la propagande qui affirmait que les Communistes n'étaient que des démocrates agraires, et remarqua qu'ils étaient de nature plus communiste que les Russes » (*op. cit.*, p. 56).

Notre ambassadeur en Chine, [Clarence E. Gauss](#), évidemment perturbé par la mission Wallace et par l'attitude pro-communiste manifestée par son personnel diplomatique, écrivit ce qui suit (*op. cit.*, p. 561) au secrétaire Hull le 31 août 1944 :

... La Chine devrait recevoir le support entier et la sympathie de la part du gouvernement des États-Unis sur le problème intérieur des Communistes chinois. Des conséquences très graves pour la Chine peuvent découler de notre attitude. En exhortant à ce que la Chine résolve les différends qui la séparent des Communistes, l'attitude de notre gouvernement n'a pour effet que d'intensifier les réticences des Communistes. La demande faite à la Chine de souscrire aux exigences des Communistes est équivalente à demander la reddition sans conditions de la Chine à un parti

connu pour être sous influence d'une puissance étrangère (l'Union soviétique).

La Chine se retrouvant confrontée à la triple impasse de l'hostilité entre Stilwell et Tchang, d'un sentiment étasunien pro-communiste opposé au sentiment chinois anti-communiste, et d'un ambassadeur en désaccord avec ses subordonnés, le président Roosevelt envoya le général [Patrick J. Hurley](#) comme représentant spécial à Chungking « avec pour mission de promouvoir des relations harmonieuses entre le Généralissime Tchang et le général Stilwell et d'accomplir certaines autres fonctions » (*op. cit.*, p. 57). L'ambassadeur Gauss fut bientôt rappelé et le général Hurley fut nommé ambassadeur.

Le général Hurley vit que l'inimitié entre Stilwell et Tchang ne pouvait pas être résolue, et le rappel du général Stilwell de Chine fut annoncé. Mais en ce qui concerne nos représentants pro-communistes du Département d'État en Chine, l'ambassadeur Hurley ne parvint pas à ses fins. Le 26 novembre 1945, il écrivit au président Truman, qui était devenu président au mois d'avril, une lettre de démission en exposant les raisons de sa décision :

... Le trait stupéfiant de notre politique étrangère réside dans la vaste inadéquation entre les lignes politiques que nous annonçons et notre conduite des relations internationales. Nous avons par exemple commencé la guerre sur la base des principes de la [Charte Atlantique](#) et avec pour objectif la démocratie. À l'époque, nous associés dans la guerre proférèrent de belles paroles sur les principes de la démocratie. Nous avons terminé la guerre en Extrême-Orient en livrant des approvisionnements en [prêts-bail](#) et en utilisant toute notre réputation pour miner la démocratie et pour renforcer l'impérialisme et le communisme...

... Le fait que la ligne politique suivie par les États-Unis en Chine n'avait pas le soutien de tous les hommes de carrière employés par le département d'État n'est pas un secret... Nos diplomates professionnels n'ont eu de cesse que de renseigner les Communistes que mes efforts visant à empêcher l'effondrement du gouvernement national ne représentaient pas la politique des États-Unis. Ces mêmes professionnels ont ouvertement conseillé au parti communiste armé de décliner l'unification de l'armée communiste chinoise avec l'armée nationale à moins que les Communistes chinois

n'en obtinssent le contrôle. . .

Au cours de cette période, la principale opposition à l'accomplissement de notre mission est venue des diplomates de carrière œuvrant au sein de l'ambassade de Chungking ainsi qu'au sein des divisions du Département d'État dédiées à la Chine et à l'Extrême-Orient.

J'ai demandé la suspension des hommes de carrière qui s'opposaient à la ligne politique des États-Unis sur le théâtre chinois de la guerre. Ces diplomates professionnels ont été renvoyés à Washington et mis en poste au sein des divisions du Département d'État dédiées à la Chine et à l'Extrême-Orient, en position de me superviser. Certains de ces mêmes hommes de carrière que j'avais relevés de leurs fonctions se sont vus nommés conseillers du Commandant Suprême en Asie (*op. cit.*, pp. 581-582).

Le président Truman accepta la démission du général Hurley avec empressement. Sans l'ombre d'une justification, le compétent et patriote Hurley vit son nom souillé par des implications sur son âge et sa prétendue sénilité, et il ne fut même pas autorisé à rendre visite au Département d'État, dont il avait été secrétaire, pour une interview. Cet affront à un grand Étasunien mis fin à notre double langage en Chine. C'est avec sincérité que M. Truman prit cette décision. La ligne politique que nous allions désormais suivre en Chine allait devenir résolument pro-communiste. Le président exprima ce changement de ligne politique dans une « déclaration » prononcée le 15 décembre 1945. Bien que les Soviétiques s'employassent à déverser des équipements et des instructeurs militaires dans les régions tenues par les Communistes, M. Truman affirma que les États-Unis n'apporteraient pas d'« intervention militaire pour influencer la trajectoire d'une quelconque lutte interne chinoise. » Il exhorta le gouvernement de Tchang à donner aux « éléments [communistes] une représentation juste et efficace au sein du gouvernement national chinois. » À un « gouvernement [ainsi] largement représentatif », il indiqua que les attraits de « crédits et de prêts » pourraient suivre (*op. cit.*, pp. 608-609). La désertion extraordinaire de la Chine nationaliste par le président Truman, qui nous avait été si amicale au cours des années qui avaient suivi la [révolte](#)

des *Boxers* (1900), a été résumée comme suit (*NBC Network*, 18 avril 1951) par le membre du Congrès *Joe Martin* :

Le président Truman, suivant les conseils de *Dean Acheson*, annonça au monde le 15 décembre 1945 qu'à moins que les Communistes fussent admis au sein du gouvernement établi de Chine, les aides en provenance des États-Unis se tariraient. Dans le même temps, M. Truman envoya le général Marshall en Chine avec pour ordre de mettre fin à l'épongeage des forces communistes, que le gouvernement établi en Chine était en bonne voie de compléter.

Notre nouvel ambassadeur en Chine, le général George C. Marshall, s'est conformé, suivant la directive émise par la Maison-Blanche (voir son témoignage face aux Comités du Sénat sur les Services Armés Combinés et sur les Relations Étrangères, mai 1951), aux dicta de la camarilla favorable au communisme établi au sein du Département d'État, et mena d'autres tentatives pour contraindre Tchang à admettre des Communistes dans son gouvernement en nombres « effectifs », conformément aux exigences émises par M. Truman dans sa « déclaration » du 15 décembre. Mais le grand général chinois refusa de se laisser corrompre par les promesses de « prêts » et évita ainsi le type de piège posé par notre Département d'État pour établir le Communisme dans les États d'Europe de l'Est. Il en subit les conséquences : les approvisionnements déjà en chemin firent l'objet de mauvaises manipulations, si bien que les fusils et munitions ne furent pas acheminés comme prévu, et que la menace du retrait complet du soutien étasunien proférée par M. Truman finit par se concrétiser.

Pour un récit complet de nos scandaleuses actions favorables au communisme en refusant des munitions pour armes légères à la Chine ; notre facturation à la Chine de 162 \$ par bazooka dont le prix au catalogue était de 36.50 \$, et dont le prix de « surplus » facturé à d'autres nations était de 3.65 \$ lorsqu'on leur envoyait des armes ; et de nombreux autres détails du même ordre, voir *The China Story*, dont nous avons déjà fait mention.

Ainsi, le président Truman, l'ambassadeur Marshall et le Département d'État ont préparé la voie à livrer la plus grande partie

de la Chine à un contrôle soviétique. La tragédie de cette politique est encore plus éclatante lorsque l'on se souvient du fait que Tchang représentait non seulement l'élément amical, mais l'élément chrétien et occidental en Chine, ainsi que le fait que la Chine constituait notre allié potentiel le plus fort au monde — plus fort encore que la Grande-Bretagne insulaire, en cet âge des missiles aériens et guidés à distance. L'écran de fumée utilisé comme excuse pour notre politique — voulant qu'il existât de la corruption au sein du gouvernement chinois — constitue l'exemple le plus frappant de l'histoire de la parabole de la paille et de la poutre.

L'ambassadeur général Marshall devint Secrétaire d'État au mois de janvier 1947. Le 9 juillet 1947, le président Harry S. Truman donna pour instruction au lieutenant général [Albert C. Wedemeyer](#), qui avait pour un temps occupé le poste de « Commandant en Chef des Forces Étasuniennes sur le Théâtre Asiatique » après le rappel de Stilwell, de « se rendre en Chine sans délai dans l'objectif de réaliser une évaluation des situations politique, économique, psychologique et militaire — actuelles et projetées. » Sous le titre de « Représentant Spécial du Président des États-Unis, » le général Wedemeyer travailla avec les huit autres membres de sa mission entre le 16 juillet et le 18 septembre, et transmis son rapport le 19 septembre (*United States Relations with China*, pp. 764-814) à l'autorité qui l'avait désigné, le président.

Dans une section de son rapport dénommée « Implications de la politique de "non-assistance" à la Chine ou de continuation de la politique du "Wait and See", » le général Wedemeyer écrivit ce qui suit :

Conseiller à ce stade une politique de « non-assistance » à la Chine suggérerait le retrait de l'armée des États-Unis et des Groupes de Conseil Maritime hors de Chine, et cela serait équivalent à couper l'herbe sous le pied du gouvernement chinois. Supprimer l'assistance étasunienne, sans que soit supprimée l'assistance soviétique, exposerait avec certitude le pays à la perspective d'une domination communiste. Cela aurait des répercussions dans d'autres régions d'Asie, diminuerait le prestige des États-

Unis en Extrême-Orient et faciliterait l'expansion de l'influence soviétique et l'expansion politique soviétique non seulement en Asie mais également dans d'autres régions du monde.

Voici les conclusions du général Wedemeyer au sujet de l'importance stratégique de la Chine nationaliste du point de vue des États-Unis :

Toute autre expansion de l'influence et de la puissance soviétique serait inamicale envers les intérêts stratégiques des États-Unis. En temps de guerre, l'existence d'une Chine inamicale résulterait sur un refus de nous laisser occuper des bases aériennes importantes comme zones de lancement de bombardements, ainsi qu'un refus de nous laisser occuper d'importantes bases maritimes sur les côtes asiatiques. Le contrôle de la Chine par l'Union soviétique ou par un régime amical envers l'Union soviétique permettrait une utilisation hostile de divers ports en eaux chaudes et bases aériennes. Nos propres bases aériennes et maritimes au Japon, sur les îles Ryūkyū et aux Philippines seraient exposées à des attaques aériennes à relativement courte portée. Qui plus est, le développement industriel et militaire de la Sibérie à l'Est du lac Baïkal ferait de la région de Mandchourie une zone plus ou moins auto-suffisante.

Voici les recommandations les plus significatives énoncées par Wedemeyer :

Il est recommandé :

Que les États-Unis apportent dès que possible un soutien moral, de conseil et matériel concret à la Chine afin d'empêcher la Mandchourie de devenir un satellite soviétique, de soutenir l'opposition à l'expansion communiste, et de contribuer au développement progressif de la stabilité en Chine. . .

Que cet arrangement soit réalisé de sorte que la Chine puisse acheter des équipements et des fournitures militaires (en particulier des pièces de maintenance pour moteurs) auprès des États-Unis. Que la Chine soit assistée dans les efforts qu'elle mène afin d'obtenir des munitions immédiatement. . .

Que les conseils et la supervision militaires voient leur champ étendu afin d'intégrer les forces de terrain, les centres de formation et en particulier les agences logistiques.

Malgré la politique pro-communiste que nous avons menée au cours des vingt derniers mois, la situation en Chine n'était pas

encore irréparable au moment de l'évaluation pratiquée par Wedemeyer. Au mois de septembre 1947, le « gouvernement Tchang avait d'importantes forces encore armées et détenait le contrôle de toute la partie de la Chine située au Sud de la rivière Yangtsé, d'une grande partie du Nord de la Chine, et avec des ancrages en Mandchourie. » (W.H. Chamberlin, *Human Events*, 5 juillet 1950). Le général Wedemeyer choisit 39 divisions chinoises pour les faire sponsoriser par les États-Unis, et elles attendaient nos approvisionnements et nos instructeurs — au cas où le programme de Wedemeyer aurait été accepté.

Mais *ce que le général Wedemeyer avait rapporté ne correspondait pas à ce que ses supérieurs désiraient entendre*. Il se retrouva dès lors voué à être relevé de ses fonctions diplomatiques et à quitter le Pentagone. En outre, *le rapport Wedemeyer ne fut publié qu'au mois d'août 1949*.

Dans le même temps, *au cours des deux années de notre politique pro-communiste consistant à supprimer l'assistance que nous accordions à Tchang, et cependant que les Soviétiques s'empres- saient d'approvisionner ses ennemis, l'équilibre bascula en faveur de ces ennemis*, les Communistes chinois.

Il va sans dire que sous M. Dean Acheson, qui prit la suite de Marshall au poste de Secrétaire d'État (janvier 1949), notre politique pro-soviétique en Chine ne connut aucun retournement ! Tchang avait plus ou moins tenu bon, mais Acheson doucha ses derniers espoirs. De fait, notre Secrétaire d'État — peut-être par une étrange coïncidence — affubla le gouvernement nationaliste de Chine du terme « réactionnaire » (le 6 août 1949), un terme usuellement utilisé par les laquais des Soviétiques contre toute personne ou politique qu'ils n'approuvent pas, et affirma explicitement que les États-Unis n'apporteraient plus aucun soutien au gouvernement nationaliste.

Dans le même temps, les Soviétiques avaient continué de livrer aux Communistes chinois du matériel de guerre à une cadence estimée par des experts compétents à huit à dix fois les volumes

mensuels que nous avions livrés au plus haut de notre aide aux nationalistes de Tchang. L'armée de Tchang, dont de nombreux soldats se retrouvèrent à cours de munitions, fut ainsi vaincue, comme prévu par notre Département d'État, dont le Bureau de l'Extrême-Orient était animé par des admirateurs des Communistes de Chine du Nord. Mais la défaite de Tchang ne fut pas la disgrâce que ses ennemis voulurent nous faire croire. Son évacuation jusque [Formose](#) et la réorganisation de son armée sur cette île stratégique ont constitué des accomplissements loin d'être indignes. Entre parenthèses, à présent que les méfaits de notre Département d'État apparaissent à la lumière, il semble que l'on procède par corollaire à une réévaluation de Tchang. Dans sa parution du 9 avril 1951, *Life* a affirmé, dans son éditorial, que « Nous ne pouvons que respecter la ténacité unique de Tchang Kaï-chek dans sa longue bataille contre le Communisme, et tirer pleinement parti de tout ce que les Nationalistes peuvent à présent accomplir pour nous aider dans cette lutte pour l'Asie. » Il est à ajouter ici que tout idée de reconnaître la Chine communiste comme gouvernement représentant la Chine est absurde. Selon un rapport du [Politburo soviétique](#) (*This Week*, 30 septembre 1951), le nombre d'adhérents au Parti communiste chinois est de 5 800 000. Les autres 450 000 000 ou 475 000 000 personnes vivant en Chine, pour autant qu'elles soient sous contrôle communiste, sont des esclaves.

Mais revenons à la chronologie de notre « politique » en Extrême-Orient.

Le 23 décembre 1949, le Département d'État envoya à cinq cents agents étasuniens de l'étranger (*New York Journal-American*, 19 juin 1951, p. 18) un document portant le titre « Personnel consultatif en matière politique, document spécial d'information et d'orientations No. 38 — Formose. » Comme l'ont énoncé de nombreux journaux, l'objet de ce mémorandum politique était de préparer le monde pour les États-Unis : projet visant à céder Formose (Taïwan, dans les documents japonais) aux Communistes chinois. Voici des extraits pertinents tirés du document de reddition qui, à sa pa-

ration au mois de juin 1951, fut publié dans son intégralité par le *Dallas Morning News* et d'autres journaux :

La perte de l'île est largement anticipée, et la dégradation des situations civiles comme militaires sous les Nationalistes pèse dans cette anticipation. . .

Politiquement, géographiquement et stratégiquement, Formose appartient à la Chine, et ne s'en distingue par de manière particulière ou importante. . .

La totalité du petit groupe de conseillers militaires étasuniens, envoyé sur place sur demande britannique, a été rappelée l'an dernier. . .

Traitement : . . . Tous les éléments devraient être utilisés au mieux afin de contrer l'impression selon laquelle. . . la perte [de Formose] porterait un coup sérieux aux intérêts des États-Unis ou d'autres pays opposés au Communisme [et que] les États-Unis seraient responsables ou engagés d'une quelconque manière pour sauver Formose. . .

Formose ne présente pas d'intérêt militaire particulier. . . La Chine n'a jamais constitué une puissance navale, et l'île ne présente aucun intérêt stratégique particulier pour les forces armées chinoises.

Ce document exposant la ligne du Département d'État contient des mensonges incroyablement crasses, comme l'affirmation voulant que l'île de Formose, en comparaison d'autres régions chinoises, « ne se distingue pas de manière particulière ou importante », et l'affirmation selon laquelle l'île « ne présente aucun intérêt stratégique particulier » pour ses conquérants communistes.

Il assène une claque injustifiée à nos alliés, les Nationalistes chinois, et vise à déporter sur nos alliés britanniques la responsabilité de nos moindres intérêts sur l'île — des intérêts que le « mémorandum politique » réfutaient ! Il est difficile de comprendre comment l'auteur anonyme d'un tel document pourrait être considéré autrement qu'un scélérat. Il n'est pas surprenant que le public ait été maintenu dans l'ignorance de l'existence de ce document jusqu'à ce que l'enquête MacArthur menée par le Sénat ait levé temporairement le rideau de la censure !

Dans une « Déclaration sur Formose » (*New York Times*, 6 janvier 1950), le président Truman s'est exprimé avec prudence sur les parties moins explosives du « mémorandum politique, » mais a déclaré que Formose appartenait au territoire chinois — de toute évidence, dans ce contexte, la Chine de Mao Zedong — et a poursuivi : « Les États-Unis n'ont actuellement aucun désir d'obtenir des droits ou privilèges spéciaux ou d'établir des bases militaires à Formose. Ils n'ont pas non plus l'intention d'utiliser leurs forces armées pour interagir dans la situation actuelle. » La déclaration du président faisait montre d'une dangereuse appropriation d'autorité, car les promesses émises par un Roosevelt mourant durant la guerre n'avaient pas été ratifiées par le Sénat des États-Unis, et parce qu'en aucun cas une partie de l'Empire japonais n'était à la disposition personnelle d'un président étasunien. Chose plus importante, la déclaration faisait montre d'indifférence vis-à-vis de la sûreté des États-Unis ou d'une ignorance incroyable en matière stratégique, car le moindre caporal de l'armée des États-Unis, si on lui présente une carte, peut constater que Formose est en pratique la pierre angulaire de la position des États-Unis dans le Pacifique (voir figure 6.1, NdT). Notre gouvernement a également déclaré officiellement et résolument que l'aide que nous accordons à la Corée du Sud serait constituée « d'un nombre limité d'armes pour la sécurité intérieure. »

Six jours plus tard (le 12 janvier 1950), dans une allocution prononcée lors d'un banquet du *National Press Club*, le secrétaire Acheson annonça une « nouvelle motivation de la politique étrangère des États-Unis, » qui confirmait la déclaration faite par le président la semaine précédente, et comprenant spécifiquement la politique de « ne pas toucher » à Formose. Acheson exprima également l'idée que nous ne devons pas nous soucier des Communistes en Chine, car ils allaient naturellement se séparer des Soviétiques en raison de l'« attache » soviétique pour les territoires du Nord de la Chine au grand imperium dirigé par Moscou (article de Walter H. Waggoner, *New York Times*, 13 janvier 1950).

(*Dallas Times-Herald*, 16 avril 1951) :

Voici les faits. Le secrétaire Acheson... a été enregistré déclarant qu'il n'allait pas exercer de veto sur la Chine rouge si celle-ci réussissait à obtenir un vote à la majorité à l'ONU... Pour étape suivante, le secrétaire Acheson a initié un programme visant délibérément à minimiser l'importance de Formose.

M. Winchell fit également mention des « preuves documentaires » avancées par [le sénateur Knowland](#), établissant que ceux qui avaient façonné la politique du Département d'État avaient reçu pour instruction de la part du secrétaire Acheson de « minimiser l'importance stratégique de Formose. »

Tout ceci fut mis sur le tout devant de la scène par le président Truman lorsqu'il révéla, au cours d'une conférence de presse (le 17 mai 1951), que sa première décision consistant à révoquer le général MacArthur, prise un an auparavant, avait été renforcée lorsque le commandant au Japon avait protesté à l'été 1950 contre la proposition d'abandon de Formose, voué selon lui à affaiblir la position des États-Unis au Japon et aux Philippines !

« Vous pouvez regarder le sujet sur toutes les coutures, » a résumé *The Freeman* dans son édition du 4 juin 1951, « vous n'échapperez pas à l'horrible vérité : le Département d'État étasunien voulait que les Communistes Marxistes fissent gagner le Marxisme et le Communisme en Chine. » En outre, a poursuivi *The Freeman*, « selon son propre témoignage, le général Marshall a, d'un air innocent et sans ciller, soutenu notre politique pro-marxiste en Chine. »

Ainsi, durant la première moitié de l'année 1950, notre politique en Extrême-Orient, forgée par Acheson et approuvée par Truman et Dewey, a été fondée sur (1) l'abandon de Formose à la conquête attendue des Communistes chinois, (2) l'octroi d'aucune arme de guerre aux Chinois nationalistes ou aux sud-Coréens, en dépit du fait que l'on savait que les Soviétiques équipaient les nord-Coréens d'armes de guerre et leurs apportaient des compétences militaires, (3) la croyance pure et simple — ou du moins fut-elle affirmée ainsi — de notre Secrétaire d'État, tout en se reconnaissant lui-

même ignorant du sujet, que les Communistes de Chine allaient se brouiller avec les Soviétiques. La suite est exposée dans la section (d), ci-après.

6.0.b

Notre deuxième erreur en matière de politique étrangère — à moins que les voix de New York et d'autres villes du Nord en constituent la motivation — a résidé dans notre attitude vis-à-vis du problème de la Palestine. En Méditerranée orientale, sur le pont du croiseur lourd [U.S.S Quincy](#), qui le ramenait au pays depuis Yalta, le président Roosevelt, au mois de février 1945, reçut le roi d'Arabie Saoudite, [Ibn Saud](#). Selon le général Elliott Roosevelt (*As He Saw It*, p. 245) : « L'espoir de Père avait été qu'il pourrait convaincre Ibn Saud de l'équité du règlement en Palestine pour les dizaines de milliers de Juifs chassés de leur maison en Europe. » Mais, comme le président malade le confia par la suite à [Bernard Baruch](#), « de tous les hommes à qui il avait parlé dans sa vie, c'est de ce monarque arabe à la volonté de fer qu'il reçut le moins de satisfaction. » Le général Roosevelt conclut ainsi : « Père a fini par promettre à Ibn Saud qu'il ne validerait aucune décision étasunienne hostile au peuple arabe. » Ce point peut être considéré comme l'héritage du président aux quatre mandats sur le sujet, car en moins de deux mois, la mort parvint ensuite à l'emporter sur son corps et sur ses facultés.

Mais le problème palestinien, à l'instar du fantôme dans un drame élisabéthain, n'allait pas se tenir coi. Durant les années d'après-guerre (1945 et ensuite), des immigrants juifs, principalement venus de Russie ou de ses États satellites, se déversèrent sur cette terre jadis connue comme « Sainte. » Ces immigrants étaient en grande partie d'opinion marxiste, et de lignée khazare. Au fur et à mesure que cette immigration progressait, la situation se tendit entre les Musulmans et ce nouveau type de Juifs.

Sensibles au poids électoral de ces phénomènes, les hommes politiques étasuniens commencèrent à s'y intéresser. Après de nombreuses vacillations entre la « non-partition », recommandée par nos stratèges, et la « partition », revendiquée par de nombreuses organisations juives étasuniennes et par des personnalités juives haut placées, les États-Unis, qui comptent de nombreux électeurs sionistes et peu d'électeurs arabes — décidèrent de soutenir le découpage de la Palestine, qui était majoritairement peuplée d'Arabes, en deux zones arabe et juive. Malgré les centaines de millions, et parfois les milliards que nous avons déversés sur presque tous les pays après la guerre — hormis quelques « ennemis » d'apparat, comme l'Espagne — pour des raisons pléthoriques, l'ONU s'est montrée encline à écarter notre parrainage et à rejeter le nouveau membre que nous proposons. Le mercredi 26 novembre 1947, notre proposition reçut 25 voix sur 57 (18 contre, 17 abstentions, 2 absents) et fut rejetée. On avait donc voté, et le sujet semblait réglé. Mais non !

Le lecteur désirant connaître davantage de détails devrait absolument consulter les microfilms des éditions du *New York Times* du 26 au 30 novembre, et d'autres périodiques pertinents, mais en voici les grandes lignes :

Hier, l'Assemblée Générale des Nations Unies a reporté un vote sur la partition de la Palestine après que des soutiens du sionisme ont découvert qu'ils ne disposaient pas encore de la majorité des deux tiers (article écrit par Thomas J. Hamilton, *New York Times*, 27 novembre 1947).

Hier matin, le Dr. Aranha a été avisé par les dirigeants siamois que les lettres de créance de la délégation siamoise, qui avait voté contre la partition au sein du Comité, avaient été révoquées (27 novembre 1947).

Depuis hier (le 22 novembre), la Délégation des États-Unis a établi des contacts personnels avec d'autres délégués pour obtenir des voix favorables à la partition... Les nouvelles en provenance d'Haïti... sembleraient indiquer que des moyens de persuasion ont été appliqués sur les gouvernements... Il est apparu aujourd'hui que le résultat du vote dépendait de ce que les représentants des États-Unis faisaient dans des capitales éloignées (tiré d'un

article de Thomas J. Hamilton, *New York Times*, 28 novembre 1947).

Le résultat de nos pressions pro-« israéliennes », dénoncées dans certaines instances par les représentants des gouvernements qui y ont cédé, a été un changement du vote de la part de neuf pays : la Belgique, la France, Haïti, le Liberia, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay et les Philippines. Le Chili a lâché l'affaire — pour « s'abstenir » — et a quitté le camp des 25 voix pro-« israéliennes » du 26 novembre, et le gain net pour le camp États-Unis-« Israël » a été de 8. La Grèce est passée d'« abstention » à « contre », en remplacement de la délégation siamoise désormais manquante, et les votes « contre » sont restés les mêmes, à 18. Et le *New York Times* du 30 novembre est paru avec pour gros titre : « L'ASSEMBLÉE VOTE LA PARTITION DE LA PALESTINE ; LA MARGE EST DE 83 À 18 ; LES ARABES QUITTENT L'ASSEMBLÉE... »

Les Juifs sionistes de Palestine disposaient désormais de leur accès à la mer, et pouvaient traiter avec les pays soviétisés de la Mer Noire sans plus avoir à s'inquiéter du mandat britannique en cours d'expiration. La sélection des immigrants dont une « Israël » surpeuplée ressentait un tel besoin fut en grande partie, voire entièrement, supervisée par les pays d'origine. Par exemple, un haut dirigeant « israélien » visita Bucarest pour établir une coordination avec la dictatrice communiste de la Roumanie, [Ana Rabinsohn Pauker](#), au sujet de la sélection des immigrants à destination d'« Israël ». Le *New York Times* du 26 novembre 1948 titra « Le bloc soviétique laisse les Juifs partir librement en Israël avec la plupart de leurs possessions » sur une dépêche *United Press* en provenance de Prague.

Les liens étroits entre le communisme et « Israël » devinrent rapidement évidents à tout lecteur du *New York Times* ayant l'esprit pénétrant. On en trouve un exemple notable dans un article (du 12 mars 1948) écrit par Alexander Feinberg, paru sous le titre « Pa-

lestine : 10 000 manifestants protestent — Foule inédite malgré la météo, assemblée par les Communistes et les dirigeants syndicaux de gauche. » Voici un bref extrait de ce notable article :

De jeunes Communistes disciplinés ont lancé leur cri de bataille « solidarité éternelle » en lançant leur cortège... La parade et le rassemblement ont été tenus sous les auspices de l'*United Committee to Save the Jewish State and the United Nations*¹, constitué récemment, après que les Communistes sensibles à l'international ont décidé de « s'emparer » d'une cause intensément nationaliste, la partition de la Palestine. Le grand dirigeant de la parade a été [Ben Gold](#), président du [Syndicat international des Travailleurs de Peaux et Cuirs](#), dominé par le communisme.

Avec les immigrants juifs arrivèrent en Palestine des armes russes et tchécoslovaques (Skoda). Le *New York Herald-Tribune* titra le 5 août 1948 « Israël penche vers la Russie, son armurier. » Voici des citations au sujet de la popularité soviétique en « Israël » écrites par Kenneth Bilby, le correspondant s'exprimant sur les ondes depuis Tel Aviv :

Le prestige russe est monté en flèche au sein de toutes les factions politiques... Certaines livraisons d'armes tchèques qui sont parvenues en Israël à des moments charnières de la guerre ont joué un rôle vital pour amortir l'invasion des cinq armées arabes... Les Juifs, qui sont très réalistes, savent que sans l'assentiment de la Russie, ces armes n'auraient jamais été disponibles.

M. Bilby a établi que « la balance commerciale » penchait « fortement en faveur de la Russie » et a découvert que sa conclusion était « étayée de nombreuses manières — dans des éditoriaux de la presse hébraïque faisant les éloges de l'Union soviétique », et également « dans des déclarations publiques par des dirigeants politiques et gouvernementaux. » M. Bilby a également conclu que le « fait politique » de la dévotion « israélienne » envers les Soviétiques pouvait « colorer l'avenir du Moyen-Orient » longtemps après que les problèmes du jour aient été réglés. Entre parenthèses, les mots utilisés par le correspondant du *Herald-Tribune* étaient prophétiques.

1. « Comité uni pour sauver l'État juif et les Nations Unies », NdT

Dans son éditorial du 10 octobre 1951, le *Dallas Morning News* a commenté comme suit la détermination annoncée par l'Égypte de s'emparer du Soudan et du Canal de Suez :

Sans le moindre doute, l'action égyptienne se préoccupe des désordres bien compréhensibles qui ont été soulevés dans le monde arabe par l'établissement du nouvel État d'Israël. L'ensemble des Nations Unies et la Grande-Bretagne ainsi que les États-Unis en particulier en sont à l'origine. Le monde musulman ne pouvait pas davantage accepter une tentative consistant à revenir 2000 ans en arrière que les États-Unis n'accepteraient de revenir au *statu quo* de 1776.

Et même le 18 novembre 1951, « Israël » a voté avec l'Union soviétique et contre les États-Unis sur la question de l'admission de la Chine communiste au sein des Nations Unies (émission de Lowell Thomas, *CBS Network*, 18 novembre 1951). Nous avons ainsi reçu la monnaie de notre pièce pour la coercition immorale que nous avons exercée pour faire admettre « Israël » à l'ONU — une coercition qui a donné au monde entier, en premier lieu, un exemple horrible mais objectif et honnête de la conception des élections que se faisait notre administration nationale !

Mais revenons à notre chronologie. En 1948, forte de son blindage soviétique, et se prélassant au soleil de la sympathie soviétique, l'armée « israélienne », dont la plupart des hommes étaient nés en Union soviétique, tua de nombreux Arabes et en repoussa quelque 880 000 autres, Chrétiens ou Musulmans. Ces réfugiés misérables vont apparemment constituer un problème sur le long terme pour les nations de la Ligue Arabe du Moyen-Orient. Bien que la plupart des Étasuniens n'en sachent pas le premier mot, ces personnes, sujettes à un traitement brutal, constituent également un problème pour les États-Unis, car les Arabes imputent pour partie leur tragédie « aux Américains — pour avoir déversé de l'argent et du soutien politique aux Israéliens ; Harry Truman est le méchant dans la culture populaire » (« The Forgotten Arab Refugees, » par James Bell, *Life*, 17 septembre 1951). Avec un si grand nombre de personnes nées sur des terres détenues par les Soviétiques, et en-

tretenant une telle sympathie pour l'Union soviétique, comme on l'a montré ci-avant, il n'est pas surprenant que l'entreprise « israélienne » ait immédiatement commencé à montrer des traits extrêmement marqués à gauche — c'est le moins que l'on puisse dire. Par exemple, à son retour d'« Israël, » le Dr. Frederick R. Reissig, directeur général de la fédération des Églises de Washington (D.C.), « a parlé de visite de nombreuses communautés coopératives. . . Un terrain est fourni pour chaque “kibboutz” — c'est ainsi que s'appellent ces communautés — par le gouvernement. Tout est — plus ou moins — partagé entre les résidents » (Mary Jane Dempsey, *Washington Times-Herald*, 24 avril 1951).

Après que les « Israéliens » se sont emparés des terres arabes en Palestine, a suivi une longue suite d'attentats, parmi lesquels l'explosion du Club des Officiers britanniques de Jérusalem, l'évasion de la prison d'Acre, l'explosion du quartier général arabe de Jaffa, l'hôtel Semiramis, etc. Ces attentats à la bombe furent lancés par des « terroristes juifs » (*World Almanac*, 1951). Le point haut des brutalités en « Israël » fut l'assassinat du comte Bernadotte de Suède, le médiateur de l'ONU en Palestine ! Voici ce qu'en a écrit le *New York Times* (Tel Aviv, 18 septembre 1948), sous la plume de Julian Louis Meltzer :

Le comte Folke Bernadotte, médiateur de l'ONU pour la Palestine et un autre dirigeant des Nations Unies détaché de l'armée de l'air française ont été assassinés cet après-midi [17 septembre], au sein du secteur de Jérusalem contrôlé par l'armée israélienne.

Selon le *New York Times*, « Reuters a cité un porte-parole du groupe Stern ayant affirmé : “Je suis heureux que cela se soit produit”. » Une annonce produite par l'ONU a confirmé le fait que le comte Bernadotte avait été « tué par deux clandestins juifs » qui avaient également assassiné l'observateur en chef de l'ONU, le colonel André Pierre Sérot, de l'armée de l'air française.

Malgré le fait que les assassins étaient juifs et que les officiers de l'ONU assassinés venaient de pays sans influence politique mesurable sur les États-Unis, la réaction des États-Unis à l'assassinat

du médiateur de l'ONU ne fut en aucun cas favorable. On vivait une année électorale, et Dewey annonça sur le thème de l'« unité » cependant que Truman écrivit le « 80^{ème} Congrès Républicain inutile. » Durant le mois qui suivit les assassinats, aucun des deux candidats n'essaya de pêcher des voix dans la mare putride de la Palestine dominée par « les Israéliens. »

Chose étrange, c'est Dewey qui se remit le premier à accrocher un petit ver à son hameçon.

Dans sa réponse à une lettre envoyée par [Dean Alfange](#), né à Constantinople, président du comité fondateur du parti libéral de l'État de New York, le 19 mai 1944 (*Who's Who in America*, Vol. 25, p. 44), Dewey écrivit (le 22 octobre 1948) :

« Comme vous le savez, j'ai toujours pensé que le peuple juif avait droit à une patrie en Palestine, qui serait politiquement et économiquement stable... Ma position aujourd'hui est la même. »

Le 24 octobre, dans une déclaration formelle, Truman blâma Dewey pour « injection d'affaires étrangères » dans la campagne et — pour changer de figure rhétorique — répondit à « l'appel à pique » aux voix juives par un résonnant « dix sans atout » :

Pour que chacun comprenne bien ma position, je décris ici la position du parti démocrate au sujet d'Israël :

« Le président Truman, en accordant une reconnaissance immédiate à Israël, a amené le monde à accorder son amitié et à souhaiter la bienvenue à un peuple qui a de longue date recherché la liberté et l'indépendance, et qui les mérite.

Nous promettons la pleine reconnaissance de l'État d'Israël. Nous affirmons notre fierté que les États-Unis, sous la direction du président Truman, aient joué un rôle déterminant dans l'adoption de la résolution du 29 novembre 1947 des Nations Unies, déclarant la création d'un État juif.

Nous approuvons l'affirmation faite par l'État d'Israël des frontières établies par la résolution des Nations Unies du 29 novembre et considérons que toute modification de celles-ci ne devrait être réalisée que si elle est totalement acceptable aux yeux de l'État d'Israël.

Nous espérons l'admission de l'État d'Israël au sein des Nations Unies et sa pleine participation dans la communauté internatio-

nale des nations. Nous promettons d'apporter une aide appropriée à l'État d'Israël pour développer son économie et ses ressources. Nous sommes favorables à la révision de l'embargo sur les armes pour qu'il accorde à l'État d'Israël le droit à l'auto-défense » (*New York Times*, 25 octobre 1948).

Mais le président n'en avait pas dit assez. Après ce tour de chauffe, peut-être amplifiée par le contact de son auditoire, et exalté par la perspective de la victoire, qui progressa avec la décision prise par les gauchistes organisés de faire basculer leur soutien — après la fermeture des sondages d'opinion — de Wallace à Truman, il avala la cause d'« Israël », et la ligne, le flotteur et l'hameçon ne lui furent jamais même retirés depuis lors. Voici, telle que relatée par le *New York Times* du 29 octobre 1948, le récit qu'en a fait Warren Moscow :

Le président Truman a prononcé hier soir sa déclaration la plus favorable à Israël. S'exprimant à Madison Square Garden devant plus de 16 000 personnes, assemblées sous les auspices du parti libéral, le président a ignoré le rapport Bernadotte et a promis de veiller à ce que le nouvel État d'Israël soit « assez grand, assez libre et assez fort pour assurer à son peuple l'autonomie et la sécurité. »

Et le président de poursuivre :

« Il nous faut à présent aider le peuple d'Israël et il a prouvé être pétri des meilleures traditions des pionniers durs à la tâche. Il a créé un État moderne et efficace, conforme aux meilleurs standards de la civilisation occidentale. »

Au vu de l'historique sioniste d'élimination des Arabes indigènes de Palestine, des attentats sans relâche, et de l'assassinat du médiateur des Nations Unies, à peine refroidi dans sa tombe, le président doit au peuple étasunien un exposé documenté de sa conception des « meilleures traditions » et des « meilleurs standards de la civilisation occidentale. »

De fait, notre approbation de l'agression sioniste en Palestine constitue, en faisant abstraction de son influence sur les décomptes de voix dans les États douteux, l'une des actions les moins justifiables de l'histoire du monde.

Venus d'Union soviétique, les soldats « juifs » qui se sont emparés de la Palestine ne virent leurs actions soutenues par aucun droit ou coutume jamais reconnus, hormis la loi du plus fort (voir « [The Zionist Illusion](#), » du professeur [W.T. Stace](#) de l'Université de Princetown, *Atlantic Mounthly*, février 1947).

Au départ, les Sionistes khazars, issus de Russie soviétiques, ne descendaient pas du peuple de Palestine de religion juive, ancien ou moderne, et ne descendaient donc pas des Juifs de l'Ancien Testament ([The Lost Tribes](#), écrit par Allen H. Godbey, Duke University Press, Durham, N.C., 1930, pp. 257, 301 et *passim*), ils n'ont aucune affiliation biblique avec la Palestine. Leurs prétentions sur ce pays ne reposent que sur le fait que leurs ancêtres ont adopté la forme de religion d'un peuple qui vécut en Palestine mille huit cents ans plus tôt ([chapitre 2](#)). Ces prétentions présentent donc exactement la même validité que si une quelconque horde prétendait régner sur les États-Unis en l'an 3350 après Jésus-Christ pour avoir adopté la religion des Indiens d'Amérique! Autre comparaison possible, les 3 500 000 Catholiques de Chine (*Time*, 2 juillet 1951) ont tout autant de droits sur les anciens États de la Papauté en Italie que les Khazars judaïsés ont de droits sur la Palestine! (Les étudiants de la Bible iront consulter La Révélation de Saint-Jean, chapitre II, verset 9).

En outre, les statistiques, tant de détention des terres qu'en numération de la population sont fermement opposées aux prétentions sionistes. Au sortir de la première guerre mondiale, « on comptait environ 55 000 Juifs en Palestine, constituant 8 % de la population... Entre 1922 et 1941, la population juive de Palestine a cru d'environ 380 000, dont les quatre cinquièmes du fait de l'immigration. Cela a porté les Juifs à 31 % de la population totale » (*East and West of Suez*, de [John S. Badeau](#), Foreign Policy Association, 1943, p. 46). Même après que les hordes en provenance de l'Union soviétique et de ses satellites se sont déversées sur le pas, et alors même que les Nations Unies travaillaient sur le problème de Palestine, les meilleures statistiques montraient que les

non-Juifs détenaient plus de terres que les Juifs dans chacune des seize sous-divisions (comtés) de la Palestine, et dépassaient les Juifs en nombre dans quinze des seize sous-divisions (Présentations 574 et 573 de l'ONU, novembre 1947).

L'ensemble de la population mondiale arabe anti-communiste fut terrifiée — et cela peut se comprendre — par l'arrivée de soldats équipés par les Soviétiques en son cœur même, la Palestine, et fut mise en colère par la présence parmi eux — malgré la présence faite par le président Roosevelt à Ibn Saud — d'Étatsuniens disposant d'un entraînement militaire. Combien de membres du personnel de l'armée des États-Unis, de réserve, en retraite, ou en congés ont-ils participé secrètement ? On ne connaît pas les nombres. Robert Conway écrivit à Jérusalem le 19 janvier 1948 : « Plus de 2000 Étatsuniens sont déjà en service dans l'Haganah, l'armée de défense juive, a révélé une source diplomatique haut placée ce jour. » Conway affirmait également qu'une « enquête a convaincu l'agence juive que 5000 Étatsuniens sont déterminés à venir se battre pour l'État juif même si le gouvernement étasunien devait retirer à ces volontaires leur citoyenneté. » Le nombre attendu était de 50 000 si aucune loi d'abrogation de nationalité n'était adoptée par le Congrès des États-Unis (câble de *N. Y. News* dans le *Washington Times-Herald*, 20 janvier 1948).

Parmi les Étatsuniens qui font le pari d'« Israël », on trouve David Marcus, diplômé de West Point et colonel durant la seconde guerre mondiale. Le poste occupé par le colonel Marcus au sein de l'armée « israélienne » n'a pas été révélé au public avant qu'il « mourût en se battant avec les soldats israéliens près de Jérusalem » au mois de juin 1948. Lors de l'inauguration d'un mémorial édifié à Brooklyn à la mémoire du colonel Marcus, une « lettre du président Truman... chanta les louanges du rôle héroïque joué par le colonel Marcus durant deux guerres » (*New York Times*, 11 octobre 1948). Au moment de sa mort, le colonel Marcus était le « commandant suprême des forces militaires israéliennes sur le front de Jérusalem » (dépêches *Associated Press*, *Washington Eve-*

ning Star, 12 juin 1948).

Le vote arabe aux États-Unis est négligeable — alors que le vote sioniste ne l'est pas — et après l'acceptation d'« Israël » par l'ONU, le gouvernement étasunien a reconnu comme État souverain la nouvelle nation dont le sol avait vu couler le sang de gens de nombreuses nationalités, du paysan arabe de base au médiateur royal suédois envoyé par les Nations Unies. « On ne fraye pas sa voie aux Nations Unies par les armes, » a déclaré le 24 janvier 1951 Warren Austin, délégué auprès de l'ONU, en parlant de la Chine communiste (émissions de CBS et NBC). M. Austin a dû subir des troubles de mémoire, car c'est exactement ce qu'a fait « Israël » !

Bien que le vote des Arabes et des autres peuples musulmans soit négligeable aux États-Unis, ces peuples musulmans ne sont pas pour autant insignifiants dans le monde (voir la carte publiée sous le titre « The Moslem Block » en p. 78 du livre *East of Suez* de Badeau). Et leur influence n'est pas non plus négligeable au sein des Nations Unies. L'attitude amicale manifestée par les États-Unis envers l'expansion sanglante des frontières d'Israël et des autres faits déjà mentionnés plus haut a été analysée comme il se doit à la radio (*ABC Network*, 8 janvier 1951) par le philosophe distingué et chrétien (ainsi décrit par le présentateur radio, John McVane), le Dr. [Charles Malik](#), délégué libanais aux Nations Unies et représentant du Liban aux États-Unis. Le Dr. Charles Malik, du Liban, ne doit pas être confondu avec M. Jacob (Jakov, Yakop) [Malik](#), délégué soviétique avec [Andrei Y. Vishinsky](#) auprès de l'assemblée générale de 1950 des Nations Unies (Nations Unies — *Action for Peace*, par Marie et Louis Zocca, *Rutgers University Press*, New Brunswick, N.J., 1951). À son auditoire radiophonique, le Dr Malik, du Liban, a notamment exprimé ce qui suit :

MR. MALIK : Les États-Unis présentent une longue histoire de relations très amicales avec les peuples arabes, depuis environ un siècle. Cette histoire s'est construite grâce à l'œuvre de missionnaires, d'éducateurs, d'explorateurs, d'archéologues et d'hommes d'affaires durant toutes ces décennies. Jusqu'au moment où le problème palestinien s'est mis à constituer un sujet brûlant, les

peuples arabes entretenaient un sentiment d'amour et d'admiration envers les États-Unis. Ainsi, lorsqu'a été soulevé le problème en Palestine, avec tout ce qu'impliquait ce problème, avec tout ce que nous considérons comme de la partialité manifestée par les États-Unis vis-à-vis d'Israël, les Arabes ont commencé à sentir que les États-Unis n'étaient pas aussi magnifiques ou aussi admirables qu'ils avaient pu le penser. Le résultat a été qu'au moment présent, on constate une chute bien réelle de l'affection et de l'admiration ressenties par les Arabes pour les États-Unis. Cette chute a affecté l'ensemble des relations entre les États-Unis et le monde arabe, aussi bien diplomatiques que non diplomatiques. Et au moment présent, je peux affirmer, à mon grand regret, que c'est un fait dans l'ensemble du monde arabe que la réputation des États-Unis a pâti de tout cela plus que jamais dans l'histoire. Dans l'ensemble, les Arabes n'ont pas confiance envers les États-Unis, en temps de crises, pour ne pas prendre des décisions qui seront préjudiciables à leurs intérêts. Ce ne sera que lorsque les États-Unis pourront prouver, par des décisions historiques réelles, qu'ils peuvent se soustraire à certaines pressions démesurées qu'ils subissent de temps à autre, et peuvent véritablement se positionner de manière que l'on pourrait qualifier de juste sur certains sujets, que le peuple arabe sentira véritablement qu'il peut revenir à son ancienne attitude de respect authentique et d'admiration pour les États-Unis.

Ainsi, les dégâts provoqués par la récolte de bulletins électoraux à New York et dans d'autres États douteux dotés d'un grand nombre de Sionistes khazars nous a coûté la loyauté de douze nations, nos anciens amis, le bloc dénommé « arabe et asiatique » à l'ONU!

Il apparaît également que les problèmes causés au monde par le petit État d'« Israël » né dans le sang ne sont pas terminés. Une opinion « israélienne » officielle sur l'Allemagne a été exprimée à Dallas, au Texas, le 18 mars 1951, lorsqu'[Abba S. Eban](#), ambassadeur de l'État d'« Israël » aux Nations Unies et représentant d'« Israël » aux Nations Unies, a affirmé qu'« Israël représente la réhabilitation de l'Allemagne. » L'ambassadeur Eban a visité la ville texane dans l'intérêt de lever des fonds afin de faire venir « 200 000 immigrants cette année, 600 000 durant les trois prochaines années » (*Dallas*

Morning News, 18 mars 1951) dans le petit État de Palestine, ou « Israël. » Le même jour, le même ambassadeur Evan parlait à Dallas du ressentiment d'« Israël » vis-à-vis de la réhabilitation de l'Allemagne, et une dépêche Reuters du 13 mars 1951 en provenance de Tel Aviv (*Washington Times-Herald*) affirmait que « les notes remises hier [le 12 mars] à Washington, Londres et Paris ainsi qu'au représentant soviétique à Tel Aviv exhortent les puissances occupantes de l'Allemagne à ne pas "remettre les pleins pouvoirs à un gouvernement allemand, quel qu'il soit" sans réserves expresses pour le versement de réparations à "Israël" au travers d'un montant de 1 500 000 000 \$. »

Cette somme était présentée comme une compensation pour 6 000 000 de Juifs tués par Hitler. On a vu ce nombre utilisé de manière répétée (jusqu'au mois de janvier 1952 — dans des émissions radiophoniques « israéliennes » entendues par l'auteur), mais quiconque consulte les statistiques et médite sur les faits avérés de l'histoire récente ne peut s'empêcher de se demander comment on a pu parvenir à ce nombre. Selon l'Annexe VII, « Statistiques sur l'Affiliation Religieuse » de *The Immigration and Naturalization Systems of the United States (A Report of the Committee on the Judiciary of the United States Senate, 1950)*, le nombre des Juifs dans le monde s'établit à 15 713 638. Le *World Almanach*, 1949, p. 289, est cité comme source de la table reproduite en p. 842 du document produit par le gouvernement. L'article du *World Almanach* est produit sous le titre « Religious Population of the World. » Un élément correspondant, portant le titre « Population, Worldwide, by Religious Beliefs » peut être trouvé dans le *World Almanach* de 1940 (p. 129), au sein duquel la population juive mondiale est comptée à 15 319 359. Si les nombres présentés par ces éditions du *World Almanach* sont exacts, la population juive mondiale n'a pas décréu durant la décennie de la guerre, mais a fait montre d'une petite augmentation.

Mais supposons que les nombres du document des États-Unis et du *World Almanach* sont erronés et examinons les faits avérés. En

premier chef, le nombre de Juifs vivant en Allemagne s'élevait en 1939 à environ 600 000 — selon certaines estimations, un nombre nettement plus faible — et parmi eux, comme on le montre dans d'autres chapitres du présent ouvrage, un grand nombre ont émigrés vers les États-Unis, certains se sont rendus en Palestine, et certains vivent encore en Allemagne. Quant aux Juifs vivant sur les régions d'Europe de l'Est temporairement occupées par les soldats de Hitler, la grande majorité a plié bagage pour se réfugier en Russie soviétique avant l'arrivée des armées allemandes. Parmi ceux-ci, un grand nombre s'est ensuite rendu aux États-Unis, certains se sont rendus en Palestine, d'autres sont évidemment restés en Russie soviétique et peuvent faire partie de la force juive positionnée à la frontière iranienne ; en outre, un nombre suffisant est restée en Europe de l'Est ou est retourné depuis la Russie soviétique pour constituer le noyau dur de la nouvelle administration qui tient le pouvoir dans les pays satellites ([chapitre 2](#)). Il est difficile de voir comment toutes ces migrations et toutes ces réussites dans la prise de pouvoir ont pu se produire avec une population juive très réduite par rapport à celle qui existait en Europe de l'Est avant la seconde guerre mondiale. Les faits avérés sur les migrations juives et la puissance exercée par des Juifs en Europe de l'Est tendent donc, à l'instar des nombres du *World Almanach* acceptés par le Comité Judiciaire du Sénat, à soulever une question : où Hitler a-t-il trouvé les 6 000 000 de Juifs désignés comme tués par lui. Cette question devrait être réglée une bonne fois pour toutes avant que les États-Unis soutiennent la moindre revendication « israélienne » à l'encontre de l'Allemagne. À cet égard, il est bon de se souvenir également que l'Allemagne moyen n'eut rien de plus à voir avec les politiques déployées par Hitler que l'Étatsunien moyen n'eut de prise sur les politiques déployées par Roosevelt ; que l'on dénombre 5 000 000 d'*Allemands introuvables* — 4 000 000 civils (voir au [chapitre 4](#)) et 1 000 000 de soldats qui ne sont jamais revenus des camps de travail soviétiques (voir la section (c), ci-après) ; et qu'*une attitude hostile permanente à l'encontre de l'Allemagne de notre part*

constitue le meilleur espoir du point de vue des maîtres communistes de la Russie.

Mais en dépit de ces absurdités, les revendications « israéliennes » de réparations de la part d'un pays pas encore créé, dont le territoire est sous occupation étrangère depuis le début de la vie de l'État d'« Israël », pourraient bien retarder toute réconciliation en Europe occidentale ; et lesdites réparations, même acceptées sous la contrainte par un gouvernement d'Allemagne de l'Ouest, finiraient sans doute par être financées — directement ou non — par les États-Unis. La probabilité que les États-Unis s'en acquittent sera d'autant augmentée qu'un puissant groupe de propagande y mettra la pression durant la campagne présidentielle de 1952 !

Quant aux 600 000 nouveaux immigrants vers « Israël » de l'ambassadeur Eban : où ces gens vont-ils aller — si de nouvelles terres arabes ne sont pas saisies et que de nouveaux Chrétiens et de nouveaux Musulmans ne sont pas chassés de leur maison ?

Et chose toute aussi significative : d'où viendront les immigrants juifs de l'ambassadeur Eban à destination d'Israël ? Comme nous l'avons vu ci-avant, une vaste portion des 600 000 Juifs d'Allemagne d'avant guerre est venue avec d'autres Juifs européens à bord des navires qui avaient amené des soldats étasuniens en Europe, par le voyage retour. Peu d'entre eux quitteront les États-Unis, car les statistiques montrent que parmi tous les immigrés entrés aux États-Unis, les Juifs sont ceux qui ont le moins de chance de repartir. Les Juifs vivant actuellement en Allemagne de l'Ouest ne vont probablement compter que pour peu à destination d'« Israël », car ces Juifs jouissent d'un statut privilégié sous la protection des États-Unis. Il apparaît donc que les 600 000 renforts de l'ambassadeur Eban à destination d'« Israël » — outre des retardataires en provenance du monde arabe et peut-être une poignée venue d'ailleurs — ne pourraient venir que de l'Union soviétique et de ses satellites. Si tel est le cas, ils viendront avec la permission et selon un accord conclu avec un dictateur communiste ([chapitre 2](#), ci-dessus). Se peut-il qu'un grand nombre des 600 000 seront des hommes jeunes

disposant d'un entraînement militaire soviétique ? Se peut-il que cette permission soit liée à la forte concentration soviétique de Juifs observée en 1951 aux abords de la frontière soviéto-iranienne ?

Se peut-il également qu'une armée établie en Palestine, entraînée et équipée par les Soviétiques, constitue le tenant d'un énorme mouvement de pince (« *Keil und Kessel* » était le terme employé par Hitler), et qu'une poussée vers le Sud, dans les terres d'Iran riches en pétrole, en soit le second ? Les hommes politiques soviétiques rusés savent qu'utiliser un corps substantiel de soldats juifs dans le cadre d'une telle opération pourrait permettre d'éviter toute action de la part des États-Unis, qu'elle soit diplomatique ou d'une autre nature, visant à préserver le Moyen-Orient et son pétrole des Soviétiques. De fait, il ne serait pas surprenant, si une campagne de propagande sioniste était lancée à plein régime aux États-Unis, de voir l'administration en poste, suivant son précédent avec « Israël, » soutenir une telle action soviétique.

En résumé, on ne peut dire qu'une chose : plusieurs indications issues des Renseignements laissent à penser qu'un piège soviétique est en cours de préparation. Contrairement à notre Département d'État, le bureau soviétique des affaires étrangères est pleinement fonctionnel et ne prend pas de décisions sur un claquement de doigts. Il dispose de plusieurs plans différents pour une zone stratégique donnée, et va activer celui qui apparaît, à la lumière des événements en cours, comme le plus prometteur pour contribuer à l'objectif général. Seul le temps pourra dire si les hommes du Kremlin décideront ou non de lancer les soldats juifs dans une poussée pour le pétrole de l'Iran et de l'Arabie.

Ainsi, le Moyen-Orient s'embrase — en Iran, sur la frontière « israélienne, » et aux abords du Canal de Suez.

Serions-nous en mesure d'éteindre les flammes de révolte qui peuvent si facilement amener à l'embrasement d'une troisième guerre mondiale ? Le *Freeman* (édition du 18 août 1950) a apporté une réponse sensée à cette question, affirmant que « tout ce que nous avons à faire pour nous assurer de l'amitié des peuples arabes et

musulmans est de revenir à nos attitudes traditionnelles vis-à-vis de peuples qui, comme nous, sont épris de liberté. » Cette vérité est avérée par le fait qu'une « foi musulmane se base en partie sur les enseignements du Christ. »

Allons-nous œuvrer pour la paix et la justice au Moyen-Orient et ainsi essayer d'éviter la troisième guerre mondiale ? Sous l'administration Truman, et l'historique qu'elle présente en la matière, la probabilité que cela se produise semble très liée à celle de voir la population musulmane apte à voter et les puissances financières musulmanes des États-Unis surpasser leurs pendants sionistes durant le mandat de l'administration Truman.

6.0.c

La troisième erreur de taille commise par l'administration Truman en matière de politique étrangère réside dans le traitement de l'Allemagne vaincue. En Chine et en Palestine, le Département d'État et les hommes de main obéissant à la présidence peuvent être directement accusés d'avoir saboté l'avenir des États-Unis ; car malgré la reddition de Yalta, la position des États-Unis dans ces régions restait loin d'être désespérée au moment du décès de Roosevelt, au mois d'avril 1945. Eu égard à l'Allemagne, cependant, les choses étaient déjà au pire, et on peut accuser l'administration Truman non pas d'avoir créé, mais d'avoir toléré et maintenu une situation dangereuse pour la sécurité à venir des États-Unis.

À Yalta, un Roosevelt mourant, accoudé par Hiss et le général Marshall, avait consenti à la brutalité consistant à laisser les Soviétiques utiliser des millions de prisonniers de guerre comme esclaves — un million d'entre eux sont toujours en 1951 ou bien esclaves, ou bien morts avant l'âge. Nous avons ainsi accepté de relancer l'esclavage humain sous une forme bien plus cruelle qu'elle n'avait jamais existé dans le monde occidental ; nous avons également pratiqué l'inhumanité consistant à rendre aux Soviétiques pour qu'ils soient punis les soldats russes attirés par l'Occident qui avaient cherché

un refuge dans les régions tenues par les armées d'un Occident jadis chrétien ! Le plan Morgenthau visant à relancer l'esclavage humain, au travers de sa clause de « travail forcé en dehors de l'Allemagne » à l'issue de la guerre (William Henry Chamberlin, *America's Second Crusade*, Henry Regnery Company, Chicago, 1950, p. 210) constitua le document fondateur de ces décisions monstrueuses. Il semble que Roosevelt ait lancé ce plan à Québec en pleine conscience de sa décision (*Memoirs of Cordell Hull*, Vol. II), et qu'il aurait pu modifier certaines des clauses parmi les plus cruelles s'il avait survécu et repris quelque force. Au lieu de cela, il a sombré vers la tombe, et à Yalta, Hiss et Marshall étaient à ses côtés, alors qu'Acheson, l'assistant au Secrétaire d'État, était occupé à Washington.

Après la mort de Roosevelt, les mêmes dirigeants d'un rang de sous-cabinet ou d'un rang élevé mais hors du cabinet ont poursuivi ces mêmes politiques et œuvré assidûment à fomenteur des désordres supérieurs à la normale dans l'Allemagne de l'Ouest de l'après-guerre. La maxime stratégique sensée, voulant que l'on fait la guerre pour amener la nation vaincue dans l'orbite du vainqueur, pour en faire une amie et une alliée, est restée négligée. Au lieu de cela, avec un horizon mondial nettement plus étroit que celui de son prédécesseur, M. Truman a été bien plus facile à manœuvrer du point de vue des dirigeants acquis à l'étranger qui l'entouraient. À tous égards, il devint bientôt leur captif.

Du point de vue des relations futures avec l'Allemagne comme avec les Juifs, et de celui de nos propres intérêts nationaux, nous avons commis une grave erreur en utilisant autant de Juifs dans l'administration de l'Allemagne. Comme on supposait que les Juifs n'avaient aucune « contamination nazie, » les « Juifs restés en Allemagne après le régime nazi étaient disponibles pour être utilisés par le gouvernement militaire » (Zink : *American Military Government in Germany*, p. 186). En outre, de nombreux Juifs qui étaient venus aux États-Unis depuis l'Allemagne durant la guerre furent renvoyés en Allemagne comme dirigeants étasuniens, disposant d'un rang et de pouvoir. Certaines de ces personnes se virent même nommées

sur-le-champ au grade d'officiers de l'armée des États-Unis. Malheureusement, tous les Juifs réfugiés n'étaient pas dotés d'un caractère admirable. Certains avaient eu des problèmes en Allemagne pour des crimes qui n'avaient rien de politique, et leur rapatriement en habit de dirigeant des États-Unis constitua un choc pour le peuple allemand. On trouve des témoignages de falsifications par des interprètes juifs et d'actes de vengeance. Nous n'estimerons pas ici la portée de ce type de pratiques, mais en tous cas, l'emploi de Juifs en si grand nombre — qu'ils fussent honorables, ou non — fut pris par les Allemands comme preuve de l'affirmation émise par Hitler (entendue par de nombreux États-Unis, car la chanson fut diffusée sur ondes courtes) que les États-Unis constituaient un « territoire juif, » et compliqua le chemin vers la réconciliation et la paix.

Une tache indélébile majeure a marqué le bouclier étasunien avec les procès de Nuremberg au cours desquels, en violation claire de l'esprit de notre propre Constitution, nous avons jugé des gens sur la base de lois rétroactives pour des actions commises en suivant les ordres de leurs supérieurs. Une telle parodie de justice ne pouvait avoir pour résultat que d'enseigner aux Allemands — comme le sujet de la Palestine l'aura enseigné aux Arabes — que notre gouvernement n'entretenait aucun sens de la justice. L'amertume persistante émanant de ce fiasco imbécile est perceptible dans le trait d'esprit populaire qui circule en Allemagne, et qui dit que pour la troisième guerre mondiale, l'Angleterre va fournir la Marine, la France les soldats de pied, les États-Unis les avions, et l'Allemagne les criminels de guerre.

Outre l'absence de fondement solide ou de précédent, nos « procès de guerre » ont apporté un exemple classique des « retards de la loi. » Sept soldats allemands, portant des grades compris entre sergent et général, ont été exécutés aussi tard que le 7 juin 1951. Quoi que ces hommes et ceux qui furent exécutés avant eux aient pu faire ou ne pas faire, cette longue attente a présenté deux résultats évidents — cinq années d'emplois pour les fonctionnaires étasuniens

impliqués et une irritation continue du peuple allemand.

Les Allemands avaient été soigneusement alarmés et prévenus contre le Communisme, et faisaient usage de la phrase « *Gegen Welt Bolshewismus* » (« Contre le Communisme mondial ») sur des pancartes et des bannières de défilé alors même que Franklin Roosevelt le courtisait (« Nous avons besoin de ces voix »). Il s'en est suivi que la nomination de [John J. McCloy](#) au poste de Haut Commissaire (le 2 juillet 1949) est apparue comme un affront, car cet homme était assistant au Secrétaire de la Guerre à l'époque de la mise en application de l'ordre exécutif qui abolit les règles conçues pour empêcher l'admission de Communistes au sein du Département de la Guerre ; et également, face à un Comité du Congrès nommé pour enquêter sur le Communisme au sein du Département de la Guerre, il avait témoigné que le communisme ne constituait pas un facteur décisif pour l'attribution ou le retrait d'une commission de l'armée. L'historique de McCloy ([chapitre 8](#), section c) mais également sa manière de traiter les Allemands, ont tendu à encourager une hostilité permanente envers les États-Unis. Ainsi, aussi tard qu'en 1950, il a continué d'émettre des ordres à leur destination, non seulement clairement, mais « brutalement » et « sévèrement » (Drew Middleton dans le *New York Times*, 7 février 1950).

Des volumes ne suffiraient encore pas à relater l'ensemble des folies que nous avons commises sur des sujets tels que démanteler les usines allemandes au bénéfice de l'Union soviétique, tout en dépensant presque un milliard de dollars par an pour livrer nourriture et autres éléments essentiels au peuple allemand, qui aurait pu subvenir à ses propres besoins en travaillant dans les usines détruites. Pour des détails concernant le résultat du démantèlement de quelques usines chimiques dans la Ruhr, voir « On the Record » de Dorothy Thompson, *Washington Evening Star*, édition du 14 juin 1949. Mais l'échec majeur de notre politique est bel et bien survenu en 1950. Nous n'avons pas ici la place de discuter en détail notre attitude vis-à-vis de la tentative menée par 510 000

Juifs — soutenus, bien entendu, par l'extérieur comme nous l'avons montré ci-avant, au [chapitre 4](#) — pour exploiter 62 000 000 Allemands (1933 ; les nombres étaient respectivement d'environ 600 000 et 69 000 000 en 1939) ou les séquelles effroyables. Mais la volonté de donner l'impression, comme le fit M. Acheson, que nous faisons notre possible pour assurer la coopération de l'Allemagne de l'Ouest est apparue comme une pure tromperie, alors que M. [Milton Katz](#) était à l'époque encore notre ambassadeur pour toute l'Europe (sa démission prit effet le 19 août 1951), et que, sous un Marshall loin d'être vigoureux, les deux hauts assistants au secrétaire à la Défense étaient des Juifs d'Europe de l'Est, Mme [Anna Rosenberg](#) et M. Marx Leva ! L'auteur ne dit ni n'intuïte rien contre M. Katz, Mme Rosenberg, ou M. Marx Leva, ou d'autres personnes telles que M. Max Lowenthal ou M. Benjamin J. Bittenwieser, qui ont été des personnalités de premier plan dans notre gestion récente de l'Allemagne, le premier comme assistant au Commissaire McCloy et le dernier comme assistant au Haut-Commissaire des États-Unis. Pour autant que l'auteur puisse en juger, ces cinq dirigeants entretiennent des convictions sincères. Le seul point soulevé ici réside dans le caractère insensé d'une politique consistant à envoyer des personnes qui n'y sont pas les bienvenues sur une terre dont nous recherchons la bonne volonté — à moins que nous fassions uniquement semblant de la rechercher.

Selon *A Measure of Freedom*, écrit par Forster (p. 86), il existe « une croissance soutenue du sentiment pro-allemand dans la presse super-patriote » des États-Unis. Le contexte suggère que M. Forster fasse référence en dérision à certains feuillets anti-administration à faible tirage, dont la plupart ne comportent pas de publicité. Ces articles en langue anglaise et les points de vue stratégiques sensés qu'ils soutiennent ne peuvent cependant disposer d'aucune circulation appréciable en Allemagne, à supposer qu'ils puissent même y circuler, et les Allemands sont contraints de juger les États-Unis sur la base de leurs actions et de leur personnel. Dans ces deux domaines, la plus grande partie de nos actions a consisté à

les éloigner de nous plutôt que de les attirer dans notre orbite tels des amis.

Si nous désirons véritablement l'amitié et la paix avec le peuple allemand, et que nous tenons vraiment à les avoir de notre côté dans le cas d'une nouvelle guerre mondiale, notre décision de désigner le général Eisenhower comme commandant en chef en Europe a été des plus déplorables. Il s'agit d'un homme plein de tact et de génie, mais aux yeux des Allemands, il reste — actuellement et pour l'histoire — comme le commandant qui aura dirigé la destruction de leurs villes avec des pertes civiles montant à des nombres tels que 40 000 morts en une seule nuit, et qui aura dirigé la retraite des États-Unis des faubourgs de Berlin. Cette retraite a constitué à la fois un affront pour nos soldats victorieux, et une tragédie pour l'Allemagne, en raison des millions de personnes supplémentaires qui se sont retrouvées sous le joug soviétique, et en raison du fait que les usines de construction de sous-marins, de missiles guidés, et d'autres fabrications ont ainsi été cédées aux Soviétiques. Qui plus est, le général Eisenhower était commandant suprême en Allemagne durant les atrocités terribles perpétrées sur le peuple allemand par des personnes déplacées, après la reddition ([chapitre 4](#)). On dispose de témoignages établissant l'insatisfaction du général Eisenhower vis-à-vis de la situation de l'Allemagne en 1945, mais il n'a — à la connaissance de l'auteur — réalisé aucune action forte, comme se faire nommer à un autre poste. En fin de compte, selon M. Henry Morgenthau (*New York Post*, 24 novembre 1947), cité dans *Human Events* et dans l'ouvrage *America's Second Crusade* de W.H. Chamberlain, le général Eisenhower a déclaré : « L'ensemble de la population allemande est un paranoïaque synthétique » et ajouter que le meilleur remède consisterait à les laisser mitonner dans leur jus.

En résumé, envoyer le général Eisenhower persuader les Allemands de l'Ouest de « passer l'éponge » (CBS, 20 janvier 1951), et ce avant même de signer un traité de paix, ressemblerait fortement à voir le président [Grant](#) envoyer le général [Sherman](#) pour apaiser

les Géorgiens cinq années après l'incendie d'Atlanta et la marche vers la mer — hormis le fait que l'avenant Eisenhower présente le handicap initial supplémentaire d'avoir M. Katz sur le dos, et Mme Anna Rosenberg occupant un poste élevé au sein du Département de la Défense à Washington ! Ledit handicap pourrait bien s'avérer insurmontable, car de nombreux Allemands pensent, à tort ou à raison, que les Juifs sont responsables de tous leurs maux. Ainsi, après la nomination d'Eisenhower, les Allemands qui manifestaient n'écrivirent plus sur leurs banderoles le vieux slogan « Gegen Welt Bolschewismus, » mais « Ohne mich » (dépêche *Associated Press* émise à Frakfurt-am-Main, Allemagne, le 4 février 1951), qui se traduit par « Sans moi. »

C'est à cette Allemagne, dont notre politique ravive sans relâche les profondes plaies issues de la guerre, que notre gouvernement a proposé en 1951 d'envoyer quatre divisions supplémentaires de soldats étasuniens pour « renforcer » les deux divisions qui y stationnaient déjà. En envoyant ces soldats, dont tous, hormis quelques unités d'une division, étaient déjà arrivés en Allemagne à la mi-novembre, les États-Unis ont choisi une région difficile pour un possible conflit, car la Russie est juste à côté, alors que nos soldats, nos livraisons et nos renforts ont toute l'Atlantique à traverser ! Et l'on peut considérer le problème sous un autre angle. Si les Allemands, alors qu'ils se battaient depuis et pour leur patrie, « ont échoué avec une magnifique armée de 240 divisions de combat » (ancien président Herbert Hoover, à la radio dans « Nos politiques nationales dans cette crise, » 20 décembre 1950) à vaincre la Russie soviétique, qu'espérons-nous accomplir avec six divisions ? Bien sûr, durant la seconde guerre mondiale, de nombreuses divisions allemandes furent envoyées sur le front Ouest et les États-Unis ont donné à la Russie du matériel de guerre valant onze milliards de dollars ; mais il reste que selon toutes les comparaisons possibles, six reste un nombre très peu élevé face au nombre de divisions allemandes qui furent positionnées face à la Russie si l'on veut jamais envisager la notion de victoire. Se pourrait-il que ces six

divisions aient été proposées par quelque planificateur du Département d'État, comme parallèle européen pour la troisième guerre mondiale aux cibles faciles positionnées à Pearl Harbor et aux coquillages des eaux des Philippines? (voir le [chapitre sept](#), section d, ci-après, et *Design for War* de Frederick R. Sanborn, The Devin-Adair Company, New York, 1951). En tous cas, l'Union soviétique — que ce soit en raison d'une situation intérieure défavorable, de la rétivité de ses États satellites, de la crainte de notre stock de bombes atomiques, de la confiance vis-à-vis de l'atteinte de ses propres objectifs par des voies diplomatiques, ou pour d'autres raisons — n'a pas répondu violemment à la présentation de notre premier appât, qui fut la célèbre Division Blindée, ni aux envois de soldats qui ont suivi. Mais au vu de nos provocations, les Soviétiques se sont affairés *discrètement*.

Durant les cinq années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, les dirigeants soviétiques n'ont que peu, voire pas, œuvré à préparer le réseau de transports de l'Allemagne de l'Est à de possibles transits de guerre (*US News and World Report*, 24 janvier 1951). Mais face au défi de nos 4 divisions supplémentaires, les Soviétiques ont pris des décisions. Voici comment les choses se sont passées (dépêche AP de Berlin, parue dans le *Washington Times-Herald*, 30 avril 1951) :

Les ingénieurs russes ont commencé à rebâtir le système ferroviaire et routier depuis l'Elbe, ont révélé aujourd'hui des sources en Allemagne de l'Est.

Les principales lignes ferroviaires reliant l'Allemagne de l'Est et la Pologne avec la Russie sont en cours de dédoublement, affirment les sources.

Les ingénieurs rebâtissent le réseau de routes et de ponts pour pouvoir y faire transiter des chars et d'autres véhicules d'artillerie.

Les Soviétiques ne se sont pas contentés d'œuvrer sur les moyens de transports, ils se sont également activés en matière de personnel et d'équipement. Selon Drew Middleton (*New York Times*, 17 août 1951), « L'ensemble des vingt-six divisions du groupe d'armées so-

viétique d'Allemagne de l'Est est porté à sa force maximale pour la première fois depuis 1946. » En outre, un « afflux de chars, fusils, camions et armes légères récemment produits est acheminé vers les bases de l'armée et les divisions. » On a également rapporté le renforcement des armées des pays satellites.

Ces mouvements stratégiques ont suivi nos projets ouvertement annoncés d'accroître nos forces présentes en Allemagne. En outre, selon [Woodrow Wyatt](#), le sous-secrétaire britannique à la Guerre, l'Union soviétique avait à l'été 1951 « sous les armes » « 215 divisions et plus de 4 000 000 d'hommes. » (Dépêche AP parue dans le *New York Times*, 16 juillet 1951). Se pourrait-il que notre Département d'État recherche un conflit terrestre avec cette vaste force, pas seulement à sa frontière, mais sur la frontière précise qui est la plus proche de leurs usines et de leurs terres agricoles les plus productives ?

En résumé, la situation de nos soldats en Allemagne fait partie d'une image mondiale complexe qui est modifiée chaque jour par de nouveaux événements, comme notre accord longtemps retardé avec l'Espagne et un desserrement des termes de notre traité avec l'Italie. Plusieurs facteurs non résolus perdurent. L'un d'entre eux est notre dépendance — au moins en grande partie — vis-à-vis du réseau de transport français qui est mis en péril quotidiennement par les Communistes — ces derniers constituent le parti le plus fort numériquement en France. Un autre facteur est la date et la nature du traité de paix qui sera un jour établi entre l'Allemagne de l'Ouest et les États-Unis. Une étape possible dans la direction de relations pacifiques a été franchie par le président le 24 octobre 1951, lorsqu'il a approuvé une résolution conjointe adoptée par le Congrès mettant fin à l'état de guerre avec l'Allemagne.

Pour clore le sujet, il reste une seule chose à dire : la situation de nos soldats en Allemagne est précaire et la question de nos relations avec l'Allemagne exige d'être soupesée par les personnes les plus compétentes et les plus patriotes des États-Unis — un type qui n'a pas été excessivement représenté parmi les hauts échelons de notre

Département d'État au cours des dernières années.

6.0.d

Avec trois « erreurs » colossales en course pour un possible désastre en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Allemagne, nous avons attendu le coup de l'ennemi auquel il fallait s'attendre pour nous pousser dans la défaite. C'est en Extrême-Orient qu'il a été porté.

Comme à Pearl Harbor, l'attaque est survenue un dimanche matin — le 12 juin 1950. Ce jour là, les soldats communistes de Corée du Nord ont traversé le 38^{ème} parallèle pour passer de la zone soviétique à la zone récemment abandonnée par les États-Unis en Corée, et ont progressé rapidement vers le Sud. Notre gouvernement connaissait, de plusieurs sources, l'existence de ces soldats communistes avant le déplacement de nos propres soldats le 1^{er} janvier 1949, qui laissa les Coréens du Sud à leur propre sort. Ainsi, au mois de mars 1947, le lieutenant général John R. Hodge, commandant étasunien en Corée, a affirmé « que les soldats communistes chinois prenaient part à l'entraînement d'une armée coréenne de 500 000 hommes en Corée du Nord tenue par la Russie » (*The China Story*, p. 51).

Malgré notre connaissance de la puissance armée des forces en Corée du Nord ; malgré notre échec proclamé à armer nos anciens pupilles, les Coréens du Sud ; malgré nos déclarations de « désengagement » plaçant Formose et la Corée en dehors de notre périmètre de défense et en dépit du fait que nous laissions le plus souvent aux Communistes le feu vert en Extrême-Orient ; et malgré la déclaration du président Truman aussi tard que le 4 mai 1950, selon qui il n'y aurait « pas de guerre frontale, » nous avons jeté les soldats étasuniens depuis le Japon dans cette péninsule maudite — sans l'autorité du Congrès — pour répondre à l'invasion communiste.

Nos soldats envoyés depuis le Japon avaient été entraînés pour mener des tâches de police plutôt que comme combattants, et

étaient « sans les armes appropriées » (P.L. Franklin dans *National Republic*, janvier 1951). Ce fait déplorable fut confirmé officiellement par l'ancien secrétaire à la Défense, [Louis Johnson](#), qui a témoigné que nos soldats en Corée « n'étaient pas équipés des choses dont on aurait besoin si on devait combattre un ennemi hostile. Ils étaient pourvus et équipés pour l'occupation, pas pour la guerre ou pour une offensive » (témoignage face aux comités des services armés combinés et des relations étrangères du Sénat, juin 1951, cité par *U.S. News and World Report*, 22 juin 1951, pp. 21-22). Notre administration avait veillé également à ce que ces soldats qui sont devenus nos alliés de Corée du Sud fussent également pratiquement désarmés, car le Département de la Défense « n'avait aucune implantation en Corée. L'implantation était à ce moment-là sous le Département d'État » (témoignage du secrétaire Johnson).

Au vu de telles circonstances, *un observateur objectif peut-il éviter la conclusion selon laquelle les manipulateurs de la politique suivie par les États-Unis ont anticipé confidentiellement la défaite et la destruction de notre armée, que le secrétaire Acheson conseilla au président Truman d'envoyer en Corée en juin 1950 ?*

Mais les manipulateurs gauchistes du Département d'État — que ce soit au sein de ce département ou depuis l'extérieur — se trouvèrent bientôt confrontés à un miracle qu'ils n'avaient pas prédit. L'arrêt imposé aux Communistes de Corée du Nord par une poignée d'hommes subissant de tels handicaps a constitué l'une des pages les plus remarquables et héroïques de notre histoire — dont le crédit est à partager entre nos courageux hommes combattant en première ligne ; dont les commandants ont compris le major général [William F. Dean](#), qui s'est fait capturer par l'ennemi, et le lieutenant général [Walton H. Walker](#), mort en Corée ; et leur commandant en chef, le général [Douglas MacArthur](#).

Le monde libre applaudit à ce qui apparut comme un retournement subit de notre longue politique de reddition face aux forces soviétiques en Extrême-Orient, et les Nations Unies apportèrent leur soutien à l'aventure lancée par notre administration en Corée.

Mais le même monde libre fut stupéfait de découvrir la signification de l'ordre du président donné à la septième flotte des États-Unis de prendre position de combat entre Formose et le continent chinois, et d'empêcher Tchang de harceler les Communistes du continent. Avant l'agression communiste en Corée, Tchang parachutait des munitions aux armées nationalistes modérées (appelées « guérilla »), dont l'effectif moyen est estimé par les autorités compétentes à environ 1 250 000 ; bombardait les concentrations de Communistes ; pratiquait des raids éclairs sur les ports tenus par les Communistes, et interceptait les livraisons envoyées de Grande-Bretagne et des États-Unis aux Communistes chinois. Les déclarations répétées de Grande-Bretagne et des États-Unis, selon lesquelles ces livraisons n'étaient d'aucune utilité aux armées communistes, avaient été totalement réfutées par M. Winston Churchill (le 7 mai 1951, dépêche UP), selon qui les envois aux Communistes chinois comprenaient 2500 tonnes de caoutchouc malaisien par mois !

Les armées de Tchang — bien qu'elles fussent fréquemment sous-valorisées dans certains journaux et par certains commentateurs radiophoniques — n'étaient ni ne sont négligeables, loin s'en faut. Son échec sur le continent avait directement découlé de notre arrêt d'approvisionnement des munitions et d'autres fournitures mais, comme on l'a décrit plus haut, il avait réussi à couvrir sa retraite jusque Formose. Selon le major général [Claire Chennault](#), fondateur des célèbres « [tigres volants](#) » et selon le sénateur [Knowland](#) de Californie — major durant la seconde guerre mondiale et membre du comité sénatorial des services armés — qui ont enquêté séparément, à la fin 1950, Tchang disposait à Formose d'environ 500 000 hommes entraînés et d'une quantité de matériel considérable. Le nombre monta à 600 000 dans le discours historique aux deux chambres du Congrès du général MacArthur, prononcé le 19 avril 1951.

Notre action contre Tchang eut un effet, tellement évident qu'il parut planifié. Après nos ordres transmis à la Septième Flotte, les

armées communistes coincées par Tchang se retrouvèrent libres de soutenir les forces communistes chinoises assemblées à la frontière coréenne pour observer nos opérations. Malgré la « supposition » de notre Département d'État, qui resta dissimulée au peuple étasunien, selon laquelle les Communistes ne se battraient pas, ces armes saisirent le moment de leurs renforts venus du Sud, qui se produisit au même moment que l'extrême allongement de nos lignes d'approvisionnement, et entrèrent en guerre à la fin 1950. Lors de son apparition face aux comités des services armés combinés et des relations étrangères, au Sénat, au mois de mai 1951, le général MacArthur témoigna que *deux armées communistes chinoises qui avaient observé Tchang avaient été identifiées parmi nos ennemis en Corée*. Ainsi, notre politique dans le Détroit de Formose constitua un instrument qui précipita l'attaque communiste chinoise contre nous, alors que la victoire en Corée était à notre portée.

Voici donc en résumé la situation telle qu'elle était lorsque les Communistes chinois ont franchi la rivière Yalu au mois de novembre 1950 : *Nous leur avions quasiment fourni le nerf de la guerre en empêchant les interférences de Tchang avec leurs importations de matériaux stratégiques. Nous avions libéré au moins deux de leurs armées pour qu'elles nous attaquent en bloquant les attaques menées contre elles par Tchang*. Non seulement avions-nous, pour des raisons « politiques, » refusé la proposition de Tchang de 33 000 de ses meilleurs hommes lorsque la guerre avait éclaté (« How Asia's Policy Was Shaped : Civilians in the State Department Are Dictating Military Strategy of Nation, Johnson confirms, » par Constantine Brown, *The Evening Star*, Washington, 16 juin 1951), mais même durant la grave crise du mois de novembre 1950, nous avions rejeté le plaidoyer du général MacArthur qui demandait qu'il lui soit permis « d'accepter 60 000 des soldats de Tchang. »

Ces vérités, que nul ne peut remettre en question, constituent un second barrage de preuves établissant que ceux qui définissent notre politique aspiraient à la défaite, et non à la victoire. Si le gé-

néral MacArthur avait pu en prendre le commandement, les soldats chinois loyaux à Tchang auraient non seulement combattu les Communistes, mais étant de la même race et parlant la même langue, ou à tout le moins une langue apparentée, « auraient sans aucun doute été en mesure de susciter de nombreuses redditions parmi les forces des Chinois rouges » (voir « Uncle Sam, Executioner, » *The Freeman*, 18 juin 1951). Si nous avions accepté le service des soldats de Tchang, nous aurions également assuré le grand avantage diplomatique qui aurait rendu absurde, et qui aurait sans doute empêché la levée de boucliers en Inde, et peut-être dans d'autres pays asiatiques, après la considération que notre opération en Corée constituait une nouvelle phase de l'impérialisme occidental.

Mais la coterie constituée par notre Département d'État et notre présidence ne s'est pas arrêtée à cela pour empêcher la victoire de nos armées en Corée. Malgré le fait que, le 7 octobre 1950, les Nations Unies votèrent à une large majorité en faveur d'une traversée du 38^{ème} parallèle pour libérer la Corée du Nord jusqu'à la rivière Yalu, nous avons refusé de laisser l'armée de MacArthur utiliser la reconnaissance aérienne pour collecter les renseignements utiles concernant l'armée communiste chinoise et ses installations de l'autre côté de cette rivière. Ce refus édifiait du droit élémentaire dont dispose un commandant pour prendre les précautions raisonnables visant à préserver la vie de ses soldats aura au moins explicité clairement aux yeux de nombreux Étasuniens que nous combattions pour un autre objectif distinct de la victoire. Cette opération de bandage des yeux du général MacArthur a amené le représentant du Massachusetts, [Joe Martin](#), ancien *Speaker* de la Chambre, à poser ironiquement la question durant son discours du [Lincoln Day](#) à New York (le 12 février 1951) : « Qu'est-ce que nous essayons d'obtenir en Corée par notre présence — la victoire ou la défaite ? »

Le refus continu du droit de reconnaître ou de bombarder les concentrations de troupes et les installations, alors même que des armées chinoises toutes entières étaient engagées contre nous, a été

très proche de la trahison au vu de l'interdiction prononcée par la Constitution (Article III, Section 8, paragraphe 1) de donner à un ennemi « aide et confort. » De fait, si l'on considère qu'un tel refus de laisser nos soldats prendre pour défendre leur vie des mesures toujours reconnues en temps de guerre comme non seulement autorisées, mais obligatoires, ne constitue pas une « aide et un confort » accordés à l'ennemi, il est difficile d'imaginer une action qui puisse être ainsi interprétée. Prétendre que s'abstenir de toute reconnaissance et de bombarder les lignes d'approvisionnement ennemies servirait à maintenir les Soviétiques hors de la guerre n'a de sens qu'aux yeux des ignorants, ou de ceux qui croient que notre Département d'État ne peut pas se tromper. Un pays tel que l'Union soviétique fera la guerre dès lors que les approvisionnements en matériel sont adéquats, que ses soldats sont entraînés et concentrés pour la campagne envisagée, et que le gouvernement décide que les conditions intérieures et extérieures sont favorables — pas lorsque quelques-uns de ses nombreux pions se font bombarder sur une berge ou l'autre d'une rivière asiatique.

Par conséquent, la seule conclusion logique — et celle-ci est amenée par toute une succession de preuves — est que pour une quelconque raison, certaines personnes disposant d'influence à haut niveau ont voulu provoquer des pertes élevées aux États-Unis en Corée, la défaite finale des forces que nous y avons envoyées, et l'élimination du général MacArthur de la scène des États-Unis.

Mais ici encore, MacArthur n'a pas échoué. Une fois de plus, malgré des circonstances terribles, MacArthur a commencé par s'évader, puis a bloqué l'ennemi — un ennemi envoyé contre lui par la politique menée en Extrême-Orient par Truman et Acheson.

La clique Truman-Acheson-Marshall, après s'être cogné la tête à plusieurs reprises contre un mur de pierre, a agi en conséquence. Ils n'étaient pas parvenus à détruire MacArthur et son armée, mais un autre moyen permettait de se débarrasser de lui. On pouvait le limoger. Ainsi, le 10 avril 1951, le général Douglas MacArthur a été relevé de ses fonctions de commandement en Extrême-Orient.

Cette relève a été tellement péremptoire qu'il n'a même pas eu l'opportunité de faire ses adieux à ses hommes. Mais ce n'est certes pas le prestige de MacArthur qui en restera entaché !

Le renvoi en panique d'un homme qui fut jadis un grand général, et qui dirigea de manière populaire et avec réussite un pays occupé, a provoqué une vague de fureur dans tous les États-Unis. Le général a été invité à s'adresser aux deux chambres du Congrès en session plénière, et l'a fait le 19 avril 1951. Au même moment, le président conférait, comme il l'a dit par la suite, avec Dean Acheson, sans allumer la radio ou la télévision — et Mme Truman se rendait à une course hippique.

Le discours prononcé par le général MacArthur restera à jamais un classique des annales militaires, et des archives des États-Unis². Comme chacun le sait, il a été suivi d'une enquête sur les circonstances ayant mené à ce renvoi — une enquête menée par les Comités sénatoriaux des Services Armés combinés et des affaires étrangères.

Les millions de mots constituant les témoignages auditionnés par les comités combinés du Sénat n'ont débouché sur aucune action. Le volume des questions et des réponses fut tellement vaste que peu de gens, voire personne, n'a pu en suivre l'ensemble, mais du bon a pu en ressortir — au-delà même de l'éveil des Étasuniens les plus alertes aux dangers de faire confiance à des hommes présentant les processus mentaux des secrétaires d'État et de la Défense pour prendre des décisions vitales. À l'issue de l'enquête MacArthur, le peuple étasunien (i) en savait davantage sur nos pertes en Corée ; (ii) a eu vent de l'acceptation par le Département de la Défense de l'idée d'une impasse sanglante ; et (iii) s'est vu exposer les preuves documentaires choquantes de l'inaptitude, ou de la virtuelle trahison de notre politique étrangère. Nous allons développer ici ces trois points dans le même ordre.

2. On peut trouver une traduction en français de ce discours à l'adresse <https://histoire.wiki/discours-du-general-douglas-macarthur-au-congres-19-avril-1951/>, NdT

(i) Au 24 mai 1951 — onze mois après que les soldats communistes coréens ont franchi le 38^{ème} parallèle — les pertes publiquement reconnues dans notre camp avaient atteint le total de 69 276, un nombre nettement plus élevé que celui de nos pertes durant la première année pleine (1942) de notre participation à la seconde guerre mondiale (*U.S. News and World Report*, 17 avril 1951, p. 14). Au sujet de nos pertes, le sénateur Bridges du New Hampshire, membre républicain respecté du comité sénatorial des Services Armés, a révélé le fait très significatif qu'au mois d'avril 1951, les Étatsuniens avaient subi « 94.6 % de l'ensemble des pertes parmi les forces des Nations Unies aidant la Corée du Sud » (dépêche UP de Chicago, 11 avril 1951). Entre parenthèses, le second membre des Nations Unies en nombre de pertes subies en Corée était notre cobelligérant musulman, la république de Turquie. Les pertes subies par la Corée du Sud n'étaient pas considérées à cet égard, ce territoire infortuné n'étant pas membre de l'ONU.

Qui plus est, le 24 mai 1951, le général Bradley a révélé durant son témoignage face aux comités sénatoriaux combinés sur les Services Armés et les Relations Étrangères que les pertes hors bataille, *comprenant la perte par paralysie de membres*, qui n'avaient pas été décomptée dans les listes mises à disposition du public, ajoutaient au total 72 679 pertes supplémentaires, dont 612 morts.

Avec une échelle de pertes humaines ainsi reconnue et publiée, le discours éhonté du président Truman sur un « évitement de la guerre » par une « action de police » en Corée est apparue aux yeux de personnes de plus en plus nombreuses comme de l'ergotage, empreint d'un mépris froid envers nos morts et nos blessés et leurs proches en deuil. Nos pertes au combat ont dépassé les 100 000 à la mi-novembre 1951.

(ii) Avant son éviction, le général MacArthur avait souligné sa conviction que le seul objet de la guerre est la victoire. En contraste direct, le secrétaire à la Défense Marshall a reconnu face au Congrès, en soutenant un projet de loi plus drastique, qu'il n'existait pas de fin prévisible à nos pertes en Corée — une dé-

claration indubitablement coordonnée avec le Département d'État. La reconnaissance d'une impasse sanglante sans fin prévisible a horrifié MacArthur, qui est chrétien en plus d'être stratège, et l'a amené à protester, ce qui a probablement constitué un facteur de son éviction. La « stratégie en Corée » de Marshall a été résumée succinctement par *U.S. News and World Report* (20 avril 1951) comme plan « visant à faire saigner les Chinois jusqu'à les mettre en humeur de parler de paix. » Cette interprétation a été confirmée par le général Marshall, encore Secrétaire à la Défense à l'époque, dans son témoignage face aux comités sénatoriaux conjoints sur les Services Armés et les Relations Étrangères, le 7 mai 1951.

Quelle perspective réjouissante pour les États-Unis — combattre une guerre que nos dirigeants ne veulent pas nous voir gagner, car après que la dernière goutte de notre sang aura été versée sur le sol coréen, l'impact sur la masse de la population chinoise composée de 475 000 000 personnes (chiffres de population fournis par la mission communiste chinoise à l'ONU) ne sera pas perceptible. Cela s'avère en raison du fait que si l'on raisonne sur ce mode de bain de sang, nous ne parviendrons même pas à les tuer assez vite pour enrayer leur remplacement du fait du taux de naissances. En outre, la mort de soldats communistes chinois ne provoquera pas d'impact significatif sur le moral des Chinois, car les autorités communistes chinoises ne publient ni le nom des morts, ni la moindre statistique sur leurs pertes.

(iii) Le second épisode du rapport Wedemeyer (voir la section a, ci-avant) a été rendu public le 1^{er} mai 1951, qui a exposé de manière terrible le gâchis injustifié de vies de nos jeunes hommes étasuniens, et de la destruction par le Département d'État de notre position dans le monde, et qui a révélé pleinement la trahison commise par les personnes haut placées dans notre gouvernement ; cette publication a peut-être été provoquée du fait que l'on savait que la fureur de MacArthur finirait par percer jusqu'au public. Le texte complet du rapport Wedemeyer sur la Corée a été publié dans l'édition du 2 mai 1951 du *New York Times*. Le rapport a été condensé

en un éditorial (*Washington Daily News*, 10 avril 1951), intégré par [Walter H. Judd](#), représentant au Congrès du Minnesota, aux archives du Congrès (2 mai 1951, pp. A2558-2559). Voici un extrait de l'éditorial paru dans le *Daily News* avec un passage significatif du Rapport Wedemeyer :

Les rapports [Wedemeyer], qui présentaient des plans en vue de sauver la Chine et la Mandchourie du Communisme, ont été supprimés jusqu'au mois de juillet 1949. Le rapport sur la Corée a été soustrait à la connaissance du public jusqu'hier. Il contenait cet avertissement :

« L'armée populaire (communiste) de Corée du Nord, équipée et entraînée par les Soviétiques, et comptant environ 125 000 hommes, est largement supérieure à la force de police de 16 000 Coréens, organisée par les États-Unis, et équipée d'armes légères japonaises. . . Le retrait des forces militaires étasuniennes hors de Corée aurait. . . pour conséquence l'occupation de la Corée du Sud ou bien par l'armée soviétique, ou bien plus probablement, par les unités militaires coréennes entraînées sous les auspices soviétiques. » Ces unités, affirmait le général Wedemeyer, maintenaient une liaison active « avec les Communistes chinois de Mandchourie. »

Ce passage a été écrit il y a presque 4 années.

Pour répondre à cette menace, le général Wedemeyer a recommandé une force native en Corée du Sud, « d'une force suffisante pour gérer la menace du Nord, » pour empêcher l'« établissement par la force d'un gouvernement communiste. »

Comme 70 % de la population coréenne se trouvait dans la zone d'occupation étasunienne, au Sud du trente-huitième parallèle, l'avantage en matière de ressources humaines aurait été de notre côté, si nous l'avions exploité. Mais la proposition sensée émise par Wedemeyer est restée lettre morte, et lorsque l'invasion prédite a commencé, il a fallu acheminer en toute hâte des soldats étasuniens sur place, car les soldats sud-coréens disponibles n'étaient pas assez nombreux.

Le Département d'État s'est rendu responsable de cette décision.

Ainsi, un document longtemps supprimé, rempli d'avertissements et de prophéties qui se sont avérées justes, est à ajouter au sang de nos soldats versé pour rien dans la trahison commise par notre Département d'État. « Les forces de l'ONU, suivant les contraintes

en place, ne seront pas en mesure de l'emporter » a affirmé *U.S. News and World Report* le 8 juin 1951. De fait, selon les plans de leur gouvernement, il ne leur est pas permis de l'emporter ! Voici comment *The Freeman* (le 4 juin 1951) a résumé notre guerre en Corée :

Ainsi, dès lors que les Communistes chinois estimeront que la situation n'a pas été en leur faveur, ils pourront simplement battre la retraite, se reposer, se regrouper, se réarmer — et lancer une nouvelle attaque à un moment qui leur sera plus propice. Ils disposent de la garantie de messieurs Truman, Acheson et Marshall de pouvoir procéder ainsi pacifiquement et à loisir ; que nous ne poursuivrons jamais sur leur propre territoire, ne bombardons jamais leurs installations militaires ou leurs concentrations, et que nous n'utiliserons jamais de manière trop curieuse notre reconnaissance aérienne pour voir ce qu'ils préparent.

La conférence de trêve entre les Communistes et les représentants du commandant étasunien en Extrême-Orient, le général [Matthew B. Ridgway](#), se prolongea durant l'été et l'automne 1951, puis le printemps 1952. Nonobstant ses résultats, cette conférence présenta un avantage évident pour les Communistes ; elle leur accorda du temps pour rassembler leurs ressources matérielles, surtout en matière de chars et d'avions à réaction, et du temps pour acheminer davantage d'hommes — une opportunité propre à retourner l'équilibre des forces à notre désavantage en Corée, car un renforcement important de nos propres forces était proscrit par notre nouvelle politique consistant à envoyer quatre divisions en Allemagne !

Un [traité de paix avec le Japon](#) (pour le texte, voir le *New York Times* du 13 juillet 1951³) fut proclamé à San Francisco le 8 septembre 1951, après le renvoi du général MacArthur. Ce traité ratifiait les crimes de Yalta selon lesquels, en défiance de la [Charte](#)

3. Le texte du traité est également disponible à l'adresse <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20136/volume-136-I-1832-English.pdf>, NdT

Atlantique et de tout principe des intérêts propres et de l'humanité, nous céditions aux Soviétiques les îles Kouriles et laissons dangereusement le Japon dans le périmètre de la puissance soviétique. Qui plus est, le préambule du traité stipule que le Japon « luttera pour réaliser les objectifs de la déclaration universelle des droits de l'homme. » Comme cette déclaration est conçue pour l'emporter sur la Constitution des États-Unis, le Sénat ne devrait ratifier le traité qu'avec des amendements en béton protégeant notre Constitution et empêchant toute ingérence de l'ONU au sein de nos frontières (voir *Human Events*, 26 décembre 1951). En tous cas, le nouveau Japon, cruellement surpeuplé et insuffisamment doté de denrées alimentaires et autres ressources, ne pourra durant de nombreuses années constituer autre chose qu'une source de fortes préoccupations pour notre pays. Tel est l'héritage laissé par Hiss, Acheson et Dulles !

Et que dire des Coréens du Sud, un peuple que nous aidons ostensiblement ? Leur terre est un désordre sanguinolent et trois millions d'entre eux sont morts. C'est de la même manière que nous avons rallié la Grande-Bretagne pour « aider » la Pologne durant la seconde guerre mondiale. Le meilleur commentaire est une phrase obsédante de l'historien romain, Publius Cornelius Tacitus, « Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant » (« Ils font de la terre une friche, pour ensuite appeler cela la paix »). Ainsi, sans autre résultat qu'une impasse sanglante prolongée, et qu'une tragédie sur la durée pour les Coréens du Sud, de plus en plus de jeunes États-Uniens se font enterrer sous une croix blanche en Corée.

C'est peut-être Erle Cocke, Jr., Commandant National de l'American Legion, qui a produit le meilleur résumé de notre situation en Corée, après un tour sur les lignes de front en Corée (« *Who Is Letting Our GI's Down ?* » *American Legion Magazine*, mai 1951) :

Nos Benedict Arnold contemporains peuvent sans vergogne avancer qu'il est nécessaire de maintenir sous blocus Tchong et ses armées à Formose, mais ces arguments n'ont aucun sens pour nos soldats, nos marins, nos aviateurs ou nos marines, à qui revient la

tâche de combattre et de mourir. Ils voient dans les vastes armées de Tchang un moyen de sauver certaines des 250 vies qui sont actuellement sacrifiées chaque semaine du fait que certaines personnes furtives expliquent que Tchang n'est pas la bonne sorte de personne et que nous ne pouvons donc pas accepter son aide. Nos combattants ne sont pas impressionnés par ces faux prophètes, car ils n'ont pas oublié que ce sont ces mêmes faux prophètes qui faisaient encore il y a peu les louanges des hordes meurtrières de Mao en les désignant comme des « réformateurs agraires. »

Et sur leur vie — et le mot « vie » est ici à prendre au sens le plus littéral qui soit — ils ne comprennent pas pourquoi notre Département d'État et les Nations Unies ont décidé de la nécessité de leur massacre par les armées rouges qui s'abattent sur eux depuis un territoire que les dirigeants de notre propre gouvernement ont désigné comme sacro-saint...

Les agents du Kremlin, siégeant dans les conseils des Nations Unies à Washington et ailleurs doivent rire sous cape de notre imbécillité patente. Mais soyez certains que nos GI's, quant à eux, ne s'en amusent pas. Ils voient cette image de la même manière que les agents soviétiques mais, contrairement à nos dirigeants, ils voient les résultats de cette filouterie criminelle en contemplant leur propre sang versé et les corps charcutés de leurs compagnons. Mais ce qu'ils ne parviennent pas à comprendre, c'est l'étrange apathie du peuple des États-Unis. À l'écoute des émissions radiophoniques faisant état de ce qui se passe à des milliers de kilomètres à l'Est de leur position, ils restent perplexes. Le public étasunien n'est-il pas au courant de ce qui se produit en ce moment ? Ne comprend-il pas que ses fils, ses époux, et ses fiancés sont amenés à combattre un ennemi impitoyable en subissant un terrible désavantage, en raison des actions de conseillers stupides ou félons, et d'une diplomatie inapte ?

Cela nous amène à la déclaration du délégué [Warren Austin](#) (*NBC*, 20 janvier 1951), selon qui l'ONU vote « habituellement à 53 contre 5 » en notre faveur, mais s'oppose à nous lorsque la question est soulevée d'une aide substantielle en Corée. Le lecteur est à présent prêt à connaître la vérité, et l'a sans doute déjà perçue. Les nations libres votent avec nous parce que nous sommes évidemment préférables à l'Union soviétique en tant qu'amis ou alliés, car l'Union soviétique absorbe et détruit ses alliés.

Mais selon le délégué libanais aux Nations Unies, cité ci-avant,

les nations asiatiques n'apportent pas un soutien total à la politique des États-Unis en raison du fait qu'elles sont peignées et désespérées par celle-ci. Elles ne comprennent pas une politique étrangère qui (a) applaudit le débarquement de soldats entraînés en Russie sur une plage de Palestine et tolère aimablement la « liquidation » sanglante des indigènes et des dirigeants de l'ONU, et (b) entre en guerre parce qu'une faction des Coréens se bat contre une autre faction des Coréens en Corée.

Et les nations d'Asie ne sont pas les seules à échouer à comprendre le non-sens de la ligne politique suivie par les États-Unis. En France, notre ami le plus ancien parmi les grandes puissances, règne également une grande confusion à ce sujet. Une caricature du journal conservateur et respecté *L'Illustration* (édition du 20 janvier 1951) montre Staline et Truman assis de part et d'autre d'un échiquier. Staline cumule les prises (les vies de soldats étasuniens) cependant que Truman regarde ailleurs et trifouille un jeu de cartes. Staline lui demande : « Enfin, mon cher, me direz-vous à quoi nous jouons exactement ? » Cette boutade devrait piquer les Étasuniens au vif.

À quel jeu jouons-nous exactement ?

Comment le Liban, ou la France, ou toute autre nation, ou quiconque, pourrait-il comprendre une politique qui se bat contre le Communisme sur le 38^{ème} parallèle et qui l'aide dans le Déroit de Formose ; qui vénère l'agression en Palestine et la condamne en Corée ? Dans le *Philadelphia Inquirer* (6 avril 1951), le sujet est brillamment résumé dans le titre d'une dépêche produite par Ivan H. Peterman : « La diplomatie en zigzag des États-Unis déroute alliés et adversaires. »

Dans le même temps, au milieu des sourires d'auto-satisfaction produits par la Maison-Blanche et le Département d'État, un nombre croissant de ces jeunes hommes qui devraient être les Américains du futur se voit enterré sous des croix blanches, constituant un panorama désolant à perte de vue.

Chapitre 7

Le parti démocrate national veut-il la guerre ?

Depuis la suspension de l'Âge de l'Honneur en 1933, les rares Étasuniens patriotes, qui linguiste, qui historien, qui officier de renseignement, qui ont eu le privilège de regarder derrière notre rideau de fer de censure, ont été choqués de distinguer si souvent les désirs égoïstes d'un gang ou d'une minorité mis en avant par rapport au bien des États-Unis. Les tentatives menées par ces auteurs et par ces orateurs qui ont essayé de partager la vérité avec leurs concitoyens ont pourtant été menées en vain. Les éditeurs et les périodiques refusent pour la plupart d'imprimer livres et articles dès lors que ceux-ci présentent des vérités vitales et actuelles. Les patriotes qui énoncent la vérité qui réussissent malgré tout à se faire publier sont sujets à calomnie. « Beaucoup de gens m'avaient prévenu, » a affirmé le général MacArthur dans son discours face à la chambre législative du Massachusetts à de Boston (25 juillet 1951), « qu'un parcours franc, même s'il n'énonce que des choses vraies, va faire tomber sur ma tête des représailles impitoyables — que des efforts vont être menés pour détruire la foi du public

envers l'intégrité de mes opinions — non pas par la force de la seule argumentation, mais par l'application de fausses méthodes de propagande. » Ceux qui ont l'occasion de lire des magazines et journaux de gauche connaissent l'exactitude des avertissements qu'a reçus le général MacArthur.

Pourquoi l'Étatsunien moyen est-il trompé par une telle propagande ? On lui a enseigné, suivant les diverses méthodes déviantes de la censure, à ne voir aucun mal en dehors de lui-même, car à la radio et au cinéma, il est routinier que le méchant soit de lignée autochtone. Honteux et confus, le pauvre citoyen étatsunien prend dès lors plus ou moins consciemment position contre son propre peuple et contre la vérité — et ainsi, contre les traditions de la civilisation chrétienne occidentale, qui sont ou furent celles des États-Unis. Il ne faut cependant pas oublier une seconde que le Sauveur en personne a dit : « Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres. » Le citoyen moyen autochtone n'a rien tant besoin que de l'expérience de la joie purificatrice de comprendre, de savoir qu'il n'est pas le méchant des États-Unis. Lorsque la censure lui permet de jouir de la liberté rétablie de se considérer comme une personne valable — ce qu'il est — il apprend également quelque chose au sujet des forces qui l'ont trompé au cours des quarante ou cinquante dernières années.

La conclusion logique qui découle des faits énoncés au [chapitre six](#) est que notre politique étrangère n'a aucun objectif déterminé en dehors de faire plaisir — comme dans les cas de la Palestine et de l'Allemagne — aux Gauchistes, principalement à ceux qui proviennent d'Europe de l'Est, qui contrôlent le parti démocrate national. Cela pourrait-il être vrai ? Si une guerre devait apparaître comme nécessaire pour faire plaisir à certains Démocrates, pour établir des contrôles, et pour accorder au parti un mandat à durée indéfinie au pouvoir, nos dirigeants iraient-ils jusque-là ? Malgré l'influence omniprésente de la censure, nombreux sont les Étatsuniens à le penser. Un membre du comité des Affaires Étrangères de la Chambre, [Lawrence H. Smith](#), représentant au Congrès

du Wisconsin, a accusé en 1951 le président Truman, le secrétaire Acheson, et le général Marshall — à l'époque Secrétaire à la Défense — de « fomenter une nouvelle guerre. » Dans un article paru dans *National Republic* (mai 1951), [B. Carroll Reece](#), représentant au Congrès du Tennessee, a présenté l'histoire du parti démocrate comme celui du « parti de la guerre. » Cette terrible et obsédante question est exprimée comme suit par E.B. Gallaher dans la *Clover Business Letter* (*Clover Mfg. Co.*, Norwalk, Conn.) du mois d'août 1951 :

Comme chacun d'entre nous devrait désormais le savoir, alors que le *New Deal* était sur le point de se rompre en 1941, Roosevelt, pour sauver sa peau, nous a délibérément précipités dans la seconde guerre mondiale afin que nous ayons autre chose à l'esprit. La propagande de cette époque, en raison de la nature mondiale de la guerre, était « on ne change pas de cheval pendant qu'on traverse un fleuve. » Sur la base de cette fausse propagande, il a réussi à se faire réélire une fois de plus.

Alors je me demande si l'histoire n'est pas en train de se répéter, cette fois-ci sous une forme légèrement différente.

Se pourrait-il que Truman, constatant les graffitis couvrant les murs après son « Fair Deal »... ait délibérément démarré la guerre de Corée pour s'assurer de disposer de la puissance nécessaire pour devenir dictateur ? S'il pouvait faire cela, les élections de 1952 pourraient se transformer en farce, et son élection serait assurée.

Examinons avec objectivité la question « Le parti démocrate national veut-il la guerre ? » Qu'il soit noté explicitement dès le départ que la question fait référence aux personnes qui contrôlent le parti démocrate national, et non aux millions de Démocrates, du Nord ou du Sud, dont il n'est pas question de remettre en question le patriotisme fondamental. Leur erreur de jugement est fondée sur une ignorance qui résulte de la censure ([chapitre 5](#)) et qui n'est pas empreinte d'une trahison volontaire.

Nous allons examiner dans cet ordre (a) le témoignage des mathématicques ; (b) la tentation de celui qui édifie l'administration ; et (c) la crainte de l'homme politique de voir s'amenuiser sa majorité

électorale. Le chapitre se conclut sur une attention spéciale envers deux sujets additionnels (d) et (e), étroitement liés à la question de la préservation du mandat démocrate au travers de la guerre.

7.0.a

Dans les États-Unis du XX^{ème} siècle, nous avons eu cinq présidents républicains sans guerre, et trois présidents démocrates avec trois guerres. Une telle succession de huit coïncidences ne devrait, selon les lois des mathématiques, se produire qu'une fois sur 256. Même si l'on peut, en dépit de ces probabilités, considérer ce fait comme une coïncidence, les Démocrates n'en sont pas moins condamnés par la chronologie. Ils ne disposent pas du prétexte d'avoir hérité de ces guerres, qui ont démarré respectivement durant la cinquième année d'exercice de Woodrow Wilson, la neuvième année de Franklin Roosevelt, et la cinquième année de M. Truman. Dans chacun des cas, ils disposaient de tout le temps nécessaire pour éviter la guerre en adoptant leur politique ou en réalisant des préparations, ou les deux. Les mathématiques suggèrent donc clairement que les dirigeants en coulisses du parti démocrate montrent une forte prédilection à résoudre leurs problèmes et à remplir leurs « obligations » par la guerre.

7.0.b

Toute guerre débouche inévitablement sur une augmentation rapide du nombre de contrôles. Le premier résultat des contrôles est l'accroissement de la bureaucratie. « Les urgences liées à la défense donnent aux Démocrates une chance de préparer 1952. Les postes ne manquent pas pour les habitués du parti » (*U.S. News and World Report*, 9 février 1951). Mais comme l'œuf à l'aspect anodin peut faire éclore un serpent, les contrôles peuvent produire un dictateur, et une fois au pouvoir, personne (comme l'a montré le cas de Hitler) ne peut enrayer sa folle trajectoire. Quoi qu'il en

soit, ces contrôles et cette centralisation du pouvoir administratif portées par M. Truman dans le cadre de son programme du « Fair Deal » sont tellement adorés par de nombreux « Démocrates » penchant vers le socialisme, européens de l'Est et autres, qu'ils peuvent se montrer prêts à les faire compenser par le sang de nos jeunes hommes. Le sacrifice du sang pour obtenir ce qu'on veut n'a rien de frappant. Durant la guerre révolutionnaire, par exemple, nos pères fondateurs ont sacrifié du sang pour l'indépendance nationale, et nous ne devons pas nous montrer surpris que d'autres soient prêts à réaliser le même sacrifice pour obtenir ce qu'ils veulent — à savoir une bureaucratie socialiste. Cependant, le sacrifice du sang ne sera pas consenti par les jeunes hommes immigrés en provenance d'Europe de l'Est (voir le point *c* ci-après) comme étudiants, visiteurs ou comme immigrés illégaux. De nombreux étudiants et visiteurs ont par le passé trouvé un moyen de rester. Les jeunes immigrés relevant de ces catégories, et qui parviennent à rester, ainsi que les immigrés illégaux auront probablement dépassé l'âge de 25 ans, et il est donc probable qu'ils fassent l'objet d'exemption du service militaire au vu de leur situation. Les étrangers récemment arrivés n'ont que trop souvent réussi à obtenir un emploi qui aurait pu être accompli par ceux qui sont morts en Corée!

Les contrôles sont habituellement introduits de manière progressive, et accompagnés d'une propagande conçue pour tromper ou apaiser le peuple. Qui revient au pays après une longue absence dispose d'une point de vue objectif à cet égard, et il n'est donc pas surprenant que lors de son tour des États-Unis, après des années en Extrême-Orient, le général Douglas MacArthur ait distingué plus clairement que la plupart des gens restés aux États-Unis les grandes enjambées que nous avons réalisées dans la direction du collectivisme. Dans son discours de Cleveland (dépêche AP du *Richmond Times-Dispatch*, 7 septembre 1951), il a témoigné avoir remarqué dans ce pays « notre mouvement continu en direction d'un pouvoir totalitaire avec la suppression de ces libertés personnelles qui ont constitué les pierres angulaires de notre avancée politique, écono-

mique et sociale vers la grandeur nationale. »

Il est notable qu'un autre Étasunien établi au plus haut sommet de sa profession soit parvenu par une route différente à une conclusion identique à celle du général MacArthur. Dans un discours face au *Dallas Chapter of the Society for the Advancement of Management*, le 10 octobre 1951, M. [Charles Erwin Wilson](#), président de *General Motors* — le plus gros fabricant d'armes de la seconde guerre mondiale — a averti les États-Unis que l'urgence nationale était exploitée pour promouvoir une réglementation excessive. « Wilson a affirmé que la guerre de Corée et le programme de défense étaient utilisés pour justifier “de plus en plus de restrictions et contrôles par le gouvernement, de plus en plus de planification d'État, et de plus en plus de politiques incohérentes avec les fondamentaux d'une société libre” » (Don MacIver dans le *Dallas Morning News*, 11 octobre 1951).

Le sujet des contrôles bureaucratiques ne peut pas être abordé sans prendre en compte le témoignage d'un Étasunien patriote et compétent, [Alfred E. Smith](#), de New York. Lors du premier banquet annuel de l'*American Liberty League* (*New York Times*, 26 janvier 1936), le gouverneur Smith a affirmé :

Prenez juste le programme électoral du parti démocrate ainsi que celui du parti socialiste, et posez les côte à côte sur la table du salon, et au moyen d'un feutre, rayez les mots « démocrate » et « socialiste », puis laissez les deux programmes où ils sont, et étudiez l'histoire de l'administration actuelle.

Après avoir fait cela, décidez-vous à choisir le programme qui correspond le plus avec cet historique, et vous vous retrouverez avec entre les mains le programme socialiste... Ce n'est pas la première fois dans l'histoire connue qu'un groupe de personnes s'approprie la livrée de l'Église pour accomplir les œuvres du malin.

Après avoir protesté contre « la mise en accusation d'une classe contre l'autre » pratiquée par le *New Deal*, et l'assèchement que ce dernier impose aux « ressources de notre peuple pour les mettre en commun et les redistribuer, non suivant un processus légal, mais

selon les caprices d'une autocratie bureaucratique, » le gouverneur Smith a condamné la mutation du parti démocrate en parti socialiste. Ces mots ayant été prononcés durant le premier mandat de Franklin Roosevelt, le gouverneur Smith est perçu non seulement comme un interprète avisé de la scène politique, mais un prophète dont les avertissements vigoureux et amicaux n'ont pas été entendus par le peuple étasunien.

En résumé, soulignons de nouveau que les guerres apportent le contrôle et que certaines personnes occupant de hauts postes sont tellement éprises de contrôles qu'une guerre peut apparaître comme un moyen désirable permettant de les établir.

7.0.c

Pour terminer, c'est l'inquiétude de l'homme politique du parti démocrate au sujet du grignotage de ce parti, partant d'un positionnement majoritaire à un statut minoritaire durant les élections nationales de 1948 et 1950 qui constitue le point le plus significatif. Au cours de chacune de ces élections, l'échec des Démocrates à remporter une majorité nette a été tenu — mais significatif. En 1948, Truman a reçu moins que la majorité des voix du peuple (24 045 052 sur un total de 48 489 217), et s'est vu élire par une distribution adéquate des circonscriptions électorales, alors que Henry Wallace le quatrième homme ([Strom Thurmond](#) était le troisième homme) n'en recevait aucune, alors même que ses électeurs avaient totalisé plus d'un million de voix du peuple (*World Almanach*, 1949, p. 91). En 1950, les Démocrates ont vu élire une majorité des membres de la Chambre des Représentants, mais le nombre total de voix de tous les candidats démocrates est resté de .08 % inférieur au nombre de voix de tous les Républicains additionnés. Une fois de plus, le parti démocrate a conservé le pouvoir du simple fait de la conception des cartes électorales.

C'est ici que les terribles faits de l'immigration en provenance d'Europe de l'Est entrent dans le tableau de la carte électorale.

Comme nous l'avons montré dans le [chapitre 3](#), la grande majorité de ces immigrés a rallié le parti démocrate. Ils présentent également une tendance marquée à s'installer dans des États peuplés et indécis — les États où une poignée de voix peut faire basculer un grand bloc électoral. En outre, le nombre d'immigrés, en provenance d'Europe de l'Est ou d'ailleurs, est colossal ([chapitre 2](#)). Pour une brève présentation du problème, lire « Personnes déplacées, faits et fictions »¹ une déclaration prononcée par [Pat McCarran](#), sénateur du Nevada, président du comité judiciaire du Sénat, face au Sénat, le 6 janvier 1950. Le lecteur intéressé par tous les détails devrait lire *The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, auquel plusieurs références ont été faites au sein du [chapitre 2](#) et ailleurs dans le présent ouvrage.

Examinons à présent la signification du fait suivant : presque tous les immigrés récemment arrivés depuis l'Europe de l'Est ont rallié le parti démocrate. Supposons que notre afflux annuel actuel d'immigré ajoute chaque année à peu près un tiers de million de voix au parti démocrate — en gratitude pour les connivences manifestées pour leur acceptation, ou pour d'autres raisons — et supposons également que lors d'une guerre « limitée, » ou à cause des devoirs liés à l'« occupation » loin du pays, un demi-million d'Étatsuniens natifs soient soit tués, soit empêchés de devenir pères à cause de l'absence de leur épouse ou de la distance des maisons qu'ils auraient pu établir s'ils n'étaient pas occupés à la guerre.

Les nombres suggérés de 300 000 et de 500 000 ne sont guère que des estimations, mais il s'agit d'estimations extrêmement prudentes. Elles sont basées non pas sur la possibilité d'une guerre mondiale, mais uniquement sur nos aventures actuelles dans le monde — y compris en Corée, au Japon, à Okinawa et en Allemagne. Il apparaît ainsi que la combinaison de la politique d'immigration actuelle et de la politique étrangère décidées par l'administration actuelle modifient la nature fondamentale de notre

1. « Displaced Persons : Facts vs. Fiction », NdT

population à un taux supérieur à trois quarts de millions de personnes par an. En cas de guerre mondiale, ce nombre promet de monter bien au-delà des 750 000.

Pour contribuer à la compréhension du sens de la diminution de la population autochtone occasionnée par la guerre, voici pour comparaison des statistiques de population pour nos principaux opposants durant la seconde guerre mondiale. En Allemagne, les jeunes hommes en âge de quitter l'école se comptaient, respectivement, pour les années 1952, 1953, 1954, 1955 et 1956 à 836 000, 837 000, 897 000, 820 000 et 150 000. Le dernier nombre, incroyable — qui ne concerne que les jeunes hommes — reflète la chute du taux de natalité en raison d'une participation à plein à la seconde guerre mondiale ([Marion Doenhoff](#) dans l'*European Supplement to Human Events*, septembre 1950).

Et même en cette instance, les soldats allemands étaient plus proches de chez eux et disposaient de davantage de permissions qu'il n'est possible d'en accorder à nos hommes en Corée ou ailleurs à l'étranger, qu'une troisième guerre mondiale se développe ou non. On voit donc qu'une combinaison des morts occasionnés par la guerre et de la baisse des naissances parmi les autochtones, ainsi que l'immigration d'étrangers « démocrates », pourraient apparaître à des manipulateurs au sein du parti démocrate comme un sésame hautement désiré à un maintien permanent au pouvoir. Aux yeux de ces personnes, la bénédiction induite par la position de roue au sein d'une machinerie socialiste lancée sans limite de temps pourrait présenter davantage d'attraits que la vie de soldats enlisés dans les entreprises ourdies par le secrétaire d'État Acheson, ou par ses successeurs cultivant une idéologie similaire.

7.0.d

Il est utile de souligner à cet égard que la sympathie des États-Unis envers les « réfugiés juifs, » si soigneusement attisée dans de vastes segments de la presse et de la radio, est largement injustifiée

au vu des épreuves en question. Les « réfugiés » qui sont arrivés en Palestine étaient bien armés ou ont rapidement été pourvus en armes d'origine soviétique ou d'un pays satellite, et ont été en mesure de se servir en tuant les autochtones arabes ou en les expulsant de leurs maisons. Les Khazars juifs arrivant aux États-Unis n'ont pas perdu de temps et ont constitué une « Association de Réfugiés et Immigrés juifs de Pologne » (*New York Times*, 29 mars 1944), qui se mit sur-le-champ à exercer des pressions politiques actives. De nombreux réfugiés étaient bien dotés de fonds, de biens transportables ou du pillage de leurs terres d'origine. Par exemple, un article écrit par l'auteur spécial du *Scripps-Howard*, Henry J. Taylor, et un éditorial paru dans le *Washington Daily News* (le 18 juillet 1945) faisaient état d'un nettoyage réalisé par des étrangers, « dont la plupart vivent à New York, » de 800 000 000 \$ de profits à la bourse de New York au printemps 1945, « pour ne rien dire des investissements immobiliers, des spéculations sur les biens et marchandises, et des ententes privées conclues à la marge, » sans imposition sur les bénéfices en raison de leur statut privilégié d'étrangers. Le Congrès a rapidement adopté une loi conçue pour boucher ces trous dans notre système de taxation, mais l'étranger, politiquement choyé, reste un problème en matière de collecte des impôts. En 1951, par exemple, des dirigeants patriotes des douanes étasuniennes ont détecté des diamants, valant des centaines de milliers de dollars, dissimulés dans le talon des chaussures et dans les bagages d'un groupe de « réfugiés » (voir la lettre d'informations du Service des Douanes des États-Unis, citée dans la lettre d'information de Washington par Ed Gossett, représentant au Congrès, le 12 avril 1951). D'une manière ou d'une autre, le réfugié moyen entrant aux États-Unis se retrouve, en quelques mois ou quelques années au plus, bien mieux doté économiquement que les millions d'Étasiens autochtones dont le statut relatif est abaissé par les nouveaux étrangers qui les dominent — des étrangers pour qui, en de nombreuses instances, les Étasuniens autochtones accomplissent des tâches subalternes. Cet aspect de l'immigration inquiète depuis

longtemps les membres du Congrès qui se préoccupent des États-Unis. Un rapport du Comité de la Chambre sur l'Immigration et la Naturalisation du soixante-huitième Congrès (1924) a exprimé le principe qui suit : « Les nouveaux arrivés n'ont droit, en toute justice, à aucun privilège spécial par rapport à ceux qui sont arrivés auparavant et ont ainsi davantage contribué à l'avancement de la Nation » (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 61).

L'étranger non-chrétien en provenance d'Europe de l'Est ne mérite en de nombreux cas aucune sympathie, hormis bien entendu de la part de ceux qui chérissent ses attaches idéologiques et soutiennent ses desseins politiques ; il constitue également souvent un problème. Nous avons discuté plus haut de sa résistance à l'assimilation et de son statut préféré de nation-au-sein-d'une-nation. Un autre trait opposable aux « personnes déplacées » — suggéré dans la référence aux diamants passés en contrebande — est leur manque de respect par trop fréquent vis-à-vis des lois des États-Unis. De fait, de nombreux futurs immigrés bafouent déjà nos lois avant d'arriver sur notre sol ! Lors de l'enquête qu'il a menée en Europe, le sénateur McCarran a découvert que les lois que nous avons concernant les « personnes déplacées » étaient impunément violées. Il a rapporté au Sénat, au travers d'un discours « Avis de Recherche : pour une politique d'immigration sensée aux États-Unis » (28 février 1950) :

J'ai affirmé et je répète que sous l'administration actuelle, les personnes qui cherchent à obtenir le statut de personnes déplacées ont recouru à la fraude, aux mensonges, ont produit de faux documents, et ont sombré dans le parjure dans le but de répondre aux critères d'immigration des États-Unis. Un employé responsable de la commission des personnes déplacées m'a affirmé qu'il estimait qu'un tiers des personnes déplacées acceptées par notre processus d'immigration avaient produit des documents faux et frauduleux. . . Un ancien dirigeant des services de renseignements de l'armée en Allemagne a témoigné devant le comité, assemblé en séance plénière, que certaines agences de volontaires conseillent aux personnes déplacées sur la manière dont elles peuvent élu-

der au mieux nos lois sur l'immigration... Qui plus est, un haut dirigeant du bureau de l'inspecteur général du commandement européen m'a indiqué disposer de « preuves positives que deux des agences de volontaires religieux s'étaient rendues coupables de falsification de documents au sein même de leurs bureaux. »

Le sénateur McCarran a cité une lettre (le 9 septembre 1949) écrite par Sam E. Woods, consul général des États-Unis à Munich à destination du Secrétaire d'État, qui expose que le paiement supposé de « 50 marks en passant par l'épouse du président du comité juif de la ville » (Schwandorf, Bavière) avait amené à une enquête montrant « que plusieurs personnes déplacées, qui étaient déjà parties pour les États-Unis, avaient fait modifier leurs antécédents dans les registres de police. » Le sénateur a également apporté des preuves que la direction de la Commission des personnes déplacées à Frankfort avait, « en violation directe de la loi », provoqué la suppression de documents dans les fichiers qui auraient empêché l'acceptation d'une personne déplacée au titre d'immigré. Les découvertes produites par le sénateur McCarran étaient soutenues par des témoignages écrasants. Pour en citer un exemple, M. Edward M. Slazek, un ancien « sélectionneur assistant » pour la commission des personnes déplacées en Allemagne, a témoigné face à un sous-comité judiciaire du sénat sur l'immigration qu'il avait été licencié pour avoir protesté contre l'admission de « fausses personnes déplacées » par des procédés « complètement frauduleux et corrompus » (Washington Times-Herald).

Au vu des découvertes et témoignages, le sénateur McCarran a exhorté à la prudence sur la loi *HR 4567* par M. Emanuel Celler, de New York, prévoyant l'afflux d'immigrés juifs en plus grand nombre, à la demande spéciale de M. Truman. Le président a affirmé que ses recommandations étaient favorables à davantage de « Catholiques et de Juifs », mais que le *Catholic World* avait affirmé dans son éditorial que les Catholiques étaient satisfaits des lois déjà en place.

Les efforts menés par le sénateur McCarran n'ont pas porté

leurs fruits. La loi Celler a été promulguée comme *Public Law 555*, lors du 81^{ème} Congrès, et signée par le président le 16 juin 1950. Elle a augmenté de 205 000 à 415 744 le nombre de « réfugiés » de plus que les quotas éligibles légalement à entrer aux États-Unis.

Un grave aspect supplémentaire des « personnes déplacées » est leur disposition à provoquer du désordre. Sans exception, les dirigeants informés interrogés par l'auteur, alors qu'il officiait comme agent de renseignement en 1945, ont recommandé la prudence vis-à-vis de l'admission indiscriminée de « réfugiés, » dont un grand nombre étaient en difficultés dans leur propre pays pour avoir commis des crimes, et non pas pour leur vision politique. On trouve davantage d'informations sur les réfugiés, juifs et autres, dans la période suivant la victoire en Europe, grâce au major Harold Zink, ancien consultant sur les politiques étasuniennes en Allemagne, dans son livre *American Military Government in Germany* (MacMillan, 1947). Après avoir exposé que « les personnes déplacées ont provoqué davantage de problèmes auprès du gouvernement militaire que tout autre problème » et avoir fait mention de l'agitation aux fins que « les meilleures maisons allemandes soient vidées et que leurs occupants soient placés à disposition des personnes déplacées, en particulier les Juifs, » le professeur Zink poursuit ainsi (p. 122) :

En outre, les personnes déplacées ont poursuivi leur guerre clandestine contre la population allemande... Avec le pillage des propriétés allemandes, les vies allemandes perdues, et des femmes allemandes violées presque chaque jour par les personnes déplacées, le ressentiment s'est largement répandu au sein de la population, surtout lorsque celle-ci n'a pas pu se défendre contre les armes à feu que les personnes déplacées ont réussi à se procurer.

Au vu des faits exposés ci-avant et du passage précité, pourquoi le président Truman se préoccupe-t-il autant de faire entrer des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires ? Quelles raisons pourrait-on trouver, hormis l'anticipation de leurs votes à venir et également du besoin actuel du parti des voix de ceux qui sont favorables à un plus grand afflux de réfugiés ? De fait, l'ensemble

du processus de gestion des réfugiés « sent à plein nez » et mérite une enquête approfondie de la part du Congrès et la publicité la plus étendue face au tribunal du peuple étasunien. La question des réfugiés devrait faire partie intégrante d'une enquête au crible sur l'immigration — légale, pseudo-légale et illégale — qui devrait être lancée sans attendre par les Comités judiciaires de la Chambre et du Sénat, dont les fonctions comprennent le problème épineux de l'immigration.

7.0.e

Examinons une fois de plus la « politique » étrangère Truman-Acheson. On a déjà montré que, de manière planifiée ou non, la position de notre gouvernement sur la Chine et sur Formose n'aurait pu produire d'autre résultat que la perte de notre positionnement en Extrême-Orient ainsi que notre entrée dans une guerre en Extrême-Orient chargée de divers handicaps. On a montré que l'attitude manifestée par notre administration à l'égard d'« Israël » a mis en péril la paix mondiale au Moyen-Orient. On a montré que la politique suivie par notre administration en Corée a débouché sur une guerre et que la politique que nous avons adoptée après l'éclatement de cette guerre a provoqué de lourdes pertes pourtant évitables. On a également montré qu'il faut s'attendre à voir ces pertes, ainsi que notre politique d'immigration, provoquer une augmentation du pourcentage des votants pour le camp démocrate aux États-Unis.

Jetons un second regard sur un autre sujet également discuté ci-avant — à savoir la décision prise par Acheson de réarmer l'Allemagne de l'Ouest, un pays ou une région où nous établissons une position sans doute trop faible pour être efficace et possiblement destinée à provoquer des représailles de la part des Soviétiques.

Se pourrait-il, dès lors, que ceux qui tirent les ficelles de la marionnette Acheson, juchés sur des sièges dissimulés dans les coulisses du parti démocrate national, veuillent voir tués quelques centaines

de milliers de jeunes Étasuniens en Allemagne, et veuillent voir l'État allemand en reconstitution détruit, de crainte qu'il devienne une fois de plus (voir le [chapitre 1](#)) un rempart contre les dirigeants païens d'Europe de l'Est et d'Asie du Nord ? Cette éventualité, bien sûr, serait utilisée pour faire déferler, de ci et de là, comme durant la seconde guerre mondiale, une nouvelle grande horde de réfugiés fiables politiquement — une bénédiction pour le parti démocrate — une bénédiction tellement importante qu'il deviendrait inconcevable de remettre en cause le pouvoir des Démocrates.

Pour répondre à la question « Ceux qui tirent les ficelles d'Acheson veulent-ils vraiment la guerre ? » souvenez-vous que les réserves de main d'œuvre soviétiques sont beaucoup plus élevées que les nôtres ; leur taux de natalité est presque deux fois supérieur ; ils ont des millions de Chinois et d'autres marionnettes, prêts à se battre en échange de riz et de vêtements. Même sans les réserves de l'Asie, la force soviétique sur le théâtre européen était estimée en 1951 par le général [Bonner Fellers](#) à « 175 divisions, dont 25 environ sont blindées » (*Human Events*, 21 janvier 1951). La nature et l'étendue du territoire soviétique sont également favorables aux Soviétiques, car ces étendues sont caractérisées par des kilomètres et des kilomètres de marais durant l'été et de neige impénétrable en hiver. Les vastes régions inhospitalières de la Russie ont amené les armées colossales lancées depuis l'Europe par Napoléon, puis par Hitler, à s'embourber et à sombrer dans la défaite. L'objectif stratégique à long terme des Soviétiques est, selon Staline, d'amener les États-Unis à suivre une politique d'auto-destruction, et la meilleure manière de parvenir à cet objectif sera de nous engager dans une guerre, loin de chez nous, sur des territoires étendus. Voici un témoignage tiré d'un discours récemment prononcé à la [Brown University](#) par l'amiral [Harry E. Yarnell](#), ancien commandant en chef de la flotte asiatique des États-Unis :

Aux yeux d'un planificateur de guerre russe, la situation idéale serait une campagne contre les Alliés en Europe de l'Ouest, où leur armée peut être employée avec les plus grands avantages, cepen-

dant que leurs sous-marins peuvent opérer à proximité des bases situées sur leurs territoires contre les lignes d'approvisionnement établies par les États-Unis pour l'Europe.

En outre, pour répondre à la question « Ceux qui tirent les ficelles d'Acheson veulent-ils la guerre ? », les Étasuniens, et surtout les Étasuniennes doivent hélas se souvenir que les États-Unis ne constituent plus « une nation à dominance chrétienne et conservatrice, » comme le général MacArthur l'a décrit dans un discours face à la [Rainbow Division](#) (1937) à la fin de sa carrière de chef d'État-Major pour l'Armée ([MacArthur On War](#), par Frank C. Waldrop, Duell, Sloan and Pearce, New York, 1942). Les Étasuniens adhérant avec ténacité à l'idée que la Chrétienté traditionnelle ne doit pas disparaître de notre terre doivent se méfier du sophisme consistant à penser que, parce qu'eux-mêmes sont miséricordieux, les autres peuples le seraient également. La miséricorde à l'égard de l'ensemble de l'humanité est un produit du Christianisme et est absente du matérialisme dialectique des nouveaux dirigeants de Russie, dont les tentacules s'étendent jusque tant d'autres pays. En dehors du Sermon du Christ sur la Montagne, le passage le plus célèbre en langue anglaise concernant la miséricorde se trouve dans le passage de Shakespeare « [The quality of mercy](#). » Ce passage a largement été retiré des ouvrages imprimés, ainsi que l'enseignement de la pièce, [le Marchand de Venise](#), qui le contient ([chapitre 5](#)).

Il est donc bon de se souvenir constamment du fait que les dirigeants soviétiques ne sont mus par aucune considération d'humanité tel que le terme est compris dans l'Occident chrétien. On rapporte qu'au lieu de soulager un épisode de famine, les dirigeants de la Russie ont laissé des millions de Russes mourir afin de rétablir dans une province, ou un oblast, un équilibre sûr entre la productivité et la population. De la même manière, selon des sources nationalistes chinoises — et d'autres — les Communistes chinois « soutenus par la Russie » ont décidé qu'ils devaient accomplir l'« extermination finale de 150 000 000 Chinois » pour réduire

la population chinoise, actuellement comprise entre 450 000 000 et 475 000 000 personnes « à des proportions mieux gérables » (dépêche AP, *Dallas Morning News* et autres journaux, 12 mars 1951). Selon la théorie communiste, cette extermination est nécessaire pour que la Chine devienne un pays fort sans le problème intérieur permanent de voir des hordes de populations proches de la famine, ou proches de l'être en raison des ravages provoqués par la sécheresse et les inondations.

Cela nous amène de nouveau au témoignage face au Congrès du Secrétaire à la défense Marshall (8 mai 1951 et jours suivants), selon lequel notre objectif en Corée était de faire mal aux Chinois jusqu'à ce qu'ils se fatiguent et nous demandent d'arrêter. Pour les dirigeants communistes chinois, qui ont « besoin » d'une réduction de population de 150 000 000 de personnes, ces déclarations officielles de la part des États-Unis ne constituent qu'un amusement enthousiaste; ces déclarations visent à justifier notre politique de guerre et à rassurer le public étasunien! Toute aussi amusante à leurs yeux est la déclaration officielle par les États-Unis selon laquelle nous infligeons des pertes bien plus importantes que celles que nous subissons. Même en laissant de côté la politique de réduction de population de la Chine communiste, leur population est trois fois plus nombreuse que la nôtre, et ils n'ont aucun projet, contrairement à nous, d'utiliser des éléments de leur population pour sauver l'Europe et « faire la police » de zones étrangères!

Notre acceptation de poursuivre les pertes étasuniennes sous prétexte de motifs aussi insensés que faire mal aux Chinois, ainsi que nos pertes matérielles, ont dû être encore plus vivifiants aux yeux du Kremlin qu'à ceux des Communistes chinois. Pourtant, ces faits épouvantables n'en ont pas moins constitué la politique étrangère suivie par les hauts dirigeants de notre département d'État et de notre département de la défense sous les régimes Acheson et Marshall!

Toutes les indications pointent dès lors vers la conclusion selon laquelle ceux qui contrôlent le parti national démocrate veulent la

guerre, des contrôles socialistes, et des pertes en nombre, et aucun point connu de l'auteur n'indique le contraire. La guerre tous azimuts, bien entendu, serait dirigée de manière sournoise afin de duper l'Étasunien moyen, y compris les personnes ignorantes et leurrées, mais patriotes, au sein du parti démocrate. S'ensuivrait bien entendu un rideau de fer de censure totale, gouvernementale et autre.

Étourdis par le verbiage de propagande, les gars étasuniens ne comprendront pas — pas plus que lorsqu'ils parlaient au général Eisenhower durant la seconde guerre mondiale — mais ils vont sacrifier leurs jeunes vies :

Theirs not to reason why
Theirs but to do and die.

« Il n'est de plus grand amour que ceci, » a dit le Sauveur (St-Jean, XV, 13) « qu'un homme donne sa vie pour ses amis. » Mais nulle part dans le récit de l'histoire on ne trouve de justification pour le gaspillage de précieuses jeunes vies pour la poursuite de sinistres desseins politiques.

Chapitre 8

Le nettoyage des écuries d'Augias

Dans la mythologie, l'un des travaux d'Hercule consista à nettoyer le labyrinthe des étables du roi Augias, qui possédait « une immense foule de troupeaux » (Encyc. Brit., II, 677) et douze taureaux sacrés. Le nettoyage de toute la saleté accumulée fut accompli dans les délais prescrits, et le récit de cette difficulté surpassée avec brio a été raconté à travers les âges pour divertir et inspirer les âmes.

Le sens moderne de la parabole d'Hercule peut être interprété comme suit. Le roi Augias est M. Truman. Les taureaux sacrés sont ces personnages élevés et puissants qui contrôlent et orientent les votes de blocs minoritaires. La saleté est l'accumulation sur dix-huit ans de Communistes et de voyageurs dans les divers départements, agences exécutives, bureaux, et autres organes de notre gouvernement. Il ne peut se distinguer qu'un seul Hercule — un peuple étasunien éveillé et debout.

Comment exactement le peuple étasunien peut-il s'y prendre, étant donné nos lois, pour nettoyer les subversifs et autres canailles

de notre gouvernement ? Trois manières de procéder se distinguent : (a) au travers d'une élection nationale ; (b) par le droit constitutionnel d'exprimer son opinion ; et (c) en exerçant une influence sur le Congrès afin que celui-ci exerce certains pouvoirs que lui accorde la Constitution, y compris le pouvoir de la destitution.

8.0.a

Une élection nationale constitue la manière normale employée par le peuple d'exprimer sa volonté d'un changement de politique. Il existe cependant des raisons qui font qu'on ne peut pas exclusivement s'appuyer sur cette méthode. Pour commencer, un homme élu par le peuple peut perdre totalement la confiance du peuple et provoquer des dégâts irréparables en désignant les mauvaises personnes sur certains postes et en appliquant de mauvaises politiques entre deux élections. En second lieu, nos deux partis dirigeants comportent tellement de groupes antagonistes portant la même étiquette que les candidats à la présidence et à la vice-présidence représentent des compromis, et il est difficile d'exprimer un choix clair et net comme entre Démocrates et Républicains. Par exemple, durant les campagnes électorales de 1940, 1944 et 1948, les Républicains ont proposé aux électeurs étasuniens [Wendell Willkie](#) et [Thomas Dewey](#) — par deux fois ! Willike était un « mondialiste » sincère mais mal informé et évidemment inexpérimenté, avec apparemment une position molle vis-à-vis du Communisme, ou à tout le moins un angle mort, comme l'a prouvé son implication comme avocat pour empêcher toute action du gouvernement contre des Communistes supposés. Ainsi, parmi « les douze dirigeants du Parti Communiste » arrêtés le 26 juillet 1951, on trouvait [William Schneiderman](#), « Président pour l'État de Californie du Parti Communiste et membre du Comité National Alternatif du Parti Communiste des États-Unis. » Les citations qui précèdent sont tirées du *New York Times* (27 juillet 1951), et l'article poursuit : « Avec feu Wendell L. Willkie comme conseiller, Schneiderman a surpassé, devant la Cour

Suprême, en 1943, une tentative du gouvernement de révoquer sa citoyenneté pour ses associations politiques. Schneiderman était né en Russie. » De même, Dewey, le gouverneur de New York, qui faisait campagne sur un programme « n'embêtons pas les Communistes, » a remporté les élections primaires présidentielles en Oregon en 1948 de peu sur [Harold Stassen](#), qui était partisan de l'adoption de lois anti-communistes. Le gouverneur Dewey, qui évitait les sujets qu'il n'avait pas choisis, a été désigné, puis vaincu comme candidat du parti républicain. La morale semble être que le peuple étasunien ne distingue aucune raison de passer du parti démocrate au parti républicain au travers d'un candidat favorable ou indifférent au communisme. Avec un tel candidat républicain, le candidat démocrate peut se trouver favorisé par certains conservateurs s'appuyant sur les Démocrates plus ou moins conservateurs — que l'on trouve sur tout un arc géographique dans le Sud, s'étendant du Maryland au Nevada — pour bloquer le radicalisme extrême d'une administration démocrate. Le gouverneur Dewey a suivi la voie ouverte par Roosevelt non seulement par réticence de combattre le communisme ; sur des sujets tels que la « purge » du sénateur de Virginie Occidentale [Revercomb](#), il a montré des signes d'intention dictatoriale à laquelle même Roosevelt n'aurait pas prétendu.

Ainsi, indépendamment du degré suivant lequel on pourrait espérer voir une paire de candidats démocrates forts, patriotes et compétents ou une paire de candidats républicains forts, patriotes et compétents aux prochaines élections, cet espoir risque fort de rester sans réponse. De même, il n'existe aucune certitude de réussite dans l'action de groupes de personnes patriotes dans les deux partis dans le but de fusionner une candidature de Républicains pensant aux États-Unis et de Démocrates non-gauchistes à temps pour présenter des candidats de coalition lors des prochaines élections présidentielles. L'auteur n'écrit pas cela dans le but de dénigrer le mouvement, dont le principal soutien, le sénateur [Karl Mundt](#), représente un État (le Dakota du Sud) qui n'était pas dans l'Union durant la guerre civile, et qui constitue donc un dirigeant

idéal pour un parti unifié constitué d'Étasiens patriotes, aussi bien du Nord que du Sud.

La proposition du sénateur Mundt mérite un soutien actif et déterminé, car il est logique que les personnes ayant les mêmes ressentis votent ensemble. Qui plus est, la mise en œuvre des propositions formulées par Mundt serait sans aucun doute acclamée par le plus grand nombre — tous les gens qui ont acclamé le général MacArthur à son retour de Tokyo. L'obstacle majeur à cela, bien entendu, est qu'il est très difficile pour le plus grand nombre de se rendre politiquement opérant que ce soit dans le choix des lignes politiques ou dans le choix de délégués au sein des conventions nationales de désignation de candidats aux élections, car les dirigeants qui sont déjà en poste vont, à de rares exceptions près, se montrer réticents à modifier le dispositif (nonobstant sa perversité) qui leur a permis d'accéder à leur poste.

En résumé, une équipe de coalition — telle que proposée par le sénateur Mundt — serait admirable. Néanmoins, il faut explorer d'autres méthodes permettant d'effectuer un changement de notre politique nationale.

8.0.b

L'une des manières possibles pour le peuple étasunien de parvenir à ses fins patriotes est de passer par la pétition, un droit protégé par la Constitution (premier amendement). La pétition, qu'elle se présente sous forme d'un document portant de nombreuses signatures, ou d'une simple lettre individuelle, est bien plus efficace que ce que l'individu moyen est porté à croire. Dans tous les cas, les lettres qui sont reçues sont indéniablement classées comme des pailles indiquant le sens du vent de l'opinion publique ; et aux yeux d'un membre du Congrès ou d'un Sénateur très occupé par ailleurs, une lettre soigneusement préparée et bien documentée, reçue de la part d'une personne en qui il a confiance, peut fort bien constituer un guide de ligne de conduite. L'auteur a résumé l'influence des

lettres dans son ouvrage *Image of Life* (Thomas Nelson and Sons, New York, 1940, pp. 207-208) :

Il est peut-être malheureux, mais il reste indéniablement vrai que les auteurs de lettres portent une influence puissante aux États-Unis. Outre les constants « sondages » de citoyens et d'électeurs présentés dans les journaux et magazines, les lettres constituent le moyen moderne pour l'homme politique de garder un contact avec sa base. Ce fait a été illustré de manière éloquent en 1939 par un haut dirigeant, qui a justifié dans une de ses déclarations la prise de position du gouvernement par une analyse des correspondances reçues à ce sujet. Comme la lettre porte cette influence, et comme elle constitue l'une des principales armes de la minorité organisée, les citoyens inspirés par l'intérêt public devraient également en faire usage. Ils devraient écrire aux membres des corps législatifs, aux membres du Congrès et Sénateurs des États-Unis, et aux autres dirigeants du gouvernement soutenant ou exhortant à des mesures que l'auteur estime comme nécessaires au bien du pays. D'autres lettres similaires devraient bien entendu être envoyées à d'autres personnes, membres ou non du gouvernement, qui sont sous le feu des minorités pour leur travail courageux au nom de la décence, de la moralité et du patriotisme.

L'utilisation de la lettre à des fins politiques par des groupes organisés est illustrée par le fait qu'un certain membre du Congrès (selon ses propres déclarations à l'auteur, à Washington) a reçu en une journée plus de 5000 lettres et autres formes de communication l'exhortant à voter pour une mesure favorable à « Israël, » et pas une seule missive dans l'autre sens !

Les lettres en grands nombres ne peuvent être qu'efficaces. Pour tout membre du Congrès, même s'il désapprouve la politique ou la mesure soutenue par les lettres, se soulève la question qu'il commet peut-être une erreur au vu de l'opposition aussi écrasante à son point de vue. Aux yeux d'un membre du Congrès croyant sincèrement — comme tel est le cas pour certains — être un agent dont le devoir n'est pas d'agir selon son propre jugement, mais de porter la volonté du peuple, un barrage de lettres constitue un mandat sur la manière de voter. Apparemment, pour la première fois, les personnes favorables à la civilisation chrétienne occidentale ont adopté

la technique de l'opposition, et se sont exprimées dans des lettres envoyées à Washington au sujet du renvoi du général MacArthur.

Outre l'envoi de lettres au président et à son équipe ainsi qu'à son Sénateur et à son représentant au Congrès, l'Étasunien patriote devrait écrire des lettres aux autres Sénateurs et membres du Congrès qui sont membres de comités concernés par un sujet particulier (voir le point *c* ci-après). Ainsi, il pourra répondre et peut-être contrer les nouvelles tactiques employées par l'élément anti-étasunien qui, à partir de ses publicités dans les journaux, semble faire envoyer ses lettres contrôlées du « propre membre du Congrès ou Sénateur » aux « présidents et membres de comités. » Par la meilleure efficacité qui découle d'une connaissance de la structure du gouvernement, des fonctions de ses subdivisions et des noms de ses dirigeants, il est excessivement important que chaque citoyen patriote possède ou ait accès à une copie du répertoire à jour du Congrès (*Superintendent of Documents*, Government Printing Office, Washington, D. C., \$1.50).

Le citoyen patriote ne devrait pas se satisfaire de l'envoi de courriers aux dirigeants du gouvernement. Des lettres écrites de manière constructive devraient être envoyées aux autres personnalités d'influence, telles qu'enseignants, éditorialistes, commentateurs radio et juges, pour leur faire connaître les opinions de l'auteur. Des personnes telles que le juge [Medina](#), qui a présidé de manière juste et impartiale un procès impliquant des accusations de communisme, sont inondées de lettres et de télégrammes de calomnie et de diabolisation (selon ses propres dires à l'auteur et à d'autres personnes au cours d'une réunion des anciens élèves de Columbia, à Dallas). Aux yeux de tels dirigeants, quelques lettres reçues depuis l'autre bord font chaud au cœur.

Les lettres envoyées aux journaux sont d'une grande valeur. Qu'elles soient ou non publiées, elles servent d'indicateur d'opinion à l'éditeur. Celles qui sont publiées se retrouvent parfois attachées à des envois à la Maison-Blanche ainsi qu'à des membres du Congrès par des personnes qui ne se sentent pas en mesure de composer des

lettres par elles-mêmes. La concision de ces lettres et leur goût de *voix du peuple* fait également en sorte qu'elles sont lues et qu'elles influencent de la sorte de nombreuses personnes qui ne sont pas exposées à des expressions d'opinion plus élaborées par les éditorialistes et auteurs d'articles.

8.0.c

M. Truman n'a révélé aucun rêve orgueilleux de devenir le président de la première puissance mondiale, et il est déplaisant de croire qu'il ne souhaite pas de bien à son pays. Il est charitable de penser qu'il est incapable de réfléchir de manière constructive sur nos intrications complexes en matière de politique étrangère, et qu'il suit béatement les plans échafaudés par son entourage, dont de nombreux membres sont sous emprise de l'ère de notre reddition aux Soviétiques. Homme politique jusqu'à l'os, on peut imaginer qu'il soit contraint par l'opinion publique de changer de conseillers et de revenir sur ses attitudes pro-communistes. Mais si, en raison d'engagements profonds tels que l'acquittement de dettes pour des blocs électoraux, ou d'autres raisons, une opinion publique se manifestant de manière torrentielle ne suffit pas, d'autres procédures existent.

La meilleure d'entre elles, comme indiquée ci-avant en (b), est de travailler au corps les comités appropriés au Congrès.

Malheureusement, le comité sénatorial des affaires étrangères dispose d'une majorité de membres propres à s'accommoder de presque toute configuration électorale. Il a fallu toute l'habilité à la manœuvre de son président, le sénateur du Texas [Tom Connally](#) pour empêcher le comité d'adopter durant la seconde guerre mondiale une résolution pro-sionniste sur le Moyen-Orient qui aurait pu remettre en question la victoire des États-Unis à la fin de cette guerre. Malgré l'historique présenté par M. Acheson, tous les Républicains membres du comité ont approuvé la nomination de cet « homme de carrière » au poste de Secrétaire d'État (télégramme

du Sénateur Tom Connally à l'auteur. Voir également l'article écrit par C.P. Trussell, *New York Times*, 19 janvier 1949). Ainsi, sans opposition républicaine propre à attirer de possibles votes de la majorité démocrate, le vote du comité sur la confirmation en poste d'Acheson a été unanime ! Entre parenthèses, il y a une leçon évidente à en tirer — que les deux partis politiques devraient à l'avenir se montrer beaucoup plus prudents que par le passé pour désigner comme membre d'un comité un Sénateur ou un représentant, quant aux aptitudes de ces derniers à partager les responsabilités du comité.

Malgré un choix des plus malheureux, les membres républicains du comité de la Chambre sur les affaires étrangères s'en sortent *grosso modo* mieux que les membres républicains du comité sénatorial sur les affaires étrangères. Mais le comité de la Chambre ne dispose que d'une influence très relative, car la Constitution attribue explicitement la tenue des affaires étrangères au Sénat.

Mais en contraste, le comité des budgets de la Chambre est selon la Constitution plus influent que le comité des budgets du Sénat, et pourrait, si les pressions exercées par le public étaient suffisantes, suspendre l'attribution de fonds (Constitution des États-Unis, Article I, Section 9, Paragraphe 6) à une aventure lancée par le gouvernement, un bureau, ou une personne considérée comme inamicale envers les intérêts des États-Unis (voir la rubrique écrite par [George Sokolsky](#) pour le *Dallas Morning News* et d'autres journaux, en date du 23 janvier 1951). En matière de dotations budgétaires, le comité du Sénat sur le budget a cependant un vaste historique de préservation de ce qu'il estime relever de l'intérêt public. Par exemple, en 1946, un membre républicain d'expérience de ce comité vital du Sénat s'est appliqué à obtenir l'élimination par le Congrès du budget de 4 000 000 \$ désigné par le département d'État, destiné à l'unité [Alfred McCormack](#) — un accomplissement qui a contraint au départ cet « Assistant Spécial au Secrétaire d'État » indésiré. Il n'existe aucune raison pour que cette procédure parfaitement constitutionnelle ne puisse pas être répé-

tée durant les années 1950. Le sujet a été porté au débat par le représentant au Congrès de Californie, [John Phillips](#), membre du comité des budgets de la Chambre, au mois de mai 1951 (dépêche AP parue dans le *Times Herald*, Dallas, 14 mai 1951).

Au milieu des années 1950, le comité de la Chambre aux activités anti-américaines a semblé avoir besoin d'encouragements au travers de lettres de personnes favorables à la survie des États-Unis. La situation a été décrite comme suit dans un éditorial du *Washington Times-Herald* (le 26 novembre 1950), sous le titre « Wake the Watchman » :

La raison pour laquelle le comité s'est endormi est qu'à présent, pour la première fois de son histoire, il est assujéti aux déparlements exécutifs qui dissimulent depuis longtemps les Communistes et se battent contre le comité.

Pour preuve, comparez le volume paru sous le titre *Hearings Regarding Communism in the United States Government* — 2^{ème} partie, qui constitue l'archive des enquêtes comparables menées tous les ans depuis l'origine du comité en 1938 jusqu'en 1949, lorsque les membres actuels du comité en ont pris le contrôle.

Il n'est pas nécessaire d'entourer d'explications l'identité des témoins qui ont été amenés devant le comité au cours des dernières auditions. Il s'agissait de : [Lee Pressman](#), [Abraham George Silverman](#), [Nathan Witt](#), [Charles Kramer](#), [John J. Abt](#) et [Max Lowenthal](#). Cette magnifique galaxie représente l'essence distillée des connaissances depuis l'intérieur sur les sujets pouvant aider les citoyens de cette République à comprendre pourquoi nous en sommes à nous poser la question de savoir à quel endroit Staline va nous frapper la prochaine fois.

Au moins l'un d'entre eux, Max Lowenthal, est un ami intime du président Truman, que l'on observe régulièrement entrer et sortir par les portes dérobées de la Maison-Blanche.

Peut-être que cela en dit long — et bien sûr que cela en dit long — sur l'assurance arrogante manifestée par Lowenthal en crachant au visage du comité lorsqu'il a finalement été amené à y témoigner, face à des interrogateurs particulièrement faiblards.

Par ailleurs, « Truman a été choisi comme candidat à la vice-présidence par [Sidney Hillman](#), sur la suggestion (à en croire Jonathan Daniels, dans son récent ouvrage *A Man of Independence* de

Max Lowenthal »... (« The Last Phase », d'Edna Lonigan, *Human Events*, 2 mai 1951).

Pour être juste envers les membres actuels de ce comité, il convient néanmoins d'ajouter que, sur la base de diverses circonstances, le Comité a subi des changements importants et continus dans sa composition depuis la tenue du 81^{ème} Congrès au mois de janvier 1949. De nouvelles régulations — adoptées à l'occasion par le 81^{ème} Congrès démocrate, élu en même temps que le président Truman en 1948 — retirèrent au Comité deux de ses membres parmi les plus expérimentés ; M. Rankin, du Mississippi, parce qu'il présidait le Comité des Affaires des Vétérans, et M. Hébert, de Louisiane, parce qu'il n'était pas avocat. Au mois de janvier 1949, Karl Mundt représentant expérimenté du Dakota du Sud au Congrès a quitté la Chambre et le Comité pour prendre son siège au Sénat. Une promotion au Sénat (1^{er} décembre 1950) a également provoqué le départ du représentant de Californie Richard Nixon, le membre le plus actif sur les investigations préliminaires en vue du jugement d'Alger Hiss. Avec les élections de 1950, le représentant du Dakota du Sud Francis Case a été promu au Sénat. Après un seul mandat au sein du comité, Burr P. Harrison, représentant de Virginie, est devenu membre du Comité *Ways and Means*, une nomination qui l'a exclu du Comité sur les activités anti-américaines. Ainsi, lorsque le Comité a été reconstitué à l'ouverture du 82^{ème} Congrès, au mois de janvier 1951, un seul homme, le président John S. Wood, représentant de la Géorgie, avait tenu plus d'un mandat de deux ans au sein de ce comité, et la majorité des neuf membres était constituée de nouveaux arrivants.

Le Comité, comme tous les autres, a besoin de lettres d'encouragements pour compenser les pressions exercées par des éléments pro-communistes, mais on a vu en 1951 des éléments montrant qu'il reprenait de la vigueur. Le 1^{er} avril 1951, il a publié un rapport sous

le titre « L'Offensive de Paix Communiste¹ », qu'il a décrit comme « le bobard le plus dangereux jamais conçu par la conspiration de l'Internationale communiste » (voir *Red-ucators in the Communist Peace Offensive*, National Council for American Education, 1 Maiden Lane, New York 38, N.Y.). En outre, en 1951, le comité s'intéressait de nouveau à l'importante question du Communisme dans les industries cinématographiques d'Hollywood, Californie. Enfin, fin 1951, le Comité sur les activités anti-américaines a émis une « toute nouvelle » publication, un « [Guide Book to Subversive Organizations](#), » fortement recommandé par l'*American Legion* (on peut en obtenir une copie auprès de la *National Americanism Division*, The American Legion, 700 N. Pennsylvania St., Indianapolis, Ind. ; 25¢ ; par jeu de 25 ou plus, 15¢).

Heureusement, le Comité judiciaire du Sénat réalise également un travail précieux en exposant la nature et les méthodes de l'infiltration communiste. Le présent ouvrage en comporte des extraits ci et là, en provenance de son président, le Sénateur du Nevada McCarran.

Le Comité de la Chambre dédié aux Règles s'est vu rétablir ses pouvoirs originels par le 82^{ème} Congrès en 1951, et peut s'avérer également constituer un frein utile sur les lois mettant en œuvre les politiques dangereuses d'une direction incompétente, mal conseillée ou coupable de trahison au sein des départements exécutifs.

Mais en dernier recours, un président des États-Unis ou tout autre membre des branches exécutives ou judiciaires du gouvernement peut être destitué. L'article I, section 2, paragraphe 5 ; l'article I, section 3, paragraphe 6 ; l'article II, section 1, paragraphe 6, et l'article II, section 4, paragraphe 1 de la Constitution des États-Unis désignent les circonstances selon lesquelles, et explicitent formellement les moyens suivant lesquels une majorité

1. Le traducteur a trouvé ce document de la CIA : [The Communist Peace Offensive](#), qui ne semble pas provenir dudit Comité mais s'inscrit dans la démarche par le contenu, la date et l'esprit, NdT.

des représentants et les deux tiers des Sénateurs peuvent destituer un président coupable d'« écarts de conduite » ou faisant montre d'« incapacité » à accomplir les hautes fonctions de son mandat. On pourrait sans aucun doute qualifier comme telles l'attaque verbale grossière lancée par M. Truman (1950) contre le Corps des Marines des États-Unis, dont les membres étaient à l'époque en train de mourir en Corée, ou son refus depuis 1946 de coopérer avec le Canada, avec le Congrès, ou avec les tribunaux pour contrer la menace des 48 217 Communistes connus désignés par J. Edgar Hoover (dépêche AP, *Washington Times-Herald*, 26 mars 1951) envers le fonctionnement de notre pays, avec des personnes en nombre dix fois supérieur suivant la ligne communiste de la propagande anti-américaine et toutes prêtes à saboter des activités vitales si l'Union soviétique en donnait le signal (dépêche AP, *Dallas Times-Herald*, 8 février 1950). Le sujet du refus du président Truman d'agir contre le Communisme a culminé avec l'adoption de l'*Internal Security Act* de 1950. Sous le titre « Nécessité de légiférer », les deux Chambres du Congrès ont découvert ce qui suit :

(1) Il existe un mouvement communiste qui, dans ses origines, son développement, et ses pratiques actuelles, constitue un mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale dont le dessein est, par la trahison, le mensonge, l'infiltration au sein d'autres groupes (gouvernementaux et autres), l'espionnage, le sabotage, le terrorisme, et tout autre moyen jugé nécessaire, d'établir une dictature totalitaire communiste dans tous les pays du monde au travers d'une organisation communiste mondiale. . .

(12) Le réseau communiste aux États-Unis est inspiré et contrôlé en grande partie par des agents de l'étranger qui sont envoyés aux États-Unis ostensiblement comme attachés à des légations étrangères, affiliés à des organisations internationales, membres de commissions commerciales, et à des postes similaires, mais qui font usage de leur statut diplomatique ou semi-diplomatique comme d'un bouclier derrière lequel mener des activités préjudiciables à la sécurité publique.

(13) Il existe, selon nos lois d'immigration actuelles, de nombreux étrangers qui ont été désignés comme expulsables, dont de nombreux font partie des classes subversives, criminelles ou im-

morales qui sont libres de divaguer à leur guise dans le pays sans surveillance ni contrôle...

(15) ... L'organisation communiste aux États-Unis, poursuivant les objectifs qu'elle s'est désignée, les réussites récentes des méthodes communistes dans d'autres pays, et la nature et le contrôle du mouvement communiste mondial en soi présentent un danger clair et actuel envers la sécurité des États-Unis et envers l'existence d'institution étasuniennes libres, et font en sorte qu'il est nécessaire que le Congrès, afin d'assurer la défense commune, de préserver la souveraineté des États-Unis comme nation indépendante, et de garantir à chacun des États une forme de gouvernement républicaine, promulgue des lois appropriées reconnaissant l'existence de cette conspiration à l'échelle mondiale et conçues pour l'empêcher d'accomplir ses desseins aux États-Unis.

Une mesure propre à limiter le Communisme aux États-Unis — préparée à la lumière du préambule qui précède — a été approuvée par le Sénat ainsi que par la Chambre. Elle a été envoyée au président. Qu'a-t-il fait ?

Il l'a contrée par son veto.

Sur ces entremises, le Sénat ainsi que la Chambre (le 22 septembre 1950) ont passé outre le veto présidentiel par une majorité nettement supérieure au seuil nécessaire des deux tiers, et l'*Internal Security Act* est devenu la « Public Law 831 — 81^{ème} Congrès — seconde session. » La mise en œuvre de la loi, bien entendu, est devenue de la responsabilité de son implacable ennemi, le chef de la branche exécutive de notre gouvernement !

Après son veto sur l'*Internal Security Act*, il est difficile de distinguer comment le président pourrait échapper aux soupçons de se préoccuper davantage des votes de gauche que de la sûreté ou de la survie des États-Unis. L'incident suggère une enquête sur la faisabilité de lancer le processus de destitution.

Une autre cause possible de destitution pourrait résider dans la violation apparente par le président de la Constitution, Article I, Section 8, paragraphe 11, accordant au Congrès le pouvoir « de déclarer la guerre, d'accorder des lettres de marques ou de retrait, et de définir les règles concernant la prise de terre et de mer. »

Cette autorité du Congrès n'a jamais été remise en question. Aussi, dans ses « Observations politiques » (1795), James Madison a écrit que « La Constitution accorde expressément et exclusivement à la Législature le pouvoir de déclarer un État de guerre » (cité depuis « Clipping of Note, » No. 38, *The Foundation for Economic Education, Inc.*, Irvington-on-Hudson, New York). Les interpréteurs suivants de notre Texte Fondateur, hormis peut-être certains de ceux qui marchent sur les traces du Juge de la Cour Suprême Brandeis (voir le [chapitre 3](#)) ont confirmé cette interprétation.

C'est apparemment pour tâcher d'éviter l'accusation de violer cette clause de la Constitution que le président Truman, en dehors d'un lapsus occasionnel, a choisi de faire mention de cet engagement de nos soldats en Corée sous forme d'une « action de police » et non pas une guerre. En référence à la possibilité de l'envoi par le président Truman de quatre divisions supplémentaires en Europe, où aucune guerre n'est en cours, M. Byrd, Sénateur de Virginie, a affirmé : « Mais si par chance il fait fi du Congrès, le Congrès a toute latitude pour exercer son autorité par la méthode des budgets et il y aurait quasiment matière à destitution » (dépêche UP dans le *Washington Times-Herald*, 15 mars 1951). David Lawrence, l'éditeur et commentateur distingué (*U.S. News and World Report*, 20 avril 1951) a également soulevé la question de la destitution :

Pour en venir à un terrain technique, le Congrès jouit également de droits constitutionnels. Il peut destituer le président Truman non seulement pour sa tenue d'une guerre en Corée sans déclaration de guerre par le Congrès, mais avant tout pour son échec à laisser nos soldats combattre l'ennemi avec toutes les armes à leur disposition.

La question de la violation expresse par notre président de la Constitution sur le sujet de l'engagement de nos soldats en Corée a été soulevée avec une logique écrasante par Karl Mundt, Sénateur du Dakota du Sud. L'article 43 de la charte des Nations Unies, comme l'indique le Sénateur, stipule que les nations membres de l'ONU mettront à disposition des forces armées « en accord avec

leurs processus constitutionnels respectifs. » Ainsi, le début de la guerre Truman-Acheson en Corée a violé non seulement la Constitution des États-Unis, mais a totalement été dépourvu d'autorité de la part des Nations Unies — jusqu'à ce que cette autorité fût votée à titre rétroactif! (*Washington Times-Herald*, 17 mai 1951).

Sous la 81^{ème} mandature du Congrès, la Chambre a à plusieurs reprises passé outre le veto posé par Truman au travers d'un vote dépassant les deux tiers. Au cours même de ce 81^{ème} Congrès, plus de cinq sixièmes des Sénateurs ont voté pour passer outre le veto du président sur la loi anti-communiste McCarran-Mundt-Nixon, promulguée en *Public Law 831*. Avec la retraite de Mme [Helen G. Douglas](#) et d'autres soutiens célèbres de l'administration, et de M. [Vito Marcantonio](#), le 82^{ème} Congrès est sans doute encore moins enclin que le Congrès précédent à tolérer l'attitude de Truman au sujet du contrôle des subversifs et pourrait ne pas hésiter, à un moment de grave péril national, à se positionner au Sénat en faveur d'une possible destitution pour cause de violation de la Constitution par un homme tellement dépendant des voix gauchistes ou tellement sympathique à la pensée étrangère qu'il ne distingue aucune menace — tout au plus un « faux-fuyant » — dans le communisme.

Avec la défaite de ces hommes « à gauche du centre » — pour reprendre une expression que le président Franklin Roosevelt s'appliquait à lui-même — tels que [Claude Pepper](#), Frank Graham et [Glen Taylor](#) et d'hommes de mains dans l'administration comme [Millard Tydings](#), [Scott Lucas](#) et [Francis Myers](#); avec l'élection de nouveaux membres hors de la Chambre comme [Everett Dirksen](#), Richard Nixon et [Francis Case](#); et avec de nouveaux membres tels que [Wallace F. Bennett](#), [John M. Butler](#) et [Herman Welker](#), le Sénat pourrait également ne pas hésiter, dans un moment de grave péril national, à franchir le pas vers une destitution, conformément à la Constitution.

De même, un examen de la carrière d'autres dirigeants, parmi lesquels figure le Secrétaire d'État, pourrait potentiellement établir que certains d'entre eux méritent une enquête sur la base de soup-

cons d'écarts de conduite inconstitutionnels. Mais ce sujet ne sera pas développé ici. L'objectif de l'auteur n'est ici, comme ailleurs dans le présent chapitre, que de suggérer au lecteur que la situation que connaissent les États-Unis n'est pas désespérée.

En outre, relire la Constitution des États-Unis est une action précieuse pour quiconque doute de l'importance relative du Congrès, du président et de la Cour Suprême selon la loi fondamentale. Alors que le Congrès se voit accorder l'autorité spécifique de démettre de ses fonctions pour des motifs légitimes le président ainsi que tout autre dirigeant ou juge de la Cour Suprême, ni le président, ni la Cour Suprême ne disposent de la moindre autorité sur les qualifications ou sur la manière d'exercer son mandat d'un Sénateur ou d'un Représentant à la Chambre. Pour de bons livres sur la Constitution, le lecteur peut se référer à *The Constitution of the United States, Its Sources and Its Application* de Thomas James Norton (World Publishing Company, Cleveland, 1940) et *Undermining the Constitution, A History of Lawless Government*, du même auteur (The Devin-Adair Company, New York, 1951). Dans un autre livre intéressant, *The Key to Peace* (The Heritage Foundation, Inc., 75 East Wacker Drive, Chicago I, Illinois), l'auteur, [Clarence Manion](#), doyen de la *Notre Dame Law School*, développe l'idée que la clé pour la paix est la protection de l'individu selon notre Constitution.

En référence à une procédure envers la destitution de personnes dont on pense qu'elles ont violé la Constitution, il semble probable que si des pressions publiques, comme celles provoquées par le renvoi du général MacArthur, s'intensifient, le président Truman pourrait se retrouver contraint à démettre de ses fonctions l'ami de Hiss, Acheson (voir « The Case Against Dean Acheson » de [Victor Lasky](#), Congressional Record, 6 décembre 1951 ; que l'on peut également se procurer auprès de Broadcasts, Inc., P.O. Box 7813, Washington 4, D. C., 15¢) et d'autres personnes du même acabit empoisonné de Yalta.

Malgré l'amertume du fruit de Yalta, M. Acheson ne s'est ja-

mais rétracté. Il n'est jamais revenu sur son affirmation de fidélité durable à son ami chéri, Alger Hiss, qui se trouvait à Yalta en tant que « Directeur des Affaires Politiques Spéciales » fraîchement nommé. Malgré l'attaque chinoise contre nos soldats en Corée, M. Acheson, à la connaissance de l'auteur, n'a jamais reconnu l'erreur, pour ne pas dire la trahison, de la politique du Bureau des Affaires d'Extrême-Orient attaché à son département jusqu'à l'année 1950, lorsque ces Communistes chinois, chéris des Gauchistes qui dominaient notre Département d'État, nous ont attaqués au moment de notre victoire sur les Communistes de Corée du Nord. « Qu'allez-vous donc faire du fait que concernant la Russie soviétique, de Yalta à nos jours, chaque bévue dans la politique étrangère des États-Unis s'est avérée constituer ce que le Kremlin aurait pu souhaiter voir notre pays réaliser ? Tout ce que vous pouvez dire est que si un dessein sinistre avait été à l'œuvre, tout ressemblerait à ce que nous avons vécu » (*The Freeman*, 18 juin 1951).

Le général Marshall se trouvait à Yalta en tant que Directeur de Cabinet de l'armée des États-Unis. Selon les rapports parus dans la presse, il n'a jamais été en mesure de se souvenir de ce qu'il faisait durant la nuit qui précéda Pearl Harbor. À Yalta, ce ne fut pas la mémoire qui lui fit défaut, mais le jugement, car c'est lui qui était l'officier supérieur qui, tacitement, approuva les accords militaires jouxtant l'Elbe et la Yalu — des accords qui continuent de menacer notre pays de ruine. L'ambassadeur général Marshall ne fit pas qu'échouer misérablement en Chine ; le Secrétaire d'État Marshall ne mena aucune action efficace lorsqu'un sous-comité du Sénat au budget, selon [Ferguson](#), le Sénateur du Michigan, lui remit un mémorandum affirmant notamment : « Il devient nécessaire, en raison de la gravité de la situation, d'attirer votre attention sur une situation qui s'est développée et continue de prospérer au sein du Département d'État, sous l'administration de Dean Acheson. Il est évident qu'il existe un programme délibéré et calculé à l'œuvre visant non seulement à protéger le personnel communiste en haut lieu, mais à réduire la protection de la sécurité et des renseigne-

ments à zéro » (INS, *Washington Times-Herald*, 24 juillet 1950). La référence à Acheson visait le sous-secrétaire Acheson, puisque tel était le poste qu'il occupait à l'époque. Malheureusement, à la fin de l'année 1951, lorsque le général Marshall cessa d'être Secrétaire à la Défense, il fut remplacé par un autre homme, [Robert A. Lovett](#) qui, indépendamment de ses opinions personnelles, ne porte pas moins le signe d'infamie d'avoir été sous-secrétaire d'État de juillet 1947 à janvier 1949 (Répertoire du Congrès, 82^{ème} Congrès, 1^{ère} session, p. 365), alors que notre situation en Chine était portée à l'état de ruine sous le Secrétaire d'État de l'époque, George C. Marshall.

Les accomplissements pro-soviétiques des gauchistes haut-placés et de ceux qui se laissèrent duper par eux au sein de notre gouvernement sont brillamment résumés par Edna Lonigan dans *Human Events* (8 septembre 1948) :

Nos armées victorieuses se sont arrêtées là où Staline le désirait. Ses disciples géraient [Dumbarton Oaks](#), l'ONU, l'[UNRRA](#), et nos politiques en Pologne et en Espagne. Ils ont cédé la Mandchourie et la Corée du Nord au communisme. Ils ont écarté le général Patton et ont écrit des instructions infamantes permettant d'envoyer le général Marshall en Chine. Ils ont démantelé l'industrie allemande, ont organisé les procès de Nuremberg et se sont même employés à dicter notre politique économique au Japon. Leur plus grande victoire a été le « plan Morgenthau. »

Et, chose stupéfiante, hormis les morts (Roosevelt, Hillman, Hopkins, Winant) et M. Morgenthau ainsi que M. Hiss, la plupart des principaux responsables des politiques décrites ci-avant sont encore en poste.

En toute vérité, et solennellement, est-ce que sept personnes ne partagent pas les principales responsabilités dans l'établissement de l'emprise communiste sur le monde ? Ces sept personnes ne sont-elles pas : (1) Marx, fondateur du Communisme violent ; (2) Engels, le promoteur de Marx ; (3, 4, 5) Trotsky, Lénine et Staline ; (6) Franklin D. Roosevelt, qui a sauvé l'empire chancelant en le reconnaissant (1933), en le soutenant financièrement, en refusant

de s'opposer aux Communistes aux États-Unis, et en acceptant les clauses de la conférence de Yalta et (7) Harry S. Truman, qui a accepté à Postdam la destruction de l'Allemagne et a depuis suivi la ligne politique de Franklin Roosevelt consistant à refuser d'agir contre les Communistes aux États-Unis — la seule nation forte qui reste un obstacle possible au pouvoir mondial communiste ?

Malgré la consolidation de la position de Staline en Russie par Franklin Roosevelt et la « liquidation » par Staline de millions d'anti-communistes en Russie après la reconnaissance établie par Roosevelt, l'Union soviétique fut contrecarrée en 1937 dans son programme annoncé de conquête mondiale par deux éléments : le Japon à l'Est et l'Allemagne à l'Ouest. Ces pays, le premier de la taille de la taille de la Californie, et le second de la taille du Texas, étaient petits par rapport aux grandes puissances, et comme leurs craintes principales relevaient de l'énorme, hostile et proche Union soviétique, ils ne constituaient pas un danger véritable pour les États-Unis. Les hommes entourant Roosevelt, dont de nombreux entourent désormais Truman, n'ont pas seulement mis en échec, mais ont détruit ces deux éléments bloquant la propagation du Communisme staliniste ! La question se pose de nouveau : les États-Unis devraient-ils continuer d'utiliser les hommes dont la stupidité ou la trahison a permis d'établir l'Union soviétique comme grande puissance territoriale mondiale ?

En continuant d'employer des gens qui exerçaient leur mandat durant les tragiques décisions prises à Téhéran, à Yalta et à Potsdam, ne sommes-nous pas aussi exposés qu'un couple hypothétique qui continuerait d'employer la même baby-sitter qui a déjà tué trois de leurs enfants ?

« Quelle foi, par conséquent, peut-elle nous donner l'espoir envers ceux dont les jugements passés ont si grièvement erré ? » a demandé [Ecton](#), sénateur du Montana, le 7 septembre 1951. « Pouvons-nous laisser notre confiance en l'avenir aux mains de ceux qui ont trahi le passé ? » a demandé [Jenner](#), sénateur de l'Indiana, dans un discours prononcé au Sénat des États-Unis le 19 septembre 1950.

Quelles que soient les causes des résultats produits par Acheson et Marshall, tellement tragiques pour les États-Unis, en 1945 et par la suite (voir également le [chapitre 4](#)), la réponse à apporter au sénateur Jenner est un irrécusable « Non. »

Les membres du Congrès, les éléments patriotes de la presse, et le public qui envoie des lettres devraient cependant continuellement avertir le président qu'un simple mélange de la même vieille caste des acteurs de Yalta et autres « dont les jugements passés ont si grièvement erré » ne suffira pas. Nous ne devons pas une fois de plus tolérer le gauchisme extrême, comme M. John J. McCloy, qui fut assistant au Secrétaire à la Guerre du mois d'avril 1941 au mois de novembre 1945, et le major général Clayton Bissell, qui fut A.C. de S.G.-2, c'est-à-dire chef des renseignements de l'armée, du 5 février 1944 « jusqu'à la fin de la guerre » (*Who's Who in America*, 1950-1951, pp. 1792 et 232). En février 1945, ces hauts dirigeants furent interrogés par un comité de cinq personnes créé par le 79^{ème} Congrès pour enquêter sur des accusations de communisme au sein du département de la guerre.

Dans le *New York Times* du 28 février (article écrit par Lewis Wood), M. McCloy est cité comme suit :

Les faits pointent vers les difficultés juridiques impliquées par l'adoption de mesures d'exclusion de quiconque est ou a été par le passé membre du parti communiste hors de l'armée ou d'une commission. Mais au delà de toute question juridique, une étude de la question et nos expériences m'ont convaincu que nous n'étions pas en terrain sensé dans notre enquête lorsque nous avons uniquement ciblé l'affiliation au parti communiste.

Selon certains journaux, le témoignage de M. McCloy a laissé l'impression qu'il n'était pas gêné que 49 % de la loyauté d'un homme était dévolue à autre chose, pourvu qu'il fût étasunien à 51 %. La validité des paroles du Christ « Nul ne peut servir deux maîtres » a largement revenue dans les esprits. Edward N. Scheiberling, commandant national de la Légion américaine, a affirmé relativement au témoignage de McCloy, assistant au secrétaire à la guerre (*New York Times*, 2 mars 1945) :

« Que l'assistant au secrétaire avait témoigné que la nouvelle politique des forces armées allait admettre au rang d'officier les personnes loyales à 49 % à une puissance étrangère, et loyales à seulement 51 % envers les États-Unis. »

Et le dirigeant de la légion de poursuivre :

« Une loyauté à cinquante et un pourcents ne suffit pas lorsqu'est en jeu la sécurité de notre pays... La vie de nos fils, les secrets militaires vitaux de nos forces armées ne peuvent être confiés à des hommes à la loyauté divisée. »

Le *Washington Times-Herald* a brandi la matraque contre M. McCloy et il a été réaffecté à la Banque Mondiale, et par la suite au poste de Haut-Commissaire en Allemagne ([chapitre 4](#)). Appuyé par une documentation suffisante pour apparaître comme convaincante, le *Freeman*, aussi tard que le 27 août 1951, a affirmé que « M. McCloy semble obtenir et accepter une forme de conseil qui s'apparente au désordre mental. »

Le général Bissell a été muté du poste d'A.C. du S., G-2 à celui d'attaché militaire des États-Unis à Londres. Il a reçu, un peu plus tard, un cadeau de bon voyage, en la matière d'un article laudateur dans le *Communist Daily Worker*. Sous le portrait illustratif (*Daily Worker*, 20 juin 1947), on trouve la légende « Maj. Gen. Clayton Bissell, dirigeant en temps de guerre du Corps des Renseignements de l'Armée des États-Unis, qui a défendu les soldats communistes des attaques lancées par ceux qui étaient assis bien au chaud à Washington durant la guerre. »

Qu'en fut-il du Comité du Congrès ? Bien qu'il ait été créé et qu'il ait reçu pour ordre d'œuvrer selon une coalition de Républicains patriotes et de Démocrates du Sud, chaque parti a choisi ses propres membres au sein du comité. La majorité démocrate de la Chambre a choisi des membres d'affinités « de gauche ou du centre », et le comité, suivant un vote strict de 3 contre 2, s'est exprimé comme satisfait par les témoignages produits par McCloy et Bissell.

Il ne fait aucun doute que le public étasunien ne veut aucun haut dirigeant tolérant envers les Communistes ou remercié par ceux-ci pour services rendus.

Il ne fait aucun doute que les Étasuniens ne se laisseront plus tromper par un nouveau mélange du jeu de cartes pourri du New Deal avec ses as rouges, ses deux, ses valets et ses jokers. Cette fois, nous ne nous laisserons pas aveugler par une nomination « bi-partisane » de disciples d'Acheson, dont l'appartenance de façade au parti républicain ne dissimule pas un ardent « moi-aussi-sme. » Les Étasuniens ne toléreront certainement pas, par exemple, des acteurs comme des John Foster allant de pair avec des Acheson allant jusqu'à des actions telles qu'inviter Hiss à New York devenir président de la *Fondation Carnegie pour la paix internationale*, dont Dulles fut président du conseil. On aurait pu s'attendre à ce qu'une fois Hiss parti, ses problèmes à Washington allaient exploser — mais cela ne s'est pas produit.

La référence à des dirigeants hauts placés du département de la guerre dont la loyauté ou le sens du jugement ont été remis en cause par certains compatriotes étasuniens nous amène à une évaluation de la réception accordée dans toutes les régions du pays au général MacArthur après sa révocation par le président Truman du mois d'avril 1951. Il semble que l'ovation accordée au général MacArthur ne découle pas de ses cinq étoiles, car on compte plus de cinq ou six généraux ou amiraux disposant du même rang, mais à son intégrité indiscutable, à son patriotisme indéfectible, et — par dessus tout — à son statut reconnu de Chrétien.

Bien avant la crise du printemps 1951, le général MacArthur apparut à de nombreuses reprises dans les obscurs documents religieux de nombreuses dénominations chrétiennes comme un homme demandant davantage de missionnaires chrétiens au Japon, et que le Nouveau Testament fût distribué à ses soldats. Le christianisme fervent de MacArthur a fait l'objet de railleries dans certains cercles, mais a laissé une impression durable sur la majorité silencieuse d'Étasuniens qui ont été profondément blessés par la vénalité et la trahison d'hommes hauts placés.

« À Tokyo, j'ai eu le privilège, » a écrit John Gunther dans *The Riddle of MacArthur*, « de pouvoir lire l'ensemble du dossier des

communications et des déclarations de MacArthur depuis le début de l'occupation, et nombre d'entre elles touchent, au moins indirectement, aux thèmes religieux. Il associe constamment le Christianisme à la démocratie et au patriotisme. »

MacArthur est protestant, mais il a écrit ce qui suit à l'éditeur du *Brooklyn Tablet*, un périodique catholique :

Grâce à un contact quotidien avec nos hommes et femmes étasuniens engagés dans le remodelage de l'avenir du Japon, les nobles influences qui trouvent leur origine et leur inspiration au sein du foyer étasunien pénètrent l'esprit japonais. Ces influences portent déjà leurs fruits, et outre le grand nombre de personnes qui prennent la décision de se convertir à la foi chrétienne, c'est toute une population qui s'éveille à la compréhension, à la pratique et à l'adoption de ses principes et idéaux sous-jacents.

Ces mots du général MacArthur apparaissent peut-être démodés ou antiques à certains lecteurs. Les écrits des théologiens étasuniens qui font l'objet d'une publicité plus marquée — chéris des critiques littéraires de gauche — peuvent indiquer que l'eau claire du christianisme classique est en cours d'évaporation dans un désert de sociologie et de psychiatrie expérimentales et d'une culture éthique institutionnalisée. Mais cela n'est pas la réalité. Le cœur des États-Unis reste chrétien dans son besoin ressenti de rédemption et de salut, ainsi que dans sa foi ardente envers la Résurrection.

Le christianisme, au sens historique ou classique, est étroitement allié à la fondation et à la croissance des États-Unis. Ce fut l'adhésion commune à certaines formes de christianisme qui rendit « possible de développer un certain degré d'unité nationale au sein des nationalités hétérogènes représentées parmi les colons » des débuts des États-Unis (*The Immigration and Naturalization Systems of the United States*, p. 231). Cette acceptation aux préceptes du christianisme comme fondement de notre société étasunienne a apporté à notre peuple un corps d'idéaux partagés — un code de conduite universellement accepté. Notre conception de l'honneur était fermement enracinée dans le christianisme, aussi bien au plan personnel que national. Ce ne fut qu'après qu'un nombre dominant

de puissants prêcheurs et de dirigeants d'Églises se fatiguèrent de la pierre fondatrice de l'Église, la charité, et l'abandonnèrent aux agences d'assistance publique — ce ne fut qu'après que ces mêmes dirigeants transférèrent leur loyauté envers le Christ ressuscité à une nouvelle sorte de culte de gauche découlant de conseils nationaux et de conférences nationales — que la moralité publique connut un déclin jusqu'à l'état qui est désormais le sien aux États-Unis. Mais au sein des Églises infiltrées par la gauche, le peuple ne s'est absolument pas autant écarté que ses dirigeants des principes généraux du christianisme. Le peuple, véritablement chrétien à tous égards, désire voir rétablies aux États-Unis l'ensemble des valeurs, le code de conduite ainsi que le code d'honneur qui constituent et unifient la civilisation occidentale et qui fit par le passé de notre nation un pays grand et unifié. Ce fut précisément en répondant à ce sentiment affamé d'unité spirituelle, à ce désir de retrouver un héritage spirituel égaré, que MacArthur le Chrétien a émis un appel inconscient qui a fait éclater un enthousiasme jusqu'alors inédit dans notre pays.

Ainsi, une fois nettoyées les écuries d'Augias de notre gouvernement, nous devons, selon les mots de George Washington, « ne mettre en service que des Étasuniens. » Nous devons avoir pour secrétaires d'État et pour secrétaire à la Défense des hommes qui vérifieront leur liste de secrétaires assistants, conseillers, chefs de division, et ainsi de suite, et limoger toute personne soupçonnée de Communisme, que ce soit par expression idéologique, par association, ou pour d'autres raisons. Tant que le danger plane sur le monde, nous ne devrions confier la destinée de notre cher pays qu'à qui peut déclarer sans réserve, et à personne d'autre :

« Ceci est ma terre, ma terre natale ! »

Chapitre 9

Les États-Unis peuvent reprendre leur liberté

Dans le discours de fin de sa pièce de théâtre *Le Roi Jean*, Shakespeare fait prononcer par l'un de ses personnages :

Cette Angleterre n'aura jamais reposé, et ne reposera
jamais

Aux pieds d'un conquérant ou d'un autre
Que lorsqu'elle contribuera à se blesser par elle-même.

Au mois de juin 1951, devant les membres de l'Assemblée législative d'Austin, au Texas, le général Douglas MacArthur a prononcé un discours dont la citation ci-avant aurait pu être le texte.

Il a notablement affirmé :

Je suis préoccupé par la sécurité de notre grande nation, pas tant en raison d'une potentielle menace depuis l'extérieur, mais en raison des forces insidieuses qui travaillent depuis l'intérieur et qui, en opposition à toutes nos grandes traditions, ont grièvement affaibli la structure et la tonicité de notre mode de vie étasunien.

Les « forces insidieuses qui travaillent depuis l'intérieur » « en opposition à toutes nos grandes traditions » constituent le plus

grand défi, et le plus grave, auquel se trouvent confrontés les États-Unis. Ce sont elles qui visent à corrompre notre jeunesse, afin d'établir leur pouvoir sur elle. Ce sont elles qui visent à détruire notre unité en attisant les antagonismes entre les diverses dénominations chrétiennes. Ce sont elles qui, d'une manière ou d'une autre, font infiltrer leurs larbins à nos hauts postes militaires et politiques. La menace actuelle constituée par la censure, analysée au [chapitre 5](#), est bien réelle, ainsi que la menace plus grande encore d'une censure nettement plus serrée imposée non pas par des agents d'origine et d'affinité étrangères présentes dans notre pays, mais par les agences des Nations Unies dominées depuis l'étranger.

Qui plus est, et de manière encore plus significative, il ne faut pas oublier qu'une masse non digérée au sein du « corps politique, » une « nation au sein de la nation, » hostile, s'est constituée à travers l'histoire comme fer de lance des conquérants. Les dictateurs étrangers de Roumanie, de Hongrie, de Pologne et d'autres pays d'Europe de l'Est, ont été discutés au [chapitre 2](#). À travers l'histoire, les membres d'une minorité non assimilée ont été utilisés de manière répétée comme espions individuels — de la même manière que les Parthes ont utilisé les Juifs à Rome, cependant que les Romains utilisaient les Juifs à Parthe avec le même objectif. Les récentes instances d'espionnage — discutées plus haut au [chapitre 2](#) — impliquèrent le vol de secrets atomiques du Canada ainsi que des États-Unis.

Non content d'œuvrer individuellement pour les ennemis de son pays, l'étranger non assimilé a souvent travaillé collectivement.

Selon *A History of Palestine from 135 A.D to Modern Times*, écrit par James Parkes (Oxford University Press, New York, 1909), en 614 avant J.C., les Perses envahirent la Palestine, une partie de l'Empire Romain Chrétien d'Orient, et s'emparèrent de Jérusalem. Voici le récit qu'en fait M. Parkes :

Il ne fait aucun doute que les... Juifs aidèrent les Perses avec tous les hommes qu'ils purent rassembler, et que l'aide qu'ils fournirent fut considérable. Une fois Jérusalem entre les mains des Perses,

un terrible massacre de Chrétiens fut commis, et les Juifs sont accusés d'avoir pris la tête de ce massacre (*op. cit.*, p. 81).

M. Parkes conclut qu'il « ne serait pas surprenant que les accusations soient fondées. »

Un autre exemple célèbre de trahison d'un pays par sa minorité juive s'est déroulé en Espagne. Dans son ouvrage *History of the Jews*, déjà cité, le professeur Graetz livre un récit (Vol. III, p. 109) de l'arrivée de conquérants étrangers en Espagne, un pays qui avait été organisé par les Wisigoths, une race dont le sang était très proche de celui des Anglais, des Suédois, des Allemands, et d'autres peuples de la région de la Mer du Nord :

Les Juifs d'Afrique, qui avaient à diverses époques émigré ça et là depuis l'Espagne, et leurs malheureux coreligionnaires de la Péninsule, firent cause commune avec le conquérant mahométan, [Tarik](#), qui fit traverser d'Afrique en Andalousie une armée avide de combat. Après la [bataille du Jeres](#) (juillet 711) et la mort de [Rodéric](#), le dernier des rois wisigoths, les Arabes victorieux poursuivirent leur poussée, et furent partout soutenus par les Juifs. Dans chaque ville qu'ils conquièrent, les généraux musulmans furent en mesure de ne laisser sur place qu'une petite garnison de soldats amenés par eux, ayant besoin de chaque homme pour poursuivre la conquête du pays; ils confièrent donc la garde de ces villes aux Juifs. De cette manière, les Juifs, qui jusqu'il y a peu avaient été des serfs, devinrent désormais les maîtres des villes de Cordou, de Grenade, de Malaga, et beaucoup d'autres. Lorsque Tarik fit apparition devant la capitale, Tolède, il la trouva occupée par une petite garnison, car les nobles et le clergé s'étaient enfuis à l'abri. Alors que les Chrétiens se trouvaient dans l'église, priant pour la sûreté de leur pays et de leur religion, les Juifs ouvrirent grand les portes aux Arabes victorieux (dimanche des rameaux 712), les accueillirent par des acclamations, et se vengèrent ainsi des nombreuses misères qui les avaient affligés durant le siècle écoulé depuis [Récarède](#) et [Sisebut](#). La capitale fut elle aussi confiée par Tarik à la garde des Juifs, cependant qu'il menait la poursuite derrière les lâches Wisigoths, qui s'étaient enfuis à l'abri, afin de leur soutirer le trésor qu'ils avaient emmené avec eux.

En fin de compte, lorsque [Moussa Ibn Noçaïr](#), le gouverneur

d'Afrique, fit parvenir en Espagne une seconde armée et conquît d'autres villes, il les confia également à la garde des Juifs.

Les « misères » qui amenèrent les Juifs d'Espagne à trahir sont expliquées par le professeur Graetz. Le roi Sisebut les gênait du fait de sa volonté de les convertir au christianisme, et parmi les « misères » infligées par le roi Récarède, « la plus opprimante de toutes était qu'il les empêchait de posséder des esclaves. Il avait décidé que les Juifs ne pouvaient ni acheter des esclaves chrétiens, ni les accepter en cadeau » (*History of the Jews*, Vol. III, p. 46). Les Goths allemands d'Espagne, christianisés depuis peu, étaient connus pour leur chasteté, leur piété et leur tolérance (*Encyc. Brit.*, Vol. X, p. 551), mais cette dernière qualité ne semblait pas assez inclusive pour permettre à la riche minorité étrangère de détenir les corps convoités des jeunes femmes et jeunes hommes blonds.

Les États-Unis peuvent trouver un enseignement dans la sollicitude des Wisigoths envers leurs jeunes femmes et jeunes hommes. Les Étasuniens nés sur le sol du pays devraient se dégager d'un demi-siècle d'indifférence léthargique et étudier les dispositions ayant permis la mise en esclavage de l'esprit des jeunes par des forces hostiles à la civilisation chrétienne occidentale. Nos garçons et nos filles subissent une propagande constante dans les livres, les magazines, les films diffusés au cinéma, la radio, la télévision et la publicité ; et ce qu'ils y lisent, voient et entendent les influence en direction d'un code de conduite personnel dégradé, d'une indifférence aux doctrines traditionnelles du christianisme, et d'une sympathie à l'égard du marxisme ou du communisme. Les parents étasuniens doivent évoluer et assurer la réussite d'un contre-mouvement positif — et non pas négatif — favorable aux mœurs de la civilisation occidentale, faute de quoi cette civilisation disparaîtra. Il est notoire que les Communistes engagent toute leur énergie pour capturer les jeunes ; mais sur ce sujet vital entre tous, les Étasuniens qui sont vraisemblablement anti-communistes n'ont réalisé — du moins jusqu'à la fin du printemps 1952 — d'efforts que limités, au

point qu'on peut les décrire comme nuls.

Depuis la reconnaissance par le président Franklin Roosevelt des maîtres soviétiques de la Russie (le 16 novembre 1938), les États-Unis ont constamment contribué à « se blesser eux-mêmes » en répondant aux besoins des « forces insidieuses à l'œuvre depuis l'intérieur » (chapitres 1 et 2), qui sont « opposées à toutes nos grandes traditions » de la civilisation chrétienne. Ces puissantes « forces » ont été accueillies sur nos berges, dont devenues riches et influentes, et on n'a rien attendu d'elles, hormis un patriotisme pro-étasunien en lieu et place d'un séparatisme nationaliste hostile. Malgré toutes ces bontés, elles n'en ont pas moins adhéré avec obstination à leurs desseins, et ont de fait « grièvement abîmé la structure et la tonicité de notre mode de vie étasunien. » Mais la richesse de notre terre et la vitalité de notre peuple sont tellement grandes que les pièges ne se sont pas encore totalement refermés ; la corde ne s'est pas encore totalement resserrée autour de notre cou. Malgré les étrangers hostiles qui exercent le pouvoir à Washington ; malgré l'aide et le secours qu'ils reçoivent par des personnes nées aux États-Unis non-informées, vendues ou subverties ; malgré l'ouvrage des « romantiques, des mendiants et des agents de l'ennemi » (capitaine Michael Fielding, discours face au *Public Affairs Luncheon Club*, Dallas, Texas, 19 mars 1951) qui ont dirigé notre politique étrangère au cours des dernières années, les États-Unis conservent une chance de survie. Un grand pays ne se conquiert que s'il est pourri de l'intérieur. Nous pouvons encore rester libres, si nous le décidons.

Les actions fondamentales, comme l'indiquent les chapitres précédents, sont au nombre de trois :

Nous devons (i) lever le rideau de fer de la censure (chapitre 5) qui, non contente de falsifier les actualités, est remontée dans les siècles passés pour mutiler les classiques de notre littérature, et retirer de nos enseignements scolaires des faits vitaux et importants tels que ceux présentés dans les chapitres 1 et 2) ainsi qu'au début du présent chapitre. On peut lancer une initiative vers ce but en

exerçant certains des droits garantis par la Constitution, discutés au [chapitre 8](#), et en s'abonnant aux périodiques dont la ligne est fermement opposée au communisme. Non seulement la lecture de périodiques et de livres amicaux envers les traditions étasuniennes encourage et renforce-t-elle les éditeurs de ce type d'ouvrage, mais elle contribue à l'information du lecteur et constitue donc un instrument efficace dans la grande cause de la sauvegarde de la civilisation chrétienne occidentale.

Nous devons (ii) commencer, dans l'esprit de la civilisation chrétienne humaine, pour faire évoluer des méthodes et empêcher cette masse non assimilable d'étrangers et de personnes à l'esprit tourné vers l'étranger d'exercer dans ce pays un pouvoir sur notre culture et nos vies hors de toute proportion avec les membres de cette minorité, et pour empêcher cette minorité de fabriquer, en contradiction avec l'intérêt général national, notre politique des sujets aussi vitaux que la guerre ou l'immigration. L'*American Legion* semble travailler à ouvrir la voie sur ce sujet vital. Ce mouvement doit être soutenu par les autres organisations de vétérans, les clubs féminins, les clubs dinatoires, et les autres groupes favorables à la survie des États-Unis. Dans ce grand ouvrage, nul ne doit individuellement baisser les bras ; car il n'existe aucune activité menée par un groupe, un club, ou même une légion, qui ne constitue le produit du zèle dévoué d'un ou plusieurs individus.

Le danger que nous subissons, provoqué par des sources intérieures hostiles à notre civilisation, a constitué le sujet d'un avertissement émis par le général MacArthur dans son discours du 25 juillet 1951 face à l'assemblée législative du Massachusetts :

Ces forces maléfiques, sans base spirituelle ni standard moral, rallient les éléments anormaux et subnormaux présentés dans notre corps citoyen et appliquent des pressions intérieures contre toutes les choses que nous tenons pour décentes et toutes les choses auxquelles nous tenons — le type de pression qui a provoqué la chute de nombreuses nations chrétiennes à l'étranger, et le dépérissement de leurs libertés chéries dans les chaînes de la suppression totale.

Cela s'est produit là-bas, et cela peut se produire ici. Jamais nous n'avons eu autant besoin de ferveur patriote et de dévotion religieuse. Aucun compromis ne peut être cédé face au communisme athée — il n'existe pas de demi-mesure dans la préservation des libertés et de la religion. Ce doit être tout ou rien.

Nous devons nous unir pour que restent inaltérées les libertés gravées sur nos frontons par nos aïeux, et pour maintenir le courage moral et la voie spirituelle qui permettent de préserver l'inviolabilité du cœur de toute liberté : notre foi chrétienne.

Nous devons (iii) réaliser un authentique nettoyage de notre gouvernement ([chapitre 8](#)), en destituant non seulement quiconque peut être, preuves à l'appui, désigné comme traître, mais également tous ceux dont les décisions ont, par stupidité, erreurs de jugements, ou pour toute autre raison, été inamicales envers les intérêts de notre pays.

Après le départ d'Acheson — et de Marshall, qui a démissionné au mois de septembre 1951 — et de tout successeur entaché par les mêmes travers, et après la révocation des cohortes de personnes dont l'esprit est acquis à l'étranger, indifférent ou stupide de leur hiérarchie ou au sein de toute agence ou département du gouvernement, les probabilités d'occurrence d'une troisième guerre mondiale diminueront mécaniquement, car notre agresseur le plus probable dépend de ces personnes, directement ou indirectement selon les cas, pour réaliser ou permettre des actions d'espionnage et de sabotage. Les probabilités de guerre mondiale diminueront encore si quatre décisions relativement peu onéreuses sont prises par certaines agences de notre gouvernement. Même si une guerre générale éclate, il sera plus probable d'en sortir par le haut si ces décisions sont prises — pour autant que les circonstances le permettent alors.

C'est à dessein que j'utilise ci-dessus le qualificatif de *peu onéreux*. Il est grand temps que notre gouvernement se mette à calculer les coûts, car comme Lénine en personne l'a affirmé, une nation peut s'engager par la dépense dans l'effondrement économique avec autant de certitude qu'elle peut se ruiner en pratiquant une mauvaise politique étrangère.

Le terrible fait de la seconde guerre mondiale a résidé dans la mort de 256 330 hommes étasuniens, et les blessures graves subies par tant d'autres. Mais le coût monétaire est également important pour la sûreté des États-Unis. Selon l'histoire de la seconde guerre mondiale publiée par le magazine *Life*, cette guerre nous a coûté 350 000 000 000 \$ (Christopher Notes, No. 83, mars 1951). En outre — et l'on peut espérer qu'il y ait des doublons — l'« Aid Extended to All Foreign Countries by the U.S. » entre le 1^{er} juillet 1940 et le 30 juin 1950 s'est élevée à 80 147 000 000 \$ (*Office of Foreign Transactions*, Département du Commerce). Ce chiffre impressionnant représente des dépenses. Les « coûts à partir du 1^{er} juillet 1940 jusqu'aux propositions actuelles pour poursuivre une assistance à l'étranger se cumulent pour un montant de 104 milliards de dollars, » d'après le discours prononcé par [Hugh Butler](#), sénateur du Nebraska, et membre du comité des finances, le 1^{er} juin 1951 (*Human Events*, 6 juin 1951). Voir également « In Washington It's Waste As Usual, » écrit par Stanley High (*The Reader's Digest*, 1^{er} juillet 1951). La confiance énoncée explicitement par Staline envers l'effondrement de des États-Unis en raison de leurs dépenses orgiaques au cours de sa longue allocution du 10 mars 1939 face au 18^{ème} Congrès du Parti Communiste pourrait donc se révéler prophétique.

Passons aux quatre étapes peu onéreuses — outre la préservation, ou le rétablissement, de notre intégrité financière — nécessaires pour sauver les États-Unis. Ces étapes — qui ne peuvent être menées qu'après le nettoyage de nos départements d'État et de la Défense et de nos agences de direction — sont (a) l'inassouvissement des plans des Communistes qui se trouvent aux États-Unis ; (b) l'adoption d'une politique étrangère, diplomatiquement et défensivement qui ne soit pas fondée sur le besoin de voix dont tel ou tel parti a besoin aux élections, mais sur la sûreté des États-Unis ; (c) une étude de l'Organisation des Nations Unies et une décision en laquelle le peuple étasunien puisse avoir confiance ; et (d) une reconnaissance factuelle et une exploitation du clivage séparant le

gouvernement soviétique du peuple russe. Une dernière section (e) constitue une brève conclusion du Rideau de Fer sur l'Amérique.

(a)

Pour notre gouvernement reconstitué, ou réengagé, la première étape à mener, que ce soit dans l'ordre temporel ou l'importance, est d'agir contre le Communisme, non pas à [Terre de Feu](#) ou à [Tristan da Cunha](#), mais aux États-Unis. Les Communistes connus de ce pays doivent, selon nos lois, être appréhendés sur-le-champ et soit mis sous surveillance, soit expulsés ; et la police secrète indépendante soviétique, dont certaines autorités estiment les effectifs dans ce pays à 4000, doit être mise au jour. À moins que ces actions soient menées, toutes les aventures à l'étranger contre le Communisme sont pires que de la folie, car nos meilleurs soldats seront loin de notre sol lorsque les Soviétiques passeront le mot aux 43 217 Communistes connus du FBI, aux 4000, et accessoirement aux 472 170 larbins (chiffres basés sur l'estimation produite par J. Edgar Hoover de dix collaborateurs pour un membre effectif) de détruire nos systèmes de transports et de communications et notre potentiel industriel. Si la frappe de quelques aiguilleurs de chemin de fer peut en pratique paralyser le pays, que peut-on attendre d'une armée rouge soudainement dévoilée d'un demi-million de personnes, dont un grand nombre agit sournoisement au sein des syndicats engagés dans des travaux stratégiques, bien souvent sans que les dirigeants des dits syndicats le sachent ? (Voir « 100 Things You Should Know About Communism and Labor, » 10¢, *Government Printing Office*, Washington, D.C.).

Hoover, le directeur du FBI, est conscient du danger. Au cours d'une interview (UP dispatch, 18 mars 1951), il a affirmé : « Les Communistes sont engagés dans le renversement du système de gouvernement étasunien. . . la destruction des industries stratégiques — c'est le schéma directeur communiste d'une attaque violente. » George Meany, le secrétaire au trésor de la Fédération américaine

du Travail, a apporté un témoignage semblable (« The Last Five Years, » par George Meany, A.F. de L. Bldg., Washington 1, D.C., 1951) :

... Ce sont les Communistes qui ont fait des effectifs du travail leur principal champ d'activité. Ce sont les Communistes qui lancent hypocritement leur combat impie sous le drapeau du syndicalisme mondial. Ce sont les Communistes dont la stratégie impose qu'ils doivent par-dessus tout capturer les syndicats avant de s'emparer du pouvoir dans tout pays (p. 2).

Si quiconque, après avoir lu les déclarations faites par les deux hommes des États-Unis les mieux placés pour savoir, continue d'être enclin à penser que le danger intérieur résultant de l'infiltration du Communisme soviétique dans le syndicalisme relève du fantasme, il ferait bien de lire « Les Stalinistes Continuent d'Essayer de Contrôler le Syndicalisme dans les Industries Stratégiques, » dans l'édition du *Saturday Evening Post* du 24 février 1951. Selon cette source :

... La cinquième colonne communiste au sein du mouvement syndicaliste étasunien a coupé ses pertes et a terminé son regroupement. Elle affirme désormais avoir 300 000 à 400 000 disciples. Outre les syndicats des *International Longshoremen* et des *Warehousemen* de Bridges, certains des membres des alliances de travailleurs occupent des positions stratégiques comme les *United Electrical Workers* ; les *Mine, Mill and Smelter Workers* ; les *United Public Workers* ; et l'*American Communications Association*.

Pour une analyse complète de la force, des méthodes et des armes des Communistes au sein d'un pays dont ils préparent la capture, voir *The Front is Everywhere : Militant Communism in Action*, par [William R. Kintner](#) (*University of Oklahoma Press*, Norman, Oklahoma, 1950, 3.57 \$). Diplômé de West Point, colonel du *General Staff Corps* au sein du *Military Intelligence Service* durant la dernière phase de la seconde guerre mondiale, et docteur en philosophie dans le champ sur lequel il écrit, le colonel Kintner est qualifié comme personne au vu des tâches qu'il a accomplies avec succès. Sa bibliographie est un bon guide pour les orateurs,

les auteurs et autres, qui ont besoin de faits plus fournis sur le Communisme.

Autre travail de fond essentiel pour qui désire fouiller profondément sur le sujet du communisme, « Lenin, Trotsky, Stalin : Soviet Concepts of War », dans *Makers of Modern Strategy*, publié par [Edward Mead Earle](#) (*Princeton University Press*, Princeton, New Jersey, 1943).

Les rapports entre les Communistes véritables et les autres éléments mécontents de la population totale de la Russie de 1917, et de ceux des États-Unis du milieu du XX^{ème} siècle ont souvent été comparés, et il est frappant de constater à quel point ils sont semblables. Alors que s'ouvre l'année 1952, la position étasunienne est plus forte que celle du gouvernement russe de 1917, en ce que nous n'avons pas eu à subir il y a peu de défaite militaire majeure.

Mais notre situation est plus faible, dans la mesure où notre administration est non seulement infiltrée, mais tolère les personnes hostiles à nos traditions. Notre action contre les Communistes étasuniens doit alors les intégrer au gouvernement. Pour qui serait enclin, avec l'ex-sénateur du Maryland [Millard Tydings](#), à douter que les Communistes sont incrustés dans le gouvernement, ne pas oublier que le C.L.O., avant l'enquête Tydings, a expulsé son syndicat *United Public Workers* pour cause de domination communiste ! Et ne manquons pas de remarquer que le nom « United Public Workers » figurait dans la liste du *Post* citée plus haut. Une fois de plus, il faut insister sur le fait que la suppression des Communistes de leurs postes stratégiques au sein du gouvernement doit précéder tout le reste, car les Communistes du gouvernement ne sont pas seulement en mesure de dérober des documents secrets et de se tenir prêts à accomplir des actes de sabotages ; ils occupent souvent des postes où ils empêchent toute action contre les Communistes évoluant en dehors du gouvernement. Par exemple, M. Meany a témoigné (op. cit., p. 3) que certaines réussites anti-communistes de l'*American Federation of Labor* ont été accomplies « en dépit d'une opposition même de la part d'agences et départements de

notre gouvernement ! »

Si un lecteur reste enclin à douter de la validité fondamentale — indépendamment des preuves au sein d'un tribunal dont le ou les juge(s) ont sans doute été désignés par un Roosevelt « nous manquons de voix » ou un Truman « brouilleur de pistes » — des accusations émises par le sénateur du Wisconsin, [Joseph McCarthy](#), grand ennemi du blanchiment de Tydings, ou est enclin à remettre en cause le jugement du C.L.O. dans l'expulsion des Communistes hors du gouvernement, il devrait méditer le test formulé par le Christ dans la Palestine ancienne : « Vous en jugerez selon leurs fruits » (St. Mathieu, VII, 16). Les Communistes incrustés dans notre gouvernement ont produit des moissons abondantes et empoisonnées. La plus mortelle, qui comprend espionnage atomique et politique étrangère favorable aux Soviétiques, a été analysée plus haut (chapitres 2, 4, 6). Plus récemment, la campagne du *Daily Worker* communiste a réussi à faire destituer le général MacArthur — une campagne qui a culminé avec des gros titres, le 9 avril 1951, juste avant que le général MacArthur se vît retirer non seulement son commandement en Corée, mais également ses responsabilités au Japon. On ne sous-entend pas ici que les pressions exercées par les Communistes au travers de leur quotidien et au travers d'autres moyens fussent les seules pressions subies par le président pour la destitution du général MacArthur. Larbins, compagnons de route et dupes y ont contribué. Il n'est cependant guère discutable que les pressions communistes aient présenté une influence significative, pour quiconque prend la peine d'examiner la manière dont le *Daily Worker* a montré en de multiples instances que les exigences communistes ont présagé des actions de nos dirigeants.

Suivent ici quelques indications d'activité communiste fructueuse au sein de notre gouvernement — des indications qui méritent d'être étudiées à fond par quiconque continuerait d'entretenir des doutes. À la fin 1948, un article écrit par Constantine Brown, est paru dans le *Washington Evening Star* sous le titre « Des documents top secrets souvent connus des Rouges avant même que

les dirigeants étasuniens en aient pris connaissance. » Le 11 février 1950, un article de Willard Edwards, paru dans le *Washington Times Herald* sous le titre *L'Armée continue d'expulser de ses rangs des Rouges qui y sont entrés durant la guerre*, et relatait des détails fournis sur les positions tenues par les Communistes dans l'« orientation des jeunes soldats étasuniens. » [O.K. Armstrong](#) et Frederic Sondern, Jr. posaient dans l'édition du mois de décembre 1950 du *Reader's Digest* : « Quand allons-nous arrêter d'aider le bras armé russe ? » [Robert B. Chipfield](#), représentant de l'Illinois au Congrès et membre du comité de la Chambre aux Affaires Étrangères, publiait un article sous le titre « Comment des dollars étasuniens ont armé la Russie » (*National Republic*, 511 Eleventh St., N. W., Washington 7, D. C., février 1951). Voir le rapport du Congrès, ou écrire aux sénateurs concernés pour un récit des tentatives couronnées de succès menées par [Herbert F. O'Connor](#) et [John J. Williams](#), sénateurs respectifs du Maryland et du Delaware, pour faire éclater le scandale qui a vu nos dirigeants permettre — et même d'aider, au travers de notre blocus — la livraison de matériel aux Communistes chinois alors même que leur armée gouvernementale tuait nos jeunes hommes en Corée ! Voir également l'intégralité du « Texte du rapport de la Chambre sur les activités anti-américaines sur l'Espionnage au sein du gouvernement » ¹ (*New York Times*, 31 décembre 1948 ; ou auprès de votre représentant au Congrès).

Si les lois existantes contre le Communisme — parmi lesquelles la loi sur la Sécurité Intérieure dont le passage sur le veto du président a été discuté dans le [chapitre 8](#) — sont inadaptées, de nouvelles lois adaptées doivent être recommandées par le Département de la Justice pour gérer la menace communiste au sein des États-Unis. Elles seront sans aucun doute rapidement adoptées par le Congrès. Une approbation par avance des lois par le Département

1. *Text of House Un-American Activities Committee's Report on Espionage in the Government*, NdT

de la Justice est souhaitable, afin qu'aucun trou dans la couverture apportée par les lois ne puisse par la suite être évoquée par un dirigeant. Si le Département de la Justice ne produit pas sur-le-champ le texte d'une loi nécessaire, les comités judiciaires des deux Chambres sont tout à fait aptes à le faire, et devraient en prendre l'initiative. Si une quelconque administration, actuelle ou à venir, bafoue les lois anti-subversives adoptées par le Congrès, celui-ci devrait tirer honneur de prendre les dispositions adéquates — dont la destitution, si les autres tentatives échouent — en vue de garantir l'application des lois.

À moins que l'on n'agisse rapidement contre les Communistes étasuniens (en dépit de toute considération de type « nous avons besoin de ces voix »), l'ensemble de notre défense radar et de nos abris contre les bombardements relève de la perte d'argent et d'efforts, car il n'y a aucun moyen d'empêcher l'importation de bombes atomiques, ou d'éléments épars permettant d'en reconstituer une, sur la ligne côtière longue de 86 750 km (sans compter l'Alaska, dont la ligne côtière ajoute à ce total 54 563 km, sauf à nettoyer les complications et les destinataires possibles des bombes, qu'ils opèrent au sein des agences gouvernementales ou ailleurs aux États-Unis. Nous ne serions en aucun cas le premier pays à agir contre le Communisme. Les progrès réalisés en la matière en Espagne et au Canada sont mentionnées plus bas. En outre, « Le parti communiste a été déclaré illégal dans les pays du Moyen-Orient » hormis en « Israël » (Alfred M. Lilienthal, *Human Events*, 2 août 1950).

En conclusion de cette section du dernier chapitre du *Rideau de Fer sur les États-unis*, qu'il me soit permis d'insister sur le fait qu'il faut que chaque citoyen étasunien de chaque quartier, de chaque village jusqu'au plus reculé, et de chaque ferme soit vigilant sur le sujet de l'opposition face au communisme, et sur la nécessité de persuader le gouvernement de prendre des mesures efficaces contre ce mouvement. « On a vu des quantités colossales de fausses informations disséminées dans le monde sur les avantages supposés du communisme, » a affirmé le général Wedemeyer dans la synthèse de

ses recommandations au Comité MacArthur du Sénat (*U.S. News and World Report*, 22 juin 1951). « Dans le monde entier, on affirme aux gens que le communisme constitue vraiment la révolution du peuple et que quiconque s'y oppose est un réactionnaire, un fasciste ou un impérialiste. » En raison de la dominance des Juifs au sein du communisme, du [Manifeste communiste](#) (1848) aux procès sur l'espionnage atomique (1950, 1951), les activités anti-communistes se voient également souvent décrites à tort comme antisémites (voir les chapitres 2, 3 et 5). Cette opinion propagée par la propagande selon laquelle le communisme est « ok » et que ceux qui s'y opposent sont des antisémites ou des sortes de « réactionnaires », peut être mise en circulation dans votre communauté par un membre du parti communiste. Le plus probable est de la voir professée par un professeur, un prêcheur ou une autre personne qui se sera laissée leurrer par le propagande subtile mais mensongère à laquelle elle a été exposée. Prenez soin de ne pas blesser les 90 % ou plus d'enseignants étasuniens dont l'esprit est tourné vers les États-Unis (*Educational Guardian*, 1 Maiden Lane, New York 7, New York, juillet 1951, p. 2) ni la majorité sans doute semblable parmi les prêcheurs ; mais utilisez votre influence pour enrayer les mauvaises intentions des « deux, cinq ou dix pourcents de subversifs. » Tirez votre inspiration des mots prononcés par le Christ, « C'est pour cette cause que je suis venu au monde » (St. Jean, XVIII, 87) et laissez la situation défavorable que connaît votre communauté vous inspirer de réaliser des efforts dans le sens opposé au profit de la civilisation occidentale et chrétienne. N'oubliez jamais que le conflit fondamental du monde contemporain n'oppose pas le peuple russe et le peuple étasunien, mais le Communisme et le Christianisme. À partir de là, œuvrez également pour la coopération amicale de toutes les valeurs chrétiennes dans notre grande bataille pour la survie de l'Occident chrétien. Si nous nous divisons, nous perdrons !

(b)

En second lieu, notre politique militaire à l'étranger doit être totalement séparée de la question des minorités électorales au sein des États-Unis, et doit être fondée sur les faits qui décrivent le monde, connus par nos meilleurs universitaires et stratèges militaires. Tel n'a pas été le cas depuis 1933, comme nous l'avons montré au-dessus ([chapitre 6](#)) dans l'analyse de nos attitudes officielles envers la Chine, la Palestine et l'Allemagne. Un témoignage supplémentaire est apporté par la haute autorité que constitue le général [Bonner Fellers](#). Dans sa critique du livre écrit par l'amiral [Ellis M. Zacharias](#), *Behind Closed Doors* (Putnam's, New York, 3.75 \$), le général Fellers, ancien officier de renseignements, affirme : « *Behind Closed Doors* révèle que nous nous sommes embarqués dans un programme militaire connu de nos dirigeants comme bancal, mais qu'ils ne sont pas prêts à dire la vérité au peuple étasunien ! » (*The Freeman*, 30 octobre 1950).

Cette affirmation fait une mention du fait que le grade de colonel constitue le grade le plus élevé atteignable en propre au sein de l'armée des États-Unis (de la même manière, le grade de capitaine est le grade le plus élevé atteignable par promotion interne au sein de la Navy). Selon une réglementation héritée des jours où le nombre total d'officiers généraux était de l'ordre de vingt-cinq, toutes les nominations au grade de général, du général de brigade une étoile au général cinq étoiles est accordée par le président des États-Unis (et il en va de même pour les grades correspondants dans la Navy). Il va de soi que le mérite constitue un facteur dans le choix des généraux et amiraux comme commandants de terrain et de vaisseaux. Le mérite constitue également certainement un facteur pour de nombreux postes auxquels sont assignées des étoiles. Mais tout aussi certainement, le facteur de « fiabilité politique » entre également dans le choix des officiers de haut rang qui établissent les politiques et se voient autorisés à exprimer leur opinion. « La conclusion inévitable est que nos hauts commandants

militaires sont aujourd'hui muselés. Ils n'osent pas diverger de la face civile des questions militaires de crainte de se faire révoquer ou dégrader » (tiré de « Louis Johnson's Story is Startling, » de David Lawrence, *The Evening Star*, Washington, 18 juin 1951). Au vu de ce témoignage produit par un ancien secrétaire à la défense, on se doit de conclure que la convocation par le Sénat des généraux et amiraux proches du trône à Washington, durant l'année 1951, pour mener une analyse des politiques de Truman et d'Acheson, aura constitué une perte de temps. Le passage qui suit, tiré du grand discours du général MacArthur face à l'assemblée législative du Massachusetts (le 25 juillet 1951) est très pertinent :

Les hommes d'une stature significative dans les affaires nationales semblent se tapir face à la menace de représailles si la vérité devait être exprimée dans la critique des détenteurs de la plus haute autorité publique. Par exemple, je découvre l'existence d'un nouveau concept dangereux, selon lequel les membres de nos forces armées doivent en premier chef allégeance et loyauté à ceux qui exercent temporairement l'autorité de la branche exécutive du gouvernement, plutôt qu'au pays et à la Constitution qu'on leur fait s'engager à défendre.

Si le Congrès veut découvrir d'autres aspects d'une situation stratégique ou logistique au delà de ceux perçus par Truman et Acheson, ou un point de vue semblable, il lui faut convoquer non pas les agents et opérateurs de cette politique, mais des généraux non-politiques, des officiers d'état-major ne disposant pas d'une étoile, et des officiers à la retraite, issus des forces régulières, de la garde nationale et de la réserve. Il n'est pas difficile de trouver des officiers compétents relevant de ces catégories. On trouve également de nombreux autres Étasuniens patriotes dotés d'une expérience diplomatique. Dans une allocution prononcée sur trois réseaux d'ondes majeurs (le 18 avril 1951), le représentant [Joseph W. Martin](#), dirigeant républicain au sein de la Chambre, a nommé sept généraux dont Kruger, Whitney, Chennault et Wedemeyer ; sept amiraux dont King, Halsey, Yarnell et Denfeld ; tous experts d'une manière ou d'une autre sur l'Extrême-Orient, mais aucun

proche du trône de Washington où les décisions sur la politique menée en Extrême-Orient ont été prises, sur la base de plans et d'idées provenant de personnes comme [John Carter Vincent](#), [John S. Service](#), [Owen Lattimore](#), [Philip C. Jessup](#) ou [Dean G. Acheson](#) !

On ne pourrait pas ici tenter d'analyser l'ensemble de la complexe structure de nos relations publiques. On n'y fera aucun exercice de prédiction sur la nature de notre politique nationale à venir. On n'y fait aucune tentative d'entrer dans les détails en matière de logistique ou de main d'œuvre, ni aucune suggestion sur la tactique ou la stratégie de telle ou telle opération particulière, car ces décisions relèvent de la responsabilité des commandants informés et en poste.

Mais quelques mots sont portés sur les sujets liés entre eux du carburant et de la distance nous séparant d'un potentiel ennemi, car il s'agit de facteurs de la défense de l'Occident.

Ce sujet du carburant est très important dans notre choix des régions où masser des troupes en prévision d'une possible percée de la part des Soviétiques. Concernant les approvisionnements mondiaux de carburant, il a été estimé en 1950 par des experts dans le domaine du pétrole que les États-Unis ainsi que les nations amies en contrôlaient 93 %, alors que les Soviétiques en contrôlaient 7 %. La tenue d'une guerre sur le périmètre soviétique (la Corée ou l'Allemagne) apparaîtrait donc comme un arrangement — qu'il soit ou non voulu — permettant aux dirigeants soviétiques de bénéficier d'une situation sur laquelle leur approvisionnement limité en carburant ne constituerait pas un obstacle.

Il va sans dire que les Soviétiques maintiennent à chaque instant des réserves de carburant suffisantes pour une percée subite au sein de l'Allemagne, qui est à portée de leur main. Mais les Soviétiques n'ont quasiment certainement pas assez de carburant pour conquérir, par exemple, une Espagne convenablement armée en raison des distances séparant ce pays des sources soviétiques d'approvisionnements, et en raison des barrières géographiques protégeant ce pays — la mer et les montagnes —, qui a à l'âge des missiles guidés à

distance dépassé la Grande-Bretagne comme forteresse de l'Europe.

Ce fait, inhérent à la montée en importance des armes aériennes, appelle à une analyse de l'attitude manifestée par Roosevelt, puis Truman, envers l'Espagne. Si Franklin Roosevelt tolérait favorablement les déclarations âprement opposées à Franco proférées par les soutiens communistes et plus généralement de gauche, il a plus ou moins maintenu dissimulé un arrangement de travail amical qui nous fit bénéficier durant la seconde guerre mondiale de nombreux avantages de la part de l'Espagne, nettement supérieurs à ceux dont jouirent les pays de l'Axe. On trouve des détails pertinents sur l'aide apportée par l'Espagne aux États-Unis durant la seconde guerre mondiale dans l'article bien étayé « Pourquoi ne pas mener une politique raisonnée vis-à-vis de l'Espagne ? ² » écrit par Dewey, représentant du Missouri au Congrès (*Reader's Digest*, mai 1949). Le lecteur intéressé pourra aller plus loin en consultant l'ouvrage *Wartime Mission in Spain* (The Macmillan Company, New York) écrit par le professeur Carlton J.H. Hayes, qui a été ambassadeur des États-Unis en Espagne de mai 1942 à mars 1945.

L'auteur du *Rideau de Fer sur les États-Unis* peut également apporter un témoignage personnel au sujet de l'une des nombreuses manières dont l'Espagne a aidé les États-Unis. Lorsque nos aviateurs volaient au dessus du sol français, ils avaient pour instruction, s'ils se faisaient abattre, de se rendre en Espagne. Si Franco avait été favorable à Hitler, il les aurait renvoyés aux Allemands. S'il avait été neutre, il les aurait internés. S'il avait été amical, il les aurait rendus aux États-Unis pour qu'ils fassent connaître les renseignements inestimables qu'ils avaient glanés, et pour qu'ils reprennent du service. C'est exactement ce que fit Franco ; et un nombre significatif de ces aviateurs est précisément passé par le bureau du présent auteur, qui était alors chef de la section des interviews du service des Renseignements Militaires, lorsque ces membres d'équipage étaient envoyés par avion de l'Espagne à destination de Wa-

2. « Why Not a Sensible Policy Toward Spain ? », NdT

shington, en passant par Lisbonne.

Le principal problème avec l'Espagne, du point de vue de nos gauchistes influents, semble résider en ce qu'on ne distingue pas de Communistes visibles dans ce pays, et en ce qu'aucun Marxiste ne siège dans son gouvernement. En 1943 (le 21 février), Franco a écrit ce qui suit à Sir [Samuel Hoare](#), ambassadeur de Grande-Bretagne en Espagne : « Notre alarme face aux avancées russes est commune non seulement au sein des nations neutres, mais également parmi tous les peuples d'Europe qui n'ont pas encore perdu leur sensibilité et leur compréhension du péril... Le Communisme constitue une énorme menace envers le monde entier, et à présent qu'il est soutenu par les armées victorieuses d'un grand pays, tous ceux qui ne sont pas aveugles doivent s'éveiller. » On peut trouver davantage d'informations à ce sujet dans l'article de Frank Waldrop, « What Fools We Mortals Be, » paru dans l'édition du 17 avril 1948 du *Washington Times-Herald*.

Il n'est peut-être pas surprenant qu'alors même que l'on ne distingue aucun Communiste visible en Espagne, une politique anti-espagnole constitue depuis longtemps l'une des principales activités sincères des Communistes étasuniens et de leurs camarades voyageurs. La sollicitude envers les voix de gauche a, pour corollaire, influencé notre politique vis-à-vis de l'Espagne. La tendance injustifiée manifestée par les États-Unis consistant à « traiter l'Espagne comme une lèpre, » non en raison « de la moindre action de la part de l'Espagne au passé ou au présent » mais pour « remporter des voix lors des élections » est illustrée dans « Britain and an American-Spanish Pact, » par Cyril Falls, professeur titulaire d'histoire de guerre à l'Université d'Oxford (*The Illustrated London News*, 4 août 1951).

Les organisations anti-franquistes suivantes ont été désignées comme communistes par le procureur général des États-Unis (voir le rapport sénatorial, *Communist Activities Among Aliens and National Groups*, 3^{ème} partie, p. A10) :

- Abraham Lincoln Brigade
- Action Committee to Free Spain Now
- Comité Coordinator Pro Republica Espanola
- North American Committee to Aid Spanish Democracy
- North American Spanish Aid Committee
- United Spanish Aid Committee

Une autre cause de la propagande anti-espagnole de la part des États-Uniens gauchistes réside dans le fait que l'Espagne — consciente de la trahison avérée par l'Histoire des minorités idéologiquement non-assimilées — n'a pas compliqué ses problèmes internes en acceptant des hordes de soi-disant « réfugiés » en provenance d'Europe de l'Est.

Les mêmes forces qui ont bloqué notre reprise de relations diplomatiques normales avec l'Espagne ont empêché l'ONU d'inviter l'Espagne à devenir membre de cette organisation.

Que l'Espagne figure ou non parmi les membres de cette organisation malade, qui semble sur le point d'expirer, n'est sans doute pas très important, mais que l'Espagne dispose d'un rôle dans la défense de l'Occident joue un rôle prépondérant. La voie vers l'amitié a enfin été ouverte lorsque le Sénat, malgré l'opposition amère manifestée par le président Truman, a approuvé au mois d'août 1950 qu'un emprunt soit concédé à ce pays, et a été davantage déblayée le 4 novembre 1950, lorsque l'ONU, tout en refusant de lever l'« interdiction de l'entrée pleine et entière de l'Espagne au sein des Nations Unies, » a voté pour autoriser une représentation de l'Espagne au sein de certaines « agences spécialisées comme l'organisation mondiale de la santé et l'organisation mondiale des services postaux » (dépêche AP, *Dallas Morning News*, 5 novembre 1950). Quant à l'emprunt autorisé par le Congrès au mois d'août 1950, il a fallu attendre le 22 juin 1951 pour que « la Maison-Blanche et le Département d'État autorisent la banque espagnole d'imports/exports à acheter du blé et d'autres biens de consommation sur les fonds de

l'emprunt de 62 500 000 \$ voté par le Congrès l'an passé » (*Washington Post*, 28 juin 1951). La réticence de Truman à aider l'Espagne doit avoir découlé des pressions d'un puissant groupe secret, car les militaires ont demandé une aide de ce type, et selon le sondage réalisé par Gallup, le peuple se montre à 65 % favorable (contre 26 % d'opinions défavorables) à cette aide (*Dallas Morning News* et autres journaux, 1^{er} juin 1951).

Dans son témoignage produit face au comité des Services Armés combinés et au comité des Relations Étrangères, tenus par le Sénat le 24 mai 1951 (dépêche AP émise depuis Washington), le chef d'état-major général Omar Bradley a reconnu que « d'un point de vue militaire, » les chefs conjoints aimeraient que l'Espagne soit de notre côté. En fin de compte, les clameurs du public et l'attitude de l'armée l'ont emporté et au mois de juillet 1951, les États-Unis, sous un chœur de réprobations en provenance des gouvernements socialistes de Grande-Bretagne et de France (*New York Times*, 17 juillet 1951), ont commencé des conversations officielles avec l'Espagne au sujet de la défense mutuelle. Le 20 août 1951, un « équipe d'évaluation militaire, » « composée des trois services armés, » est partie depuis Washington pour l'Espagne (*New York Times*, 21 août 1951). Cette action en direction de relations amicales à l'avantage mutuel des deux pays présente non seulement une valeur potentielle considérable en matière de défense ; elle présente, si cela est possible, une valeur diplomatique plus considérable encore, car l'Espagne est le Pays Mère de toute l'Amérique Latine, à la seule exception du Brésil. De tous les pays européens, l'Espagne est en outre celle qui manifeste le plus de sympathies à l'égard du Monde Musulman. Par exemple, chaque année, elle accueille à Cordou et à Tolède des milliers de pèlerins musulmans. La paix entre Musulmans et Chrétiens a duré un siècle, et pris fin en raison des actions menées par l'administration Truman au bénéfice d'« Israël. » Si la reprise de relations amicales avec l'Espagne débouche sur un renouveau de relations amicales avec le Monde Musulman, nous aurons réalisé un grand pas en avant. Nous devons cependant nous

assurer que nos soldats en Espagne ne seront pas accompagnés par des *vivandières*³ du Département d'État ou d'agences exécutives, colportant les denrées sales de la subversion et du communisme (*Human Events*, 8 août 1951).

Avec l'Océan Atlantique, la Méditerranée et les altières montagnes des Pyrénées pour frontières ; sous le bras protecteur que constitue la distance ; et par-dessus tout en l'absence de Communistes ou de Marxistes en son sein pour saboter nos efforts, nous pouvons — si notre défense nationale le demande — équiper avec sûreté les dix-huit divisions bien disciplinées d'Espagne, nous pouvons développer des piste aériennes hors de portée d'armées terrestres hostiles, et dans les criques et les ports en eau profonde de l'Espagne, nous pouvons établir des ports sûrs pour notre marine militaire et marchande. Notre renforcement de l'Espagne, ne suivant par ordre de priorité que le maintien de la solvabilité financière et le freinage des Communistes dans ce pays, constituerait sans nul doute un facteur très important pour empêcher les dirigeants soviétiques de lancer une guerre totale. Sachant qu'une Espagne distante, protégée par les Pyrénées et armée par les États-Unis se dresse face à eux, ils ne pourraient pas remporter une victoire décisive, ce qui les empêcherait quasiment certainement de lancer leur offensive.

Un renforcement de notre part de l'armée espagnole, qui est possiblement la meilleure d'Europe en dehors des territoires communistes, non content de présenter une valeur militaire, apporterait également un sentiment électrique de sécurité aux éléments véritablement anti-communistes des autres pays d'Europe occidentale. Une assurance aussi proche de force visible manque cruellement à la France, car le pays, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, a souffert de la grave menace intérieure constituée par la présence de quelque 5 000 000 Communistes connus. Lors de l'élection des députés siégeant à l'Assemblée Nationale française, le 17 juin 1951,

3. En français dans le texte, NdT

le parti communiste, soutenu par les Soviétiques, a rassemblé plus du quart de tous les suffrages (*New York Times*, 19 juin 1951), et est resté le parti politique le plus grand du pays. En outre, les dirigeants communistes dominent le monde du travail dans les principales industries françaises. « En France, les Communistes restent le facteur dominant au sein des syndicats » (« The Last Five Years », de George Meany, *American Federation of Labor*, Washington D.C., p. 11). Voir également l'article très documenté « French Communism, » écrit pour *Life* par André La Guerre, édition du 29 janvier 1951. Avec des Communistes aussi puissants et aussi prêts au sabotage ou à une véritable rébellion, la France de 1952 est à considérer comme d'une valeur limitée en tant qu'alliée. Comme vu ci-dessus, la fiabilité de la France dans la défense de l'Occident serait améliorée si les États-Unis aidaient les forces militaires de l'Espagne anti-communiste.

Avec une Espagne armée, et avec le gouvernement socialiste britannique débouté par le parti conservateur de M. Churchill en vertu des élections du 25 octobre 1951, l'esprit de l'Europe peut revivre. Si cela n'arrive pas, ce sera trop attendre de la part des États-Unis que de sauver l'Europe à jamais, car « si 250 millions de personnes en Europe occidentale, avec une industrie nettement plus développée que celle de la Russie, ne parviennent pas à s'assembler et à établir les bases d'une défense terrestre, alors il y a fondamentalement quelque chose qui ne va pas en Europe occidentale » (*U.S. News and World Report*, 22 juin 1951, p. 10). Peut-être que ce qui « ne va pas » découle de la politique étasunienne — au moins en grande partie. Par exemple, en profondeur dans notre politique et nonobstant nos proclamations officielles, « l'Allemagne est inscrite comme une alliée » pour éviter « des fardeaux politiques à New York » (Frank C. Hanighen, dans *Human Events*, 7 février 1951).

L'Espagne, avec ses barrières nationales et le positionnement stratégique de son territoire à cheval sur le détroit de Gibraltar, pourrait devenir un point d'ancrage d'un arc défensif fondé sur le pétrole et la distance. En vertu de leur emplacement et de leur idéo-

logie anti-communiste, les nations musulmanes du Moyen-Orient sont à l'autre bout de ce croissant potentiel de sécurité. Une amitié avec ces nations constituerait, à l'instar d'une amitié avec l'Espagne, un facteur considérable pour empêcher une troisième guerre mondiale.

Parmi les nations positionnées à la périphérie des Soviétiques, la Turquie, montagneuse et à l'esprit militariste, est particulièrement forte. C'est peut-être parce qu'elle constituerait une alliée efficace qu'elle a reçu de longue date une douche froide de la part du Département d'État étasunien. Mais soudain, à l'automne 1951, la Turquie, ainsi que la Grèce, a reçu un statut semblable à celui des nations d'Europe de l'Ouest (à l'exception de l'Espagne) dans le projet de défense mutuelle contre le Communisme. Ce changement de politique, apparemment réalisé avec réticence par le gouvernement étasunien à l'égard de la Grèce et de la Turquie, semble — comme l'envoi d'une mission militaire en Espagne — avoir émané avec de plus en plus de force de la clameur publique aux États-Unis, comme on l'a vu dans les journaux, surtout dans les courriers envoyés par les lecteurs, comme on l'a entendu sur les ondes radiophoniques de la bouche de commentateurs patriotes, et comme l'ont reflété les sondages d'opinion publique. Cette réussite du peuple à modifier la politique nationale devrait conforter le citoyen moyen et l'inciter à réaliser d'autres efforts pour guider son pays vers des politiques sensées. Il est tout à fait essentiel que chaque personne se souvienne que toute grande réussite est le résultat d'une multitude de petits efforts.

Entre l'Espagne et la Turquie, les îles de Méditerranée — Majorque et Minorque, la Corse et la Sardaigne, la Sicile et Malte, la Crète et Chypre — sont bien déployées, et par nature bien fortifiées. Peut-être les États-Unis devraient-ils en transformer certaines en bases imprenables, au travers d'accords conclus avec leurs autorités. La valeur incontestable d'une île-forteresse est démontrée par la survie de Malte face à l'épreuve des bombardements réalisés par l'Axe durant la seconde guerre mondiale, ainsi que par la capture

par Hitler de la Crète, une opération tellement coûteuse en temps et en matériel qu'elle constitua un facteur de l'échec allemand face à Moscou au mois de décembre qui suivit.

En Méditerranée Orientale, l'île de Chypre (que l'auteur a visitée) présente le potentiel de constituer un bastion très puissant. En relation avec les Dardanelles, les champs de pétrole soviétiques, et le triangle stratégique Alep-Baghdad-Le Caire, le site maritime de Chypre est admirable. Comme ses montagnes atteignent une hauteur de plus de 1800 mètres, et sont positionnées comme des barricades défendant une vaste plaine intérieure, l'île pourrait bien devenir l'emplacement de hangars souterrains et de pistes d'atterrissage pour une grande forteresse aérienne.

Les autres îles énoncées ci-avant présentent des avantages différents, en matière de force aérienne ou autre.

Au Sud de ce collier d'îles se trouve l'Afrique, clé ultime de la réussite ou de l'échec du monde occidental pour empêcher une action agressive contre l'Europe. C'est la puissance aérienne située en Afrique, dans la grande étendue de collines et de plaines allant du Maroc à l'Égypte, qui pourrait bien constituer la principale dissuasion de toute action hostile en Europe ou dans le Moyen-Orient de la part de l'Union soviétique. « La puissance aérienne constitue la seule contre-mesure efficace contre l'occupation russe du Moyen-Orient. Plus profond l'Armée Rouge bouge dans cette région stratégique inestimable, plus ses lignes d'approvisionnement peuvent être perturbées par des frappes aériennes » (« Africa and Our Security, » par le général Bonner Fellers, *The Freeman*, le 13 août 1951). Dans son précieux article, le général Fellers affirme également qu'une « petite force terrestre mobile et très entraînée, dotée d'une protection et d'un soutien aériens adéquats, » peut défendre les bases aériennes africaines, qui à leur tour peuvent empêcher la traversée de la Méditerranée par des forces hostiles en nombres dangereux.

Les terres musulmanes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (comme sources de pétrole et comme bases pour des bombardiers

à longue portée) devraient, avec une approche diplomatique appropriée, être rapidement et positivement amenées dans le giron du schéma de défense étasunien. À moins que l'on ne découvre de nouvelles inventions pour l'instant hors de portée, et sans une aide déguisée apportée par le gouvernement étasunien (comme celle que Truman et Acheson ont apportée aux Communistes chinois dans le détroit de Formose), l'Union soviétique ne peut pas remporter une guerre mondiale sans le pétrole du Moyen-Orient. Le temps qu'a mis la Russie à manœuvrer ouvertement sur ce théâtre a fort bien pu être déterminé par des réserves de carburant insuffisantes pour lancer l'aventure.

La pression réalisée par les Soviétiques sur l'Iran a été initiée lors de la conférence de Téhéran, au cours de laquelle Staline, dont on affirme qu'il ne veut pas quitter son territoire, a diverti le président des États-Unis en rapide déclin à l'ambassade de Russie dans un geste grandiose aussi insultant pour les Iraniens que pour notre personnel déployé dans ce pays⁴. La raison invoquée par Staline, selon qui son ambassade était le seul lieu sûr, constituait en réalité un geste rusé et fier face aux peuples d'Asie, car il a affiché Roosevelt, symboliquement homme de l'Ouest, comme tenu sous bonne garde et protection, ou comme assigné à résidence par l'homme de l'Est.

Le général Elliott Roosevelt apporte des détails sur le dîner tenu à l'ambassade de Russie, au cours duquel Staline a invité « Père et le Premier Ministre » dans son livre *As He Saw It* (pp. 188, 189). Staline proposa que les « criminels de guerre » allemands fussent abattus par des pelotons d'exécution « dès leur capture, tout autant qu'ils sont, et on doit bien pouvoir en trouver au moins cinquante milles. »

4. Franklin Roosevelt a pour l'occasion accepté d'être hébergé au sein de l'ambassade d'URSS à Téhéran. Le président des États-Unis était quasiment mourant — pour un récit de cet événement, voir [Le Mythe Roosevelt](#), de John T. Flynn, chapitre 3, section 14, NdT

Selon le général Roosevelt, cette proposition choqua le premier ministre Churchill, qui bondit de son siège.

« Une telle attitude, » affirma-t-il, « est totalement opposée à notre sens de la justice britannique ! Le peuple britannique ne s'associera jamais à un tel meurtre de masse... nul, nazi ou non, ne sera abattu sommairement par un peloton d'exécution sans la tenue d'un procès légal et bonne et due forme...!!! »

L'impasse fut résolue par le président étasunien : « Clairement, il doit bien exister une forme de compromis, » déclara-t-il, selon son fils. « Peut-être que l'on pourrait dire qu'au lieu d'exécuter sommairement cinquante mille criminels de guerre, on pourrait s'entendre sur un nombre plus bas. Qui dit mieux que quarante-neuf mille cinq cents ? »

C'est de cette manière, prophétique du crime de Nuremberg, que le président Roosevelt, indubitablement très fatigué et sans doute déjà trop malade pour saisir la pleine portée de ses mots et de ses actes, laissa mettre au rebut les derniers vestiges du respect pour la loi et pour les traditions chrétiennes occidentales que manifestait encore notre gouvernement. En retour, ce président n'obtint que des flatteries de la part des gauchistes qui l'entouraient et la gratification d'un caprice de son déclin, qui fit se renfrogner Churchill et sourire Staline ! Quel spectacle de reddition dans la capitale même d'une Perse d'une telle importance stratégique et historique !

À Téhéran, l'ombre des derricks des champs pétroliers iraniens planait sur les triomphes de Staline comme sur les défaites de Churchill. « Si les raffineries d'Abadan devaient être fermées, ou que leur production devait être dirigée ailleurs, les résultats s'en ressentiraient dans le monde entier. Ces raffineries sont les plus grandes au monde, et produisent 550 000 barils par jour. » (Lettre d'information mensuelle de la représentante de l'Ohio au Congrès, [Frances Bolton](#), juin 1951). Et quel triste rôle les États-Unis n'ont-ils pas joué dans cette région pétrolière vitale entre Téhéran et 1951 ! « Les déplorables agissements de notre gouvernement en Iran ont contribué à un grand désastre, » tel est le sous-titre d'un éditorial du

magazine *Life*, sous le titre « Comment perdre un Monde » (21 mai 1951), au sujet de la politique menée par Acheson, consistant à ne rien faire hormis « laisser les parties s'installer » après le désastre attendu dans la région pétrolière la plus importante au monde. En Iran ou dans la région adjacente, les Soviétiques peuvent juger nécessaire de frapper pour obtenir carburant et lubrifiants, avant de pouvoir envisager de mener d'autres tentatives majeures ailleurs.

Le gauchisme bien connu de notre Département d'État — que l'on distingue à de nombreux égards, surtout au travers du témoignage soigneusement documenté produit par [Harold Stassen](#), et l'expulsion par le CIO de l'*United Public Workers Union* — ainsi que la prédilection précoce du premier ministre [Attlee](#) (1945-1951) pour le Communisme soulèvent la crainte inévitable de constater que la crise pétrolière en Iran en 1951, bien qu'on la déplore publiquement au niveau de la Grande-Bretagne et des États-Unis, aura fort bien pu être fabriquée par les mêmes dirigeants étasuniens et britanniques qui versent ensuite des larmes de crocodiles sur les pertes probables de pétrole subies par l'Occident !

La chute du prestige britannique au Moyen-Orient a constitué un facteur majeur au niveau mondial au début des années 1950, et a permis l'entrée des Soviétiques dans le vide qui en a résulté. Le gouvernement d'Attlee a eu beau protester au sujet des nationalisations des installations pétrolières iraniennes, cela n'a suscité de respect nulle part, car les Iraniens imitaient le programme intérieur du gouvernement socialiste britannique ! L'humiliation britannique en Iran fut aggravée par l'envoi longtemps menacé, mais jamais réalisé, de quelque 4500 parachutistes sur les champs de pétrole — un geste dont il fut affirmé avoir provenu d'un ministre de la défense socialiste à l'époque, le dirigeant juif [Emanuel Shinwell](#) (dépêche UP émise depuis Téhéran, le 25 mai 1951). L'avenir dira si le gouvernement de M. Churchill (d'octobre 1951) pourra ou non sauver la situation. Son discours du 17 janvier 1952 devant le Congrès des États-Unis n'a apporté aucun réconfort aux non-Communistes — un discours qui n'appela pas à la paix dans la justice pour les

Musulmans du Moyen-Orient, mais qui appelait des soldats étasuniens !

Le pouvoir moral des Étasuniens comme médiateurs, à l'instar du pouvoir britannique en la matière, s'est rapproché du niveau zéro. Presque un million de réfugiés musulmans démunis issus de Palestine — qui ont dans les veines davantage de sang biblique que toute autre race au monde de nos jours — errent ci et là au Moyen-Orient ou se trouvent dans des camps de personnes déplacées, et ne font pas silence sur la présence d'officiers étasuniens (voir le [chapitre 6](#), ci-avant) qui commandent les soldats qui les ont expulsés de leur maison. Pour des détails sur ces réfugiés désespérés envoyés à la divagation et à la famine par notre politique, voir « Nuages d'orage sur le Moyen-Orient ⁵, » *Human Events*, le 2 août 1950. Le mal que nous avons commis en Palestine peut constituer notre némésis en Iran et en Égypte ! La vérité est qu'en raison du soutien par les États-Unis de ce petit « Israël » sanglant — et de l'alignement britannique —, le Moyen-Orient musulman s'indigne des pouvoirs anglo-saxons jadis respectés et admirés (discours de M. Churchill).

En outre, les Sionistes ne se tiennent pas tranquilles. L'été 1951 a vu des affrontements sur les frontières « israélienne » et l'exposition des desseins sionistes dans d'autres régions du Moyen-Orient. Voici un exemple :

Baghdad, Irak, le 18 juin (AP) — Aujourd'hui, la police a affirmé avoir découvert des armes et explosifs en grandes quantités dans la synagogue d'Izra Daoud. Des sources militaires estiment que la quantité d'explosifs trouvés suffirait à dynamiter toute la ville de Baghdad.

Il s'agissait de la dernière découverte en date rapportée par la police, qui a affirmé hier avoir découvert un vaste magasin de fusils, de bombes et de munitions à l'ancien domicile d'un Juif éminent.

5. *Storm Clouds Over the Middle East*, NdT

La dépêche conclut, après avoir exposé d'autres découvertes : « la police a affirmé que les munitions étaient stockées par la *Société Sioniste de Baghdad*, décrite comme une branche de l'[organisation sioniste mondiale](#) » (*New York Times*, 19 juin 1951).

Malgré notre mauvaise réputation — méritée — dans le monde musulman, des contre-actions étasuniennes visant à sauver le pétrole du Moyen-Orient et le Canal de Suez sont impératives. L'approche judicieuse est évidente, mais *notre gouvernement va-t-il l'adopter ?* « Les Musulmans, et ceux qui s'allient à eux, par religion ou par sympathie, composent presque la moitié de la population mondiale, qui contrôle presque la moitié des territoires du monde. Nous les avons mis en rage lorsque nous avons aidé à expulser un million d'Arabes de leurs terres ancestrales au Moyen-Orient » (Lettre d'information du représentant du Texas au Congrès, [Ed Gossett](#), le 1^{er} février 1951). « Pour les États-Unis, récupérer l'amitié des 400 000 000 Musulmans, et la conserver, peut s'avérer le facteur décisif de la préservation de la paix dans le monde » (déclaration du représentant Ed Gossett à la Chambre des Représentants, le 12 juin 1951, conservée dans les archives du Congrès). Dans les pages du *Washington Times-Herald* (le 28 septembre 1951), le sénateur du Nevada, [George W. Malone](#), a également attiré l'attention sur le bon sens et l'avantage stratégique d'avoir le monde musulman de notre côté.

Récupérer l'amitié des Musulmans n'est pas simplement une question de justice de notre part, mais présente également un lien avec la question de réserves de pétrole absolument vitales. Le pétrole du Moyen-Orient nous est essentiel pour prévenir une troisième guerre mondiale, ou pour la gagner. Durant la seconde guerre mondiale, nous avons subi des rationnements de carburants, alors même que nous avions le pétrole du Moyen-Orient de notre côté. Que ferions-nous lors d'une autre guerre, nettement plus dépendante du pétrole, si le pétrole du Moyen-Orient partait de l'autre côté ? Et que ferions-nous si l'Occident devait perdre le Canal de Suez ?

La première action permettant d'empêcher un tel désastre — après avoir nettoyé notre Département d'État comme l'a demandé l'*American Legion* par un vote de 2881 voix contre 131 lors de sa Convention nationale à Miami (au mois d'octobre 1951) — devrait être d'envoyer une toute nouvelle liste de diplomates étasuniens dans les pays musulmans, depuis l'Égypte et le Yémen jusqu'à l'Irak et l'Iran. Ces nouveaux diplomates devraient être des Étasuniens purs et disposer d'instructions en vue d'annoncer une politique renouvelée qui aurait dû l'être il y a longtemps. Le Département d'État actuel, souillé par ses erreurs passées, ne pourrait parvenir à rien, quand bien même le désirerait-il.

Une politique renouvelée, mise en œuvre par de nouveaux dirigeants, serait presque certainement reçue par le monde musulman avec cordialité et gratitude, car jusqu'à ce que le grappin d'Israël fût jeté sur les États-Unis, ce pays resta dans l'ensemble du Moyen-Orient le moins méprisé et le moins craint de toutes les puissances étrangères. « Au sortir de la seconde guerre mondiale, le Proche-Orient était très amical envers les États-Unis et ses alliés, » a affirmé l'ambassadeur d'Égypte [Kamil Bey Abdul Rahim](#) (*Registre du Congrès*, le 12 juin 1951) lors d'une allocution prononcée à l'université de Princeton le 2 juin 1951. Mais en 1951, « un esprit de ressentiment et même de révolte contre les démocraties occidentales » balayait le Moyen-Orient. L'Ambassadeur déclare comme raison de la perte malheureuse de nos amis la « politique menée par l'Occident » :

La question de la Palestine est un exemple éclatant de cette politique. Chacun sait que la grave injustice infligée aux Arabes en Palestine les a aliénés et a sapé la stabilité de la région.

Le soutien politique et financier ininterrompu de l'Occident envers les Sionistes en Palestine n'aide pas les relations avec le Proche-Orient, ni ne raffermir les forces qui se battent contre le communisme dans la région.

En redevenant honorables dans notre traitement des nations musulmanes, et en les aidant en leur fournissant des bombardiers

de longue portée, ou par d'autres moyens, à défendre leur pétrole, que nous leur achèterions à des prix généreux, et que nous continuerions d'acheter à des prix généreux, nous pourrions rapidement établir une situation telle que les Soviétiques ne pourraient plus espérer conquérir le Moyen-Orient. En pénurie de pétrole, les Soviétiques ne pourraient plus espérer conquérir le monde. Il ne faut pas non plus oublier qu'outre le pétrole, le Moyen-Orient présente une grande importance stratégique. « Israël » et les terres musulmanes adjacentes constituent un vestibule qui débouche sur l'Europe, l'Asie et l'Afrique.

Outre la construction, au départ par une conduite honorable et ensuite au travers d'une assistance bien réfléchie, d'un croissant de force partant de l'Espagne et s'étalant sur la Méditerranée et l'Afrique du Nord jusqu'au Moyen-Orient, un autre agenda important intègre une solution à notre problème présent en Corée et pour la sûreté du Japon, de Formose et des Philippines. Mais comme le Sénateur de l'Indiana, [M. Jenner](#), l'a indiqué, « nous ne pouvons pas avoir la paix en Asie si les négociations sont menées par les hommes de Yalta » (*Human Events*, 30 mai 1951). Et puis, il y a l'Alaska, dont l'une des îles, [la petite Diomède](#), ne se situe qu'à 5 km et en pleine vue d'une autre île, [Ratmanov](#), qui appartient à la Russie. Sur les deux fronts de l'extrême-Orient soviétique, l'un est l'arrière-pays de Vladivostok et l'autre est un quadrilatère armé face à [Nome](#), en Alaska. Ici, selon [Hanson Baldwin](#), on trouve une garnison qui « s'élève sans doute à plus de 200 000 hommes » (voir l'article et la carte dans le *New York Times*, 15 mars 1949). On n'apporte ici aucune suggestion supplémentaire, mais il semble évident que la défense de l'Alaska devrait faire l'objet de priorités sur au moins certaines de nos aventures mondiales à longue portée.

Pour conclure la présente section, un avertissement est de mise — un avertissement dont il devrait être tenu compte dans tous les projets étasuniens, intérieurs et à l'étranger. Dans toute tentative d'aider le monde, l'aide principale que nous pouvons apporter est de rester solvables. Des États-Unis en faillite seraient pires qu'in-

utiles pour nos alliés. L'aide militaire accordée à l'étranger devrait par conséquent être assortie de deux principes associés. Nous devrions mettre fin à l'établissement d'une administration politique au sein de notre pays et couper à un niveau minimum raisonnable les dépenses intérieures du gouvernement. Nous devrions insister sur l'idée que les gouvernements étrangers qui reçoivent notre aide devraient également appliquer leurs énergies et leurs ressources au bénéfice de la cause commune.

Il n'est pas d'idée plus faussement dangereuse que celle consistant à croire que les États-Unis seraient excessivement riches. Nos ressources naturelles sont diversement estimées comme de l'ordre de 6 à 10 % de celles de la planète. Ces maigres ressources s'épuisent à un rythme plus rapide que celles de toute autre puissance. Notre dette nationale est également colossale, et dépasse ce que l'on connaît dans toute autre région du monde. Est-il approprié de considérer un homme dépensier et porteur de lourdes dettes comme un homme riche ? Selon quel critère constituons-nous une nation « riche » ?

Heureusement, quelques Étasuniens en haut lieu sont éveillés au danger d'un dollar étasunien exempt de sa valeur. Le général MacArthur, par exemple, lors de son discours prononcé face à l'assemblée du Massachusetts, a émis l'avertissement qui suit :

Le grand espoir de survie du monde libre réside désormais sur le maintien et la préservation de nos propres forces. Continuons de les dissiper et ce dernier espoir disparaîtra. Si le peuple étasunien veut transmettre le niveau de vie et l'héritage d'opportunités dont il a lui-même joui à ses enfants, et aux enfants de ses enfants, il ferait bien de demander à ses représentants au sein du gouvernement :

« Quel est le projet pour alléger la charge des impôts qui pèsent sur nous ? Quel est le projet pour mettre fin à ce mouvement inflationniste qui fait baisser progressivement et inexorablement le pouvoir d'achat de notre monnaie, qui rend caduque la protection de nos assurances, et qui réduit les personnes disposant d'un revenu fixe à la rudesse de la vie et au désespoir ? »

(c)

L'un des premières tâches d'un Département d'État complètement renouvelé sera d'informer le Congrès et le peuple étasunien au sujet des Nations Unies.

Lancée en 1945, alors que l'obsession de notre gouvernement pour tout donner aux Soviétiques connaissait son paroxysme, l'organisation des Nations Unies a connu un départ malheureux. Notre représentant le plus influent à San Francisco, « Le Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale, » n'était autre qu'Alger Hiss. Il n'est dès lors pas surprenant que les gauchistes des États-Unis, allant du rose au vermillon, aient trouvé domicile dans les diverses alcôves de la nouvelle organisation. Selon une déclaration personnelle faite à l'auteur du présent livre par feu Robert Watt, dirigeant de l'*American Federation of Labor* et faisant autorité sur les affaires internationales, tous les membres hormis le président d'un contingent de vingt-et-un membres étasuniens du personnel permanent de l'ONU étaient des Communistes connus ou des sympathisants à cette cause. Ces gens et d'autres du même type sont pour la plupart toujours au sein de l'appareil de l'ONU.

En outre, et comme il fallait s'y attendre, le travail de notre propre délégation ne peut pas être évalué de manière impartiale comme favorable aux intérêts ni même à la survie des États-Unis en tant que nation. Notre ingérence gratuite dans les affaires intérieures d'autres pays, comme celle d'un programme que nous appelons réforme agraire, est ainsi, par exemple, très dangereuse pour nous. « Les États-Unis vont faire de la réforme agraire en Asie, en Afrique et en Amérique latine un point central de leur plateforme pour le développement économique mondial. En temps voulu, la délégation des États-Unis [auprès de l'ONU] va introduire une résolution étendue au Conseil Économique et Social des Nations Unies » (*Dépêche au New York Times*, 1^{er} août, par Michael L. Hoffman, le 2 août 1951). Une personne sensée peut-elle penser que notre col-

lection de gauchistes, etc., à l'ONU sache véritablement comment réformer la structure économique et sociale de trois continents ? Ce dessein n'est-il pas dans son intégralité une attaque contre la souveraineté des nations dont nous comptons « réformer » les territoires ? Ce dessein n'apparaît-il pas comme ayant été concocté principalement, voire uniquement, afin d'établir un précédent qui permettra aux Communistes et à d'autres Marxistes de « réformer » la propriété des terres aux États-Unis ?

Dans le même temps, certaines instances internationales n'ont pas retardé à lancer leurs projets en vue d'influencer les politiques étrangères, et même intérieures, des États-Unis. Par exemple, lors de la Conférence Juive Mondiale qui s'est tenue à Genève, en Suisse, le 10 septembre 1951, « le sujet de loin le plus important » a été déclaré résider dans l'opposition à « la résurgence de l'Allemagne en tant que puissance indépendante de premier plan » (*New York Times*, 10 septembre 1951). La dépêche spéciale au *New York Times* poursuit comme suit :

« Nous sommes fortement et fermement opposés à l'émancipation rapide de l'Allemagne hors du contrôle allié et au réarmement allemand, » a affirmé ce jour le Dr. [Maurice Perlzweig](#), de New York, qui représente les communautés juives de l'hémisphère occidental.

Les dirigeants attendent la formulation et l'envoi par les représentants à l'étranger des Puissances occidentales les opinions spécifiques de la communauté juive mondiale sur la question allemande.

La citation ci-avant montre une tentative internationale de façonner la politique étrangère. Au cours du même « Congrès, » on a également porté attention à l'exercice d'une influence au sein des États-Unis :

... Le Dr. Goldman a affirmé que les non-Sionistes doivent apprendre à contribuer à certains programmes sionistes auxquels ils n'ont pas acquiescé.

« Les non-Sionistes ne devraient pas être mécontents si certaines sommes d'argent sont utilisées par l'entraînement Halutzith [des colons] aux États-Unis, » a-t-il affirmé lors d'une conférence de

presse. « Les Sionistes seraient dans l'incapacité d'accepter toute demande d'annulation de ces entraînements, » a-t-il ajouté.

Comment une force extérieure pourrait-elle exercer sa volonté sur les États-Unis ? La méthode du jour-après-jour consiste à exercer une pression économique et à appliquer une propagande au peuple au travers du contrôle des médias qui fabriquent l'opinion publique ([chapitre 5](#)). Mais une autre méthode n'en a pas moins été répétée. John Jay Daly en a exposé tous les détails dans un article par sous le titre « L'ONU s'empare des villes étasuniennes et les régent » dans le magazine *National Republic* (septembre 1951). Selon la description de M. Daly, des soldats arborant le drapeau des Nations Unies — un rectangle bleu semblable à celui de l'État d'« Israël » — ont pris Culver City, Huntington Park, Inglewood, Hawthorne et Compton, en Californie. Les « spécialistes » militaires ont pris le gouvernement par surprise, « envoyant en prison le maire de la ville et enfermant le chef de la police... et le chef des pompiers... Les citoyens, selon une proclamation affichée sur l'hôtel de ville, ont été avisés que la région était désormais sous contrôle des forces armées des Nations Unies. » Si le lecteur tend à penser que cette opération des Nations Unies — bien qu'elle soit menée par des soldats de nationalité étasunienne — serait sans conséquence, on lui rappelle que les États-Unis ne disposent que d'un soixantième des voix à l'assemblée des Nations Unies.

L'emplacement actuel du siège des Nations Unies est situé aux États-Unis, mais pas n'importe où : dans la plus grande ville infestée d'étrangers, afin de faciliter toutes les ingérences étrangères visant à briser la souveraineté locale au sein de ce pays — surtout si nos soldats nés ici sont envoyés en grand nombre dans des pays étrangers et si nos propres contingents « spécialistes » au sein de la force de l'ONU sont composés de nouveaux arrivés dans le pays. On peut imaginer que ces soldats soient choisis en quantité selon une règle à venir de l'ONU selon laquelle il faudra que ses soldats parlent plus d'une langue. Une telle règle, qui pourrait apparaître

raisonnable sous un certain angle, limiterait les soldats étasuniens opérant pour l'ONU presque exclusivement à ceux qui sont nés à l'étranger, ou dont les parents sont nés à l'étranger. En effet, fort peu de soldats de lignage étasunien parlent des langues étrangères, alors que les réfugiés et autres immigrés, ainsi que leurs descendants immédiats, parlent le plus souvent deux langues — l'anglais, plus ou moins, et la langue de la région dont eux-mêmes ou leurs parents sont originaires.

Comme cela a été répété au Congrès, entre autres par le sénateur Pat McCarran, le 25 avril 1949 (voir l'opuscule du gouvernement : « Activités communistes parmi les groupes étrangers et nationaux, » p.A1), la présence de l'ONU au sein des États-Unis présente l'inconvénient véritable — qui n'a rien d'une supposition — de reconnaître au sein de nos frontières, sous immunité diplomatique, un afflux continu de nouveau personnel d'espionnage en mesure de prendre contact directement avec les membres de réseaux déjà établis au sein du pays.

On trouve d'autres signes d'« inutilité » de l'ONU, que [John T. Flynn](#) a décrits dans une émission diffusée sur la chaîne *Liberty* (novembre 1951). La formulation du traité de défense de l'Atlantique Nord ou de l'Alliance de sécurité en 1949 constituait déjà pratiquement une reconnaissance du fait que l'ONU était morte en tant qu'influence de prévention des agressions majeures. Le coup de force pratiqué par les États-Unis contre les nations réticentes à voter pour l'acceptation d'« Israël » a porté à l'ONU un coup aussi puissant que les vetos de la Russie. Autre problème propre à faire hésiter les Étasuniens, le phrasé dangereux et l'interprétation possiblement encore plus dangereuse de certains articles de la charte de l'ONU. Il se trouve même une grave question au sujet de la destruction totale de notre souveraineté sur nos propres territoires, non seulement par interprétation d'articles de l'ONU par des dirigeants de l'ONU (voir *The United Nations — Action for Peace* de Marie et Louis Zocca, p. 56), mais aussi par décisions judiciaires prises par des tribunaux gauchisés dans notre pays. Ainsi, dans

l'affaire opposant Sei Fujii à l'État de Californie, « le Juge Emmet H. Wilson a décidé qu'une loi existant dans un État est inapplicable en raison de la charte des Nations Unies » (« De nos jours, » George Sokolsky, *Washington Times-Herald* et autres journaux, 9 mars 1951). En dernier chef, et non sans une grande importance, on trouve la tendance continuelle manifestée par l'ONU à laisser les États-Unis, avec une voix sur 60, porter non seulement la charge principale de l'organisation, mais presque toute cette charge. Aussi, lors de l'opération parrainée par l'ONU en Corée, les États-Unis ont fourni « plus de 90 % des morts et blessés » (allocution de l'ancien président Herbert Hoover, le 20 décembre 1950) au sein des troupes de l'ONU, les Coréens du Sud étant exclus des chiffres puisque la Corée du Sud n'est pas membre de l'ONU. Et au fil des mois qui ont suivi, le taux des pertes étasuniennes est resté proportionnellement aux mêmes niveaux. Mais au milieu de l'été 1951, on comptait davantage de morts et de blessés étasuniens en Corée que durant la guerre révolutionnaire, la guerre de 1812, la guerre mexicaine et la guerre hispano-étasunienne toutes combinées ! On voit donc que l'organisation des Nations Unies a misérablement échoué dans ce qui devrait relever de sa fonction principale — à savoir la prévention et l'arrêt de la guerre.

Face aux lignes qui s'empilent ainsi sur le côté des passifs du registre, qu'est-ce que les Nations-Unies ont accompli ? Un représentant des États-Unis, M. Harding Bancroft, a apporté une réponse à cette question au printemps 1951 dans une émission télévisée (*NBC*, « The United Nations Is My Beat »). Les trois réussites du Conseil de Sécurité citées par M. Bancroft se sont produites en Palestine, aux Indes orientales hollandaises, et au Cachemire. Quel est l'étalon utilisé par M. Bancroft pour mesurer la réussite ? On ne peut pas en donner ici les détails, mais il ne fait aucun doute que quiconque présentant des sympathies ou bien avec la civilisation chrétienne, ou bien avec la civilisation musulmane, ne pourrait considérer l'agrégation de ces résultats obtenus dans ces trois régions comme une réussite !

Il faut enfin avertir les patriotes étasuniens face aux tentatives fallacieuses d'établir des parallèles entre la Constitution des États-Unis et les régulations établies par les Nations Unies. La Constitution, avec ses dix premiers amendements, fut conçue spécifiquement pour endiguer le pouvoir du gouvernement fédéral et préserver les droits des États et des personnes individuelles. D'un autre côté, les Nations Unies semblent avoir pour objectif de détruire un grand nombre de droits souverains des nations membres et de mettre les individus en péril partout — et particulièrement aux États-Unis.

Au vu de tous ces sujets, le public étasunien a droit à une orientation vis-à-vis de l'ONU, pratiquée par une direction renouvelée du Département d'État. Les écuries d'Augias de l'ONU sont tellement nauséabondes que le nettoyage de la saleté au sein de cette organisation pourrait s'avérer trop difficile. Peut-être que la meilleure chose à faire serait d'en suspendre les opérations *sine die*. Ainsi, à l'instar des nations partageant notre point de vue, y compris le bloc musulman — qu'un Département d'État nettoyé traiterait sans aucun doute honorablement — on pourrait définir un accord avantageux pour la sûreté et la souveraineté de chacun. La nouvelle organisation internationale, délivrée des pièges dissimulés, des barbelés, des potions empoisonnées et des mauvais compagnons qui caractérisent l'organisation actuelle, pourrait apporter de grandes choses à la paix mondiale. Au sein de la délégation étasunienne auprès de la nouvelle organisation, nous devrions intégrer uniquement des Étatsuniens — non pas des disciples à l'ancienne de Acheson ou de Hiss. En tous cas, le Congrès et le peuple méritent un rapport complet sur les Nations Unies, établi par un Département d'État auquel ils puissent faire confiance.

(d)

Dernier point, mais très important, le nettoyage de notre gouvernement va nous fournir une arme de propagande puissante contre les maîtres du peuple russe. Nous ne devons pas oublier le rideau

de fer sur les États-Unis ([chapitre 5](#)) qui a dissimulé la vérité suivante : la Russie ([chapitre 2](#)) fut fondée par les Russ, qui étaient des hommes de l'Ouest, des hommes de Scandinavie, desquels émana l'ensemble de la race nordique, y compris la grande majorité de tous les Européens de l'Ouest. Même en Espagne et en Italie du nord, les gens descendent en grande partie d'ancêtres Goths, d'abord passés par la Suède à l'île balte de [Gotland](#) (ou Gothland, d'où leur nom) puis ont conquis et colonisé les terres du Sud et de l'Ouest. Par conséquent, on ne devrait jamais parler de manière désobligeante des Russes ou de la Russie. « Chaque fois que nous attaquons “la Russie” ou “les Russes” en signifiant la hiérarchie bolchevique, ou parlons avec mépris des “hordes asiatiques,” ou identifions le communisme mondial à une “menace slave,” nous apportons du grain à moudre aux moulins du Kremlin. Nos médias et nos déclarations sont passées au peigne fin à Moscou pour en tirer des citations » (tiré du « Cadeau de Acheson à Staline, » *The Freeman*, 27 août 1951). Devrions-nous, ou ne devrions-nous pas envoyer des messages spéciaux aux Estoniens, et Lettons et aux Lithuaniens, à l'indépendance de qui le président Franklin Roosevelt — lors de l'une de ses sautes d'humeur — s'engagea ? Devrions-nous, ou ne devrions-nous pas diriger des appels spéciaux aux Russes blancs et aux Ukrainiens ? Ce dernier peuple a de nombreuses raisons de détester les dirigeants de la Russie, car ce fut une rébellion du mois de janvier 1918, menée par des Juifs ne voulant pas être coupés des Juifs de Moscou et de Leningrad, qui constitua le principal facteur de la perte du vieux rêve d'indépendance ukrainien (*A History of the Ukraine*, Hrushevsky, p. 539 et *passim*). Ce sont les patriotes étasuniens qui devraient prendre des décisions sur la nature de la propagande que nous envoyons au peuple se trouvant derrière le Rideau de Fer, sur la base des estimations réalisées par les Renseignements au sujet des peuples tenus par les Soviétiques, et non pas des personnes vouées à l'idéologie du Communisme et préoccupées par les votes minoritaires !

Mais nous ne devons jamais oublier non plus que le peuple russe

est chrétien de cœur. Il a été converti alors même qu'il émergeait sur la scène de l'État moderne, et le christianisme fait partie de ses traditions — tout comme il fait partie des nôtres.

Enfin, nous ne devons pas oublier que les dirigeants de la Russie, depuis 1917, ne sont pas des Russes patriotes, mais une coalition honnie de Russes renégats avec les résidus du vieil ennemi territorial et idéologique de la Russie, les Khazars judaïsés, qui ont durant des siècles refusé de s'assimiler aussi bien au peuple russe qu'à la civilisation chrétienne occidentale.

Au vu de ces faits historiques, sur la base desquels le présent livre déchire le rideau de la censure, il est raisonnable de supposer que le vrai peuple russe est rétif et amer face au joug et aux provocations de ses dirigeants iscarotes et étrangers. On dispose de nombreux témoignages étayant cette hypothèse presque axiomatique. Dans son livre *The Choice*, Boris Shubb affirme qu'en Russie, « il n'existe pas de véritable loyauté envers Staline-Berie-Malenkov dans le moindre segment significatif du parti, de l'État, de l'armée, de la police, ou du peuple. » Dans *The Freeman* (le 13 novembre 1950), Rodney Gilbert affirme au sein d'un article « Plan de contre-attaque » : « Finalement, il y a le front intérieur soviétique russe, où nous disposons sans doute d'une force plus importante de notre côté que celle que pourrait assembler l'ensemble du monde occidental. » Selon le *Catholic World* (janvier 1941) : « L'esprit russe, chrétien, ne présente aucune ressemblance avec l'esprit officiel du Politburo. » De même, David Lawrence (*U.S. News and World Report*, 25 décembre 1950) affirme : « Nous devons commencer par désigner nos véritables ennemis. Nos véritables ennemis ne sont pas les peuples de la Russie soviétique ou les peuples des dénommés "pays du Rideau de Fer". » Dans *Human Events* (28 mars 1951), l'éditeur du *Reader's Digest*, Eugene Lyons, cite le titre actuel du *Saturday Evening Post* : « Nos ennemis sont les Tyrans Rouges, pas leurs esclaves » et avec une importante documentation, conforme à celle que l'on pourrait attendre de qui a été durant six années correspondant étranger en Union soviétique, parvient à la conclusion

que « la majorité écrasante des peuples soviétiques déteste ses dirigeants et rêve d'une libération du joug rouge. » Ainsi, pour finir, le général Fellers témoigne comme suit dans son pamphlet « Guerre de la Pensée contre le Kremlin » (*Henry Regnery Company*, Chicago, 25 cents) : « La Russie, à l'instar des petites nations sous son contrôle, est dans les faits un pays occupé. » Le général Fellers recommande que nos dirigeants « n'accusent pas le peuple russe pour les tactiques de naufrage de la paix employées par la clique du Kremlin, » mais énoncent clairement que nous « partageons les aspirations des Russes pour la liberté. » Le général se moque de l'idée qu'une telle propagande soit inefficace : « Sur la base des émissions diffusées durant la guerre, nous savons que les diffusions radios efficaces, bien que seulement des milliers de personnes les entendent, présentent des effets sur des millions de personnes. Les pays auxquels est refusée la liberté de la presse et la liberté d'expression tendent à devenir d'immenses galeries de murmures ; les faits et les idées supprimés ont souvent une portée plus importante que la propagande officielle. »

Quelle opportunité pour l'ensemble de nos agences de propagande, y compris « Voice of America » ! Et pourtant, les témoignages indiquent le fait que notre Département d'État a systématiquement refusé toute suggestion d'émettre une propagande directe, non pas contre le peuple russe, mais contre les dirigeants qui l'enchaînent. « Voice, » que l'on n'écoute pas aux États-Unis — du moins, pas le grand public — est désigné comme diffusant une mosaïque en grande partie peu convaincante, voire répulsive, de frivolités étasuniennes, présentées comme une introduction à la « culture » étasunienne — sans objectif, hormis peut-être l'empêcher d'être utile à notre pays en tant que formidable arme de propagande potentielle. « Voice » semble également faire peu de cas de la vérité. Par exemple, une dépêche CTPS depuis Tokyo le 13 avril (*Washington Times-Herald*, le 14 avril 1951) rapportait ce qui suit :

Voice of America, contrôlé par le Département d'État, diffuse actuellement une version déformée de la réaction du monde au renvoi du général MacArthur, en comparaison avec les rapports indépendants montrés ce jour.

Le public de « *Voice* » a ici l'impression d'une approbation pratiquement unanime de la décision du président Truman.

Parfois, on expose que « *Voice* » affirme au peuple russe enchaîné que les États-Unis n'ont aucun intérêt à changer « la structure gouvernementale ou sociale de l'Union soviétique. » Pour des détails soigneusement documentés, voir l'article « *Voice of America* provoque la méfiance des Russes anti-rouges envers les États-Unis ; et sert les intérêts soviétiques » dans le *Williams Intelligence Summary* du mois de juin 1951 (P. O. Box 868, Santa Ana, California, 25c l'exemplaire, 3\$ à l'année). Enfin, il est à noter qu'à l'été 1951, un témoignage secret a été déposé face aux comités du Sénat indiquant « que des sympathisants communistes ont infiltré les programmes de *Voice of America* [contrôlé par] le département d'État » (dépêche AP dans le *Richmond Times-Dispatch*, 10 juillet 1951).

Pire qu'inutile, ce « *Voice of America* » pourrait, sous un Département d'État nettoyé, devenir rapidement utile et puissant. Nous pourrions en faire usage pour déclarer au peuple russe que nous savons qu'il a vécu durant des siècles conformément à la civilisation chrétienne, et que nous serons heureux de le voir y revenir. Nous pourrions dire au peuple russe que nous n'avons rien contre lui, et que nous avons de par nos lois retiré de notre gouvernement les dirigeants qui, pour se maintenir en poste ou au service d'autres causes, ont voulu une grande guerre à l'étranger. Nous pourrions alors inviter les auditeurs russes de l'émission à penser à une action semblable dans leur pays. Une telle émission, si elle ne débouche pas directement sur le renversement des dirigeants actuels, les préoccuperait sans doute assez pour les empêcher de démarrer une guerre. Ce type d'émission paverait également la voie vers une assistance depuis l'intérieur de la Russie dans le cas tragique où se

produirait une guerre. Des émissions du nouveau type devraient commencer rapidement, car les dirigeants soviétiques ont une censure de la pensée, comme nous, et car notre tâche sera de plus en plus difficile chaque mois, au fur et à mesure que mourront les personnes plus âgées connaissant la vérité de nos émissions sur la base de leur vie d'avant 1917.

(e)

Le peuple patriote des États-Unis ne devrait pas perdre espoir. Il devrait procéder avec hardiesse, et joie quant au résultat, car il a le bon droit pour lui. Qui plus est, il constitue une grande majorité, et une telle majorité peut faire prévaloir sa volonté dès lors qu'elle cesse de lécher les bottes de ses ravisseurs.

Un point d'encouragement réside dans le fait que les choses ne sont pas aussi graves qu'il y paraît. La plupart des patriotes estiment que leur pays est dans les pires affres, en ce début des années 1950. La situation était cependant encore pire en 1944, et n'apparaît désormais comme pire que parce que l'élément pro-étasunien au sein de notre pays prévaut dès lors qu'il s'agit d'éclairer les endroits sombres.

1944 fut sans aucun doute l'année la plus dangereuse de toutes pour les États-Unis. Notre président, ainsi que la coterie militaire l'entourant, s'employaient activement à jouer notre victoire auprès de l'Union soviétique. Au mois de novembre, le président agonisant fut élu par une coalition franche et ouverte entre les partis démocrate et communiste. Le pèlerinage d'hommage et de reddition envers Staline de Yalta (février 1945) était en cours de préparation. Le jour le plus sombre fut le triste trente décembre, qui vit les Communistes rétribués par la fin des régulations qui les avaient tenus éloignés des Services de Renseignements Militaires. Les États-Unis semblaient mourir de l'épidémie mondiale de fièvre rouge.

Mais le 3 janvier 1945, notre pays s'est rassemblé. Le nouveau Congrès venait de s'assembler lorsque [M. Sabath](#), de l'Illinois, dé-

clara que les règles du soixante-dix-huitième Congrès, qui se terminait, seraient celles du soixante-dix-neuvième. Sur ce, le représentant démocrate du Mississippi au Congrès, M. [John Elliott Rankin](#) se dressa, et proposa l'amendement selon lequel le comité temporaire sur les activités anti-étasuniennes se vît accorder le statut de comité permanent au sein de la Chambre des Représentants.

M. Rankin a expliqué la fonction du comité permanent comme suit :

Le comité sur les activités anti-américaine, dans son ensemble ou en tant que sous-comité, est autorisé à réaliser de temps à autre des enquêtes sur (1) l'étendue, le caractère et les objets d'activités de propagande anti-étasunienne au sein des États-Unis, (2) la diffusion au sein des États-Unis de propagande subversive et anti-étasunienne qui est instiguée par des pays étrangers ou qui présente une origine intérieure, et s'attaque au principe de la forme de gouvernement garantie par notre Constitution, et (3) toutes les autres questions en lien avec ces sujets qui aideraient le Congrès à établir la législation nécessaire à y remédier.

En soutien à son amendement aux Règles de la Chambre, M. Rankin a affirmé :

Le comité Dies, ou Comité aux Activités anti-étasuniennes, a été créé en 1938. Il a réalisé un travail fabuleux face à toutes les critiques qui ont été lancées contre son président et ses membres. J'affirme que durant ces temps éprouvants, le Comité aux Activités anti-étasuniennes a réalisé une tâche supérieure à toutes les autres tâches jamais menées par cette Chambre.

Aujourd'hui, alors que nos garçons se battent pour préserver les institutions étasuniennes, j'affirme que le moment n'est pas venu de détruire les archives de ce comité, et que le temps n'est pas venu de lever notre vigilance. Nous devrions poursuivre sur cette voie et maintenir intact ce comité, et par-dessus tout, préserver ces archives.

[Karl Mundt](#), représentant du Dakota du Sud au Congrès, a pris la parole pour exprimer son soutien de l'amendement Rankin. Des manœuvres ont été menées pour s'opposer à la proposition par [M. Marcantonio](#), représentant de New York au Congrès, M. [Sabbath](#), représentant de l'Illinois au Congrès, et d'autres membres du

Congrès partageant leur opinion, mais M. Rankin, en parlementaire talentueux, a forcé un vote. Par 208 voix contre 186, et avec 40 abstentions, l'amendement Rankin a été adopté et le Comité aux Activités anti-étasuniennes est devenu un Comité permanent de la Chambre des Représentants (tous les détails et citations proviennent des archives du Congrès, 3 janvier 1945, pages 10-15 — des pages qui méritent d'être conservées en photostat, si l'original n'est pas disponible, pour être consultables dans toute école et dans tout club de vétérans des États-Unis).

Les Communistes et leurs acolytes étaient abasourdis. Mais en dehors d'un recours à la violence, ils ne pouvaient rien faire. Des actions lancées comme « antennes » leur montrèrent qu'ils ne parviendraient à rien avec leur soulèvement espéré dans le Sud des États-Unis, dont la quasi-totalité des habitants étaient des Étasuniens patriotes. En outre, hormis pour deux incidents largement séparés et rapidement résorbés, ils ne parvinrent à rien au niveau de leur projet d'une révolte au sein de l'armée. Malgré leur réussite à Yalta et en dépit de leur influence continue au sein de l'administration étasunienne, les Soviétiques décidèrent d'agir avec plus de prudence. L'amendement Rankin a apporté aux États-Unis d'Amérique une chance de survivre en tant que nation suivant leur Constitution. Est-il donc nécessaire de se demander pourquoi M. Rankin a eu à subir d'amères représailles depuis lors de la part des Communistes, de leurs acolytes, et de leurs dupes ?

L'amendement Rankin a donné aux États-Unis une chance de vivre, mais le rétablissement a été long et le pays connaît de nombreuses rechutes. Le présent livre, *Le Rideau de Fer sur les États-Unis*, a établi le diagnostic de notre situation en ce milieu de siècle, et a suggéré des remèdes, dont le premier doit être un nettoyage des subversifs au sein des départements de direction et agences de Washington. Le degré d'infestation par les Communistes, et par les indifférents ou les amis du Communisme est au sein de l'administration de M. Truman époustouffant. Les détails sont de plus en plus disponibles pour qui étudie les publications des comités

du Congrès concernés par le problème. « Activités de Propagande Communiste aux États-Unis », un rapport publié début 1952 par le Comité judiciaire du Sénat des États-Unis, traite principalement de la propagande communiste menée avec l'aide du Département d'État et du Département de la Justice des États-Unis ! Le rapport (pp. v-ix) a pour point haut une réprimande cinglante des manœuvres pro-communistes du Département d'État au travers de cette déclaration : « La politique du Département d'État est dans les faits une annulation administrative d'une loi établie. »

L'un des résultats de l'« annulation » de la loi existante a été la dissémination en 1950 aux États-Unis de plus de 1 000 000 de livres, magazines et autres documents imprimés communistes, 2275 films soviétiques, et 25 080 enregistrements sur phonographe (pp. 24-25). Selon une décision spéciale du Département de la Justice, ces éléments ont été dépêchés de manière individuelle « à des institutions d'État, des universités, ou à des professeurs ou à d'autres personnes, » sans aucune déclaration indiquant qu'ils étaient envoyés à des fins de propagande, ou provenaient d'Union soviétique ou d'un autre gouvernement soviétique ! Est-ce cela que veut le peuple étasunien ? C'est ce qu'il reçoit sous l'administration Truman.

Après le renvoi des hauts dirigeants et de leurs hommes de mains personnels, il n'existera plus aucune raison de désespérer, même au sujet des Départements d'État et de la Défense. Au Département d'État, on trouve de nombreux individus dont l'histoire suggère la trahison, mais également de nombreux travailleurs occupant un rang bas ou intermédiaire, dont le patriotisme tenace a empêché en de nombreuses occasions que notre pays soit bradé. Ces gens vont se rallier aux nouveaux dirigeants. Il en va de même au sein du Département de la Défense. Hormis une poignée de personnes engagées dans des actions illégitimes en vue de dissimuler leurs anciennes actions par omission ou par commission, nos généraux et amiraux, comme tous les autres grades, ont à cœur le bien de leur pays.

Disciplinés par la tradition à se subordonner aux autorités civiles, les officiers de notre état-major suivent une politique honnie de laquelle il n'ont pas moyen de sortir, car d'un côté ils ne désirent pas dénoncer l'administration, et de l'autre ils ne distinguent aucune voie de sortie par le haut pour les États-Unis dans les actions insensées qui leur sont ordonnées. En dehors du personnel militaire, le personnel civil, hommes comme femmes, d'agences stratégiques telles que les Renseignements Militaires reste, à quelques exceptions près, constitué d'Étatsuniens dévoués, loyaux, et compétents. Sur un changement de nos hauts dirigeants de l'État et de la défense, avec une politique décidée par des patriotes, les rouages de notre département de la défense sera en mesure d'établir un programme stratégiquement sensé pour notre pays, qui doit servir aussi bien à nous-mêmes et à nos enfants qu'à la forteresse de la civilisation chrétienne occidentale.

Dans le même temps, le personnel patriote du Département d'État se trouve confronté à un effroyable dilemme. S'il reste en poste, on pensera certainement qu'il aura soutenu les mauvaises politiques de ses supérieurs. S'il démissionne, chaque poste sera sans doute pourvu par des personnes aux tendances subversives. Heureusement pour les États-Unis, la plupart de ces personnes ont décidé de rester en poste et y seront pour aider leurs nouveaux supérieurs patriotes, après qu'un nettoyage aura été effectué.

Ce nettoyage au sein de notre gouvernement insufflera une nouvelle vie non seulement aux dirigeants patriotes, civils ou militaires, de Washington, mais aussi à nos hauts gradés et officiers navals sur la terre entière. Leur nouvel esprit apportera la confiance à tous les grades ainsi qu'au peuple étatsunien. Ici encore, faire partie de l'armée sera un privilège et un honneur au lieu de l'état actuel : une peine d'esclavage voire de mort au service d'une politique qui n'a jamais été énoncée et ne peut pas être énoncée, car il s'agit au mieux d'un programme de récolte de bulletins de vote, de construction administrative et de contrôle.

Le nettoyage de notre gouvernement infesté par les gauchistes

présentera également l'immense vertu de libérer notre peuple du cauchemar de la peur. La peur disparaîtra avec les Communistes, leurs acolytes, et ceux qui courent derrière les bulletins de vote. Car les États-Unis sont fondamentalement forts. Selon les mots du général MacArthur à Austin :

Notre grande nation n'a jamais été aussi puissante... elle n'a jamais eu aussi peu de raisons d'avoir peur. Elle n'a jamais été plus en mesure de répondre aux enjeux de prendre la direction des opérations, en matière de paix ou de guerre, spirituellement, physiquement ou matériellement. Et comme elle n'a jamais été conquise par personne, elle reste impossible à conquérir.

Les mots de notre grand général sont vrais, pourvu que nous ne nous détruisions pas de nous-mêmes.

Par conséquent, en ayant à cœur la survie de leur pays, que tous les vrais Étasuniens — sans crainte des factions politiques, des minorités ou des idéologies étrangères — œuvrent suivant les lignes suggérées par le présent ouvrage, pour parvenir au superbe résultat qui verra tous les hommes en lien avec Téhéran, Yalta et Potsdam, ainsi que toutes les autres personnes déloyales envers notre pays et à notre type de civilisation, démis de leurs fonctions sensibles au sein de notre gouvernement. Ce n'est que de cette manière que nous pourrons prendre un nouveau départ en mettant enfin à bas le rideau de fer de la censure. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons empêcher que soient encore et encore enterrés nos fils sous de petites croix blanches sur des terres lointaines, du fait de bévues ineptes ou de raisons sinistrement dissimulées. C'est la seule manière suivant laquelle nous pouvons sauver les États-Unis.

Annexe A

Remerciements

Comme *le rideau de fer sur l'Amérique* a développé de nombreuses années d'étude, de voyage, et de services de renseignements, suivies par une période plus récente de recherches intensives et de consultation d'experts, l'auteur se trouve redevable d'une manière ou d'une autre auprès de centaines de personnes.

Pour commencer, il se sent obligé envers ses anciens professeurs, surtout ses tuteurs, instructeurs, et professeurs de langues de l'université. Que soient remerciés et que l'on se souvienne de Sallie Jones, Leonidas R. Dingus, Oliver Holben, James S. McLemore, Thomas Fitz-Hugh, Richard Henry Wilson, C. Alphonso Smith, William Witherle Lawrence, George Philip Krapp, C. Pujadas, Joseph Delcourt, et Maurice Grammont. Certains de ces enseignants exigeaient de leurs étudiants des connaissances de l'histoire, des ressources, de la culture et des idéaux des peuples dont ils enseignaient la langue. Leur mémoire est sans tâche.

En second lieu, l'auteur est profondément redevable envers M. Albert Kahn et les six administrateurs de l'*American Albert Kahn Foundation* — Edward Dean Adams, Nicholas Murray Butler, Charles D. Walcott, Abbott Lawrence Lowell, Henry Fairfield Osborn et

Henry Smith Pritchett — qui l'ont désigné comme représentant à l'étranger pour les années 1926-1927. Sans l'accolade de ces hommes, et l'aide de leur distingué secrétaire, le Dr. Frank D. Fackenthal, l'auteur n'aurait pas pu, un quart de siècle plus tard, ouvrir la voie menant au *rideau de fer sur l'Amérique*.

En troisième chef, l'auteur se trouve en dette auprès de nombreux hommes et femmes qui furent ses collègues de travail dans le champ étendu des renseignements stratégiques, et aux personnes qui passèrent par ses services pour échanger, de retour de toutes les régions du monde. Cette obligation ne concerne pas de détails spécifiques, mais a apporté à l'auteur un contexte général et des connaissances qui l'ont par la suite guidé dans ses travaux.

Aux amis et contributeurs de plusieurs autres catégories, l'auteur exprime ici son sentiment profondément obligé. Un grand nombre de sénateurs et de membres du Congrès lui ont transmis des informations, ont poursuivi ses recherches, lui ont envoyé des documents ou des photostats du gouvernement lorsque les originaux n'étaient pas disponibles, l'ont présenté à des contacts précieux, et lui ont de toutes manières apporté une assistance très importante. Certains amis qui sont professeurs à l'université, avocats éminents ou analystes politiques ont lu et critiqué de manière constructive tout ou partie du manuscrit. Le personnel de diverses bibliothèques a apporté son aide, mais l'auteur s'est particulièrement reposé sur la Bibliothèque du Congrès, la Bibliothèque de l'Université de Virginie, et par-dessus tout la Bibliothèque de l'Université Méthodiste du Sud, où l'assistance était toujours disponible, vélocité et compétente. Enfin, quatre secrétaires se sont montrés des plus patients et précis en copiant et recopiant des milliers de pages hérissées de noms propres, de titres de livres et d'articles, de citations et de dates.

Cependant, pour une raison spéciale, l'auteur ne désignera aucun nom qui l'a aidé depuis 1927. Les « souillures » et représailles envers des personnes éminentes sont bien connues, mais pour chaque victime dotée de cette visibilité, ce sont des milliers d'autres, au

sein du gouvernement, des universités, et même à titre privé, qui subissent des indignités de la part d'arrogants tenants du pouvoir de la censure. C'est donc avec réticence qu'aucun remerciement personnel n'est ici exprimé. Les amis de l'auteur connaissent bien son appréciation pour leur travail, et comprendront.

Aux travaux cités et aux autorités cités dans *le rideau de fer sur l'Amérique*, l'auteur se trouve redevable et le reconnaît volontiers. Pour l'utilisation des extraits sous protection du copyright dépassant les quelques lignes, il a reçu la permission d'auteurs et éditeurs, et prend plaisir à remercier : The American Legion Magazine and National Commander (1950-1951) Erle Cocke, Jr.; le professeur Harry Elmer Barnes; Mr. Bruce Barton and the King Features Syndicate; les Christophers; la Clover Business Letter; Duell, Sloan, and Pearce, Inc.; le Freeman; l'ambassade du Liban; Human Events; le New York Times; le Tablet; l'Universal Jewish Encyclopedia Company, Inc.; le Washington Daily News; et le Washington Times-Herald. D'autres détails, comprenant les titres et nom des auteurs sont cités sur les pages appropriées, afin qui quiconque s'y intéresse sache comment trouver les travaux cités, qu'il s'agisse de les acheter ou de les consulter en bibliothèque.

Trois journaux et deux magazines méritent des remerciements particuliers. En raison de leur couverture complète des informations et de la reproduction telle quelle de documents officiels, les éditions actuelles et les exemplaires dûment indexés ou microfilmés du *New York Times* ont été essentiels à la préparation du *rideau de fer sur l'Amérique*. Le *Washington Times-Herald* a constitué une lecture obligatoire également, en raison de sa couverture de la scène de Washington, ainsi que de la scène internationale, avec des rapports non censurés. Au travers de ses éditoriaux informés et fondés sur les faits au sujet de la politique étrangère étasunienne, et par une couverture des événements étrangers digne des honneurs, le *Dallas Morning News* s'est montré des plus utiles. Après avoir vérifié avec soin la précision et les points de vue, l'*American Legion Magazine* et *Foreign Services*, le magazine des vétérans des guerres menées à

l'étranger, ont publié des articles spéciaux écrits par l'auteur dans le domaine général des relations entre États-Unis et Soviétiques. Engagé comme il se doit auprès des vétérans qui ont donné leur vie, le *rideau de fer sur l'Amérique* peut être considéré comme un élément de gratitude à nos deux grandes organisations de vétérans pour leur introduction personnelle auprès de leur cinq millions de lecteurs patriotes.

Enfin à chaque éditeur, aux périodiques, et aux personnes ayant contribué — aux morts aussi bien qu'aux vivants — aux quelques-uns dont le nom est ici cité et aux nombreux qui doivent conserver l'anonymat — et enfin à ses lecteurs, dont nombreux sont ceux qu'il n'aura jamais l'honneur de connaître hormis par la filiation spirituelle d'une grande mission partagée visant à répandre la Vérité, l'auteur adresse ses remerciements, du fond du cœur !